

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

92,41

10,3

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES - 2025

Concours Financiers de
l'État aux Entreprises et
Établissements Publics
au titre de l'Éxercice 2023



NOS CHIFFRES




47
Entreprises
Publiques


Capital social
cumulé des
Entreprises
Publiques

FCFA
745,3
milliards

FCFA
734,9
milliards
Part État

FCFA
10,3
milliards
Part actionnaires
privés



90 Etablissements
Publics



69
bénéficient des
subventions directes
de fonctionnement

21
bénéficient des
ressources affectées
(para fiscalité)

Subventions directes de fonctionnement aux Etablissements Publics




2022 FCFA
81,75
milliards


2023 FCFA
92,41
milliards


2024 FCFA
107,6
milliards



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	4
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES GRAPHIQUES	9
LISTE DES ABRÉVIATIONS	11
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	17
INTRODUCTION GÉNÉRALE	21

PREMIÈRE PARTIE 23

PRÉSENTATION DE LA SITUATION DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS 24

I.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ENTITÉS DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT 25

I. 1.1. CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS...	25
1.1. 1.1 ORGANES INTERNES DES EEP	25
1.1. 1.2 LES ORGANES ET INSTITUTIONS EXTERNES DES EEP	27
I.1.2. PORTEFEUILLE DES ENTREPRISES A PARTICIPATION PUBLIQUE.....	29
I.1.2. 1.Présentation suivant le capital social	29
I. 1.2. 2. Présentation des entreprises à participation publique par secteur d'activités.....	32
I. 1. 3. Présentation des Etablissements Publics	36
I. 1.3. 1. Cartographie des Etablissements Publics .	36
I. 1.3. 2. Répartition des Etablissements Publics par secteurs d'activités	41

I. 2. GOUVERNANCE DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS 42

I. 2. 1. Mandat des dirigeants sociaux et qualité des administrateurs	42
I. 2.1. 1. Mandat des dirigeants sociaux.....	42
I. 2.1. 2. Statut de l'Administrateur	48
I. 2. 2. Transmission des documents financiers et réserves des commissaires aux comptes.....	48

I. 2.2. 1. Transmission des documents financiers en 2023.....	48
I. 2.2. 2. Réserves des commissaires aux comptes en 2023.....	48
I. 2. 3. Mise en conformité des textes organiques, rémunérations et avantages des dirigeants sociaux.....	49
I. 2.3. 1. Mise en conformité des textes organiques des EEP	49
I. 2.3. 2. Rémunérations et avantages des dirigeants sociaux	50
I. 2. 4. Plateforme de concertation entre les tutelles techniques et la tutelle financière des Entreprises et Etablissements Publics	51

I. 3. RELATIONS FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES ENTRE L'ÉTAT ET LES EEP 51

I. 3. 1. Dettes croisées entre l'État et certaines Entreprises Publiques en 2023	51
I. 3. 2. Subvention de réhabilitation aux Entreprises et Etablissements Publics en 2023	52
I.3.3 Prise de participation de l'État.....	53
I. 3. 3. Avances en compte courant associé en 2023 ..	53
I. 3. 4. Prix administrés	55
I. 3. 5. Coût des missions de service public	55
I. 3. 6. Subventions d'exploitation et d'investissement ..	55
I. 3. 7. Prêts rétrocédés et encours des emprunts garantis par l'État	57

DEUXIÈME PARTIE 61

PERFORMANCES ECONOMIQUE, FINANCIÈRE, BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS 62

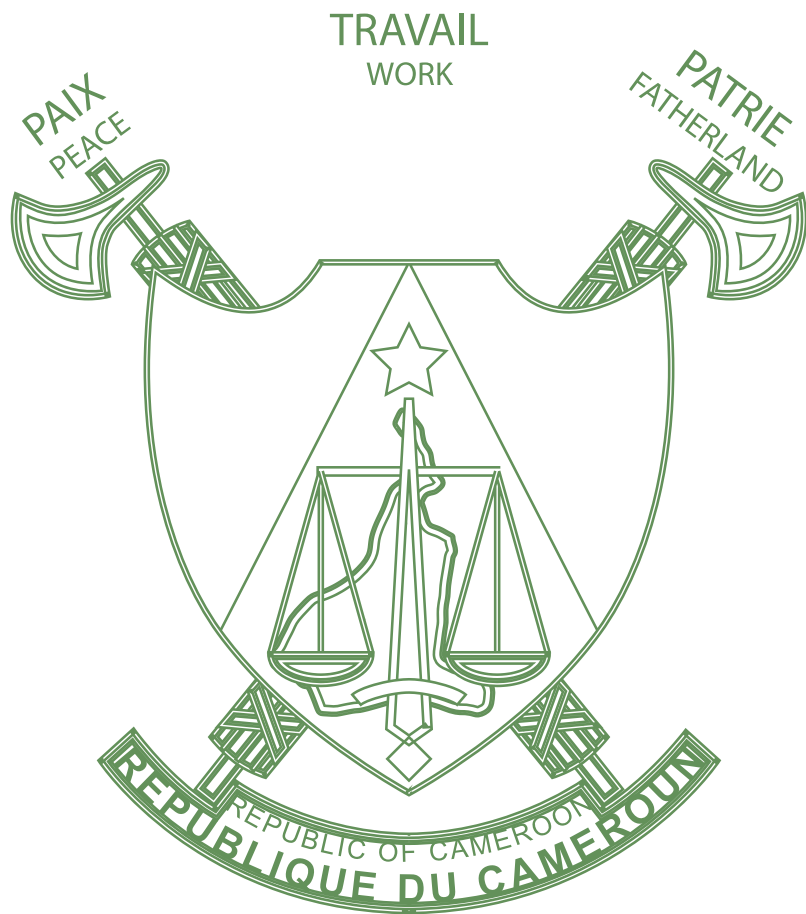
II. 1. PERFORMANCES ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES ENTREPRISES PUBLIQUES .. 63

II. 1. 1. Chiffres clés du portefeuille des Entreprises Publiques en 2023	63
---	----



TABLE DES MATIÈRES

II. 1. 2. Performance économique des Entreprises Publiques	64	II. 2.3. Situation des dépenses effectuées sur les recettes réalisées	99
II. 1.2. 1. Emplois créés	64	II.2.3.1. Situation du personnel des Etablissements Publics.....	102
II. 1.2. 2. Investissements réalisés	65	II.2.3.1.1 Situation des effectifs employés	102
II. 1.2. 3. Chiffre d’Affaires obtenu	67	II.2.3.1.2 Charges du personnel	109
II. 1.2. 4. Valeur Ajoutée	70	II. 2. 4. Situation de l’endettement des Etablissements Publics	114
II. 1.2. 5. Excédent Brut d’Exploitation et partage de la Valeur ajoutée	72	II.3. CLASSIFICATION DES ETABLISSEMENTS PUBLICS	117
II. 1.2. 6. Résultat Net obtenu	74	II. 3.1. Critère de classification	117
II. 1.2. 7. Marge d’Exploitation	75	II. 3.2. Présentation de la classification	117
II. 1.2. 9. Rotation de l’actif.....	76	II. 3.3. Analyse comparative	119
II. 1.2. 10. Rentabilité	77	TROISIÈME PARTIE 121	
II. 1. 3. Performance financière des Entreprises Publiques ..	79	RISQUES BUDGETAIRES LIÉS AUX EEP	122
II. 1.3. 1. Amortissement de l’outil de production ..	79	ANNEXES	143
II. 1.3. 2. Solvabilité.....	80		
II. 1.3. 3. Capitaux Propres	81		
II. 1. 4. Performance financière des Entreprises à participation publique minoritaire	85		
II. 1. 5. Classification des Entreprises Publiques	89		
II.1.5.1. Critère de classification	89		
II.1.5.2. Présentation de la classification.....	89		
II.1.5.3. Analyse comparative	90		
II. 2. PERFORMANCES BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS 90			
II. 2.1. Situation des recettes réalisées sur les recettes prévisionnelles des Etablissements Publics	90		
II. 2.2 Situation des recettes réalisées par nature.....	94		
II.2.1.1. Situation des recettes propres mobilisées par les Etablissements Publics	97		





LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Parts de l'État dans le capital social des entreprises en 2023	29	Tableau 14 : libération du capital social par l'État au profit des Entreprises Publiques (chapitre 92 2023).....	53
Tableau 2 : Liste des entreprises par secteur d'activités.....	33	Tableau 15 : situation des conventions issues des prêts en compte courant.....	54
Tableau 3 : volume des participations de l'état par sous-secteurs d'activités.....	35	Tableau 16 : situation des subventions d'exploitation versées aux Entreprises Publiques en 2023	55
Tableau 4 : Cartographie des Etablissements Publics par tutelle technique et subventions directes de fonctionnement reçues de 2021 à 2023	37	Tableau 17 : situation des subventions d'investissement versées aux Entreprises Publiques en 2023	56
Tableau 5 : Répartition des subventions directes de fonctionnement des Etablissements Publics par secteurs d'activités.....	41	Tableau 18 : entreprises publiques ayant reçu de l'État un volume important de subvention d'investissement en 2023	57
Tableau 6 : Présentation de la situation des mandats des dirigeants sociaux des Entreprises Publiques au 31 décembre 2023	43	Tableau 19 : Prêts rétrocédés et encours des emprunts garantis par l'État (en milliards de FCFA).....	57
Tableau 7 : synthèse de la situation des mandats des dirigeants sociaux des Entreprises Publiques au 31 décembre 2023	44	Tableau 20 : Chiffres clés des Entreprises Publiques en 2023	63
Tableau 8 : Présentation de la situation des mandats des dirigeants sociaux des Etablissements Publics en 2023	45	Tableau 21 : Contribution des Entreprises Publiques au budget de l'État entre 2021 et 2023 (en millions).....	64
Tableau 9 : Présentation de la situation des mandats des dirigeants sociaux des Etablissements Publics en 2023	47	Tableau 22 : Évolution des emplois par secteur	64
Tableau 10 : Liste des Entreprises Publiques non conformes au 31 décembre 2023	49	Tableau 23 : Évolution des investissements des Entreprises Publiques par secteur entre 2021 et 2023	66
Tableau 11 : Liste des Etablissements Publics non conformes au 31 décembre 2023	50	Tableau 24 : Évolution du chiffre d'affaires dans les Entreprises Publiques par secteur entre 2021 et 2023	68
Tableau 12 : situation des dettes croisées entre l'État et les Entreprises Publique en 2023 ..	52	Tableau 25 : Évolution de la valeur ajoutée des Entreprises Publiques par secteur entre 2021 et 2023	70
Tableau 13 : situation des subventions de réhabilitation des EEP en 2023	53		

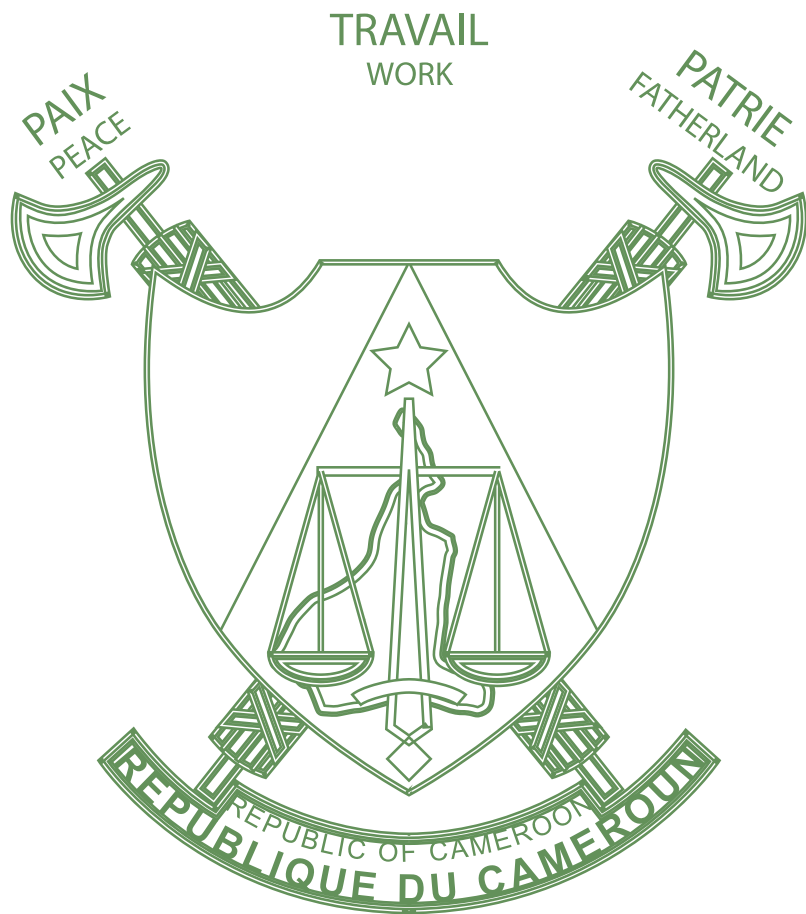
LISTE DES TABLEAUX

Tableau 26 : Évolution du poids de la valeur ajoutée créée par les Entreprises Publiques sur le PIB de l'État de 2021 à 2023 (PIB nominal).....	72	Tableau 38 : situation des recettes réalisées par les Etablissements Publics de 2021 à 2023 .	91
Tableau 27 : évolution de l'Excédent Brut d'Exploitation et des charges du personnel des Entreprises Publiques entre 2021 et 2023 ..	72	Tableau 39 : situation des recettes réalisées par Etablissement Public et par nature en 2023	95
Tableau 28 : Évolution du résultat net des Entreprises Publiques par secteur sur la période de référence	74	Tableau 40 : Situation des rescetts propres des Etablissements publics par seteur.....	98
Tableau 29 : Évolution de la marge bénéficiaire des Entreprises Publiques par secteur sur la période de référence.....	76	Tableau 41 : situation des dépenses effectuées par les Etablissements Publics par secteur en 2023	100
Tableau 30 : Évolution des rotations des actifs par secteur	76	Tableau 42 : effectifs du personnel par Etablissement Public en 2023	102
Tableau 31 : Rentabilité économique par secteur des Entreprises Publiques entre 2021 et 2023	77	Tableau 43 : Evolution des Effectifs par Etablissement Public entre 2021 et 2023 .	105
Tableau 32 : Évolution de la rentabilité financière par secteur	78	Tableau 44 : situation des charges de personnel par secteur en 2023	110
Tableau 33 : Évolution de la vétusté de l'outil de production des entreprises par secteur	80	Tableau 45 : situation de la dette des Etablissements Publics au 31 décembre 2023 par secteur et domaine.....	114
Tableau 34 : Évolution du ratio d'endettement par secteur	80	Tableau 46 : structure de la dette des Etablissements Publics au 31 décembre 2023 par nature suivant les domaines d'activités.....	115
Tableau 35 : Évolution des capitaux propres par secteur	81	Tableau 47 : Synthèse des risques budgétaires des EEP	123
Tableau 36 : Évolution du rapport capitaux propres et capital social des Entreprises Publiques.....	83	Tableau 48 : Liste des Etablissements Publics non conformes en 2023	129
Tableau 37 : Agrégat des entreprises à participation publique minoritaire.....	86	Tableau 49 : Présentation de la situation des mandats des dirigeants sociaux des Etablissements Publics en 2023	133



LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Proportion des entreprises sous le contrôle de l'État et le poids de l'État dans le capital social des entreprises de son portefeuille.....	32	Graphique 14 : Évolution des rotations des actifs par secteur	77
Graphique 2 : Volume des participations de l'État par secteur d'activité en 2022 et 2023	36	Graphique 15 : Évolution de la rentabilité économique par secteur	78
Graphique 3 : situation des mandats des dirigeants sociaux des Entreprises Publiques au 31 décembre 2023	44	Graphique 16 : Évolution de la rentabilité financière par secteur	79
Graphique 4 : situation des Mandats des PCA des Etablissements Publics en 2023	47	Graphique 17 : Évolution la vétusté des entreprises par secteur	80
Graphique 5 : situation des mandats des DG et DGA au sein des Etablissements Publics en 2023	48	Graphique 18 : Évolution du ratio d'endettement par secteur	81
Graphique 6 : Évolution des emplois par secteur	65	Graphique 19 : Évolution des capitaux propres par secteur	82
Graphique 7 : Évolution des investissements dans les Entreprises Publiques par secteur entre 2021 et 2023	67	Graphique 20 : situation des ressources mobilisées par les Etablissements Publics entre 2021 et 2023	93
Graphique 8 : Évolution du Chiffre d'Affaire des Entreprises Publiques par secteur entre 2021 et 2023	69	Graphique 21 : situation des recettes mobilisées des Etablissements Publics par nature (en milliards de FCFA) de 2021 à 2023	96
Graphique 9 : Évolution de la valeur ajoutée des Entreprises Publiques par secteur sur la période de référence	71	Graphique 22 : Nature des ressources mobilisées des Etablissements Publics en 2023	97
Graphique 10 : Évolution du partage de la valeur ajoutée en 2021 et 2023 (en %).....	73	Graphique 23 : situation globale des dépenses réalisées par les Etablissements Publics entre 2021-2023	101
Graphique 11 : Évolution de l'importance des charges du personnel par secteur.....	73	Graphique 24 : Répartition des emplois par catégorie dans les Etablissements Publics en 2023	109
Graphique 12 : Évolution du résultat net par secteur	75	Graphique 25 : Répartition du stock des arriérés des Etablissements Publics au 31 décembre 2023 suivant la nature	116
Graphique 13 : Évolution de la marge bénéficiaire par secteur	76		





LISTE DES ABRÉVIATIONS

1	ADC	Les Aéroports du Cameroun
2	AER	Agence d'Electrification Rurale
3	ALUBASSA	Société Aluminium de Bassa
4	ALUCAM	Compagnie Camerounaise de l'Aluminium
5	AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
6	ANAFOOT	Académie Nationale de Football
7	ANAFOR	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier
8	ANOR	Agence des Normes et de la Qualité
9	ANRP	Agence Nationale de Radioprotection
10	ANTIC	Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication
11	API	Agence de Promotion des Investissements
12	APME	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
13	APN	Autorité Portuaire Nationale
14	APZE	Agence de Promotion des Zones Economiques
15	ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
16	ARSEL	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité
17	ART	Agence de Régulation des Télécommunications
18	ASCNPD	Agence de Service Civique National de Participation au Développement
19	AYABA HOTEL	AYABA HOTEL
20	BC-PME	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
21	BUCREP	Bureau Central de Recensement de la Population
22	BUNEC	Bureau National de l'Etat Civil
23	CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
24	CADEC	Caisse des Dépôts et Consignations
25	CAMAIR-Co	Cameroon Airlines Corporation
26	CAMPOST	Cameroon Postal Services
27	CAMTAINER S.A	Société Nationale de Transport et de Transit du Cameroun
28	CAMTEL	Cameroon Telecommunications
29	CAMWATER	Cameroon Water Utilities Corporation



LISTE DES ABRÉVIATIONS

30	CARPA	Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat
31	CBC	Commercial Bank of Cameroon
32	CCAA	Cameroon Civil Aviation Authority
33	CDC	Cameroon Development Corporation
34	CDEN	Caisse de Développement de l'Élevage du Nord
35	CDENO	Caisse Développement de l'Élevage du Nord-Ouest
36	CDJJM	Centre de Documentation Juridique, Judiciaire Multimédia
37	CDPM	Caisse de Développement des Pêches Maritimes
38	CEFAM	Centre de Formation des Administrateurs Municipaux
39	CENAME	Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels
40	GENEEMA	Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole
41	CFC	Crédit Foncier du Cameroun
42	CHC.SA	Cameroon Hotels Corporation
43	CHRACERH	Centre Hospitalier de Recherche et d'Application en Chirurgie Endoscopique et de Reproduction Humaine
44	CHU	Centre Hospitalier Universitaire
45	CICAM	Cotonnière Industrielle du Cameroun
46	CILRS	Comité Inter-régional de Lutte contre la Sécheresse
47	CIRCB	Centre International de Référence Chantal BIYA
48	CNCC	Conseil National des Chargeurs du Cameroun
49	CNIC	Chantier Naval et Industriel du Cameroun
50	CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
51	CNRPH	Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées
52	CONAC	Commission Nationale Anticorruption
53	CP	Contrat de Partenariat
54	CPC	Centre Pasteur du Cameroun
55	CPE	Cameroon Publi-Expansion
56	CRTV	Cameroon Radio Television
57	CSPH	Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures



LISTE DES ABRÉVIATIONS

58	CUD	Communauté Urbaine de Douala
59	CUY	Communauté Urbaine de Yaoundé
60	DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
61	EDC	Electricity Development Corporation
62	EIFORCES	Ecole Internationale des Forces de Sécurité
63	ENAM	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature
64	ENSTP	Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics
65	FAO/PAM	Comité de Gestion FAO/PAM
66	FEICOM	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Inter Communale
67	FMI	Fonds Monétaire International
68	FNE	Fonds National de l'Emploi
69	FODECC	Fonds de Développement des Filières Cacao et Café
70	FR	Fonds Routier
71	GCE Board	General Certificate of Education Board
72	HGD	Hôpital Général de Douala
73	HGOPED	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala
74	HGOPY	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé
75	HGY	Hôpital Général de Yaoundé
76	HYDRAC	Hydrocarbures Analyses Contrôles
77	HYDRO MEKIN	Mekin Hydroelectric Development Corporation
78	IMPM	Institut des Recherches Médicales et d'Etudes des Plantes Médicinales
79	IN	Imprimerie Nationale
80	INC	Institut National de Cartographie
81	INJS	Institut National de la Jeunesse et des Sports
82	INS	Institut National de la Statistique
83	INTS	Institut National de Travail Social
84	IRAD	Institut de Recherches Agricoles pour le Développement
85	IRGM	Institut de Recherche Géologique et Minière
86	ISMP	Institut Supérieur de Management Public

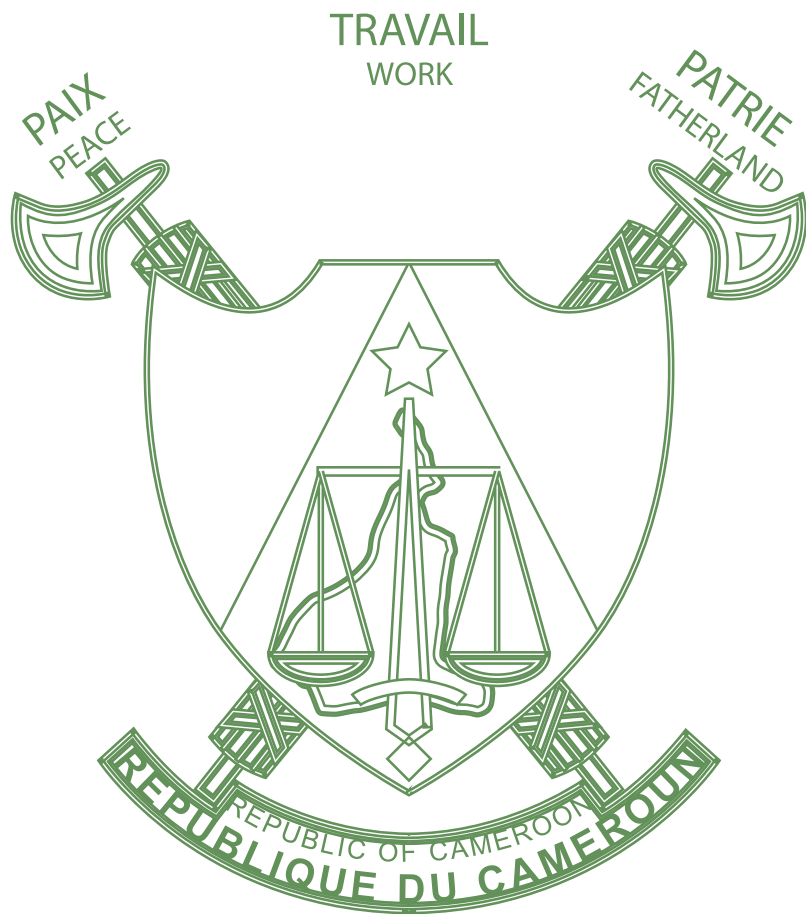
LISTE DES ABRÉVIATIONS

87	LABOGENIE	Laboratoire National de Génie Civil
88	LANACOME	Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments et d'Expertise
89	LANAVET	Laboratoire National Vétérinaire
90	LINAFI	Limbé Nautical Arts and Fisheries Institute
91	MAETUR	Mission d'Aménagement et d'Équipement des Terrains Urbains et Ruraux
92	MAGZI	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles
93	MATGENIE	Parc National de Matériel de Génie Civil
94	MEADEN	Mission d'Études pour l'Aménagement du Nord
95	MEAO	Mission d'Études pour l'Aménagement de l'Océan
96	MIDENO	Mission de Développement du Nord-Ouest
97	MIDEPECAM	Mission de Développement de la Pêche Artisanale et Maritime
98	MIDIMA	Mission de Développement Intégré des Monts Mandara
99	MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Énergie
100	MINTP	Ministère des Travaux Publics
101	MIPROMALO	Mission de Promotion des Matériaux Locaux
102	MIRAP	Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation
103	MoU	Memorandum of Understanding
104	OBC	Office du Baccalauréat du Cameroun
105	OC	Office Céréaliier
106	OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
107	ONACC	Observatoire National des Changements Climatiques
108	ONCC	Office National du Cacao et du Café
109	PAD	Port Autonome de Douala
110	PAK	Port Autonome de Kribi
111	PAL	Port Autonome de Limbé
112	PC	Palais des Congrès
113	PMUC	Pari Mutuel Urbain Camerounais
114	PP Plc	Pamol Plantations Plc
115	PPP	Partenariat Public Privé



LISTE DES ABRÉVIATIONS

116	SCDP	Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers
117	SCP	Société à Capital Public
118	SEM	Société d'Economie Mixte
119	SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua
120	SG - CAMEROUN	Société Générale du Cameroun
121	SGHC	Société des Grands Hôtels du Cameroun
122	SHE	Société Hôtelière de l'Est
123	SHNC	Société Hôtelière du Nord Cameroun
124	SIC	Société Immobilière du Cameroun
125	SNH	Société Nationale des Hydrocarbures
126	SNI	Société Nationale d'Investissement du Cameroun
127	SODECAO	Société de Développement du Cacao
128	SODECOTON	Société de Développement du Coton du Cameroun
129	SODEPA	Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales
130	SOHLI	Société Hôtelière du Littoral
131	SONARA	Société Nationale de Raffinage
132	SONATREL	Société Nationale de Transport de l'Electricité
133	SOPECAM	Société de Presse et d'Editions du Cameroun
134	SOWEDA	South West Development Authority
135	SRC	Société de Recouvrement des Créances du Cameroun
136	SUP, PTIC	Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications
137	UBa	Université de Bamenda
138	UB	Université de Buea
139	Udla	Université de Douala
140	UDS	Université de Dschang
141	UMa	Université de Maroua
142	Undéré	Université de Ngaoundéré
143	UNVDA	Upper Nun Valley Development Authority





RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les Etablissements et Entreprises Publics (EEP) ont toujours été au centre des préoccupations des pouvoirs publics, au regard de leur contribution déterminante dans la conduite et la mise en œuvre des politiques de développement économique et social, à l'effort de construction nationale et d'aménagement du territoire. En outre, ces entités interviennent dans tous les secteurs d'activités à savoir, primaire, secondaire et tertiaire pour les Entreprises Publiques et Gouvernance, Production et Social en ce qui concerne les Etablissements Publics. De même, les EEP contribuent à la diversification des sources de croissance, au renforcement de la résilience et de la compétitivité de l'économie, dans l'optique de la consolidation du positionnement international du pays. En effet, les EEP contribuent à l'équilibre macroéconomique et à la fourniture des services sociaux de base.

Compte tenu des enjeux stratégiques liés à l'efficacité économique et sociale de l'action des EEP et afin d'améliorer leurs performances, le chantier de la réforme profonde de ce secteur a été érigé au rang de priorité nationale, suite aux Hautes Orientations du Président de la République.

Dans cette dynamique, le cadre juridique mis en place en 2017 à travers les lois n°2017/010 et n°2017/011 du 12 juillet portant respectivement statut général des Etablissement Publics et statut général des Entreprises Publiques et leurs textes d'application, s'est fixé comme objectif de renforcer la performance des Entreprises et Etablissements Publics. Ce cadre a été conforté par la loi du 11 juillet 2018 portant Régime financier de l'État et des autres entités publiques qui prescrit en son article 15, une annexe au projet de Loi de Finances sur les concours financiers de l'État aux EEP. Ces textes induisent une réforme majeure sur les EEP et concourent à l'amélioration de leur performance. Ce nouveau corpus a entraîné un changement radical de paradigme, qui engage désormais les EEP à la performance par une responsabilité plus accrue de leurs dirigeants, mais également au renforcement des mécanismes de reddition des comptes, de suivi-évaluation et de contrôle de l'activité de ces entités, tant par les tutelles technique et financière que par les organes sociaux.

Aussi, cette annexe intitulée « Tome Vert » est élaborée dans un environnement caractérisé par la poursuite des réformes des Entreprises et Etablissements Publics au Cameroun et le renforcement du suivi des unités extrabudgétaires.

Pour son élaboration, des données comptables et financières ont été collectées et exploitées, afin d'apprécier la performance des entités étudiées. Dans ce cadre, les analyses ont été effectuées sur la base de plusieurs indicateurs, notamment le taux d'exécution budgétaire, le ratio de défaillance, la marge d'exploitation, le taux d'endettement global, le poids des charges de personnel, l'indice de rentabilité et le résultat net.

Les résultats obtenus ont permis de distinguer, s'agissant des Etablissements Publics, des structures lourdement endettées, celles à faible consommation du Budget d'Investissement Public et celles ayant des effectifs pléthoriques. Concernant les Entreprises Publiques caractérisées par une grande diversité et intervenant dans l'ensemble des secteurs d'activités économiques, la situation de leurs capitaux propres associés aux résultats nets sur la période de référence, a permis de les catégoriser en entités viables et en entités défaillantes.

Lesdits résultats laissent également apparaître que le portefeuille des Entreprises Publiques compte 68 entreprises dont 47 sont sous le contrôle de l'État et 21 au sein desquelles l'État a une participation minoritaire.

Le capital social cumulé des entreprises au sein desquelles l'Etat a des participations au 31 décembre 2023 s'élève à **FCFA 1 116,6 milliards**, soit **FCFA 745,3 milliards** dans les Entreprises Publiques et **FCFA 371,3 milliards** dans les entreprises à participation publique minoritaire. L'enveloppe globale des participations de l'État dans ces entités en 2023 est de **FCFA 822,9 milliards** en valeur absolue et 73,7% en valeur relative. Dans les Entreprises Publiques, l'Etat du Cameroun détient **FCFA 734,9 milliards** du capital social et **FCFA 88,0 milliards** dans le capital social des entités à participation publique minoritaire. Le capital social des Entreprises Publiques est de FCFA 745,3 milliards en 2023, soit FCFA 10,3 milliards pour les actionnaires privés. La part de l'Etat dans les Entreprises Publiques est de FCFA 734,9 milliards en hausse de 49,5 milliards par rapport à 2022,

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

soit 89% du volume global de participation. Cette hausse est consécutive à la recapitalisation de CAMTEL par réévaluation des immobilisations.

S'agissant des Établissements Publics, ils sont au nombre de 90 dont 11 universités. 75 bénéficient des subventions directes de fonctionnement (Chapitre 60) et 15 des ressources affectées (parafiscalité). Ces Établissements Publics cohabitent avec des organismes subventionnés. Ils sont analysés sous le prisme de la discipline budgétaire. Les critères suivants sont mis en exergue dans cette analyse : le niveau de mobilisation des ressources, le niveau d'exécution des dépenses, le niveau d'endettement et la soutenabilité budgétaire liée à la gestion des ressources humaines.

Le volume des subventions directes de fonctionnement allouées aux Établissements Publics est passé de FCFA 81 751 548 952 en 2022 à FCFA 92 413 548 952 en 2023. On relève une augmentation des subventions directes aux EP de FCFA 10 662 000 000 en valeur absolue et 13,0% en valeur relative entre 2022 et 2023. Elle est consécutive entre autres raisons, à la prise en compte de nouveaux Établissements Publics dans le chapitre 60 à l'instar des nouvelles Universités (Bertoua, Ebolowa et Garoua), au relèvement du niveau des subventions allouées à certains Établissements Publics (HGD, CNTS, MIPROMALO, IMPM, APME, CAA, UMa, UBa, MIDENO, EIFORCES, CNRPH, OC, CENEEMA, PC).

Les subventions de fonctionnement sont en majeure partie allouées aux Établissements Publics du secteur social. Ils ont capté FCFA 39 090 000 000 en 2021 soit 59,36% de l'enveloppe globale ; FCFA 54 445 096 952 sur une provision de FCFA 81 751 548 952 en 2022 soit 66,59% et FCFA 62 795 096 952 sur un volume de FCFA 92 413 548 952 en 2023 soit 69,07%. Dans ce secteur, l'éducation représente 67,92% du volume des subventions directes allouées.

En ce qui concerne la gouvernance des EEP : sur 47 Entreprises Publiques, 28 PCA, 14 DG et 10 DGA ont des mandats échus. Pour ce qui est des mandats non échus, 14 PCA, 24 DG et 16 DGA sont dans cette situation. Quant aux postes non pourvus, 2 PCA, 2 DG et 18 DGA sont concernés.

Sur 90 Établissements Publics, 30 DG et 19 DGA ont des mandats échus. S'agissant des mandats non échus, 55 DG et 25 DGA sont concernés. Pour ce qui est des postes Poste non pourvus, 5 PCA et 18 DGA se trouvent dans cette situation.

Les Administrateurs dont les mandats sont échus continuent de siéger au sein des conseils, en dépit des dispositions de la loi sur la limitation des mandats.

Les statistiques à date montrent que, sur un effectif global de 47 Entreprises Publiques, les textes de 23 sont conformes aux dispositions de l'article 124 de la loi du 12 juillet 2017 régissant les Entreprises Publiques. Pour les Établissements Publics, sur un portefeuille de 90, les textes de 80 sont conformes aux dispositions de l'article 66 de la loi du 12 juillet 2017 régissant les Établissements Publics.

S'agissant de la performance des EEP : en 2023, le chiffre d'affaires (CA) des Entreprises Publiques s'est établi à FCFA 1008,3 milliards, marquant par rapport à 2022, une baisse de FCFA 354,4 milliards qui résulte, essentiellement, de la baisse du CA de la SONARA qui est passé de FCFA 384,1 milliards en 2022 à FCFA 30,5 milliards en 2023. Le résultat net global des Entreprises Publiques a connu une baisse importante, passant de FCFA 52,9 milliards en 2022 à FCFA -7,9 milliards en 2023, soit une baisse de FCFA 60,8 milliards. Les Entreprises Publiques ont investi un montant total de FCFA 419,3 Milliards en 2023, en amélioration de 71,0 % par rapport à 2022 (+245,2 Milliards). Cette hausse est soutenue par : (i) le sous-secteur eau et énergie pour FCFA 86,9 Milliards porté principalement par les investissements de la SONATREL sur les lignes autour de Yaoundé et du poste de Nyom, aux acquisitions du matériel de transport d'électricité, ainsi qu'à l'élagage mécanisé des lignes hautes tensions ; (ii) le sous-secteur transport et entreposage avec FCFA 86,3 Milliards, essentiellement tiré par



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

le PAD à hauteur de FCFA 68,8 Milliards, au travers des installations et le démarrage des activités des filiales créées par le Directeur Général du PAD le 30 décembre 2022 à savoir : la Régie du Remorquage S.A (RDR S.A) et la Régie du Terminal à Conteneurs S.A » (RTC S.A), sociétés anonymes avec comme actionnaire unique le PAD ; (iii) le sous-secteur information et télécommunication pour FCFA 79,6 Milliards, grâce à titre principal aux investissements réalisés par CAMTEL pour l'extension de la fibre optique. (iv) le sous-secteur industrie porté par SNH et ALUCAM respectivement à hauteur de FCFA 60,4 Milliards et FCFA 13,0 Milliards. Les dividendes présentés dans les états financiers s'élèvent à FCFA 28,9. La contribution des Entreprises Publiques au budget de l'État sur la période sous revue se chiffre à FCFA 393,9 milliards, réparties ainsi qu'il suit : FCFA 175,0 milliards en 2021, FCFA 130,6 milliards en 2022 et FCFA 127,3 milliards en 2023. Ces montants correspondent respectivement à 3,6%, 2,3% et 1,9% du budget de l'État de ces années.

En 2023, les réalisations globales de recettes des 85 Etablissements Publics pour lesquels nous avons obtenu des informations s'élèvent à FCFA 1 009,91 milliards contre des prévisions de FCFA 1 183,6 milliards, soit un taux de réalisation de 85,3%. Cette réalisation était de FCFA 1 065,93 milliards en 2022 correspondant à un taux 93,0%. La baisse de la mobilisation des ressources entre 2022 et 2023 résulte d'une hausse des prévisions couplée à une baisse des recettes. Elle est principalement imputable au secteur Production et porté essentiellement par le FODECC.

Les recettes affectées représentent l'essentiel des ressources mobilisées par les Etablissements Publics au titre de l'exercice 2023. Leur poids sur les recettes globales est de 55%, contre 27% de recettes propres, 7% de subventions directes de fonctionnement, 9% d'autres recettes et 2% du BIP.

En 2023, le volume global des dépenses réalisées par les Etablissements Publics est de FCFA 804,6 milliards, soit une baisse de FCFA 17,4 milliards par rapport à 2022.

En ce qui concerne le **taux de réalisation des dépenses**, il est de 71,5% en 2023, en légère baisse par rapport à 2022 où il est de 73,5%.

Sur les dépenses totales réalisées par les Etablissements Publics, la part du fonctionnement représente 64,8% en 2023, au-delà du seuil réglementaire qui est de 60%. Les charges du personnel des Etablissements Publics absorbent plus de 60% de la subvention de fonctionnement.

Sur les dépenses totales réalisées par les Etablissements Publics, la part de l'investissement représente 35,2% en 2023, en deçà du seuil réglementaire qui est de 40%.

Globalement, le faible rendement des EEP s'explique principalement par le déficit de gouvernance. Cette situation fragilise la qualité du service public et affecte de manière significative l'efficacité des actions menées par ces entités. La faible performance observée des Entreprises Publiques relève en majeure partie de la vétusté générale de l'appareil de production, le poids important des charges du personnel, la réalisation des missions de service publics et la pratique des prix administrés pour la plupart des Entreprises Publiques opérant dans des secteurs stratégiques d'intervention de l'Etat. En ce qui concerne les Etablissements Publics, la qualité approximative du service est liée aux lenteurs et lourdeurs dans les procédures administratives, à la non-maîtrise des effectifs et de la masse salariale induite, à la récurrence des conflits de compétence avec leurs tutelles et entre les dirigeants sociaux, aux difficultés d'arrimage au budget programme et aux insuffisances constatées dans le respect des règles de gestion budgétaire et comptable. Tout ceci est constitutif de risques pour le budget de l'Etat.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans l'optique de mitiger les risques budgétaires inhérents au fonctionnement des EEP, les pistes de solution ci-après sont envisagées notamment :





INTRODUCTION GÉNÉRALE

La loi n°2018/011 du 11 juillet 2018 portant Régime financier de l'État et des autres entités publiques prescrit en son article 15, de joindre au projet de Loi de Finances initiale, une annexe présentant les concours financiers de l'Etat aux Entreprises. Elle est étendue aux Etablissements Publics en droite ligne des exigences de la loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun, qui promeut la reddition des comptes des entités publiques.

Cette annexe intitulée « **Tome Vert** », est réalisée en prenant en compte la réforme des EEP induite aussi bien par les lois du 12 juillet 2017 que les recommandations formulées par les partenaires techniques et financiers consécutivement à leurs différentes missions dans le cadre de l'assistance à l'amélioration du système des finances publiques au Cameroun. Ladite réforme qui vise entre autres à renforcer la contribution des EEP à l'équilibre macroéconomique et à la fourniture des services sociaux de base, s'articule autour des axes majeurs ci-après :

Axe majeur 01

l'amélioration de la gouvernance par le renforcement des capacités des tutelles technique et financière à interagir avec les organes dirigeants de ces EEP ;

Axe majeur 02

le développement du rôle de l'État actionnaire afin de combler le vide juridique qui prévaut dans ce domaine ;

Axe majeur 03

la systématisation des audits de performance et la capitalisation des résultats.

La poursuite des réformes entreprises et l'implémentation des recommandations formulées par les partenaires au développement requièrent au regard des évolutions enregistrées, l'approfondissement des acquis dans l'optique d'inverser la tendance de la contre-performance observée dans les Entreprises Publiques ces dernières années. Elles contribuent à une responsabilisation plus accrue des dirigeants, mais également au renforcement des mécanismes de reddition des comptes, de suivi-évaluation et de contrôle de l'activité de ces derniers, tant par les tutelles que par les organes sociaux.

D'une manière spécifique, la présente édition met en exergue dans son contenu, la situation financière détaillée de ces entités pour le compte de l'exercice clos au 31 décembre 2023, laquelle a été marquée par un environnement international et national singulier ayant influencé l'activité économique et sociale du pays en général et celle des EEP en particulier.

Selon l'Institut National de la Statistique, le contexte socioéconomique est marqué en 2023 par le repli de l'inflation partout dans le monde, après le pic de 2022. La croissance mondiale, estimée à 3,2%, enregistre un recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2022. Dans cet environnement, les entreprises modernes ont continué à faire preuve de résilience. En effet, le chiffre d'affaires global hors taxes des dites entreprises augmente modérément de 0,9% après la forte hausse de 20,0% enregistrée en 2022. Cette évolution peut être imputable principalement au secteur secondaire qui a accusé en 2023, une baisse significative du chiffre d'affaires, se traduisant par une contribution négative de 2,3 points de pourcentage, après une contribution positive de 13,8 points en 2022. Le fléchissement des prix dans l'industrie, en lien avec la chute des cours du Brent, s'est manifesté par une forte contraction (-27,1%) des ventes hors taxes de l'extraction des hydrocarbures.

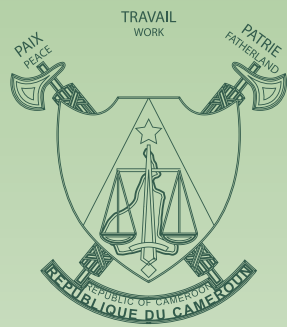
La méthodologie mise à contribution pour l'élaboration du Tome Vert, annexe au projet de loi de finances de l'exercice 2025, a consisté en : (i) la collecte des états financiers, des comptes administratifs, des comptes

INTRODUCTION GÉNÉRALE

de gestion et des rapports de performance des EEP pour les exercices 2021, 2022 et 2023; (ii) l'exploitation et l'analyse des données collectées dans le cadre d'un système d'information intégré de gestion des finances publiques ; (iii) la présentation des résultats issus de l'analyse et l'exploitation des données collectées.

Trois (03) principales parties meublent le Tome Vert, annexe au projet de loi de finances de l'exercice 2025. La première partie présente la situation des Entreprises et Etablissements Publics (I). La deuxième traite de la performance des Entreprises et des Etablissements Publics (II). La troisième partie s'intéresse aux risques budgétaires liés aux Entreprises et Etablissements Publics (III).

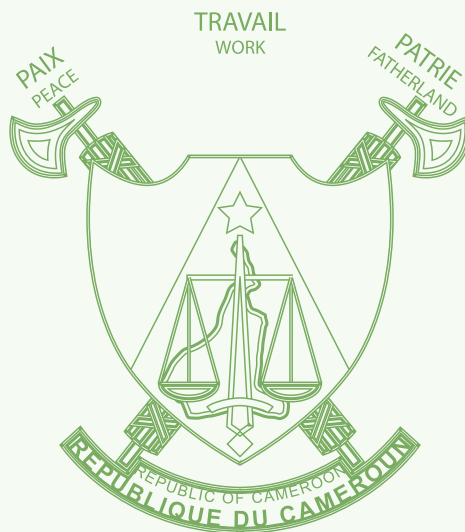




PREMIÈRE PARTIE

PREMIÈRE PARTIE :

PRÉSENTATION DE LA SITUATION DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS



Au sens de la loi portant Statut Général des Entreprises Publiques en son article 3, l'Entreprise Publique est une unité économique dotée d'une autonomie juridique et financière, exerçant une activité industrielle et commerciale, et dont le capital social est détenu entièrement ou majoritairement par une personne morale de droit public. L'Etablissement Public quant à lui, conformément à l'article 4 de la loi portant Statut Général des Etablissements Publics, est une personne morale de droit public dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, chargée de la

gestion d'un service public ou de la réalisation d'une mission spéciale d'intérêt général pour le compte de l'Etat ou d'une Collectivité Territoriale Décentralisée. Il résulte de ces définitions qu'il existe des interactions entre l'Etat et les entités précitées.

La présentation des EEP s'articule autour de leur gouvernance (I.2), des relations financières qu'ils entretiennent avec l'Etat (I.3) après avoir fait un détour sur la présentation générale desdites entités du portefeuille de l'Etat (I.1).

I.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ENTITÉS DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

La présentation générale des entités du portefeuille de l'Etat portera tour à tour sur le cadre juridique et institutionnel des EEP (I.1.1), le portefeuille des entreprises à participation publique (I.2.1) et la présentation des Etablissements Publics (I.1.3).

I. 1.1. CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Les EEP sont régis par les lois n°2017/010 et n°2017/011 du 12 juillet 2017 et leurs textes d'application subséquents. Ils sont placés sous les auspices des organes internes (I.1.1.1) et externes (I.1.1.1.2).

1.1.1.1 ORGANES INTERNES DES EEP

a. Les organes internes des Entreprises Publiques

Conformément à l'article 15 de la loi n° 2017/011 du 12 juillet 2017, les organes de gestion de l'entreprise publique sont constitués de l'Assemblée Générale (AG), du Conseil d'Administration et de la Direction Générale.

➔ De l'Assemblée Générale

L'article 16 de la loi suscitée dispose que l'AG est convoquée par le Conseil d'Administration et par défaut par :

- ✓ le Commissaire aux Comptes, après que celui-ci ait vainement requis la convocation du CA, par lettre au porteur contre récépissé ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts. Il expose les motifs de convocation dans un rapport lu à l'Assemblée Générale ;

- ✓ un mandataire désigné par le président de la juridiction compétente, statuant par voie d'urgence, à la demande d'un ou de plusieurs actionnaires représentant au moins le dixième du capital social s'il s'agit d'une Assemblée Générale;
- ✓ le liquidateur.

S'agissant des missions de l'AG, l'article 22 de la loi précitée dispose que, l'AG ordinaire est compétente notamment pour statuer sur les états financiers de synthèse de l'exercice; décider de l'affectation des résultats à peine de nullité de toute délibération contraire; nommer le Commissaire aux Comptes; approuver ou refuser d'approuver les conventions conclues entre les dirigeants sociaux et la société; émettre les obligations; approuver le rapport des Commissaires aux Comptes; fixer le montant des indemnités de session, ainsi que l'allocation mensuelle du Président du Conseil d'Administration; allouer aux Administrateurs, en rémunération de leur activité et en fonction des performances de l'Entreprise, une indemnité fixe annuelle qu'elle détermine souverainement.

L'AG Extraordinaire pour sa part, a pour compétences notamment de modifier les statuts dans toutes leurs dispositions; autoriser les fusions, scissions, transformation et apports partiels d'actif; décider, le cas échéant, d'une augmentation du capital, sur le rapport du CA et du Commissaire aux Comptes, suivant les dispositions prévues par l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales

et du Groupement d'intérêt Économique; autoriser la réduction du capital ou alors déléguer au Conseil d'Administration tous les pouvoirs pour la réaliser suivant les dispositions prévues par l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'intérêt Économique; transférer le siège social en toute autre ville de l'État où il est situé, ou sur le territoire d'un autre État; dissoudre par anticipation la société ou en proroger la durée.

En ce qui concerne sa composition, l'article 33 de la loi susvisée dispose que, lorsque l'État est unique actionnaire de la société à capital public (SCP), le rôle de l'Assemblée Générale est dévolu à un collège de cinq (05) membres dont la composition est fixée par les statuts. Ce collège comprend obligatoirement un représentant du Ministre chargé des finances et le représentant de la tutelle technique. Le représentant du Ministre chargé des finances assure la Présidence de l'Assemblée Générale et chaque administration désigne son représentant au sein de l'AG selon les modalités fixées par les statuts.

→ Du Conseil d'Administration

Suivant l'article 42 de la loi susvisée, le CA des Entreprises Publiques est composé d'un collège de cinq (5) membres au moins et de douze (12) au plus. Le CA comprend obligatoirement un représentant du personnel élu par ses pairs.

Les administrateurs des Sociétés à Capital Public ayant l'État comme actionnaire unique, sont nommés par décret du Président de la République. L'article 46 pour sa part dispose que, pour les SCP ayant plusieurs actionnaires, les membres du Conseil d'Administration sont désignés par l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires.

Les administrateurs des SCP sont désignés pour un mandat de trois (03) ans, renouvelable une (01) fois.

Le CA désigne parmi ses membres, un président qui doit être une personne physique. La durée de son mandat ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Le président du CA préside les sessions et doit veiller à ce que le CA assure le contrôle de gestion de la société confiée au Directeur Général.

Le CA est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par l'Acte Uniforme OHADA, relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique. Les pouvoirs du CA sont ceux fixés par l'Acte uniforme OHADA, relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'intérêt économique. Il s'agit entre autres de préciser

les objectifs de la société et l'orientation qui doit être donnée à son administration, d'exercer un contrôle permanent de la gestion assurée par le Directeur Général ; d'arrêter les comptes de chaque exercice, de répartir les indemnités de présence aux réunions du CA.

→ De la Direction Générale

Suivant l'article 69 de la loi n°2017/011, la Direction Générale est placée sous l'autorité d'un Directeur Général (DG), éventuellement assisté d'un Directeur Général Adjoint (DGA). Le DG, s'il y a lieu le DGA, sont nommés à la majorité des 2/3 par le CA sur proposition de l'actionnaire majoritaire ou unique.

Le DG et le DGA sont nommés pour un mandat de trois (03) ans éventuellement renouvelable deux (02) fois.

Les pouvoirs du DG sont ceux fixés par l'Acte Uniforme OHADA. Il est entre autres chargé de : préparer le budget et les états financiers annuels, préparer les délibérations du CA, assister avec voix consultative à ses réunions et d'exécuter ses décisions ; gérer les biens meubles et immeubles, corporels et incorporels de l'entreprise dans le respect de son objet social et des pouvoirs du CA.

Il convient de souligner que conformément à l'article 79 (1) de la loi de 2017, le contrôle des Entreprises Publiques est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

b. Les organes internes des Établissements Publics

L'article 15 de la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 dispose que les organes de gestion des Établissements Publics sont constitués du Conseil d'Administration et de la Direction Générale.

→ Du Conseil d'Administration ou tout autre organe en tenant lieu

Suivant les dispositions de l'article 16 (1) de la loi précitée, le CA d'un Établissement Public est composé de cinq (05) membres au minimum et douze (12) au maximum. L'acte de création de l'Établissement Public précise le nombre de membres du CA ainsi que les modalités de leur désignation. Toutefois, cinq (05) administrations sont obligatoirement représentées: la Présidence de la République, les Services du Premier Ministre, la Tutelle Technique, la Tutelle Financière, l'Établissement Public concerné à travers un représentant du personnel élu.

Conformément à l'article 18 de la loi n°2017/010, le Président du Conseil d'Administration est nommé par décret du Président de la République pour un mandat de trois (03) ans, renouvelable une (01) fois. Les membres du CA quant à eux, sont nommés par décret du Président de la République, pour un mandat de trois (03) ans, éventuellement renouvelable une (01) fois.

Le mandat d'administrateur prend fin par décès ou par démission; à la suite de la perte de la qualité ayant motivé la nomination; par révocation à la suite d'une faute grave ou des agissements incompatibles avec la fonction d'administrateur; à l'expiration normale de sa durée.

Le PCA bénéficie d'une allocation mensuelle ainsi que des avantages fixés par le CA conformément à la réglementation en vigueur. Les administrateurs quant à eux, bénéficient d'une indemnité de session fixée par une résolution du Conseil d'Administration, dans la limite des plafonds définis par la réglementation en vigueur. Ils peuvent prétendre au remboursement des dépenses occasionnées par les sessions, sur présentation des pièces justificatives. Le CA peut allouer à ses membres, des rémunérations exceptionnelles pour les missions et mandats qui leurs sont confiés, ou autoriser le remboursement des frais de voyage, déplacement et dépenses engagées dans l'intérêt de l'établissement public, sous réserve de l'autorisation préalable dudit Conseil.

A la lumière de l'article 24 (1) de la loi n°2017/010, le CA a les pouvoirs pour définir, orienter la politique générale et, évaluer la gestion de l'établissement public, dans les limites fixées par sa mission.

À ce titre, il a entre autres le pouvoir de fixer les objectifs et d'approuver les projets de performance de l'établissement public, conformément aux objectifs globaux du secteur concerné; d'adopter le budget accompagné du projet de performance de l'établissement public et d'arrêter de manière définitive les comptes; d'adopter l'organigramme et le règlement intérieur; d'autoriser le recrutement de tout le personnel, conformément au plan de recrutement proposé par le DG et validé par le CA; d'autoriser le licenciement du personnel sur proposition du DG; de nommer sur proposition du Directeur Général, aux postes de responsabilités aux rangs de Sous-directeur, de Directeur et assimilés; d'accepter les dons et les legs et les subventions; d'approuver les contrats de performance ou tout autre convention, y compris les emprunts, préparés par le DG et ayant une incidence sur le budget; d'autoriser toute aliénation de biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, de s'assurer du respect des règles de gouvernance et de commettre des audits afin de garantir la bonne gestion

des Établissements Publics; de fixer les rémunérations et avantages du personnel dans le respect des lois et règlements en vigueur, du règlement intérieur et des prévisions budgétaires ; de fixer les rémunérations mensuelles et avantages du DG et du DGA dans le respect des lois et règlement en vigueur. Le CA peut déléguer au DG certains de ses pouvoirs.

→ De la Direction Générale

L'article 35 (1) de loi suscitée dispose que la Direction Générale d'un établissement public est placée sous l'autorité d'un Directeur Général, éventuellement assisté d'un Directeur Général Adjoint. Ces derniers sont nommés par décret du Président de la République, pour un mandat de trois (03) ans éventuellement renouvelable deux (02) fois.

Sous le contrôle du CA, le Directeur Général est chargé de l'application de la politique générale et de la gestion de l'Établissement Public. À ce titre, il est chargé notamment de préparer le projet de budget et de performance, de produire le compte administratif, ainsi que le rapport annuel de performance ; de préparer les résolutions du CA, d'assister avec voix consultative à ces réunions et d'exécuter ses décisions; d'assurer la direction technique, administrative et financière de l'Établissement Public.

Le Directeur Général peut déléguer une partie de ses pouvoirs. Il représente l'Établissement Public dans tous les actes de la vie civile et en justice.

1.1.1.2 LES ORGANES ET INSTITUTIONS EXTERNES DES EEP

Parmi les organes et institutions externes de suivi des EEP, nous avons notamment la tutelle (a) et les autres institutions d'accompagnement (b).

a. De la tutelle

Les EEP sont placés sous les tutelles technique et financière.

→ Tutelles technique et financière des Entreprises Publiques

Conformément à l'article 4 de la loi n° 2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des Entreprises Publiques, les Entreprises Publiques sont placées sous une tutelle technique et financière. La tutelle technique s'assure de la conformité des résolutions des Conseils d'Administration aux lois et règlements en vigueur, ainsi qu'aux orientations des politiques sectorielles.

La tutelle financière quant à elle, s'assure de la régularité des résolutions du Conseil d'Administration à incidence financière, de la soutenabilité des engagements financiers et de la cohérence générale des plans de performance des Entreprises Publiques aux programmes sectoriels.

Bien plus, les tutelles technique et financière, en liaison avec les Conseils d'Administration, concourent au suivi de la performance des Entreprises Publiques qui à cet effet, adressent aux tutelles technique et financière, tous les documents et informations relatifs à la vie de l'Entreprise, notamment les états financiers, les rapports du Commissaire aux Comptes et les rapports d'activités.

→ Les tutelles technique et financière des Etablissements Publics

La tutelle technique a pour objet de s'assurer que les activités menées par l'Établissement Public sont conformes aux orientations des politiques publiques du Gouvernement dans les secteurs d'activités concernés, sous réserve des compétences reconnues au Conseil d'Administration.

Plus spécifiquement, la tutelle technique s'assure de la conformité des résolutions du CA aux lois et règlements en vigueur, ainsi qu'aux orientations des politiques sectorielles.

La tutelle financière pour sa part, s'assure de la régularité des résolutions du Conseil d'Administration à incidence financière, de la soutenabilité des engagements financiers et de la cohérence générale des projets de performance des Etablissements Publics aux programmes sectoriels.

En outre, les tutelles technique et financière, en liaison avec les Conseils d'Administration, concourent au suivi de la performance des Etablissements Publics. Les Etablissements Publics pour ce faire, adressent aux tutelles technique et financière, tous les documents et informations relatifs à la vie de l'Établissement Public. Les documents et informations concernent notamment : les projets de performance, les plans d'actions, les rapports annuels de performance, le rapport du Contrôleur financier, les comptes administratif et de gestion, l'état à jour de la situation du personnel et la grille salariale.

b. Les autres acteurs institutionnels d'accompagnement des EEP

Dans le cadre de l'accompagnement des EEP, un certain nombre d'acteurs interagissent avec ces entités au rang desquels : la Chambre des Comptes, le CONSUPE, la plateforme de concertation entre les

tutelles technique et financière des Etablissements Publics et Entreprises Publiques, la commission de passation des marchés publics et la plateforme de suivi de la performance des Entreprises et Etablissements Publics.

→ La Chambre des Comptes de la Cour Suprême

La loi n°2003-005 du 21 avril 2003 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la chambre des comptes de la cour suprême dispose en ses articles 2 et 5 que la Chambre des Comptes contrôle et juge les comptes ou tout document en tenant lieu des comptables publics patents ou de fait: de l'État et de ses Etablissements Publics, des CTD et de leurs Etablissements Publics, des Entreprises du secteur Public et Parapublic.

Est comptable public patent, toute personne régulièrement préposée aux comptes et chargée du maniement des deniers ou valeurs ou de la comptabilité matières. Sont comptables publics : les comptables du trésor, les comptables des domaines, les receveurs municipaux.

→ Le Contrôle Supérieur de l'État (CONSUPE)

Le décret n°2013/287 du 04 septembre 2013 portant organisation des services du CONSUPE, dispose en ses articles 1 et 2 que les services du CONSUPE relèvent de l'autorité directe du **Président de la République**, dont ils reçoivent les instructions et à qui ils rendent compte. Les services du CONSUPE constituent l'institution supérieure de contrôle des finances publiques et sont chargés de l'audit externe. À ce titre, ils ont entre autres pour missions : la vérification, au niveau le plus élevé, des services publics, des Etablissements Publics, des Collectivités Territoriales Décentralisées et leurs établissements, des Entreprises Publiques, des liquidations administratives et judiciaires, ainsi que des organismes, établissements et associations confessionnels ou laïcs bénéficiant des concours financiers, avals ou garanties de l'État ou des autres personnes morales de droit public, sur les plans administratif, financier et stratégique.

→ La plateforme de concertation entre les tutelles techniques et la tutelle financière des Etablissements et Entreprises Publics

Le décret n°2019/320 en son article 3(2) consacre la mise en place d'une plateforme collaborative et prescrit l'instauration d'un cadre permanent de coordination entre les tutelles technique et financière,

à la diligence de la tutelle technique. Ce cadre de concertation devrait être le lieu par excellence pour les tutelles d'assurer au mieux le suivi des activités des EEP, et de mutualiser des propositions de solutions sur les problématiques desdites entités en rapport avec les exigences de bonne gouvernance et de performance.

→ De la commission de passation des marchés publics

L'article 62 (1) dispose que les Etablissements Publics sont assujettis aux dispositions du Code des marchés publics.

Par ailleurs, l'article 63 indique que la Commission des marchés créée auprès d'un Établissement Public, s'assure des règles de transparence, de concurrence et de juste prix.

Toutefois, il convient de préciser qu'en ce qui concerne les Entreprises Publiques, ces dernières ne sont pas assujetties au Code des Marchés Publics. En outre, le décret n°2018/355 du 12 juin 2018 fixe les règles communes applicables aux marchés des Entreprises Publiques.

→ La plateforme de suivi de la performance des EEP (MINFI/DGB (DCOB, DPC, DREF), DGTGCFM, CTPL, CTR, INS, MINEPAT)

Elle est instituée par la décision n°576/D/MINFI du 08 juin 2022 portant réorganisation de la plateforme chargée du suivi de la performance des Établissements et Entreprises Publics. Elle a pour mission de mettre en place une base commune de données et d'informations à toutes les structures procédant à l'analyse des états financiers des Entreprises Publiques et à l'exploitation des comptes administratifs et de gestion des Etablissements Publics (article 2).

I.1.2. PORTEFEUILLE DES ENTREPRISES A PARTICIPATION PUBLIQUE

La présentation des entreprises du portefeuille de l'Etat est faite à la fois sous le prisme de la géographie du capital social et suivant l'appartenance à un secteur d'activité établi.

I.1.2. 1. Présentation suivant le capital social

Le portefeuille de l'État comprend 68 entreprises, situées dans les 10 régions du pays et réparties dans plusieurs secteurs d'activités. Ce portefeuille compte 47 entreprises sous le contrôle de l'État et 21 à participation publique minoritaire, tel qu'il ressort du tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Parts de l'État dans le capital social des entreprises en 2023.

N°	SIGLE		CAPITAL SOCIAL 2023	CAPITAL SOCIAL 2022	PART ETAT	VOLUME 2023	VOLUME 2022
1	CAMTEL	Information et télécommunication	117 455 930 000	67 904 430 000	100	117 455 930 000	67 904 430 000
2	CAMAIR-Co	Transport	108 621 820 000	108 621 820 000	100	108 621 820 000	108 621 820 000
3	SIC	Autres tertiaires	75 000 000 000	75 000 000 000	92	69 036 750 000	69 036 750 000
4	CDC	Agriculture	53 503 180 084	53 503 180 084	100	53 503 180 084	53 503 180 084
5	CAMWATER	Eau et energie	35 463 970 378	35 463 970 378	100	35 463 970 378	35 463 970 378
6	SNI	Services Financiers	34 037 602 690	34 037 602 690	100	34 037 602 690	34 037 602 690
7	PAD	Transport	30 575 553 255	30 575 553 255	100	30 575 553 255	30 575 553 255
8	SEMRY	Agriculture	25 386 350 210	25 386 350 210	100	25 386 350 210	25 386 350 210
9	CHC	Tourisme	22 308 580 000	22 308 580 000	96	21 327 002 480	21 327 002 480
10	ALUCAM	Industrie	21 266 200 422	21 266 200 422	94	19 990 228 397	19 990 228 397
11	SONARA	Autres tertiaires	19 560 062 500	19 560 062 500	96	18 777 660 000	18 777 660 000
12	CNIC	Transport	18 842 700 000	18 842 700 000	100	18 842 700 000	18 842 700 000
13	SCDP	Transport	16 800 000 000	16 800 000 000	100	16 800 000 000	16 800 000 000

N°	SIGLE		CAPITAL SOCIAL 2023	CAPITAL SOCIAL 2022	PART ETAT	VOLUME 2023	VOLUME 2022
14	CBC	Services Financiers	16 500 000 000	16 500 000 000	98	16 170 000 000	16 170 000 000
15	EDC	Eau et energie	15 000 000 000	15 000 000 000	100	15 000 000 000	15 000 000 000
16	BC- PME	Services Financiers	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000
17	CFC	Services Financiers	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000
18	PAK	Transport	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000
19	MATGENIE	Construction	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000
20	SONATREL	Eau et energie	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000
21	PAL	Transport	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000
22	ONAMINES	Industrie	10 000 000 000	10 000 000 000	100	10 000 000 000	10 000 000 000
23	SNH	Industrie	8 000 000 000	8 000 000 000	100	8 000 000 000	8 000 000 000
24	HYDRO MEKIN	Eau et energie	7 500 000 000	7 500 000 000	100	7 500 000 000	7 500 000 000
25	PPPic	Industrie	5 923 682 560	5 923 682 560	99	5 858 522 052	5 858 522 052
26	LANAVET	Industrie	4 973 950 000	4 973 950 000	100	4 973 950 000	4 973 950 000
27	ANAFOR	Agriculture	4 238 873 135	4 238 873 135	100	4 238 873 135	4 238 873 135
28	AYABA HOTEL	Tourisme	4 238 870 000	4 238 870 000	100	4 238 870 000	4 238 870 000
29	MAETUR	Construction	3 690 000 000	3 690 000 000	100	3 690 000 000	3 690 000 000
30	LABOGENIE	Construction	3 500 000 000	3 500 000 000	100	3 500 000 000	3 500 000 000
31	SOHLI	Tourisme	3 500 000 000	3 500 000 000	100	3 500 000 000	3 500 000 000
32	MAGZI	Construction	2 625 000 000	2 625 000 000	100	2 625 000 000	2 625 000 000
33	SOPECAM	Information et télécommuni- cation	2 564 670 000	2 564 670 000	100	2 564 670 000	2 564 670 000
34	SHNC	Tourisme	2 414 445 145	2 414 445 145	100	2 414 445 145	2 414 445 145
35	SRC	Services Financiers	2 000 000 000	2 000 000 000	100	2 000 000 000	2 000 000 000
36	SODECOTON	Agriculture	1 510 000 000	1 510 000 000	59	890 900 000	890 900 000
37	SHE	Tourisme	1 375 000 000	1 375 000 000	100	1 375 000 000	1 375 000 000
38	CICAM	Industrie	1 158 000 000	1 158 000 000	100	1 158 000 000	1 158 000 000
39	CAMPOST	Information et télécommuni- cation	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000
40	UTAVA	Agriculture	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000
41	SGHC	Tourisme	962 720 000	962 720 000	94	903 994 080	903 994 080
42	SODEPA	Industrie	833 750 000	833 750 000	100	833 750 000	833 750 000
43	MIDEPECAM	Agriculture	637 490 000	637 490 000	100	637 490 000	637 490 000
44	ALUBASSA	Industrie	463 550 000	463 550 000	96	444 080 900	444 080 900
45	ADC	Transport	436 000 000	436 000 000	71	309 560 000	309 560 000
46	CAMTAINER	Transport	360 000 000	360 000 000	70	252 000 000	252 000 000

N°	SIGLE		CAPITAL SOCIAL 2023	CAPITAL SOCIAL 2022	PART ETAT	VOLUME 2023	VOLUME 2022
47	CPE	Information et télécommunication	40 000 000	40 000 000	100	40 000 000	40 000 000
Total entreprise publique			745 267 950 379	695 716 450 379		734 937 852 806	685 386 352 806
1	ENEO	Eau et energie	64 495 622 401	64 495 622 401	44	28 378 073 856	28 378 073 856
2	SOCAPALM	Agriculture	45 757 890 000	45 757 890 000	22	10 229 520 000	10 229 520 000
3	BICEC	Services Financiers	49 080 000 000	49 080 000 000	18	8 589 000 000	8 589 000 000
4	SOSUCAM	Industrie	44 693 910 000	27 531 110 000	15	6 600 580 000	6 600 580 000
5	CIMENCAM	Industrie	14 560 000 000	14 560 000 000	43	6 272 136 000	6 272 136 000
6	SABC	Industrie	57 363 630 000	57 363 630 000	10	5 737 270 000	5 737 270 000
7	DPDC SA	Eau et energie	12 494 500 000	12 494 500 000	44	5 497 580 000	5 497 580 000
8	SCB CAMEROUN	Services Financiers	10 540 000 000	10 540 000 000	49	5 164 600 000	5 164 600 000
9	SG - CAMEROUN	Services Financiers	12 500 000 000	12 500 000 000	26	3 200 000 000	3 200 000 000
10	CAMRAIL S.A	Transport	15 314 830 000	15 314 830 000	14	2 071 530 000	2 071 530 000
11	HEVECAM	Agriculture	15 747 950 000	15 747 950 000	10	1 574 800 000	1 574 800 000
12	SIC CACAOS	Industrie	6 885 000 000	6 885 000 000	15	1 035 000 000	1 035 000 000
13	SOCAVER	Industrie	4 552 840 000	4 552 840 000	20	917 730 000	917 730 000
14	SAFACAM	Agriculture	6 210 000 000	6 210 000 000	11	692 970 000	692 970 000
15	ECAM PLACAGES SA	Industrie	1 928 970 000	1 928 970 000	30	578 680 000	578 680 000
16	KPDC SA	Eau et energie	1 145 500 000	1 145 500 000	44	504 020 000	504 020 000
17	ACEP S.A	Services Financiers	1 440 000 000	1 440 000 000	25	360 000 000	360 000 000
18	SEMC	Industrie	1 924 730 000	1 924 730 000	18	336 940 000	336 940 000
19	MAISCAM	Agriculture	3 900 000 000	3 900 000 000	5	195 000 000	195 000 000
20	CLGG SA	Transport	600 000 000	600 000 000	14	85 980 000	85 980 000
21	PMUC	Autres tertiaires	200 000 000	200 000 000	15	30 000 000	30 000 000
Total entreprise à participation publique minoritaire			371 335 372 401	354 172 572 401		88 051 409 856	88 051 409 856
TOTAL GENERAL			1 116 603 322 780	1 049 889 022 780		822 989 262 662	773 437 762 662

Le tableau ci-dessus laisse transparaître que, le capital social cumulé des entreprises au sein desquelles l'Etat a des participations au 31 décembre 2023 s'élève à **FCFA 1 116,6 milliards**, soit **FCFA 745,3 milliards** dans les Entreprises Publiques et **FCFA 371,3 milliards** dans les entreprises à participation publique minoritaire.

L'enveloppe globale des participations de l'Etat dans ces entités en 2023 est de **FCFA 822,9 milliards** en

valeur absolue et 73,7% en valeur relative. Dans les Entreprises Publiques, l'Etat du Cameroun détient **FCFA 734,9 milliards** du capital social et **FCFA 88,0 milliards** dans le capital social des entités à participation publique minoritaire.

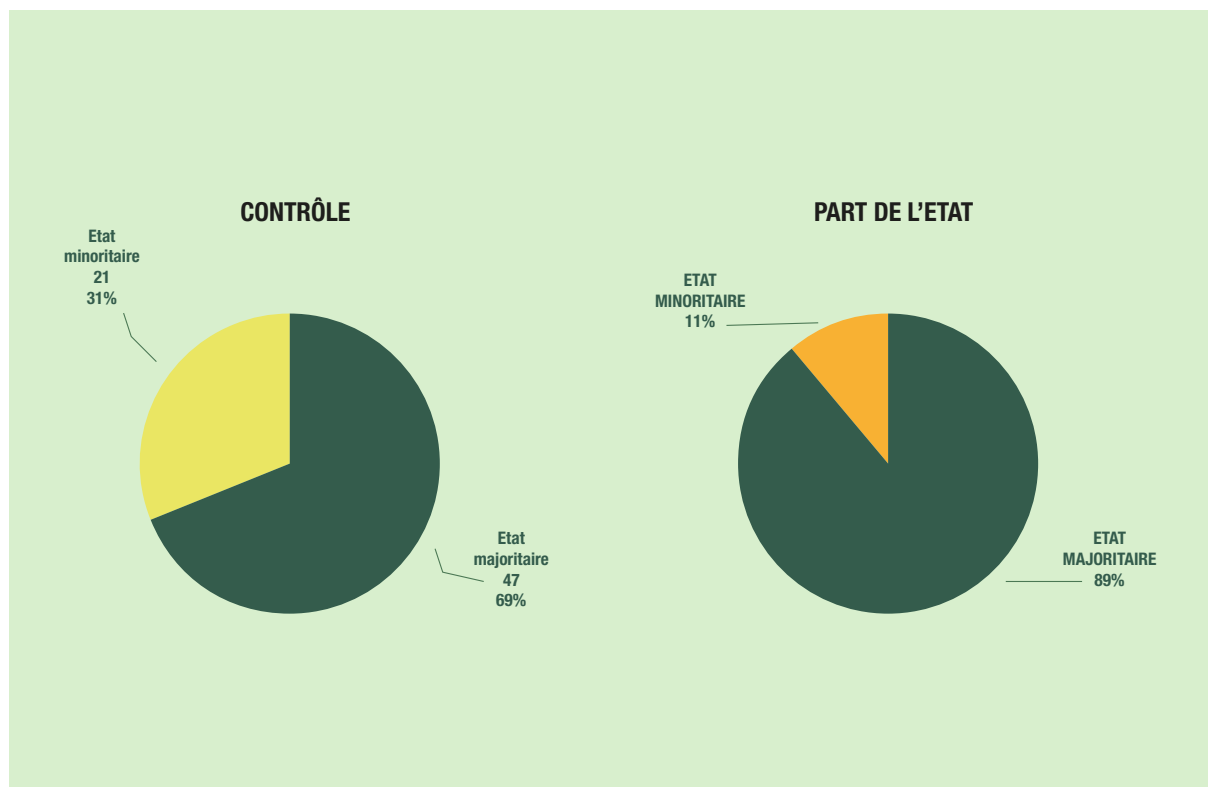
Le portefeuille des entreprises dans lesquelles l'Etat a des participations est passé de **FCFA 1 049 889 022 780** en 2022 à **FCFA 1 116 603 322 780** en 2023, soit une augmentation de **FCFA 66,7 milliards**. Cette

augmentation résulte des recapitalisations de la CAMTEL suite à la revalorisation des immobilisations (**FCFA 49 551 500 000**) et de la SOSUCAM en raison de l'augmentation du capital social (**FCFA 17 162 800 000**). Cette situation a pour conséquence l'augmentation de la part de l'Etat dans les Entreprises

Publiques et la diminution de ses parts dans les sociétés à participation minoritaire, l'Etat n'ayant pas suivi l'augmentation du capital de la SOSUCAM.

NB : Parmi les entités sous le contrôle de l'Etat, 2 sont en cessation d'activité. Il s'agit de CAMTAINER et CPE.

Graphique 1 : Proportion des entreprises sous le contrôle de l'État et le poids de l'État dans le capital social des entreprises de son portefeuille



Source : MINFI/DGB/DPC


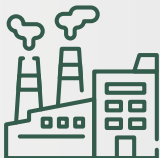
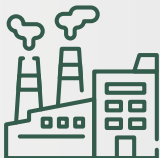

Du graphique ci-dessus, il apparaît que l'État contrôle 47 entreprises sur les 68 que compte son portefeuille soit 69%.





Le poids de l'État dans le capital social des entreprises de son portefeuille est 89% pour les entreprises publiques contre 11% pour les entreprises à participation publiques minoritaires.

I. 1.2. 2. Présentation des entreprises à participation publique par secteur d'activités

Les entreprises du portefeuille de l'Etat se trouvent dans tous les secteurs d'activités à savoir : primaire, secondaire et tertiaire. Ces secteurs sont constitués des sous-secteurs regroupant les Entreprises Publiques et les entreprises à participation minoritaire tel que présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Liste des entreprises par secteur d'activités

Secteurs	Sous-secteurs	Participation majoritaire	Participation minoritaire		
Secteur primaire	 Agriculture	ANAFOR CDC MIDEPECAM SEMRY SODECOTON UTAVA	HEVECAM MAISCAM SAFACAM SOCAPALM		
		<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 30%;"> <td rowspan="3">Secteur secondaire</td> <td rowspan="3">  Industries </td> <td> ALUBASSA ALUCAM CICAM LANAVET PPPIC SNH SODEPA SONAMINE </td> <td> CIMENCAM ECAM PLACAGE SABC SEMC SIC CACAOS SOCAVER SOSUCAM </td> </div></div>		Secteur secondaire	 Industries
 Eau et énergie	CAMWATER EDC HYDRO MEKIN SONATREL	DPDC ENEO KPDC			
	 Construction	LABOGENIE MAETUR MAGZI MATGENIE			

Secteurs	Sous-secteurs	Participation majoritaire	Participation minoritaire
	 Transport	ADC SA CAMAIR-Co CAMTAINER CNIC PAD PAK PAL SCDP	CAMRAIL CLGG SA
Secteur tertiaire	 Information et télécommunications	CAMPOST CAMTEL CPE SOPECAM	
	 Services Financiers	BC- PME CBC CFC SNI SRC	ACEP S.A BICEC SCB CAMEROUN SG - CAMEROUN
	 Autres tertiaires	SIC SONARA	PMUC

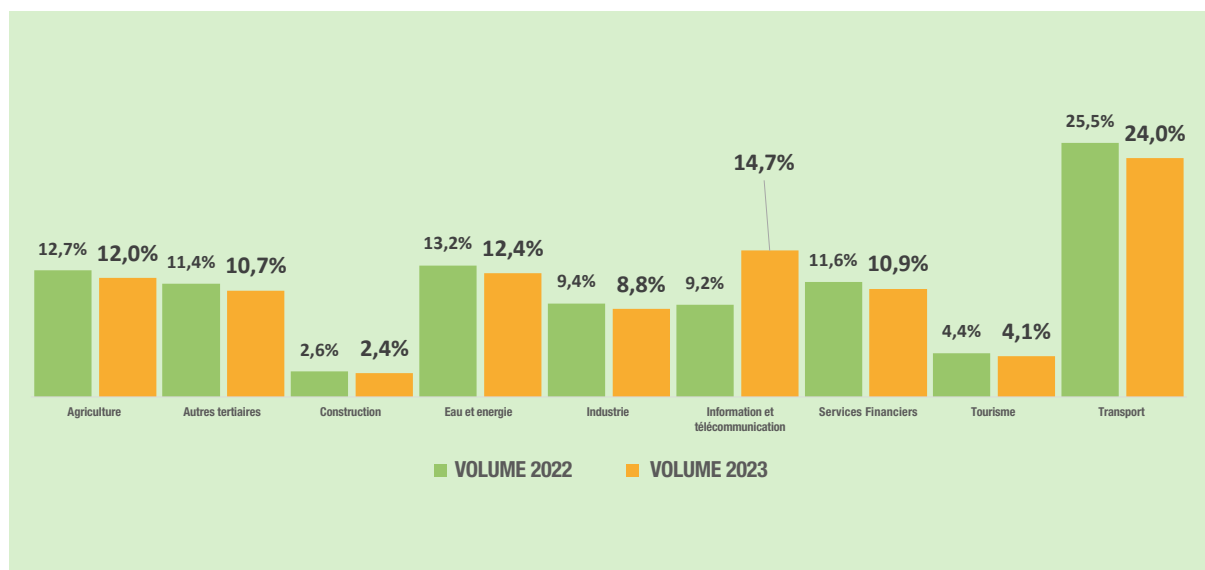
Source : MINFI/DGB/DPC

Le tableau ci-dessous met en exergue par sous-secteur l'ensemble des entreprises où l'état détient des participations à savoir : agriculture (10); Industries (15); Eau et énergie (07); Construction (04) ; Tourisme(06); Transport (10) ; Information et télécommunications (04) ; agriculture (10) ; Services Financiers (09) ; Autres tertiaires (03).

Tableau 3 : volume des participations de l'état par sous-secteurs d'activités

SECTEUR	Majoritaire			Minoritaire			Globale		
	NBRE	VOLUME 2022 (en FCFA)	VOLUME 2023 (en FCFA)	NBRE	VOLUME 2022 (en FCFA)	VOLUME 2023 (en FCFA)	NBRE	VOLUME 2022 (en FCFA)	VOLUME 2023 (en FCFA)
Agriculture	6	85 656 793 429	85 656 793 429	4	12 692 290 000	12 692 290 000	10	98 349 083 429	98 349 083 429
PRIMAIRE	6	85 656 793 429	85 656 793 429	4	12 692 290 000	12 692 290 000	10	98 349 083 429	98 349 083 429
Industrie	8	51 258 531 349	51 258 531 349	7	21 478 336 000	21 478 336 000	15	72 736 867 349	72 736 867 349
Construction	4	19 815 000 000	19 815 000 000	-			4	19 815 000 000	19 815 000 000
Eau et energie	4	67 963 970 378	67 963 970 378	3	34 379 673 856	34 379 673 856	7	102 343 644 234	102 343 644 234
SECONDAIRE	16	139 037 501 727	139 037 501 727	10	55 858 009 856	55 858 009 856	26	194 895 511 583	194 895 511 583
Tourisme	6	33 759 311 705	33 759 311 705	-			6	33 759 311 705	33 759 311 705
Transport	8	195 401 633 255	195 401 633 255	2	2 157 510 000	2 157 510 000	10	197 559 143 255	197 559 143 255
Information et télécommunication	4	71 509 100 000	121 060 600 000	-			4	71 509 100 000	121 060 600 000
Services Financiers	5	72 207 602 690	72 207 602 690	4	17 313 600 000	17 313 600 000	9	89 521 202 690	89 521 202 690
Autres tertiaires	2	87 814 410 000	87 814 410 000	1	30 000 000	30 000 000	3	87 844 410 000	87 844 410 000
TETIAIRE	25	460 692 057 650	510 243 557 650	7	19 501 110 000	19 501 110 000	32	480 193 167 650	529 744 667 650
GLOBAL	47	685 386 352 806	734 937 852 806	21	88 051 409 856	88 051 409 856	68	773 437 762 662	822 989 262 662

Source : MINFI/DGB/DPC

Graphique 2 : Volume des participations de l'État par secteur d'activité en 2022 et 2023.

Source : MINFI/DGB/DPC

L'analyse des tableau et graphique ci-dessus laisse transparaître qu'au 31 décembre 2023, les participations de l'Etat sont plus importantes dans les sous-secteurs d'activités prioritaires dans la SND30, à savoir : le sous-secteur des transports 24.0%, information et télécommunications 14.7%, eau et énergie 12.4%; l'agriculture 12,0%, le service financier 10.9% et industrie 8.8%. Le cumul des prises de participation des secteurs stratégiques de l'Etat se situe à 82,8%.

I. 1. 3. Présentation des Etablissements Publics

La présentation des Etablissements Publics sera faite à partir de la cartographie (I. 1.3. 1.) et de la

répartition en fonction des secteurs d'activité (I. 1.3.2).

I. 1.3. 1. Cartographie des Etablissements Publics

Le portefeuille des Etablissements Publics au Cameroun au 31 décembre 2023 comporte 90 entités, dont 69 bénéficient des subventions directes (Chapitre 60) et 21 des recettes affectées (parafiscalité).

Le volume des subventions directes de fonctionnement allouées aux Etablissements Publics en 2023 s'élève à FCFA **92 413 548 952**, en hausse de 13,0% par rapport à l'année précédente tel qu'illustré dans le tableau ci-après :

Tableau 4 : Cartographie des Etablissements Publics par tutelle technique et subventions directes de fonctionnement reçues de 2021 à 2023

TUTELLE	N°	STRUCTURE	SIGLE	Subventions 2021	Subventions 2022	Subventions 2023
MINAC	1.	Centre Régional de Promotion du Livre en Afrique	CREPLA	100 000 000	100 000 000	100 000 000
	2.	Palais des Congrès	PC	500 000 000	500 000 000	700 000 000
	TOTAL MINAC			600 000 000	600 000 000	800 000 000
MINADER	3.	Centre National d'Etude et d'Expérimentation du Machinisme Agricole	CENEEMA	550 000 000	550 000 000	750 000 000
	4.	Comité de Gestion FAO/PAM/CNCCF	FAO/PAM	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	5.	Office Céréaliier	OC	400 000 000	400 000 000	600 000 000
	6.	Société de Développement du Cacao	SODECAO	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
	7.	South West Development Authority	SOWEDA	700 000 000	700 000 000	700 000 000
	8.	Upper Noun Valley Development Authority	UNVDA	500 000 000	500 000 000	500 000 000
	9.	Unité de Traitements Agricoles par Voie Aérienne	UTAVA			
	TOTAL MINADER			900 000 000	1 000 000 000	1 200 000 000
	MINAS	10.	Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapés	CNRPH	900 000 000	1 000 000 000
11.		Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapés Maroua	CNRPHM	0	0	0
TOTAL MINAS			900 000 000	1 000 000 000	1 200 000 000	
MINCOM	12.	Cameroon Radio and Television	CRTV	PF	PF	PF
	13.	Imprimerie Nationale	IN	PF	PF	PF
	TOTAL MINCOM					
MINCOM-MERCE	14.	Caisse de Stabilisation des prix des Hydrocarbures	CSPH	PF	PF	PF
	15.	Fonds de Développement des Filières Cacao et Café	FODECC	PF	PF	PF
	16.	Mission de Régulation des Produits de grande consommation	MIRAP	800 000 000	800 000 000	800 000 000
	17.	Office National du Cacao et du Café	ONCC	PF	PF	PF
	TOTAL MINCOMMERCE			800 000 000	800 000 000	800 000 000
MINDDEVEL	18.	Bureau National de l'Etat Civil	BUNEC	600 000 000	900 000 000	900 000 000
	19.	Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Inter Communale	FEICOM	PF	PF	PF
	20.	National School of Local Administration	NASLA	700 000 000	700 000 000	700 000 000
TOTAL MINDDEVEL			1 300 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	

TUTELLE	N°	STRUCTURE	SIGLE	Subventions 2021	Subventions 2022	Subventions 2023
MINDEF/ DGSN	21.	Ecole Internationales des Forces de Sécurité	EIFORCES	1 750 000 000	1 750 000 000	1 900 000 000
	22.	Office National des Anciens Combattants	ONACAM	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	TOTAL MINDEF/DGSN			2 050 000 000	2 050 000 000	2 200 000 000
MINEE	23.	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité	ARSEL	500 000 000	500 000 000	500 000 000
	24.	Agence d'Electrification Rurale	AER	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	TOTAL MINEE			800 000 000	800 000 000	800 000 000
MINEFOP	25.	Fonds National de l'Emploi	FNE	PF	PF	PF
	TOTAL MINEFOP					
MINEPDED	26.	Observatoire National sur les Changements Climatiques	ONACC	500 000 000	500 000 000	500 000 000
	27.	Comité Interrégional de Lutte contre la Sécheresse dans le Nord	CILSN	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	TOTAL MINEPDED			500 000 000	500 000 000	500 000 000
MINEPAT	28.	Bureau Central des recensements de la Population	BUCREP	600 000 000	600 000 000	600 000 000
	29.	Institut National de la Statistique	INS	2 846 451 505	2 996 452 000	3 358 452 000
	30.	Mission d'Etudes pour l'Aménagement du Nord	MEADEN	400 000 000	400 000 000	400 000 000
	31.	Mission d'Etudes pour l'Aménagement de l'Océan	MEAO	250 000 000	250 000 000	250 000 000
	32.	Mission de développement du Nord-Ouest	MIDENO	500 000 000	500 000 000	550 000 000
	33.	Mission de Développement Intégré des Monts Mandara	MIDIMA	300 000 000	400 000 000	400 000 000
	TOTAL MINEPAT			4 896 451 505	5 146 452 000	5 558 452 000
MINEPIA	34.	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord	CDEN	230 000 000	230 000 000	230 000 000
	35.	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest	CDENO	350 000 000	350 000 000	350 000 000
	36.	Caisse de Développement de la Pêche Maritime	CDPM	PF	PF	PF
	37.	Limbé Nautical Arts and Fisheries Institute	LINAFI	400 000 000	400 000 000	400 000 000
	TOTAL MINEPIA			980 000 000	980 000 000	980 000 000
MINESEC	38.	General Certificate Education Board	GCE BOARD	400 000 000	400 000 000	400 000 000
	39.	Office du Baccalauréat du Cameroun	OBC	900 000 000	900 000 000	900 000 000
	TOTAL MINESEC			1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000

TUTELLE	N°	STRUCTURE	SIGLE	Subventions 2021	Subventions 2022	Subventions 2023
MINESUP	40.	Université de Bamenda	UBA	1 700 000 000	3 700 000 000	3 700 000 000
	41.	Université de Bertoua	Ubertoua			2 450 000 000
	42.	Université de Buéa	Ubuéa	2 150 000 000	4 498 312 016	4 498 312 016
	43.	Université de Douala	Udla	2 850 000 000	5 486 620 000	5 486 620 000
	44.	Université de Dschang	UDS	2 050 000 000	2 293 000 000	2 293 000 000
	45.	Université d'Ebolowa	Uebwa			2 900 000 000
	46.	Université de Garoua	Ugroua			2 300 000 000
	47.	Université de Maroua	Uma	1 900 000 000	3 650 000 000	3 650 000 000
	48.	Université de Ngaoundéré	Undéré	2 050 000 000	4 057 198 292	4 057 198 292
	49.	Université de Yaoundé I	UYI	3 800 000 000	6 320 559 644	6 320 559 644
	50.	Université de Yaoundé II	UYII	2 450 000 000	3 699 407 000	3 699 407 000
TOTAL MINESUP				18 950 000 000	33 705 096 952	41 355 096 952
MINFI	51.	Caisse Autonome d'Amortissement	CAA	900 000 000	900 000 000	1 500 000 000
	52.	Caisse des Dépôts et Consignations	CDEC	0	0	0
	53.	Fonds Routier	FR	PF	PF	PF
TOTAL MINFI				900 000 000	900 000 000	1 500 000 000
MINFOPRA	54.	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature	ENAM	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
	55.	Institut Supérieur de Management Public	ISMP	500 000 000	500 000 000	500 000 000
TOTAL MINFOPRA				3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
MINJEC	56.	Agence du Service Civique National de Participation au Développement	ASCNPD	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
	TOTAL MINJEC				1 100 000 000	1 100 000 000
MINMIDT	57.	Agence des Normes et de la Qualité	ANOR	PF	PF	PF
	58.	Office Nationale des Zones Franches Industrielles (ONZFI/ APZE)	ONZFI (APZE)	50 000 000	50 000 000	50 000 000
TOTAL MINMIDT						
MINPMEESA	59.	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises	A-PME	500 000 000	500 000 000	800 000 000
	TOTAL MINPMEESA				500 000 000	500 000 000
MINPOSTEL	60.	Agence de Régulation des Télécommunications	ART	PF	PF	PF
	61.	Agence Nationale des technologies de l'Information et de la Communication	ANTIC	500 000 000	500 000 000	500 000 000
	62.	École Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications	SUP'PTIC	700 000 000	700 000 000	700 000 000
TOTAL MINPOSTEL				1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000

TUTELLE	N°	STRUCTURE	SIGLE	Subventions 2021	Subventions 2022	Subventions 2023
MINRESI	63.	Agence Nationale de Radioprotection	ANRP	450 000 000	450 000 000	450 000 000
	64.	Institut de Recherche Géologique et Minière	IRGM	500 000 000	500 000 000	500 000 000
	65.	Institut de Recherche Médicale et des Plantes Médicinales	IMPM	400 000 000	400 000 000	700 000 000
	66.	Institut de Recherches Agricoles pour le Développement	IRAD	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
	67.	Institut National de Cartographie	INC	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	68.	Mission de Promotion des Matériaux Locaux	MIPROMA-LO	700 000 000	700 000 000	850 000 000
TOTAL MINRESI				4 650 000 000	4 650 000 000	5 100 000 000
MINSANTE	69.	Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels	CENAME	PF	PF	PF
	70.	Centre Hospitalier de Recherche en Chirurgie	CHRACERH	530 000 000	530 000 000	530 000 000
	71.	Centre Hospitalier Universitaire	CHU	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000
	72.	Centre International de Référence Chantal BIYA	CIRCB	1 960 000 000	1 960 000 000	1 960 000 000
	73.	Centre National de Transfusion Sanguine	CNTS	200 000 000	400 000 000	600 000 000
	74.	Centre pasteur	CPC	600 000 000	600 000 000	600 000 000
	75.	Hôpital Général de Douala	HGD	3 100 000 000	3 100 000 000	3 250 000 000
	76.	Hôpital Général de Garoua	HGG	0	0	0
	77.	Hôpital Général de Yaoundé	HGY	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
	78.	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala	HGOPE	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
	79.	Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé	HGOPY	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
	80.	Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments et d'Expertise	LANACOME	PF	PF	PF
TOTAL MINSANTE				1 450 000 000	1 750 000 000	1 700 000 000
MINSEP	81.	Académie Nationale de Football	ANAFoot	800 000 000	800 000 000	800 000 000
	82.	Institut National de la Jeunesse et des Sports	INJS	650 000 000	950 000 000	900 000 000
	83.	Office National des Infrastructures et équipements sportifs	ONIES	0	0	0
TOTAL MINSEP				1 450 000 000	1 750 000 000	1 700 000 000

TUTELLE	N°	STRUCTURE	SIGLE	Subventions 2021	Subventions 2022	Subventions 2023
MINT	84.	Autorité Portuaire Nationale	APN	PF	PF	PF
	85.	Cameroon Civil Aviation Authority	CCAA	PF	PF	PF
	86.	Conseil National des Chargeurs du Cameroun	CNCC	PF	PF	PF
TOTAL MINT						
MINTP	87.	Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics	ENSTP	330 000 000	330 000 000	330 000 000
	TOTAL MINTP			330 000 000	330 000 000	330 000 000
MINTSS	88.	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	CNPS	PF	PF	PF
	TOTAL MINTSS					
PRC	89.	Agence de Promotion des Investissements	API	PF	PF	PF
	90.	Agence de Régulation des Marchés Publics	ARMP	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
	TOTAL PRC			1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
TOTAL GLOBAL				65 846 451 505	81 751 548 952	92 413 548 952

PF= Parafiscalité

Source : MINFI/DGB/DPC

Le volume des subventions directes de fonctionnement allouées aux Etablissements Publics est passé de **FCFA 81 751 548 952** en 2022 à **FCFA 92 413 548 952** en 2023. On relève une augmentation des subventions directes aux EP de **FCFA 10 662 000 000** en valeur absolue et 13,0% en valeur relative entre 2022 et 2023. Elle est consécutive entre autres raisons, à la prise en compte de nouveaux Etablissements Publics dans le chapitre 60 à l'instar des nouvelles Universités d'État (Bertoua, Ebolowa et Garoua), le relèvement du niveau des subventions allouées à certains Etablissements Publics (HGD, CNTS, MIPROMALO, IMPM, APME, CAA, UMa, UBa, MIDENO, EIFORCES, CNRPH, OC, CENEEMA, PC).

Les Etablissements Publics repris dans le tableau ci-dessus cohabitent avec des structures tout aussi budgétivores au statut juridique ambigu connus sous l'appellation de Autres Organismes Subventionnés. Ces organismes ont reçu pour la période 2021, 2022 et 2023 respectivement FCFA **58 123 974 691**, **FCFA 46 340 094 699** et **FCFA 57 078 974 711**.

I. 1.3. 2. Répartition des Etablissements Publics par secteurs d'activités

Le tableau ci-après donne un récapitulatif des subventions directes de fonctionnement accordées aux Etablissements Publics sur la période 2021-2023, réparties par secteurs et domaines d'activités.

Tableau 5 : Répartition des subventions directes de fonctionnement des Etablissements Publics par secteurs d'activités

SECTEUR/DOMAINE	SUBVENTIONS 2021	SUBVENTIONS 2022	SUBVENTIONS 2023
Secteur Gouvernance	13 646 451 505	14 196 452 000	15 358 452 000
Administrations générales et financières	3 900 000 000	3 900 000 000	4 500 000 000
Défense et Sécurité	2 050 000 000	2 050 000 000	2 200 000 000
Souveraineté et Gouvernance	7 696 451 505	8 246 452 000	8 658 452 000
Secteur Production	13 110 000 000	13 110 000 000	14 260 000 000
Industries et services	6 000 000 000	6 000 000 000	6 750 000 000
Infrastructures	2 330 000 000	2 330 000 000	2 330 000 000
Rural	4 780 000 000	4 780 000 000	5 180 000 000

SECTEUR/DOMAINE	SUBVENTIONS 2021	SUBVENTIONS 2022	SUBVENTIONS 2023
Secteur Social	39 090 000 000	54 445 096 952	62 795 096 952
Culture, sports et loisirs	3 150 000 000	3 450 000 000	3 600 000 000
Développement Social et Emploi	1 600 000 000	1 700 000 000	1 900 000 000
Education	20 250 000 000	35 005 096 952	42 655 096 952
Santé	14 090 000 000	14 290 000 000	14 640 000 000
Total général	65 846 451 505	81 751 548 952	92 413 548 952

Source : MINFI/DGB/DPC

Les subventions de fonctionnements sont en majeure partie allouées aux Etablissements Publics du secteur social. Ils ont absorbé FCFA 39 090 000 000 en 2021 soit 59,36% de l'enveloppe globale, FCFA 54 445 096 952 sur une enveloppe de FCFA 81 751 548 952

en 2022 soit 66,59% et FCFA 62 795 096 952 sur une enveloppe de FCFA 92 413 548 952 en 2023 soit 69,07%. Dans ce secteur, l'éducation représente 67,92% du volume des subventions directes allouées.

I. 2. GOUVERNANCE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

La gouvernance des EEP sera appréciée sous le prisme des mandats des dirigeants sociaux et qualité des administrateurs (I. 2. 1), de la mise en conformité des textes organiques, rémunérations et avantages des dirigeants sociaux (I. 2. 2) ainsi que de la transmission des documents financiers et réserves des commissaires aux comptes (I. 2. 3).

I. 2. 1. Mandat des dirigeants sociaux et qualité des administrateurs

I. 2.1. 1. Mandat des dirigeants sociaux

Les mandats des dirigeants sociaux des EEP sont régis par les lois n°2017/010 et n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant respectivement Statut Général des Etablissements et des Entreprises Publics. Conformément aux dispositions desdites lois, on entend par dirigeants sociaux, les Administrateurs, les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Adjointes.

Au regard des dispositions de l'article 47(1) de la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017, les Administrateurs des sociétés à capital public sont désignés pour un mandat de 03 ans renouvelable une fois. La durée du mandat des Administrateurs des Etablissements Publics est également de trois (03) ans éventuellement renouvelable une (01) fois, à la lumière des dispositions de l'article 20 de la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017.

S'agissant des Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Adjointes des EEP, ils sont nommés pour un mandat de trois (03) ans éventuellement renouvelable deux (02) fois, conformément aux dispositions des articles 36 de la loi sur les Etablissements Publics et 70(2) de la loi sur les Entreprises Publiques.

Les tableaux ci-après présentent la situation des mandats des DG et DGA, ainsi que des PCA des Entreprises Publiques d'une part et des Etablissements Publics d'autre part.

Tableau 6 : Présentation de la situation des mandats des dirigeants sociaux des Entreprises Publiques au 31 décembre 2023.

N°	RAISON SOCIALE	PCA	DG	DGA
1	ADC	Non échu	Echu	Non Echu
2	ALUBASSA	Echu	Echu	Echu
3	ALUCAM	Echu	Echu	Echu
4	ANAFOR	Echu	Echu	Echu
5	AYABA HOTEL	Echu	Echu	Echu
6	BC- PME	Echu	Non échu	Non échu
7	CAMAIR-Co	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
8	CAMPOST	Echu	Non échu	Echu
9	CAMTAINER	Echu	Echu	Echu
10	CAMTEL	Non échu	Non échu	Non échu
11	CAMWATER	Non échu	Non échu	Non échu
12	CBC	Non échu	Non échu	Non échu
13	CDC	Echu	Non échu	Non échu
14	CFC	Echu	Echu	Echu
15	CHC.SA	Echu	Poste non pourvu (interimaire)	Poste non pourvu
16	CICAM	Non échu	Non échu	Non échu
17	CNIC	Echu	Non échu	Poste non pourvu
18	CPE	Non échu	Echu	Poste non pourvu
19	EDC	Echu	Echu	Poste non pourvu
20	HYDRO MEKIN	Echu	Echu	Poste non pourvu
21	LABOGENIE	Echu	Non échu	Echu
22	LANAVET	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
23	MAETUR	Non échu	Echu	Poste non pourvu
24	MAGZI	Echu	Echu	Echu
25	MATGENIE	Echu	Non échu	Non échu
26	MIDEPECAM	Echu	Echu	Poste non pourvu
27	PAD	Echu	Non échu	Non échu
28	PAK	Echu	Non échu	Non échu
29	PAL	Poste non pourvu	Poste non pourvu	Poste non pourvu
30	PPPIc	Echu	Non échu	Non échu
31	SCDP	Echu	Non échu	Non échu
32	SEMRY	Echu	Non échu	Poste non pourvu
33	SGHC	Echu	Echu	Poste non pourvu
34	SHE	Echu	Non échu	Poste non pourvu
35	SHNC	Echu	Echu	Poste non pourvu
36	SIC	Non échu	Non échu	Non échu
37	SNH	Echu	Echu	Poste non pourvu
38	SNI	Non échu	Echu	Echu
39	SODECOTON	Echu	Non échu	Non échu

N°	RAISON SOCIALE	PCA	DG	DGA
40	SODEPA	Poste non pourvu	Non échu	Poste non pourvu
41	SOHLI	Echu	Echu	Poste non pourvu
42	SONARA	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
43	SONATREL	Non échu	Non échu	Non échu
44	SONAMINES	Non échu	Non échu	Non échu

Du tableau ci-dessus, sur une population de 44 Entreprises Publiques, il existe 132 postes de dirigeants sociaux soit 44 PCA, 44 DG et 44 DGA, dont la situation des mandats est reprise dans le tableau de synthèse et graphiques ci-dessous :

Tableau 7 : synthèse de la situation des mandats des dirigeants sociaux des Entreprises Publiques au 31 décembre 2023.

SITUATION DES MANDATS	PCA	DG	DGA	TOTAL
ÉCHU	28	18	10	56
NON ÉCHU	14	24	16	54
Poste non pourvu	2	2	18	22
TOTAL	44	44	44	132

Source : MINFI/DGB/DPC

Graphique 3 : situation des mandats des dirigeants sociaux des Entreprises Publiques au 31 décembre 2023.

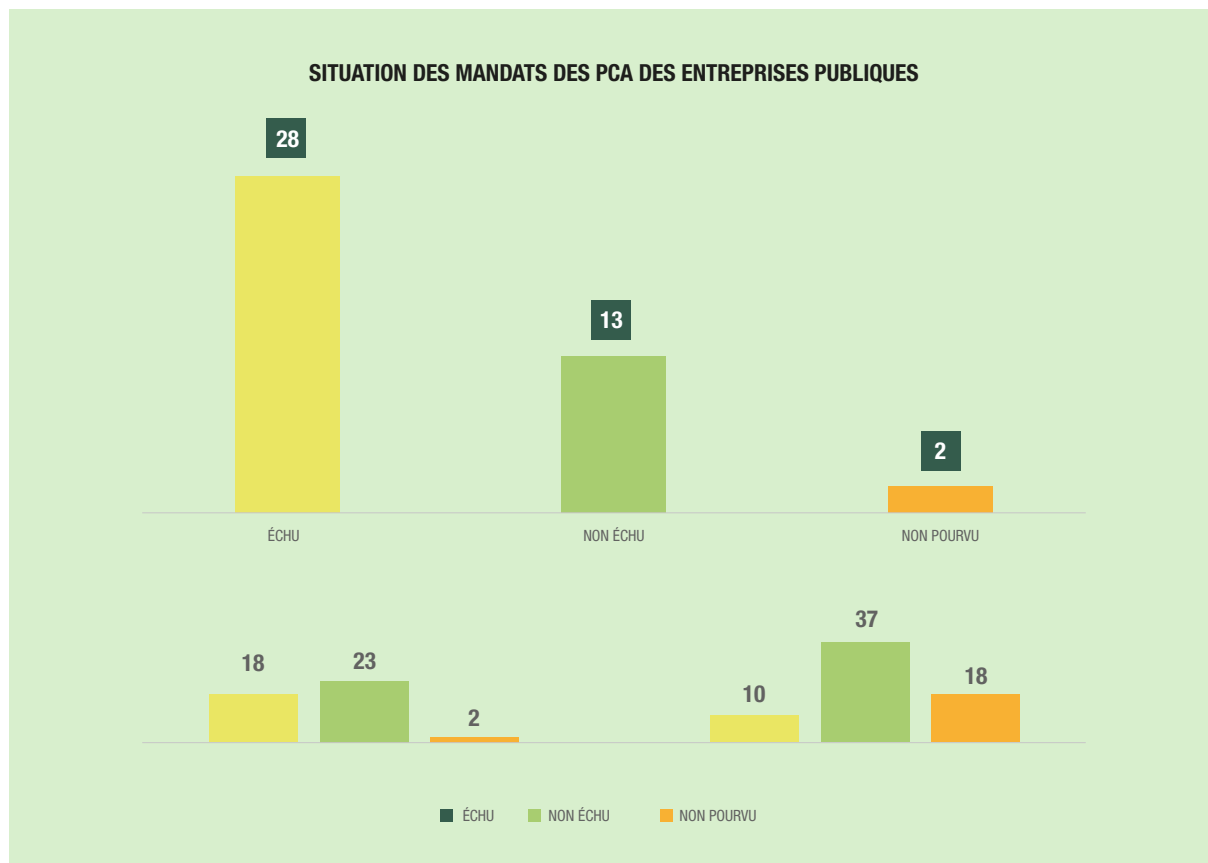


Tableau 8 : Présentation de la situation des mandats des dirigeants sociaux des Établissements Publics en 2023.

N°	ENTITES	PCA	DG	DGA
1	AER	Echu	Echu	Echu
2	ANAFoot	Echu	Non échu	Non échu
3	ANOR	Echu	Echu	Echu
4	ANRP	Echu	Non échu	Poste non pourvu
5	ANTIC	Echu	Echu	Echu
6	API	Echu	Echu	Echu
7	APME	Echu	Non échu	NC
8	APN	Echu	Non échu	Non échu
9	ARMP	Non échu	Echu	NC
10	ARSEL	Echu	Non échu	Echu
11	ART	Non échu	Non échu	Echu
12	ASCNPD	Echu	Echu	Echu
13	BUCREP	Echu	Echu	Echu
14	BUNEC	Echu	Non échu	Non échu
15	CAA	Non échu	Non échu	Echu
16	CCAA	Echu	Non échu	Echu
17	CDEN	Echu	Echu	NC
18	CDENO	Echu	Echu	NC
19	CDPM	Echu	Echu	NC
20	CENAME	Non échu	Non échu	NC
21	CENEEMA	Non échu	Non échu	NC
22	CHRACERH	Non échu	Echu	NC
23	CHU	Echu	Non échu	Non échu
24	CIRCB	Echu	Echu	Echu
25	CILSN	Non échu	Non échu	Non échu
26	CNCC	Echu	Echu	Echu
27	CNDT	Echu	Non échu	Poste non pourvu
28	CNPS	Non échu	Echu	Poste non pourvu
29	CNRPH	Echu	Non échu	Non échu
30	CPC	Non échu	Non échu	Non échu
31	CRTV	Non échu	Non échu	Non échu
32	CSPH	Echu	Non échu	Poste non pourvu
33	EIFORCES	Echu	Non échu	Non échu
34	ENAM	Non échu	Non échu	Non échu
35	ENSTP	Non échu	Non échu	Non échu
36	FAO/PAM	Poste non pourvu	Echu	Non échu
37	FEICOM	Non échu	Echu	Poste non pourvu
38	FNE	Poste non pourvu	Echu	Poste non pourvu
39	FODECC	Non échu	Non échu	NC
40	FR	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
41	GCE BOARD	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
42	HGD	Non échu	Non échu	Non échu

N°	ENTITES	PCA	DG	DGA
43	HGOPED	Echu	Echu	NC
44	HGOPY	Non échu	Non échu	Echu
45	HGY	Non échu	Non échu	Non échu
46	IMPM	Echu	Non échu	Non échu
47	IN	Echu	Non échu	Echu
48	INC	Non échu	Echu	Echu
49	INJS	Non échu	Non échu	Non échu
50	INS	Echu	Echu	Echu
51	IRAD	Non échu	Echu	Non échu
52	IRGM	Echu	Echu	Poste non pourvu
53	ISMP	Echu	Echu	Non échu
54	LANACOME	Poste non pourvu	Non échu	NC
55	LINAFI	Echu	Non échu	Non échu
56	MEADEN	Poste non pourvu	Echu	NC
57	MEAO	Echu	Echu	Poste non pourvu
58	MIDENO	Echu	Non échu	Poste non pourvu
59	MIDIMA	Echu	Non échu	Poste non pourvu
60	MIPROMALO	Echu	Non échu	Poste non pourvu
61	MIRAP	Echu	Echu	Echu
62	NASLA	Non échu	Non échu	Non échu
63	OBC	Echu	Non échu	Non échu
64	OC	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
65	ONACAM	Echu	Echu	Echu
66	ONACC	Non échu	Echu	Poste non pourvu
67	ONCC	Non échu	Non échu	Non échu
68	ONZFI (APZE)	Echu	Non échu	Poste non pourvu
69	PC	Echu	Echu	Non échu
70	SOECAO	Non échu	Non échu	Non échu
71	SOWEDA	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
72	SUP'TIC	Echu	Non échu	Non échu
73	UB	Echu	Non échu	NC
74	UBA	Non échu	Non échu	NC
75	Ubertoua	Non échu	Non échu	NC
76	Ubwa	Non échu	Non échu	NC
77	UD	Non échu	Non échu	NC
78	UDSCHANG	Non échu	Non échu	NC
79	Ugaroua	Non échu	Non échu	NC
80	UMA	Non échu	Non échu	NC
81	Undéré	Non échu	Non échu	NC
82	UNVDA	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
83	UTAVA	Poste non pourvu	Echu	Echu
84	UYI	Non échu	Non échu	NC
85	UYII	Echu	Non échu	NC

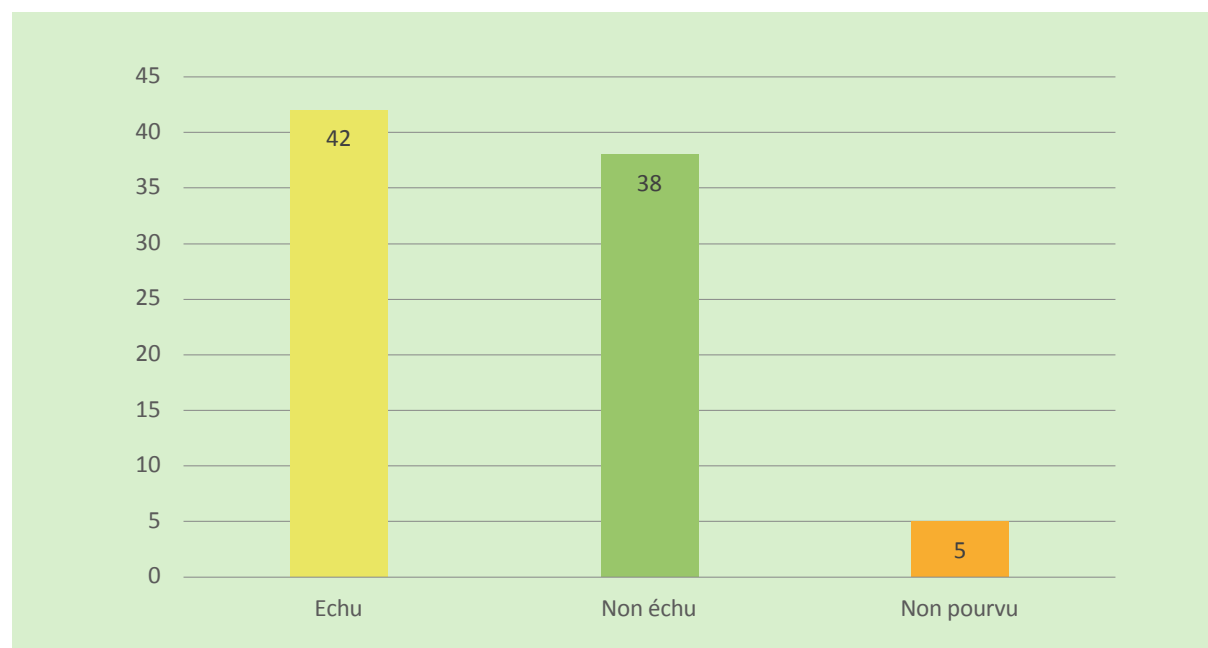
Dans les 85 Établissements Publics dont la situation des mandats des dirigeants sociaux est présentée dans le tableau ci-dessus, il existe 232 postes. La synthèse de la situation des mandats est illustrée dans le tableau ci-après :

Tableau 9 : Présentation de la situation des mandats des dirigeants sociaux des Établissements Publics en 2023

SITUATION DES MANDATS	PCA	DG	DGA	Total
Mandat Echu	42	30	19	91
Mandat Non échu	38	55	25	118
Poste non pourvu	5	0	18	23
Total	85	85	62	232

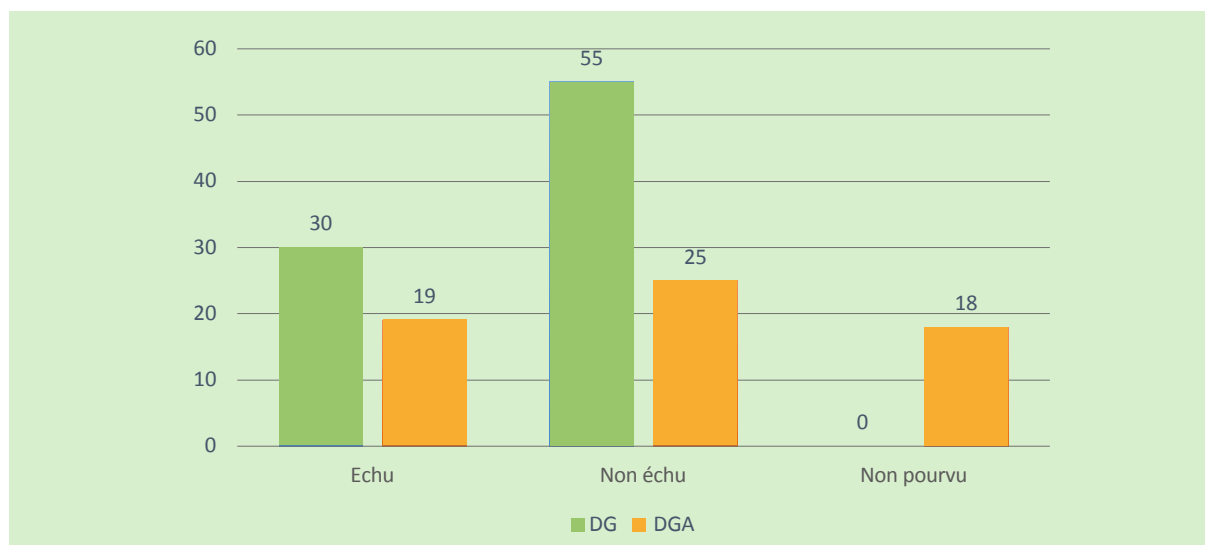
Du tableau ci-dessus, il ressort que 91 postes de dirigeants sociaux dans les Établissements Publics ont à leur tête des dirigeants dont les mandats sont échus, soit 39,22 % des postes disponibles contre 118 dont les mandats sont valides, soit 50,86%. Vingt-trois (23) postes sont non pourvus.

Graphique 4 : situation des Mandats des PCA des Etablissements Publics en 2023



Source : MINFI/DGB/DPC

Du graphique ci-haut, 42 PCA ont un mandat échu et 38 ont un mandat non échu dans les Établissements Publics objet de notre étude, soit respectivement 49,41% et 44,74%. Cinq (5) postes sont non pourvus.

Graphique 5 : situation des mandats des DG et DGA au sein des Etablissements Publics en 2023

Dans les 85 Etablissements Publics en examen, 30 DG et 19 DGA ont des mandats échus soit respectivement 39,22% et 49,41, tandis que 55 DG et 25 DGA ont des mandats encours de validité. Ils représentent respectivement 50, 86% et 44,71%. 18 postes des DGA sont non pourvus.

I. 2.1. 2. Statut de l'Administrateur

D'une manière générale, les Administrateurs sont désignés pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une (01) fois. Cette désignation repose sur une qualité qui, lorsqu'elle est perdue, met automatiquement fin au mandat. Cependant, force est de constater que plusieurs Administrateurs ayant perdu la qualité qui a présidé à leur désignation ou dont le mandat est échu, continuent de siéger au sein des conseils au mépris des dispositions de la loi.

I. 2. 2. Transmission des documents financiers et réserves des commissaires aux comptes

I. 2.2. 1. Transmission des documents financiers en 2023

L'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) encadre la publication des documents financiers par les dirigeants des Entreprises Publiques et leur transmission aux actionnaires conformément aux dispositions des articles 23 et 73 relatifs au droit comptable et à l'information financière. En ce qui concerne les états financiers pour les Entreprises Publiques et les comptes administratifs et de gestion pour les Etablissements Publics, les dirigeants sont tenus de les transmettre aux tutelles technique et financière

au plus tard le 30 juin de l'année N s'agissant des comptes de l'exercice N-1.

Toutefois, non seulement certains EEP ne transmettent pas leurs documents financiers dans le délai prescrit, d'autres par contre violent volontairement cette prescription légale. Il s'agit notamment de :

→ Pour les Entreprises Publiques :

- ✓ AYABA HOTEL ;
- ✓ CAMTAINER ;
- ✓ MATGENIE ;
- ✓ SOCIETE HOTELIERE DU NORD CAMEROUN.

→ Pour les Etablissements Publics :

- ✓ CAA : Caisse Autonome d'Amortissement ;
- ✓ CNPS
- ✓ COMITE DE GESTION FAO/PAM/CNCCF ;
- ✓ CRTV : Cameroon Radio and Television ;
- ✓ CSPH ;
- ✓ FEICOM ;
- ✓ UYDE II.

I. 2.2. 2. Réserves des commissaires aux comptes en 2023

En 2022, sur 13 Entreprises Publiques auditées, les états financiers de EDC, LABOGENIE, MAETUR et MAGZI ont été certifiés avec réserve par les Commissaires aux comptes. Sur les 43 états financiers transmis en 2023, 18 ont été certifiés dont 05 avec réserves. Il s'agit de

ceux de MAGZI, MIDEPECAM, PAD, SCDP et SIC. Il y a lieu de relever qu'à la MAGZI, les réserves formulées en 2022 sont à nouveau constatées en 2023. Par ailleurs, l'absence des rapports des Commissaires sur les comptes de 2023 de EDC, LABOGENIE et MAETUR n'a pas permis d'apprécier la levée des réserves de 2022. Concernant les entreprises dont les états financiers ont été certifiés avec réserves en 2021, seules les réserves de l'ANAFOR ont été levées en 2022.

En ce qui concerne les Etablissements Publics, la loi de 2017 dispose en son article 12 que « les Etablissements Publics adressent aux tutelles, technique et financière, tous les documents et informations relatifs à la vie de l'EP. Les documents et informations visés concernent notamment : les Projets de Performance, les Plans d'Action, les Rapports Annuels de Performance, le rapport du contrôleur financier, les Comptes Administratif et de Gestion, l'état à jour de la situation du personnel et de la grille salariale. »

En dépit de nombreuses relances et des rappels à l'ordre, certains établissements ne transmettent pas les documents et informations requis.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que certaines entités publiques, non seulement ne tiennent pas leurs sessions à temps, mais aussi ne transmettent pas toujours les documents et actes issus de celles-ci.

I. 2. 3. Mise en conformité des textes organiques, rémunérations et avantages des dirigeants sociaux

I. 2.3. 1. Mise en conformité des textes organiques des EEP

a- Mise en conformité des textes organiques des Entreprises Publiques

Des statistiques au 31 décembre 2023, il ressort que 34 Entreprises Publiques sur 47 ont leurs textes arrimés aux dispositions de l'article 124 de la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 régissant les Entreprises Publiques. 13 traînent encore le pas tel qu'illustré dans le tableau ci-après :

Tableau 10 : Liste des Entreprises Publiques non conformes au 31 décembre 2023

N°	RAISON SOCIALE	SIGLE	TUTELLE TECHNIQUE
1.	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier	ANAFOR	MINFOF
2.	AYABA HOTEL	AYABA HOTEL	MINTOUL
3.	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises	BC-PME	MINFI
4.	Cameroon Development Corporation	CDC	MINADER
5.	Cameroon Hotels Corporation	CHC	MINTOUL
6.	Cameroon Postal Services	CAMPOST	MINPOSTEL
7.	Cameroon Publi-Expansion	CPE	MINMIDT
8.	Commercial Bank of Cameroun	CBC	MINFI
9.	Compagnie Camerounaise de l'Aluminium	ALUCAM	MINMIDT
10.	Cotonnière Industrielle du Cameroun	CICAM	MINMIDT
11.	Crédit Foncier du Cameroun	CFC	MINFI
12.	Mekin Hydroelectric Development Corporation	HYDRO-MEKIN	MINMIDT
13.	Mission de Développement de la Pêche Artisanale et Maritime	MIDEPECAM	MINEPIA
14.	Pamol Plantations Plc	PAMOL	MINADER
15.	Société Aluminium de Bassa	ALUBASSA	MINMIDT
16.	Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers	SCDP	MINCOMMERCE
17.	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua	SEMRY	MINADER
18.	Société des Grands Hôtels du Cameroun	SGHC	MINTOUL

N°	RAISON SOCIALE	SIGLE	TUTELLE TECHNIQUE
19.	Société Hôtelière du Littoral	SHOLI	MINTOUL
20.	Société Hôtelière Nord Cameroun	SHNC	MINTOUL
21.	Société Immobilière du Cameroun	SIC	MINDUH
22.	Société Nationale de Raffinage	SONARA	MINMIDT
23.	Société Nationale de Transport et de Transit du Cameroun	CAMTAINER	MINMIDT
24.	Société Nationale d'Investissement du Cameroun	SNI	MINFI

Source : MINFI/DGB/DPC

b- Mise en conformité des textes organiques des Établissements Publics

Au 31 décembre 2023, 80 Établissements Publics sur 90 disposent des textes mis en conformité à l'article

66 de la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 régissant les Établissements Publics. Les Établissements Publics listés ci-dessous non pas encore satisfait cette exigence légale.

Tableau 11 : Liste des Etablissements Publics non conformes au 31 décembre 2023.

N°	STRUCTURES	SIGLE	TUTELLE TECHNIQUE
1.	Caisse de Développement de l'Élevage du Nord	CDEN	MINEPIA
2.	Caisse de Développement de l'Élevage du Nord-Ouest	CDENO	MINEPIA
3.	Comité de Gestion FAO/PAM/CNCCF	FAO/PAM	MINADER
4.	Cameroon Radio Television	CRTV	MINCOM
5.	École Internationale des Forces de Sécurité	EIFORCES	PRC
6.	Fonds de Développement des Filières Cacao et Café	FODECC	MINCOMMERCE
7.	Fonds Routier	FR	MINFI
8.	Mission de Régulation des Produits de grande consommation	MIRAP	MINCOMMERCE
9.	Mission d'Études pour l'Aménagement de l'Océan	MEAO	MINEPAT
10.	South West Development Authority	SOWEDA	MINADER

Source : MINFI/DGB/DPC

I. 2.3. 2. Rémunérations et avantages des dirigeants sociaux

Le régime de la rémunération et des avantages des dirigeants sociaux a été consacré par les lois du 12 juillet 2017. En application de ces lois, le Président de la République a pris les trois (03) décrets ci-après :

- ✓ le décret n°**2019/320**, précisant les modalités d'application de certaines dispositions des lois précitées ;
- ✓ le décret n°**2019/321** fixant les catégories d'Entreprises Publiques, la rémunération, les indemnités et les avantages de leurs dirigeants ;
- ✓ le décret n°**2019/322** du **19 juin 2019** fixant les catégories d'Établissements Publics, la rémunération, les indemnités et les avantages de leurs dirigeants.

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions réglementaires suscitées, le Ministre des Finances a procédé à la classification des Entreprises et Établissements Publics par arrêtés n° 00000001 et n° 00000002 du 03 janvier 2023, après un premier round intervenu le 04 mai 2020.

A la faveur de la signature des arrêtés évoqués supra, les éléments de rémunération des dirigeants sociaux ont été clarifiés. Toutefois, quelques résistances subsistent, dans une proportion au demeurant marginale, des dirigeants des EEP qui traînent encore à prendre le train de la réforme, et qui saisissent le MINFI à l'effet d'obtenir du Président de la République des dérogations sur leurs rémunérations. **Une telle démarche est de nature à fragiliser la réforme des EEP si elle est systématisée.**

Cependant, les requêtes des entités publiques relevant du champ de la Commission Bancaire d'Afrique Centrale pourraient trouver satisfaction, dans la mesure où le régime de rémunération de leurs dirigeants est encadré par des textes communautaires en la matière.

Par ailleurs, la tendance à la prolifération des comités, commissions et groupes de travail au sein des EEP est de nature à obérer leur performance financière, en raison des problèmes de soutenabilité budgétaire que cela entraîne. En effet, la multiplication du nombre de sessions de ces instances s'apparente à une forme de compensation déguisée des rémunérations de leurs dirigeants. Les tutelles et dirigeants sociaux devraient veiller à la rationalisation des activités desdites instances.

I. 2. 4. Plateforme de concertation entre les tutelles techniques et la tutelle financière des Entreprises et Etablissements Publics

Il convient de relever l'absence de la mise en place de plateformes de concertation entre la tutelle financière et les différentes tutelles techniques des EEP, pour assurer un meilleur suivi de leurs activités. En effet, l'article 12 al.4 de la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 fait obligation aux Ministres de tutelle technique et financière d'adresser au Président de la République, un rapport annuel consolidé sur la situation des Entreprises et Etablissements Publics dont ils assurent la tutelle. En effet, le décret n°2019/320 du 19 juin 2019 consacre le principe de la mise en place d'une plateforme collaborative à la diligence de la tutelle technique. Ce cadre de concertation devrait être le lieu par excellence pour les tutelles d'assurer au mieux le suivi des activités des EEP, en rapport avec l'exigence de bonne gouvernance et de performance de ces entités.

I. 3. RELATIONS FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES ENTRE L'ÉTAT ET LES EEP

L'Etat et les EEP entretiennent des relations de plusieurs natures. Elles peuvent être entre autres des relations Etat-client des EEP, Etat-actionnaire des Entreprises Publiques, Etat-tutelle des EEP, Etat-pourvoyeur de fonds et EEP-contribuables. Ce faisceau de relations Etat-EEP peut être appréhendé à travers l'examen notamment :

- ✓ des dettes croisées;
- ✓ des subventions de réhabilitation ;
- ✓ des prises de participation de l'État ;
- ✓ des avances en compte courant associé ;
- ✓ des prix administrés ;
- ✓ des coûts de mission de service public ;
- ✓ des subventions d'exploitation et d'investissement.

I. 3. 1. Dettes croisées entre l'État et certaines Entreprises Publiques en 2023

Du 1er janvier au 31 décembre 2023, L'État a bénéficié de la part des entreprises CAMTEL, SOPECAM et PAD,

des prestations au titre des services de téléphone et internet, des abonnements à Cameroun Tribune et des insertions publicitaires, ainsi que du service public portuaire. Le paiement effectif au profit de CAMTEL et SOPECAM en contrepartie des prestations fournies ne reflète pas la facturation. Il représente un acompte sur la consommation réelle. (Pour le cas du PAD, il préfinance les activités à la charge de l'Etat, lesquelles sont remboursées après une évaluation des coûts y liés). Pour prendre en compte le montant facturé au cours de la période de référence, une conciliation de chiffres a été effectuée afin de déterminer la dette de l'État vis-à-vis des entreprises suscitées ou sa créance sur elles.

Au terme des opérations de conciliation au 31 décembre 2023, la situation des soldes se présente comme repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau 12 : situation des dettes croisées entre l'État et les Entreprises Publique en 2023

ENTRE-PRISES	PÉRIODE	DETTE DE L'ÉTAT VIS-À-VIS DE L'ENTITÉ	DETTE DE L'ENTITÉ VIS-À-VIS DE L'ÉTAT	SOLDE	OBSERVATION	
CAMTEL	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023	147 627 201 254		49 690 769 185	97 936 432 069 au profit de CAMTEL	Convention signée
			Taxes et droit de douane	42 964 754		
			Dettes rétrocédées	43 915 236 291		
			Dettes fiscale globale	22 733 987 206		
SOPECAM	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023	862 494 900		2 182 170 073	428 232 173 au profit de SOPECAM	Convention signée
			Dettes fiscale	2 182 170 073		
PAD	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023	57 085 563 192		637 302 700	56 448 260 492 au profit du PAD	Convention en cours de signature
			Dettes rétrocédées	57 707 850		
			Dettes fiscale	0		
			Dettes douanière	579 594 850		
TOTAL		205 575 259 346		52 510 241 958	153 065 017 388	

Source : MINFI/DGB/DPC

De manière globale, l'État est redevable d'une somme de FCFA 153 065 017 388 répartie comme suit :

- ✓ **FCFA 97 936 432 069** au profit de CAMTEL ;
- ✓ **FCFA 428 232 173** au profit de SOPECAM ;
- ✓ **FCFA 56 448 260 492** au profit du PAD.

I. 3. 2. Subvention de réhabilitation aux Entreprises et Etablissements Publics en 2023

La réhabilitation des Entreprises Publiques est un processus global qui est à la fois préventif et curatif. La réhabilitation curative qui est la plus développée dans la pratique, s'impose au regard de la situation

de défaillance avérée dans laquelle se trouve l'entité. A travers cette démarche, l'État met en œuvre des actions visant le retour à l'équilibre d'exploitation des entreprises de son portefeuille. Des ressources sont ainsi inscrites dans la Loi de Finances pour la prise en charge des activités de réhabilitation dont le bénéfice est tributaire de la signature préalable d'un contrat avec l'État (contrat plan/contrat d'Objectifs Minimum/contrat de performance).

Pour l'exercice 2023, une provision de FCFA 5 milliards a été constituée pour le financement des opérations de réhabilitation des EEP. Ladite provision est répartie ainsi qu'il suit :

Tableau 13 : situation des subventions de réhabilitation des EEP en 2023

N°	ENTREPRISES	NATURE DU CONTRAT	MONTANTS PROVISIONNES (en FCFA)	MONTANTS ABSORBES (en FCFA)
	Cameoon Development Corporation (CDC)	Contrat d'Objectif Minimum	129 034 728	129 034 728
	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles (MAGZI)	Contrat-Plan	367 221 779	367 221 779
	Centre Hospitalier Universitaire de Yaoundé (CHU)	Contrat-Plan	600 000 000	600 000 000
TOTAL			1 096 256 507	1 096 256 507

Source : MINFI/DGB/DPC

Sur la provision de **FCFA 5 000 000 000** constituée dans le chapitre budgétaire dédié aux réhabilitations (chapitre 93 réhabilitations/restructurations), **FCFA 1 096 256 507** ont été mobilisés au profit des Entreprises et Etablissements Publics. Le reliquat, soit **FCFA 3 903 743 493** a été affecté à la réalisation des études diagnostiques et des audits des EEP ayant précédemment bénéficié des ressources de réhabilitation, à la prise en charge des dettes relatives aux activités des contrats plan clôturés et au suivi de l'exécution des contrats plans et contrats d'objectif minimum.

Le niveau global des fonds de réhabilitation absorbés par les Entreprises et Etablissements Publics en 2023 est de **FCFA 1 096 256 507**, soit **100 %** du montant mobilisé.

1.3.3 Prise de participation de l'État.

Pour le compte de l'exercice 2023, l'État a libéré en faveur de certaines Entreprises Publiques au titre du capital social souscrit, un montant de **FCFA 5 625 700 000**, reparti dans le tableau ci-après :

Tableau 14 : libération du capital social par l'État au profit des Entreprises Publiques (chapitre 92 2023)

ENTREPRISES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANTS DES PRISES DE PARTICIPATION
KIKOT-MBEBE HYDRO POWER COMPANY (KHPC)	Projet KIKOT	5 575 700 000
	Financement du budget de développement	
	Constitution de société	50 000 000
TOTAL		5 625 700 000

Source : MINFI/DGB/DPC

Du tableau ci-dessus, il ressort que **FCFA 5 625 700 000** ont été mobilisés au profit du projet KIKOT. Ce montant comprend **FCFA 50 000 000** représentant la libération de la quote-part de l'État au capital social de la société KHPC. Il prend également en compte les **FCFA 5 575 700 000** relatifs au financement du budget de développement dudit projet et constitue une avance sur prise de participation conformément à l'accord de développement commun signé entre l'État du Cameroun et Electricité de France (EDF), dans la perspective de l'augmentation du capital de la société de projet

Au demeurant, le volume du capital social libéré au profit des Entreprises Publiques au titre de l'exercice 2023 est de **FCFA 5 625 700 000**, contre **FCFA 8 359 700 000** en 2022. En raison de la réduction de l'enveloppe budgétaire dédiée au chapitre 92 au titre

de l'exercice 2023, la prise de participation de l'État a été sélective.

1.3.3. Avances en compte courant associé en 2023

Entre 2019 et 2023, l'État a signé avec certaines Entreprises Publiques des conventions d'avance en compte courant. Il s'agit des prêts consentis à un taux préférentiel pour leur permettre de répondre à un besoin ponctuel de financement ou de trésorerie.

L'État actionnaire a signé huit (08) Conventions d'avances en compte courant avec six (06) sociétés de son portefeuille, comme repris dans le tableau ci-après :

Tableau 15 : situation des conventions issues des prêts en compte courant

N°	Convention d'avance en compte courant actionnaire	Date de signature	Montant en FCFA
1	ETAT / MATGENIE	03 juin 2019	3 000 000 000
2	ETAT / CICAM	22 août 2019	3 500 000 000
3	ETAT / EDC	04 décembre 2019	2 000 000 000
4	ETAT / ALUCAM	13 février 2020	7 000 000 000
		29 août 2023	33 688 591 362
5	ETAT / SODEPA	25 février 2020	3 000 000 000
		04 mai 2021	2 500 000 000
6	ETAT / MAETUR	06 juin 2021	2 000 000 000
TOTAL			56 688 591 362

Le montant total des dites conventions représente **FCFA 56 688 591 362**. Il convient de relever que :

- ✓ la seconde convention d'avance en compte courant actionnaire ETAT / ALUCAM d'un montant de **FCFA 33 688 591 362** découlant de la transformation de la Convention de reprise de la dette d'ALUCAM par l'Etat au profit d'ENEO a été signée le **29 août 2023** ;
- ✓ la maturité du prêt actionnaire ETAT/MATGENIE est intégrale. La date d'exigibilité de remboursement de la totalité des échéances du prêt actionnaire est échue le **11 septembre 2023** et correspond à la somme de **FCFA 3 112 500 000**, dont **FCFA 3 000 000 000** en principal et **FCFA 112 500 000** en intérêt ;
- ✓ la maturité du prêt actionnaire ETAT/CICAM est partielle. Trois échéances sur quatre sont échues. Soit un montant exigible de **FCFA 2 627 500 000** ;

- ✓ la maturité du prêt actionnaire ETAT/EDC est partielle. Trois échéances sur quatre sont échues. Soit un montant exigible de **FCFA 1 563 000 000** ;
- ✓ pour ce qui de la convention ETAT/ALUCAM du **13 février 2020**, la période de différé est de **3 ans** à compter de la date de mise à disposition de l'avance en compte courant, survenue le **04 mars 2021**. Pendant la période de différée, les intérêts sont provisionnés par ALUCAM (1). Ces intérêts cumulés qui s'élèvent à **FCFA 427 612 500** seront payés à la fin de la période de différé, c'est-à-dire le **04 mars 2024** ;
- ✓ les intérêts provisionnés par SODEPA (1) d'un montant de **FCFA 61 087 500** sont exigibles depuis le **06 juin 2023**.

Le détail de cette présentation est repris dans le tableau d'amortissement ci-après :

Entreprises	Date de déblocage effectif	Date de paiement du cumul des intérêts provisionnés	Date d'échéance du 1 ^{er} remboursement	Date d'échéance du 2 ^{ème} remboursement	Date d'échéance du 3 ^{ème} remboursement	Cumul des remboursements (FCFA)
MATGENIE	11 septembre 2020	11 septembre 2021	11 septembre 2022	11 septembre 2023		3 112 500 000
CICAM	30 juillet 2020		30 juillet 2021	30 juillet 2022	30 juillet 2023	2 627 500 000
EDC	06 juin 2020		06 juin 2021	06 juin 2022	06 juin 2023	1 567 500 000
ALUCAM (1)	04 mars 2021	Non échue				427 612 500
SODEPA (1)	06 juin 2022	06 juin 2023				61 087 500
TOTAL Remboursement attendu						7 796 200 000

A date, le cumul des remboursements attendus au titre des revenus financiers par l'Etat actionnaire des entreprises ayant entièrement perçu lesdites avances en compte courant est évalué à **FCFA 7 796 200 000**.

Si les avances en compte courant octroyées par l'Etat actionnaire ont permis aux entreprises de sécuriser leurs trésoreries, l'efficacité et les conséquences du dispositif sur les entreprises interrogent sur la capacité des entreprises à honorer leurs remboursements. De nombreuses entreprises réfléchissent à la façon dont elles peuvent honorer les remboursements des prêts actionnaires qu'elles ont contractées avec l'Etat, alors que **quatre cinquième (4/5)** d'entre elles ont déjà consommé la majorité du montant octroyé, et que **80%** craignent déjà de ne pas pouvoir le rembourser, en raison des capitaux propres négatifs, du fait de la conjugaison d'une dégradation des actifs, et d'une insuffisance de profits dégagés pour couvrir leurs charges d'intérêts.

I. 3. 4. Prix administrés

Dans le souci de garantir l'équilibre social, l'État administre les prix dans certains secteurs d'activités des Entreprises Publiques. Toutefois, ces prix sont restés inchangés depuis des décennies, en dépit de l'évolution de l'environnement socio-économique. Cette situation a contribué à impacter négativement le chiffre d'affaires et la performance des entreprises concernées. On retrouve dans cette catégorie, les entreprises de production d'huile de palme (CDC, PAMOL Plantations), de coton (SODECOTON), de riz (SEMRY, UNVDA), les entreprises de prestation de

service et d'aménagement (CAMPOST, SIC, MAETUR, SODEPA).

I. 3. 5. Coût des missions de service public

Dans le cadre de leur exploitation, certaines Entreprises Publiques sont dans l'obligation de prendre en charge le coût des missions de service public.

En effet, dans leur déploiement, certaines Entreprises réalisent les missions de service public ci-après en suppléance de l'Etat :

- ✓ travaux d'entretien routier ;
- ✓ construction des écoles, des dispensaires et des centres de santé ;
- ✓ opérationnalisation des structures socio-éducatives ;
- ✓ prise en charge des enseignants et du personnel médical ;
- ✓ encadrement/formation des chercheurs et des paysans ;
- ✓ mise à disposition des logements au profit de certaines autorités ;
- ✓ appuis aux forces de sécurité, etc.

I. 3. 6. Subventions d'exploitation et d'investissement

Les subventions d'exploitation et d'investissement sont allouées aux EP par l'État pour financer les activités de production et renforcer les équipements.

➔ Subvention d'exploitation

Tableau 16 : situation des subventions d'exploitation versées aux Entreprises Publiques en 2023.

SUBVENTION D'EXPLOITATION	SUBVENTION D'EXPLOITATION		
	2 021	2 022	2 023
Agriculture, élevage et exploitation forestière	7 817 805 256	1 410 000 000	1 572 091 200
primaire	7 817 805 256	1 410 000 000	1 572 091 200
Industrie	2 081 334 000	1 500 000 000	2 846 102 176
Construction	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 021
Eau et énergie	-	-	-
secondaire	4 081 334 000	3 500 000 000	4 846 102 197
Tourisme	-	-	-

SUBVENTION D'EXPLOITATION	SUBVENTION D'EXPLOITATION		
	2 021	2 022	2 023
Transports et entreposage	9 039 374 272	16 998 001 015	100 000 000
Information et télécommunication	300 000 000	300 000 000	300 000 000
Services Financiers	-	-	505 000 000
Autres tertiaires	78 678 141 557	83 418 055 909	80 832 771 824
tertiaire	88 017 515 829	100 716 056 924	81 737 771 824
total	99 916 655 085	105 626 056 924	88 155 965 221

Source : MINFI/DGB/DPC

Au titre de l'exercice 2023, le volume des subventions d'exploitation accordées par l'État aux EP est de **FCFA 88 155 965 221**, soit une diminution de près de 16,5% par rapport à l'exercice 2022. Le secteur tertiaire absorbe 92,7% de l'enveloppe globale. Cette situation laisse apparaître l'incapacité des EP à financer leur exploitation par leurs fonds propres, constitutif d'un risque budgétaire avéré pour l'État.

Les subventions d'exploitation sont orientées en priorité vers la SONARA, SODEPA ET HYDROMEKIN. La SONARA elle seule absorbe 87,2% de cette subvention d'exploitation. Ces derniers ont bénéficié sur la période sous revue des subventions d'exploitation suivant le tableau ci-après :

SIGLE.x	Subventions d'exploitation
SONARA	75 657 616 996
SIC	5 175 154 828
HYDROMEKIN	2 000 000 000
PAMOL	1 546 102 176
SODEPA	1 300 000 000

→ Subvention d'investissement

Au titre de l'exercice 2023, le volume des subventions d'investissement accordées par l'État aux EP est de FCFA 147 866 965 346, soit une diminution de près de 60,3% par rapport à l'exercice 2022.

Tableau 17 : situation des subventions d'investissement versées aux Entreprises Publiques en 2023

Subvention d'investissement	Subvention d'investissement		
	2 021	2 022	2 023
Agriculture, élevage et exploitation forestière	18 871 822 970	20 091 105 518	21 848 833 435
primaire	18 871 822 970	20 091 105 518	21 848 833 435
Industrie	20 973 137 645	21 184 884 132	19 531 776 291
Construction	25 291 449 113	24 824 759 881	24 227 117 236
Eau et énergie	192 210 679 174	198 484 484 716	31 491 572 467
secondaire	238 475 265 932	244 494 128 729	75 250 465 994
Tourisme	850 535 512	850 535 512	850 535 512
Transports et entreposage	5 638 613 775	95 325 715 220	5 314 533 333
Information et télécommunication	9 288 717 831	6 953 941 546	7 565 133 122
Services Financiers	-	-	-
Autres tertiaires	3 132 737 592	4 837 659 027	37 037 463 950
tertiaire	18 910 604 710	107 967 851 305	50 767 665 917
total	276 257 693 612	372 553 085 552	147 866 965 346

Source : MINFI/DGB/DPC

Sept (07) entreprises présentées dans le tableau ci-dessous, absorbent 80,3% de l'enveloppe globale de ces subventions.

Tableau 18 : entreprises publiques ayant reçu de l'État un volume important de subvention d'investissement en 2023

N°	SIGLE	Subventions d'investissement
1.	CDC	9 936 494 946
2.	EDC	10 289 000 000
3.	MAGZI	20 789 268 500
4.	SEMRV	9 352 079 396
5.	SIC	37 037 463 950
6.	SODEPA	10 456 425 318
7.	SONATREL	21 202 572 467
TOTAL		119 063 304 577

I. 3. 7. Prêts rétrocédés et encours des emprunts garantis par l'État

Le tableau ci-après présente les projets exécutés et financés par des prêts rétrocédés aux Entreprises Publiques.

Tableau 19 : Prêts rétrocédés et encours des emprunts garantis par l'État (en milliards de FCFA)

structure bénéficiaire	Nom du projet	Bailleurs	Montant du financement en FCFA	Encours au 31/12/2023
CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala	EXIMBANK China	14	5,8
CAMWATER	PDUE	IDA	9	36,1
CAMWATER	PAEPA - MSU	FAD	24	22,1
CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala Phase 2	Eximbank China	57	31,6
CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (1ère tranche).	DEXIA	7	-
CAMWATER	Projet de reconstruction d'une station de traitement d'eau potable à Yaoundé et remise en état et extension des réseaux et des infrastructures de transport et de distribution d'eau potable à Yaoundé, Edéa, Bertoua et Ngaoundéré	BEI	26	7,1
CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (2 et 3 ère tranche) (8 villes et centre de LIMBE).	DEXIA	11	-
CAMWATER	PDUE Financement additionnel	IDA	7	6,2

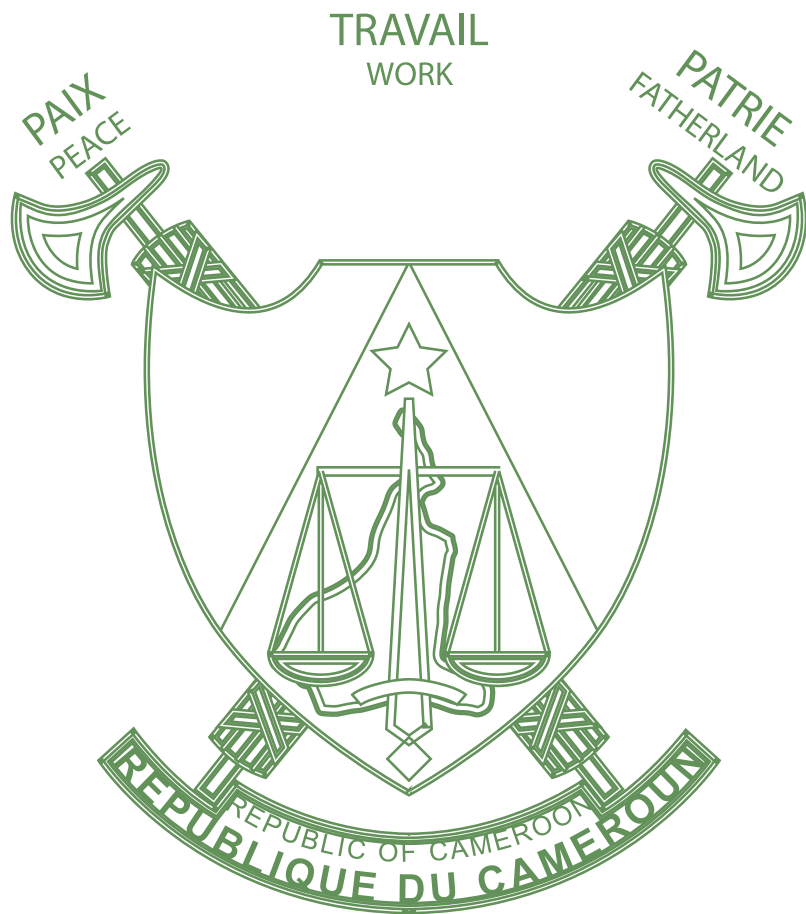
structure bénéficiaire	Nom du projet	Bailleurs	Montant du financement en FCFA	Encours au 31/12/2023
CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (4ème tranche).	DEXIA	8	1,4
CAMWATER	Projet d'alimentation en eau potable de neuf villes (Phase 1 Bafoussam, Bamenda, Kribi et Sangmélina)	Eximbank China	89	72,9
CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (5ème tranche).	DEXIA	9	3,4
CAMWATER	Densification des réseaux d'eau potable dans 11 villes au Cameroun	BELFIUS	14	7,0
CAMWATER	Projet de réhabilitation de 14 systèmes d'eau potable	Belfius	29	18,8
CAMWATER	Adduction en eau potable à Meyomessalla, Nkongsamba, Melong	Eksporkredit Norge	38	17,3
CAMWATER	Projet d'adduction en eau potable 9 villes Phase 2	Eximbank Chine	50	-
Total CAMWATER			352	229,6
CAMTEL	CDMA	EXIMBANK China	29	8,9
CAMTEL	Backbone	EXIMBANK China	31	16,9
CAMTEL	National BroadBand Network	EXIMBANK China	99	72,0
CAMTEL	Backbone Expansion	EXIMBANK China	43	36,5
CAMTEL	National BroadBand Network Phase 2	EXIMBANK China	199	177,8
TOTAL CAMTEL			402	312,1
SODECOTTON	Projet de développement coton et cultures (PDICV)	BID	7	4,8
SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2018/2019	ITFC	64	-
SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2019/2020	ITFC	64	35,5
SODECOTTON	Financement du projet d'importation d'engrais	BADEA	15	0,4
SODECOTTON	Financement de la modernisation des huileries de la SODECOTON	BADEA	6	-
TOTAL SODECOTTON			157	40,7
CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	BADEA	7	2,2
CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	ING	10	-

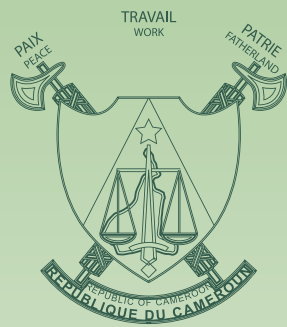
structure bénéficiaire	Nom du projet	Bailleurs	Montant du financement en FCFA	Encours au 31/12/2023
CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	BADEA	4	2,1
TOTAL CNIC			21	4,3
EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	AFD	39	39,5
EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	BEI	20	11,4
EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	IDA	68	64,0
EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	IDA	9	3,5
EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	IDA	7	2,8
TOTAL EDC			144	121,1
CAMPOST	E-POST	EXIMBANK China	36	24,0
SIC	1500 Logements sociaux	EXIMBANK China	38	24,3
CCAA	PDST AERIEN	IBRD	30	63
SONATREL	Projet de relise à niveau de réseau de transport d'électricité	IBRD	191	154,4
SONARA	Projet d'importation du pétrole brut	ITFC	45	-
SONARA	Projet d'importation du pétrole par la SONARA	ITFC	55	-
ALUCAM	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres matières premières et leur vente en République du Cameroun	ITFC	9	3,7
TOTAL EMPRUNTS RETROCEDES			1518	977,0

Source : CAA

Il ressort que 40 projets ont été exécutés et financés par des prêts rétrocédés à 11 Entreprises Publiques au 31 décembre 2023. La dette globale rétrocédée et garantie par l'Etat s'élève à **FCFA 1518**, répartie ainsi qu'il suit par entité (en milliards de FCFA) : CAMWATER (229,6) ; CAMTEL (312,1) SODECOTON

(40,7) ; CNIC (4,3) ; EDC (121,1) ; CAMPOST (24,0) ; SIC (24,3) ; CCAA (63) ; SONATREL (154) ; SONARA (45) et ALUCAM (3,7). En 2023, l'encours global de cette dette est de **FCFA 977** milliards.

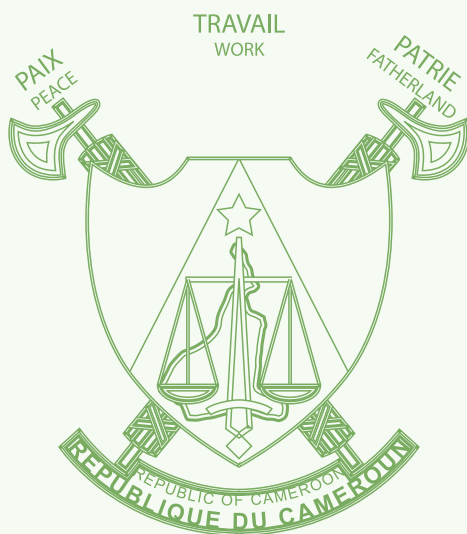




DEUXIÈME PARTIE

DEUXIÈME PARTIE :

PERFORMANCES ECONOMIQUE, FINANCIÈRE, BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS



La performance est la capacité à mener une action pour obtenir les résultats, conformément à des objectifs fixés préalablement en minimisant les coûts des ressources et des processus mis en œuvre. Alors, les EEP sont évalués à partir des indicateurs de performance. Ces derniers délivrent une information pertinente à destination des décideurs

pour mesurer et évaluer leurs résultats. Dans le cadre des développements de cette partie, seront abordées d'une part les performances économique et financière des Entreprises Publiques (II.1) et d'autre part, les performances budgétaire et comptable des Etablissements Publics (II.2).

II. 1. PERFORMANCES ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

L'analyse des performances économique et financière des Entreprises Publiques repose sur les données transmises et consolidées de 43 entités sur 47 du portefeuille de l'État et couvre le triennat 2021, 2022 et 2023. La raison en est que 03 Entreprises Publiques ne transmettent pas d'états financiers depuis plus de trois exercices (CPE, SHNC et CAMTAINER) à celles-là, s'ajoute le Port Autonome de Limbé qui n'est pas encore opérationnel.

II. 1. 1. Chiffres clés du portefeuille des Entreprises Publiques en 2023

Les chiffres clés, données importantes pour apprécier la santé financière des Entreprises Publiques, sont consignés dans le tableau ci-après :

Tableau 20 : Chiffres clés des Entreprises Publiques en 2023.

Etat majoritaire	INFORMATIONS CLES		
	2021	2022	2023
Capital Social	606 088 615 129	686 006 719 783	752 248 828 093
Capitaux Propres	878 759 674 885	1 042 968 514 572	1 022 945 471 785
Dette financière	2 231 351 411 469	2 563 379 652 316	2 704 243 154 582
Dette fiscale et sociale	666 544 313 542	719 447 518 872	746 190 110 748
EBE	346 824 910 231	257 437 464 587	206 100 525 346
Dividendes versés	99 916 655 085	35 248 626 661	28 989 971 517
Total passif	5 629 826 515 823	6 360 646 859 644	6 414 723 056 595
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 277 817 868 461	1 362 813 681 673	1 008 387 517 198
Subventions d'exploitation	99 916 655 085	105 626 056 924	88 155 965 221
RECETTE FISCALE	75 180 877 380	95 354 111 438	98 392 633 054
Résultat net	132 553 310 228	53 171 964 940	-7 696 014 201

Source : MINFI/DGB/DPC

En 2023, le résultat net des Entreprises Publiques est négatif. Il est de FCFA - 7 696 014 201 contre 53 171 964 940 en 2022, soit un déficit de 60 867 979 140 FCFA. Les capitaux propres enregistrent également une légère baisse de 1,9% par rapport à 2022.

La dette financière globale des Entreprises Publiques se chiffre à FCFA 2 704 243 154 582 au 31 décembre 2023, en hausse de FCFA 140 863 502 266 par rapport

à 2022. Ainsi, la dette des Entreprises Publiques constitue un facteur de risque budgétaire majeur pour les finances publiques.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2023 s'élève à FCFA 1 008 387 517 198, en baisse de 26% par rapport à 2022.

Tableau 21 : Contribution des Entreprises Publiques au budget de l'État entre 2021 et 2023 (en millions)

RECETTE FISCALE	RECETTE FISCALE			DIVIDENDE			CONTRIBUTION AU BUDGET DE L'ETAT			% DU BUDGET DE L'ETAT		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Agriculture	13 737	13 468	8 793	7 818	1 413	252,35	21 555	14 881	9 045	0,4%	0,3%	0,1%
Industries	15 100	22 364	31 776	2 081	18 441	18940,8	17 181	40 805	50 717	0,3%	0,7%	0,8%
Eau et energie	5 763	8 473	17 763	2 000	-	0	7 763	8 473	17 763	0,2%	0,1%	0,3%
Construction	1 464	428	493	-	9	0	1 464	437	493	0,0%	0,0%	0,0%
Tourisme	260	1 382	1 614	-	-	0	260	1 382	1 614	0,0%	0,0%	0,0%
Transport	13 168	17 446	19 656	9 039	9 422	8715,91	22 207	26 868	28 372	0,5%	0,5%	0,4%
Information et télécommunication	11 503	14 692	12 428	300	-	1080,88	11 803	14 692	13 509	0,2%	0,3%	0,2%
Services Financiers	2 462	2 051	2 457	-	-	0	2 462	2 051	2 457	0,1%	0,0%	0,0%
Autres tertiaire	11 724	15 050	3 414	78 678	5 964	0	90 402	21 014	3 414	1,8%	0,4%	0,1%
TOTAL	75 181	95 354	98 393	99 917	35 249	28 990	175 098	130 603	127 383	3,6%	2,3%	1,9%

Source : MINFI/DGB/DPC

De par leurs activités marchandes, les Entreprises Publiques contribuent au budget de l'État principalement à travers les recettes fiscales (impôts et taxes ; impôts sur le résultat) et les dividendes qu'elles reversent. Les données relatives aux dividendes prises en compte dans le cadre de la présente annexe découlent des états financiers certifiés. L'affectation du résultat des Entreprises Publiques étant instruite par la Présidence de la République, les Très Hautes Instructions n'ont pas encore été données en vue du reversement desdits dividendes au Trésor Public. Ainsi, entre 2021 et 2023, la contribution des Entreprises Publiques au budget de l'État se chiffre à FCFA 393,9 milliards repartis ainsi qu'il suit : FCFA 175,0 milliards en 2021, FCFA 130,6 milliards en 2022 et FCFA 127,3 milliards en 2023. Ces montants correspondent respectivement à 3,6%, 2,3% et 1,9% du budget de l'État de ces années.

II. 1. 2. Performance économique des Entreprises Publiques

L'analyse de la performance économique des

Tableau 22 : Évolution des emplois par secteur

N	secteur	Emplois		
		2 021	2 022	2 023
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	18 358	12 845	14 435
	primaire	18 358	12 845	14 435
2	Industrie	4 605	4 541	4 433
3	Construction	927	974	924
4	Eau et énergie	2 244	2 244	2 244
	secondaire	7 776	7 759	7 601
5	Tourisme	828	828	831
6	Transports et entreposage	4 260	4 260	5 002
7	Information et télécommunication	5 151	5 204	5 248
8	Services Financiers	984	984	984

Entreprises Publiques prend en compte tour à tour l'évolution :

- ✓ des emplois créés ;
- ✓ des investissements ;
- ✓ du chiffre d'affaires ;
- ✓ de la valeur ajoutée ;
- ✓ de l'excédent brut d'exploitation et du rendement économique ;
- ✓ du résultat net ;
- ✓ des charges de personnel sur la richesse créée ;
- ✓ de la marge d'exploitation ;
- ✓ de la rotation de l'actif ;
- ✓ de la rentabilité.

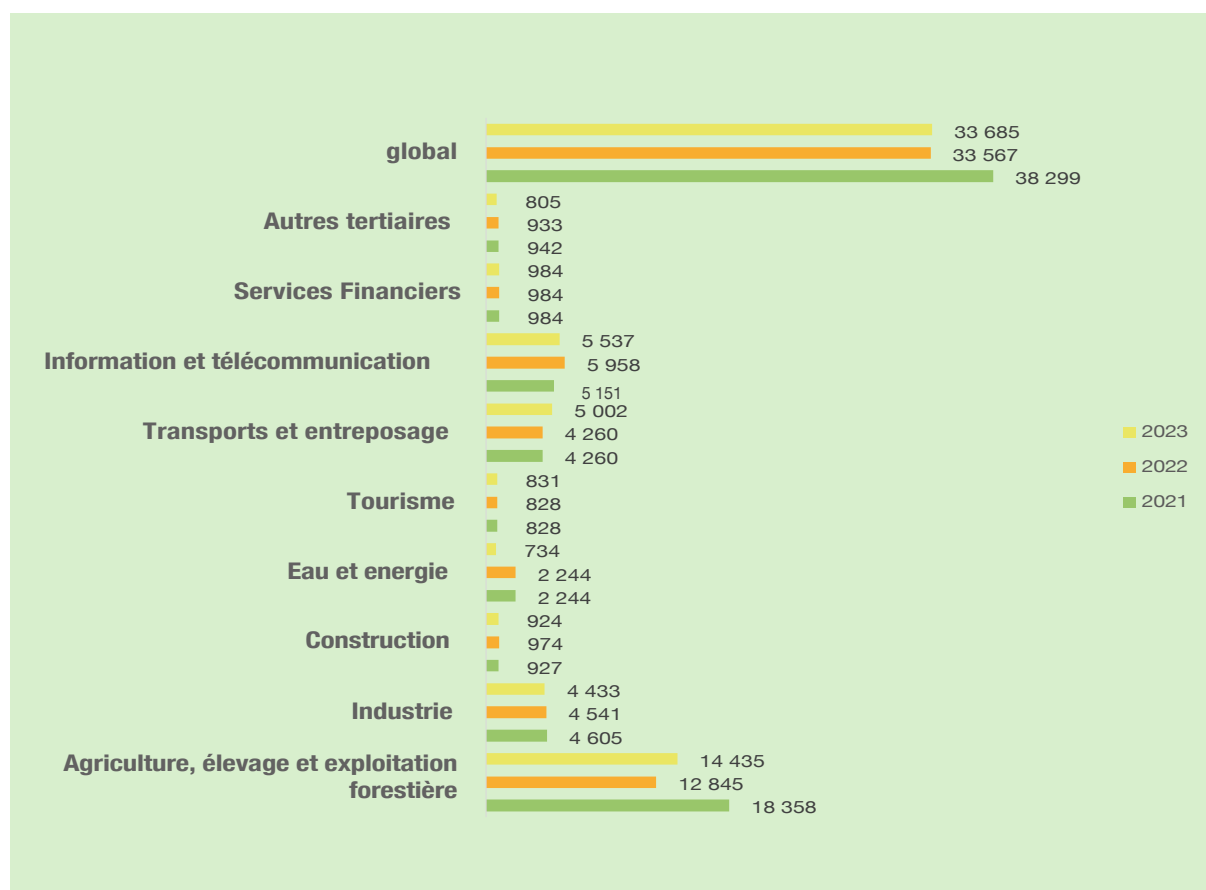
II. 1. 2. 1. Emplois créés

L'évolution des emplois dans les trois (03) secteurs d'activités, primaire, secondaire et tertiaire, est présentée dans le tableau récapitulatif ci-après :

N	secteur	Emplois		
		2 021	2 022	2 023
9	Autres tertiaires	942	933	805
	tertiaire	12 165	12 209	12 870
	Total	38 299	32 813	34 906

Source : MINFI/DGB/DPC

Graphique 6 : Évolution des emplois par secteur



Source : MINFI/DGB/DPC

Le secteur primaire à lui tout seul emploie 14 435 personnels, représentant 41,3% de l'ensemble des emplois permanents des Entreprises Publiques. Les sous-secteurs qui ont enregistré des recrutements du personnel concernent l'eau et l'énergie, l'industrie, l'information, les télécommunications et l'immobilier.

II. 1.2. 2. Investissements réalisés

Les éléments constitutifs des investissements sont les acquisitions, les apports et les créations d'actifs financiers et non financiers réalisés au cours de l'année.

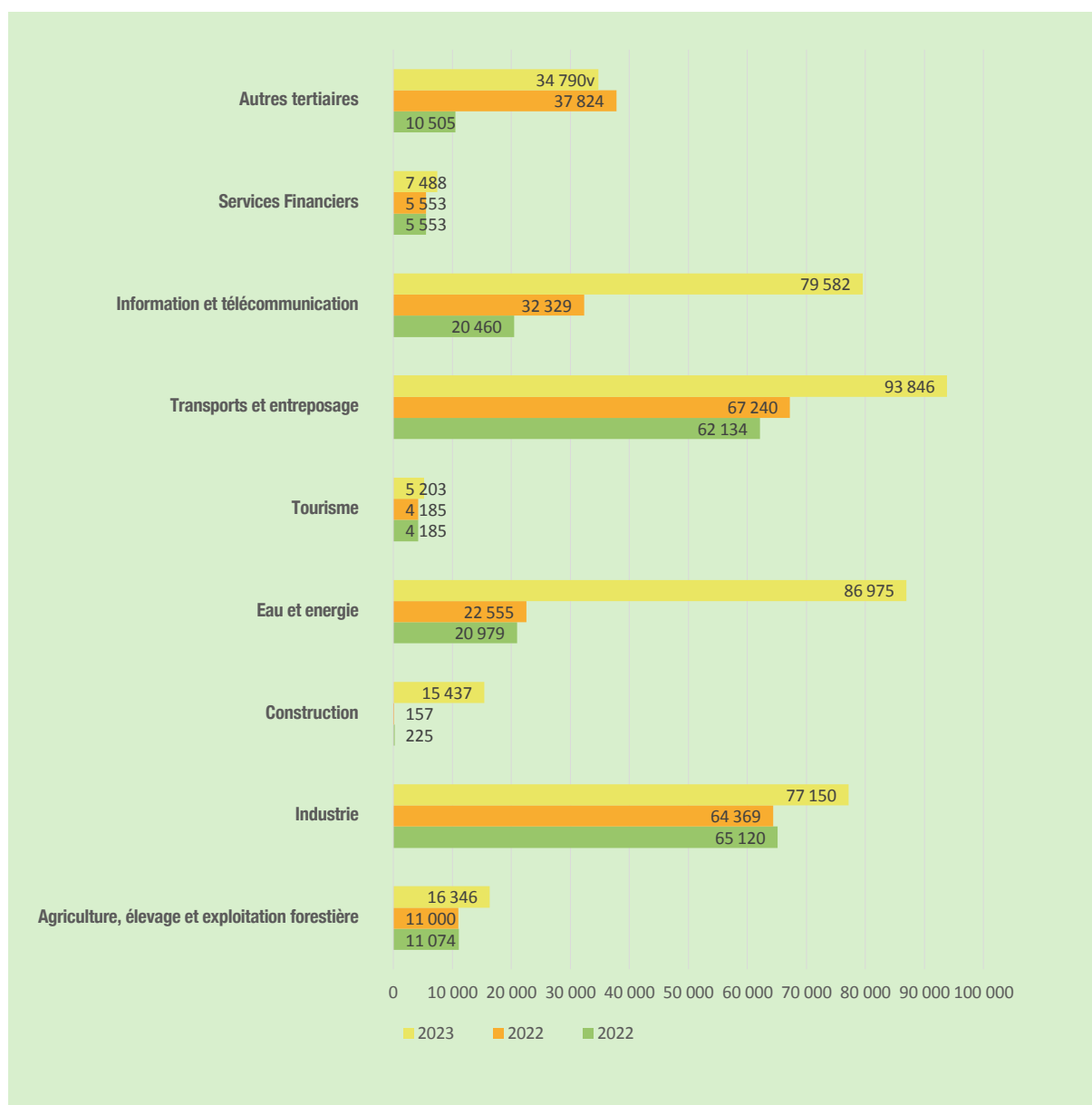
Tableau 23 : Évolution des investissements des Entreprises Publiques par secteur entre 2021 et 2023

N	INVESTISSEMENT	INVESTISSEMENT		
		2 021	2 022	2 023
N	INVESTISSEMENT	2 021	2 022	
1	Agriculture, élevage et exploitation forestière	11 074 403 350	10 999 947 001	16 345 941 315
	primaire	11 074 403 350	10 999 947 001	16 345 941 315
2	Industrie	65 119 964 846	64 369 061 850	77 150 449 316
3	Construction	225 250 313	157 237 585	15 436 802 064
4	Eau et énergie	20 979 111 706	22 555 047 722	86 974 943 596
	secondaire	86 324 326 865	87 081 347 157	179 562 194 976
5	Tourisme	4 184 610 944	4 184 610 944	5 203 085 239
6	Transports et entreposage	62 134 091 234	67 239 749 871	93 846 425 464
7	Information et télécommunication	20 460 221 310	32 329 414 053	82 161 419 493
8	Services Financiers	5 552 821 501	5 552 821 501	7 487 683 294
9	Autres tertiaires	10 504 914 789	37 823 528 477	34 790 145 578
	tertiaire	102 836 659 778	147 130 124 846	223 488 759 068
	total	200 235 389 993	245 211 419 004	419 396 895 359

Source : MINFI/DGB/DPC

Entre 2022 et 2023, les investissements réalisés ont enregistré une hausse de près de 71,0 %. Ils affichent FCFA 419,4 Milliards en 2023. Il convient de relever que cette hausse est due à l'augmentation des investissements dans les secteurs secondaire et tertiaire, notamment à travers (i) le sous-secteur eau et énergie pour FCFA 86,9 Milliards portés presque en totalité par les investissements de SONATREL sur les lignes autour de Yaoundé et du poste de Nyom, aux acquisitions du matériel de transport d'électricité ainsi qu'à l'élagage mécanisée des lignes hautes tensions. (ii) le sous-secteur transport et entreposages pour FCFA 93,8 Milliards, principalement régulée par le PAD à hauteur de FCFA 68,8 Milliards essentiellement dans les installations et le démarrage des activités

des filiales créées par le Directeur général du PAD le 30 décembre 2022 « des sociétés anonymes avec comme actionnaire unique le PAD ». Elles sont respectivement dénommées « Régie du Remorquage S.A » en abrégé « RDR S.A » et « Régie du Terminal à Conteneurs S.A » en abrégé « RTC S.A ». (iii) le sous-secteur information et télécommunication pour FCFA 82,1 Milliards concernant principalement les investissements réalisés à CAMTEL pour l'extension de la fibre optique. (iv) le sous-secteur industrie porté par SNH et ALUCAM respectivement à hauteur de FCFA 60,4 Milliards et FCFA 13 Milliards.

Graphique 7 : Évolution des investissements dans les Entreprises Publiques par secteur entre 2021 et 2023

II. 1.2. 3. Chiffre d’Affaires obtenu

Après la conjoncture économique favorable de 2022, le chiffre d’affaires des Entreprises Publiques a globalement connu une baisse significative en 2023, comme illustré dans les tableaux et graphique ci-après :

Tableau 24 : Évolution du chiffre d'affaires dans les Entreprises Publiques par secteur entre 2021 et 2023

SECTEUR	CHIFFRE D'AFFAIRES		
	2 021	2 022	2 023
Agriculture, élevage et exploitation forestière	193 580 321 147	205 680 293 143	194 200 140 372
primaire	193 580 321 147	205 680 293 143	194 200 140 372
Industrie	110 400 398 087	142 284 770 001	126 717 362 369
Construction	13 429 414 321	112 867 972 662	95 881 941 452
Eau et énergie	15 970 160 330	12 847 171 008	14 284 879 841
secondaire	139 799 972 738	267 999 913 671	236 884 183 662
Tourisme	15 970 160 330	17 511 120 916	18 455 291 071
Transports et entreposage	155 639 397 301	235 286 960 366	232 526 883 780
Information et télécommunication	160 014 583 018	187 498 209 126	217 997 403 210
Services Financiers	57 319 418 181	64 601 702 875	75 005 213 620
Autres tertiaires	464 343 117 355	384 164 022 360	33 777 298 950
tertiaire	853 286 676 185	889 062 015 643	577 762 090 631
total	1 186 666 970 070	1 362 742 222 457	1 008 846 414 665

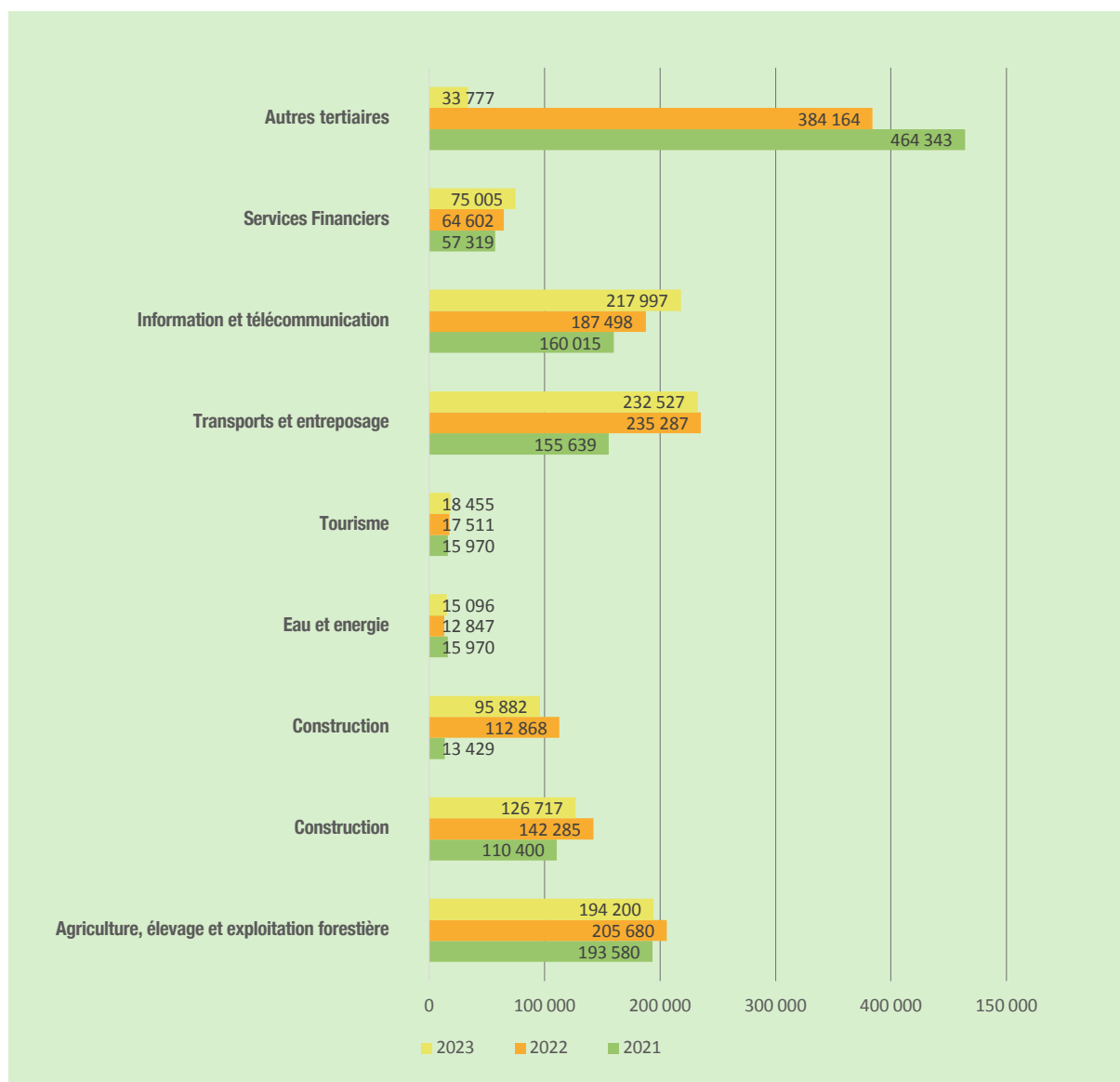
Source : MINFI/DGB/DPC

Au 31 décembre 2023, le chiffre d'affaires des Entreprises Publiques est en baisse de 25,9% par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement liée à une réduction drastique des activités de la SONARA couplée à une baisse de la production de la SODECOTON.

A titre d'illustration, le chiffre d'affaires de la SONARA en 2023 est en baisse de 92,1% en raison de l'arrêt de l'activité de production et de l'installation de la concurrence dans le secteur du marketage du carburant. La SODECOTON quant à elle enregistre

une réduction de 8,4%, en lien avec la chute de la production cotonnière. Enfin, le PAD affiche une diminution d'environ 9,1% qui peut s'expliquer notamment par la mise en concurrence effective du PAK.

En revanche, les augmentations du chiffre d'affaires enregistrées par CAMTEL (16,5%), CDC (25,6%) et PAK (9,8%), ont permis d'atténuer la baisse constatée.

Graphique 8 : Évolution du Chiffre d’Affaire des Entreprises Publiques par secteur entre 2021 et 2023

Source : MINFI/DGB/DPC



II. 1.2. 4. Valeur Ajoutée

Il est question ici de déterminer la richesse créée par les Entreprises Publiques et leur poids dans le Produit Intérieur Brut (PIB) du Cameroun.

Tableau 25 : Évolution de la valeur ajoutée des Entreprises Publiques par secteur entre 2021 et 2023.

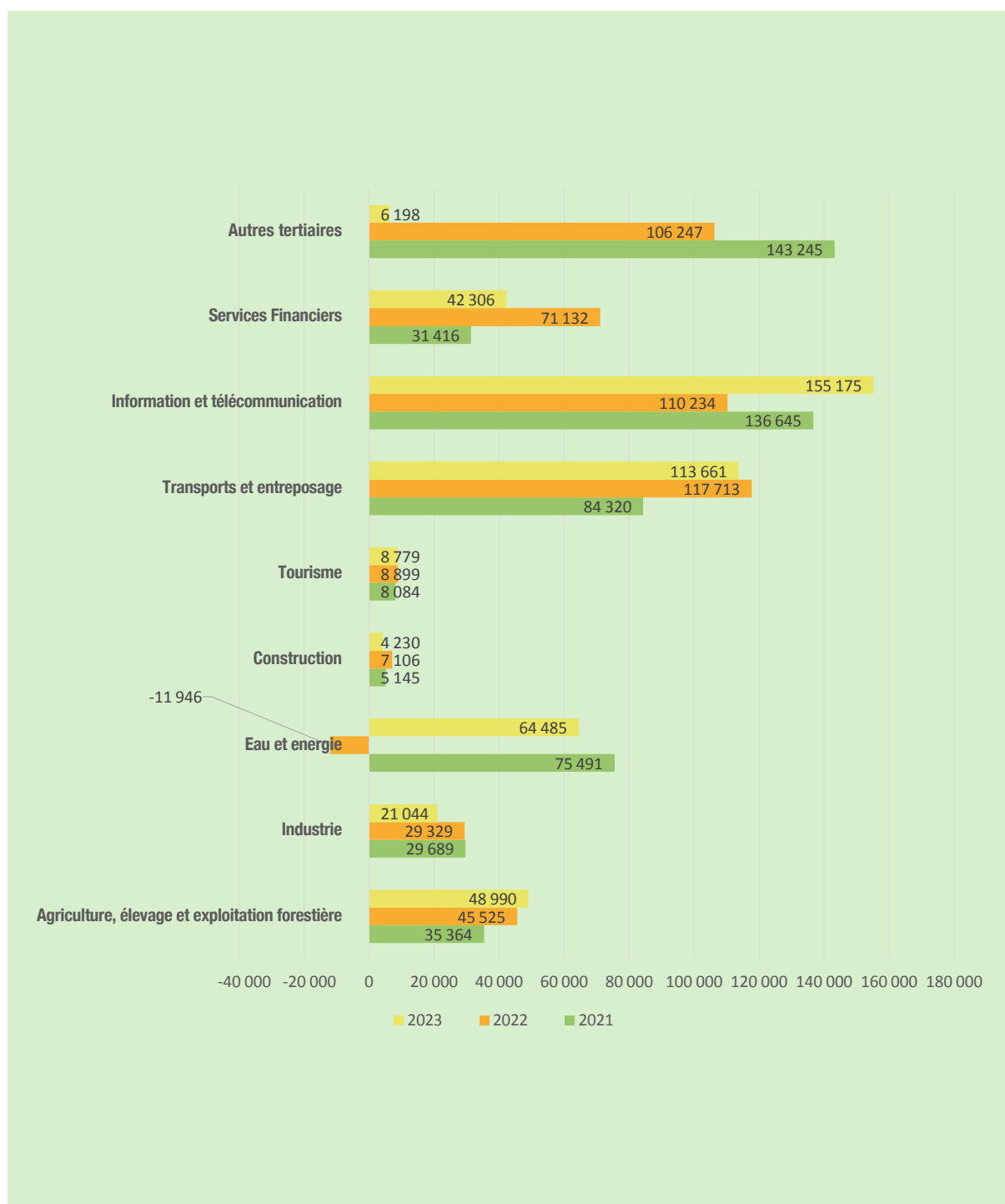
SECTEUR	VALEUR AJOUTEE		
	2021	2022	2023
Agriculture, élevage et exploitation forestière	35 363 862 004	45 140 764 252	48 299 122 406
primaire	35 363 862 004	45 140 764 252	48 299 122 406
Industrie	29 688 883 840	29 329 120 454	22 166 032 561
Construction	75 491 218 612	- 11 945 650 816	64 484 872 553
Eau et énergie	5 144 559 885	7 105 719 100	4 029 185 328
secondaire	110 324 662 337	24 489 188 738	90 680 090 442
Tourisme	8 083 634 690	8 899 115 114	8 779 077 209
Transports et entreposage	84 320 383 056	117 713 214 554	113 529 913 580
Information et télécommunication	136 645 267 081	110 234 135 943	143 363 398 692
Services Financiers	31 415 829 055	71 132 320 949	42 305 613 161
Autres tertiaires	143 245 201 196	106 246 585 449	6 197 815 916
tertiaire	403 710 315 078	414 225 372 009	314 175 818 558
total	549 398 839 419	483 855 324 999	453 155 031 406

Source : MINFI/DGB/DPC

Sur la période de référence, la Valeur Ajoutée globale créée par les Entreprises a connu une baisse de **FCFA 30,7 Milliards** en valeur absolue et 6,3% en valeur relative. Elle est passée de FCFA **483 855 324 999** en 2022 et **FCFA 453 155 031 406** en 2023. Cette tendance baissière est quasi générale pour tous les sous-secteurs, à l'exception des branches information et télécommunication, agriculture, élevage et exploitation forestière à concurrence de 48.4 milliards

de FCFA. La baisse constatée de la Valeur Ajoutée de 30,7 Milliards de FCFA est due notamment à la diminution significative de l'activité de la SONARA soit -97,3% et la non-maitrise des charges d'exploitation au CFC (baisse de 23,1 Milliards de FCFA, soit -70,7%) et au PAK (baisse de 6,5 Milliards de FCFA, soit -43,1%).

Graphique 9 : Évolution de la valeur ajoutée des Entreprises Publiques par secteur sur la période de référence



Source : MINFI/DGB/DPC

Tableau 26 : Évolution du poids de la valeur ajoutée créée par les Entreprises Publiques sur le PIB de l'État de 2021 à 2023 (PIB nominal).

	2021	2022	2023
PIB nominal (en milliards FCFA)	24 265	27 060	27 210
VA des Entreprises Publiques(en milliards FCFA)	549,9	484,2	464,8
Poids (en %)	2,27%	1,79%	1,71%

Source : MINFI/DGB/DPC

La contribution des Entreprises Publiques au PIB national est passée de 2,27% en 2021 à 1,79% en 2022, pour se situer à 1,71% en 2023. Cette contribution reste faible.

II. 1.2. 5. Excédent Brut d'Exploitation et partage de la Valeur ajoutée

Il est question ici de présenter l'évolution de l'Excédent Brut d'Exploitation et des charges du personnel au sein des Entreprises Publiques en vue d'évaluer le partage de la valeur ajoutée.

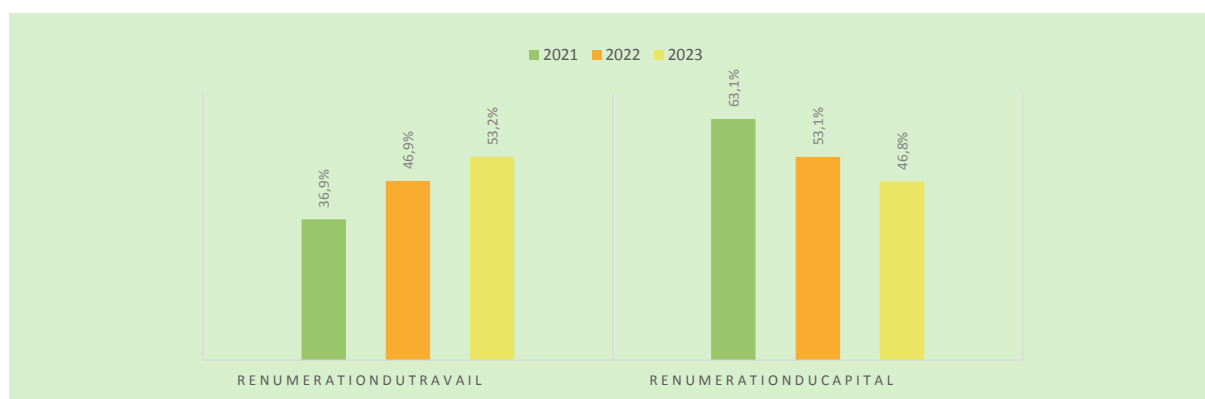
Tableau 27 : évolution de l'Excédent Brut d'Exploitation et des charges du personnel des Entreprises Publiques entre 2021 et 2023.

SOUS-SECTEUR	CHARGE DU PERSONNEL			Excédent Brut d'Exploitation			VALEUR AJOUTEE		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Agriculture	33 519	34 945	41 497	1 845	10 580	7 493	35 364	45 525	48 990
Industries	21 114	22 974	26 727	8 575	6 355	- 5 683	29 689	29 329	21 044
Eau et energie	20 758	23 945	25 353	54 732	- 35 891	39 132	75 491	- 11 946	64 485
Construction	6 359	5 376	5 298	- 1 214	1 730	- 1 068	5 145	7 106	4 230
Tourisme	3 839	4 416	4 697	4 245	4 483	4 082	8 084	8 899	8 779
Transport	51 665	63 617	70 377	32 656	54 096	43 284	84 320	117 713	113 661
Information et télécommunication	40 287	41 771	45 302	96 358	68 463	109 873	136 645	110 234	155 175
Services Financiers	12 859	17 831	16 017	18 557	53 302	26 289	31 416	71 132	42 306
Autres tertiaire	12 174	11 998	11 926	131 072	94 249	- 5 728	143 245	106 247	6 198
TOTAL	202 574	226 873	247 193	346 825	257 366	217 673	549 399	484 239	464 866

Source : MINFI/DGB/DPC

En raison de l'augmentation des charges du personnel de 8,9% en 2023, le niveau de valeur Ajoutée créée par les Entreprises Publiques n'a pas permis de poursuivre la consolidation de leurs profits d'exploitation. En effet, l'Excédent brut d'exploitation, qui est la différence entre

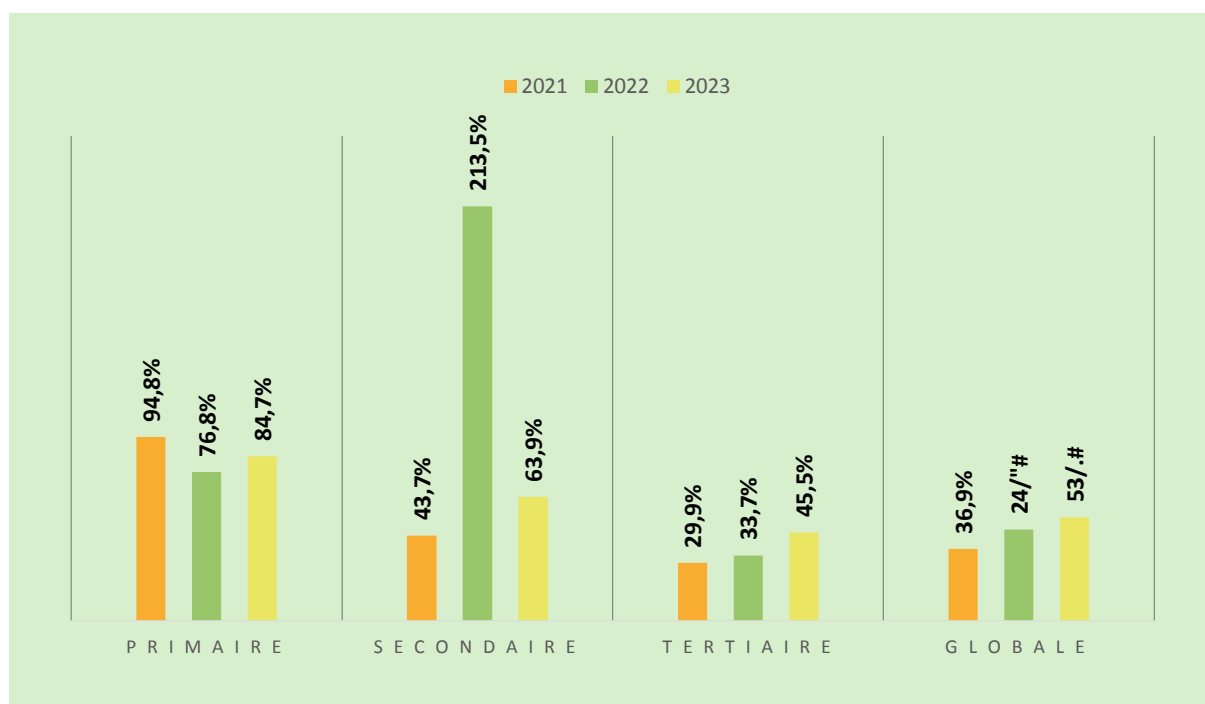
la valeur ajoutée et les charges du personnel, a baissé de 15,4%. Tout comme pour la valeur ajoutée, la diminution du profit d'exploitation est principalement imputable à la baisse enregistrée à la SONARA et au CFC.

Graphique 10 : Évolution du partage de la valeur ajoutée en 2021 et 2023 (en %)

Source : MINFI/DGB/DPC

La valeur ajoutée est inégalement répartie entre le capital et le travail. En 2023, le facteur travail a bénéficié de 52,2% de la valeur ajoutée, tandis que le facteur capital en a reçu 46,8%. Il convient de noter que ces chiffres représentent une évolution par rapport à l'année précédente, où le

facteur capital avait reçu 53,1% de la valeur ajoutée, tandis que le facteur travail en avait reçu 46,9%. Ces répartitions indiquent une prédominance de la part attribuée au travail par rapport à celle attribuée au capital en 2023.

Graphique 11 : Évolution de l'importance des charges du personnel par secteur

En 2023, le poids des salaires sur la valeur ajoutée dans le secteur primaire est de 84,7% contre 76,8% en 2022 et 94,8% en 2021. Dans le secteur secondaire, ce poids est de 63,9% en 2023 et en baisse par rapport à 2022 (213,2%) et (43,7%) en 2021. Dans le secteur tertiaire, ce poids est de 45,5% en 2023 et en hausse par rapport 2022 (53,4%).

La Valeur Ajoutée déjà insuffisante au fil des années 2023 et 2022, est absorbée en grande partie par les charges du

personnel (salaires et autres charges liées). Elle ne permet pas objectivement de rémunérer les autres parties prenantes (l'État, les banques, les prestataires etc). En 2023 le poids des charges salariales s'est amélioré et affiche 53,2%. Toutefois, l'on observe que certaines Entreprises Publiques fournissent des efforts pour réduire progressivement le poids des charges salariales au regard de l'évolution des différents ratios susmentionnés.

La contre-performance économique des Entreprises Publiques due à un poids énorme des charges de structure, notamment des salaires, ne permet pas à ces entités de contribuer à la création de valeur. L'on peut comprendre la non-perception par l'Etat des dividendes sur les capitaux investis, la dégradation de l'appareil de production, ainsi que l'accumulation des dettes fiscales.

Dans les secteurs primaire et secondaire, au regard de l'évolution du ratio charges de personnel sur la valeur ajoutée, il sera difficile pour ces Entreprises d'être performantes sans l'assistance de l'Etat.

Pour ce qui est du secteur tertiaire, le poids des salaires sur la valeur ajoutée est de 45,5% en 2023 contre 33,4% en 2022.

II. 1.2. 6. Résultat Net obtenu

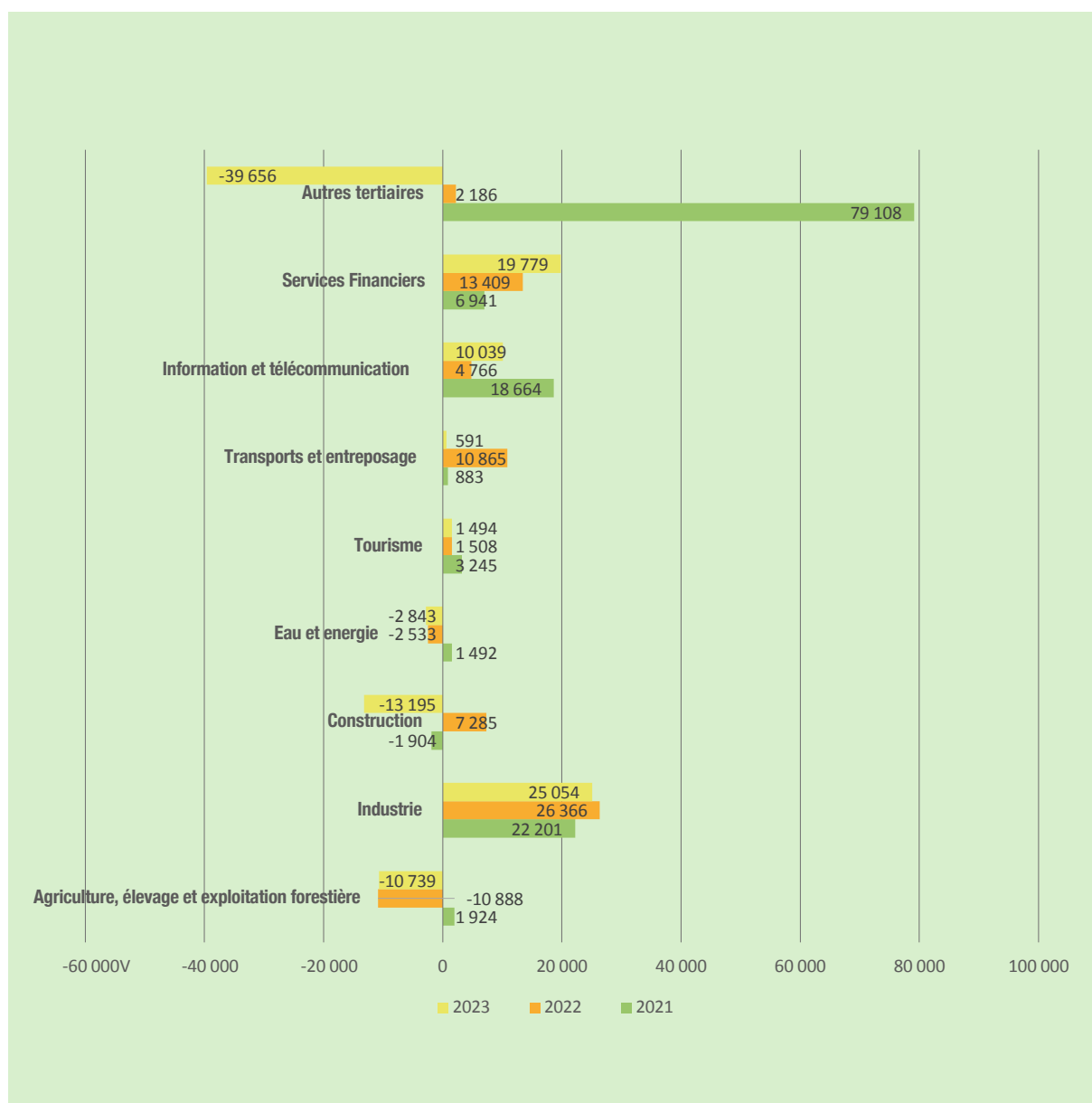
La situation du résultat net obtenu est présentée dans les tableaux et graphique ci-dessous :

Tableau 28 : Évolution du résultat net des Entreprises Publiques par secteur sur la période de référence

secteur	Résultat net		
	2 021	2 022	2 023
Agriculture, élevage et exploitation forestière	1 923 683 290	- 10 679 442 025	- 11 296 988 570
primaire	1 923 683 290	- 10 679 442 025	- 11 296 988 570
Industrie	22 201 072 514	26 366 208 379	25 263 536 139
Construction	- 1 903 857 127	7 284 758 564	- 13 194 540 586
Eau et energie	1 491 647 483	- 2 533 484 464	- 2 700 254 975
secondaire	21 788 862 870	31 117 482 479	9 368 740 578
Tourisme	3 244 805 706	1 507 989 576	1 494 005 491
Transports et entreposage	883 148 108	10 865 439 824	3 514 517 063
Information et télécommunication	18 663 659 116	4 765 691 161	9 100 348 301
Services Financiers	6 940 954 836	13 409 032 125	19 778 875 576
Autres tertiaires	79 108 196 302	2 185 771 800	- 39 655 512 640
tertiaire	108 840 764 068	32 733 924 486	- 5 767 766 209
total	132 553 310 228	53 171 964 940	- 7 696 014 201

Source : MINFI/DGB/DPC

En 2023, le Résultat Net global des Entreprises Publiques est déficitaire et affiche -7,7milliards de FCFA, après une longue période de résultat positif : FCFA 132,5 milliards en 2021 et FCFA 53,1 milliards en 2022, comme illustré dans le tableau ci-dessus.

Graphique 12 : Évolution du résultat net par secteur

Source : MINFI/DGB/DPC

Dans le détail, quatre (04) sous-secteurs sur neuf (09) dégagent des pertes en 2023. Il s'agit des sous-secteurs eau et énergie, construction, autres tertiaires et agriculture.

II. 1.2. 7. Marge d'Exploitation

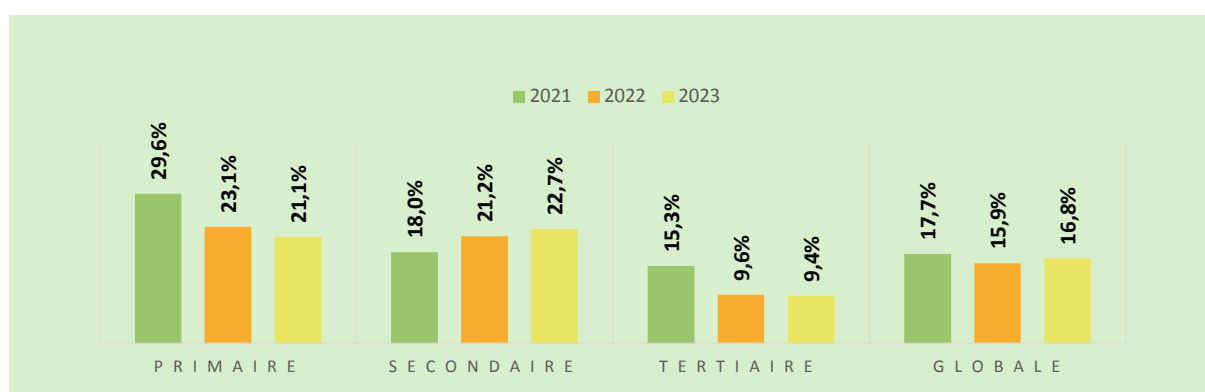
La Marge d'Exploitation est le rapport de l'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires. Ce ratio mesure la performance de l'entreprise indépendamment de

ses politiques de financement et d'investissement. Il exprime également en pourcentage ce que l'entreprise gagne ou perd pour un chiffre d'affaires de 100 FCFA réalisé. Ce ratio permet d'évaluer la rentabilité d'une entité. (Voir la situation individuelle par entreprise en annexe 1).

Tableau 29 : Évolution de la marge bénéficiaire des Entreprises Publiques par secteur sur la période de référence

SECTEUR	2021	2022	2023
Primaire	1,1%	5,3%	4,0%
Secondaire	27,4%	9,8%	9,7%
Tertiaire	39,5%	30,8%	31,5%
Globale	27,2%	16,9%	20,4%

Source : MINFI/DGB/DPC

Graphique 13 : Évolution de la marge bénéficiaire par secteur

Source : MINFI/DGB/DPC

Prises globalement, les Entreprises Publiques connaissent une amélioration de leur marge d'exploitation. Elle est passée de 16,9% en 2022 à 20,4% en 2023.

Cependant, en 2023, les secteurs primaire et secondaire connaissent une baisse de la marge d'exploitation. Certaines entités ont une marge bénéficiaire inquiétante sur la période sous revue. Il s'agit pour le secteur primaire de : ANAFOR (-33,9%), SEMRY (-53,9%) MIDEPECAM (-66,5%), CDC (-42,3%).

S'agissant du secteur secondaire, la marge d'exploitation est négativement tirée par les sociétés CICAM (-45,7%), MATGENIE (-74,1%), CAMWATER (-33,0%) et SODEPA (-33,3%).

Enfin, la marge d'exploitation du secteur tertiaire de

33,9% est globalement positive. Toutefois, certaines Entreprises Publiques notamment le CNIC (-58,4%), CAMAIR-CO (-39,2%), SONARA (-23,4%) et CAMPOST (-26,7%) tirent cette marge vers le bas.

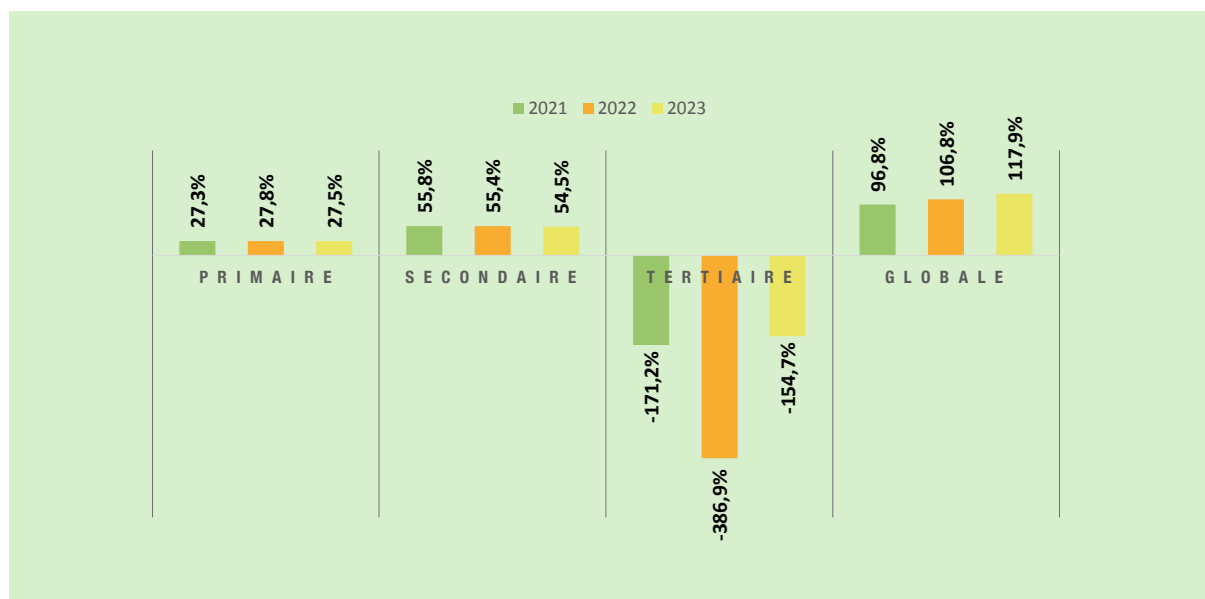
II. 1.2. 9. Rotation de l'actif

Le ratio de rotation de l'actif économique rapporte le chiffre d'affaires réalisé par une entreprise avec le montant des capitaux investis (Immobilisations brutes + besoins ou ressources de financement du cycle d'exploitation). Le ratio de rotation de l'actif économique ou des capitaux investis exprime le volume d'activité que l'entreprise réalise pour 100 FCFA investi, autrement dit comment investir pour réaliser 100 FCFA de chiffre d'affaires. (Voir la situation individuelle par entreprise en annexe 2).

Tableau 30 : Évolution des rotations des actifs par secteur

SECTEUR	2021	2022	2023
Primaire	44,1%	51,1%	52,0%
Secondaire	31,8%	26,5%	10,1%
tertiaire	17,8%	21,1%	29,8%
globale	26,5%	25,9%	20,7%

Source : MINFI/DGB/DPC

Graphique 14 : Évolution des rotations des actifs par secteur

Source : MINFI/DGB/DPC

Prises globalement, les Entreprises Publiques connaissent une baisse de la rotation des actifs. Elle est passée de 25,9% en 2022 à 20,7% en 2023.

De 2021 à 2023, le ratio de rotation de l'actif du secteur primaire est respectivement de 44,1%, 51,1% et 52,0%. Sur la même période, le secteur tertiaire enregistre une hausse du ratio de rotation de l'actif, passant de 21,1% en 2022 à 29,8% en 2023.

Dans le secteur secondaire, le ratio de rotation de l'actif a connu une progression passant respectivement de 31,8% en 2021, à 26,5% en 2022 et à 10,1% en 2023.

II. 1.2. 10. Rentabilité

a). De la rentabilité économique

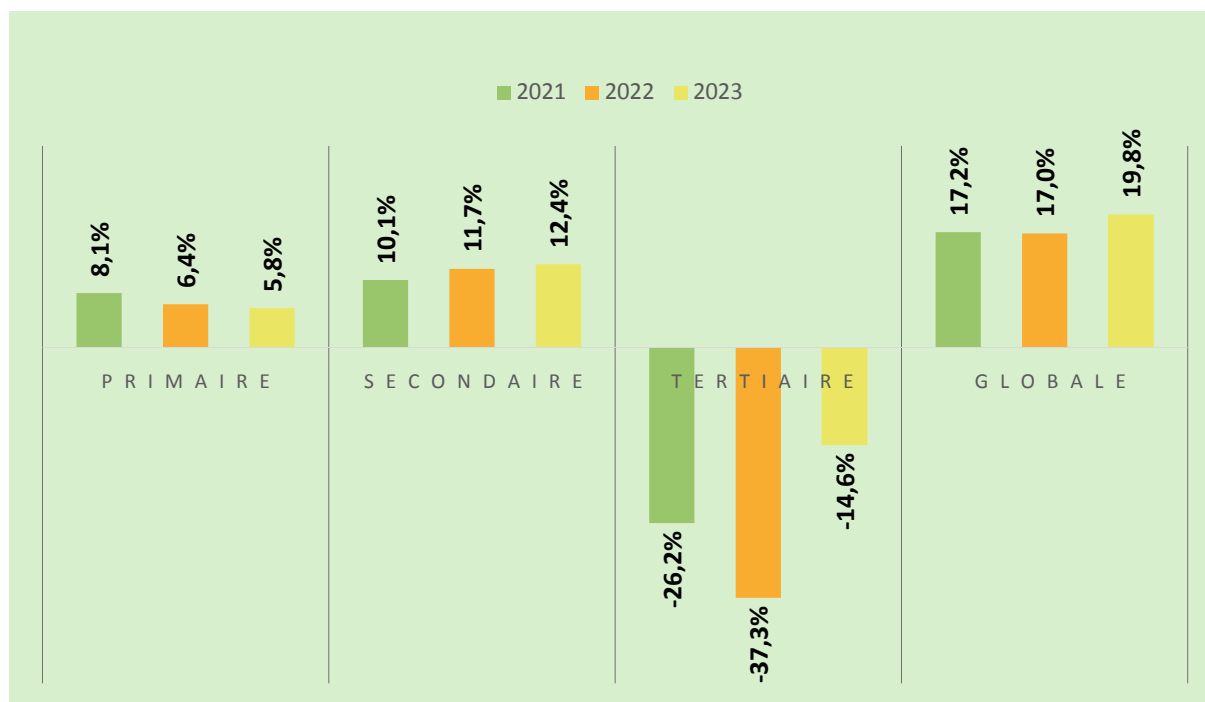
Le ratio rapporte l'excédent brut d'exploitation sur les capitaux investis (Immobilisations brutes + besoins ou ressources de financement du cycle d'exploitation). La rentabilité économique mesure la rentabilité des capitaux dégagés, c'est à dire la capacité de l'entreprise à générer des bénéfices à partir des capitaux investis. Ce ratio exprime en pourcentage ce que l'entreprise gagne ou perd pour un investissement de FCFA 100 réalisé.

De façon générale, les Entreprises Publiques présentent une rentabilité économique faible. (Voir la situation individuelle par entreprise en annexe 3)

Tableau 31 : Rentabilité économique par secteur des Entreprises Publiques entre 2021 et 2023

SECTEUR	2021	2022	2023
Primaire	0,5%	2,7%	2,1%
Secondaire	8,7%	2,6%	1,0%
Tertiaire	7,0%	6,5%	9,4%
Globale	7,2%	4,4%	4,2%

Source : MINFI/DGB/DPC

Graphique 15 : Évolution de la rentabilité économique par secteur

Source : MINFI/DGB/DPC

Sur 43 Entreprises Publiques analysées, 19 affichent une rentabilité économique négative en 2023.

La faible rentabilité économique de ces Entreprises Publiques s'explique en grande partie par :

- ✓ l'absence de l'innovation technologique ;
- ✓ la présence dans l'outil de production des immobilisations non productives et non nécessaires à l'exploitation ;
- ✓ l'absence des économies d'échelle et une structure pléthorique de coûts, dont la masse salariale constitue une composante majeure ;
- ✓ le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) toujours important, lié au déséquilibre de la structure

financière ;

- ✓ la stratégie marketing peu efficace et moribonde.

b). De la rentabilité financière

La rentabilité financière mesure la capacité des capitaux investis par les actionnaires et associés (capitaux propres) à dégager un certain niveau de profit. Ce ratio rapporte le résultat net sur les capitaux propres. Il permet aussi de mesurer ce que rapporte FCFA 100 d'investissement en actions faits par l'actionnaire, qui est l'État. Le tableau ci-dessous présente la rentabilité financière des Entreprises Publiques de 2021 à 2023 (Voir la situation individuelle par entreprise en annexe 4).

Tableau 32 : Évolution de la rentabilité financière par secteur

SECTEUR	2021	2022	2023
Primaire	8,7%	-203,2%	-1038,2%
Secondaire	22,3%	7,3%	-7,6%
tertiaire	7,3%	7,5%	5,3%
globale	15,1%	6,1%	-0,9%

Source : MINFI/DGB/DPC

Graphique 16 : Évolution de la rentabilité financière par secteur

Source : MINFI/DGB/DPC

Sur les 43 Entreprises Publiques analysées, vingt (20) affichent une rentabilité financière positive et 23, une rentabilité financière négative.

De façon générale, les Entreprises Publiques présentent une rentabilité financière faible. Deux (02) situations pourraient être mises en exergue :

- ✓ soit la situation financière de l'entreprise continue au fil des années à se détériorer tout en présentant un ratio illusoirement positif, découlant d'un résultat net négatif rapporté à des capitaux propres négatifs (Rentabilité financière négative, mais positive par l'effet mathématique) ;
- ✓ soit l'entreprise a enregistré au titre de l'année **2023** un résultat net négatif, ce qui entraîne une absorption des fonds propres.

En 2023, la rentabilité financière des Entreprises Publiques est négative. En effet, le taux de rentabilité financière s'établit à -1,1%. Depuis l'exercice 2018, cette rentabilité est plombée par leur situation structurellement déficitaire.

Dans le secteur primaire, la rentabilité financière est passée de 8,7% en 2021 à -188,7% en 2022 et -294,9% en 2023. Seule SODECOTON dégage une rentabilité financière positive en 2023. Ces entreprises se caractérisent par une contre-performance structurelle depuis 2018 marquée par une incapacité à dégager des bénéfices suffisants pour assurer leur croissance.

Dans le secteur secondaire, la rentabilité financière est passée de 22,3% en 2021 à 7,3% en 2022 et à -7,7% en 2023. Sur un total de (17) entreprises du secteur secondaire, 11 dégagent une rentabilité négative en 2023.

Dans le secteur tertiaire, la rentabilité financière est passée de 7,3% en 2021 à 7,5% en 2022 et 4,9% en 2023. Sur un total de 18 entreprises du secteur tertiaire, huit (08) d'entre elles dégagent une rentabilité financière négative en 2023.

II. 1. 3. Performance financière des Entreprises Publiques

Sous cette rubrique, la performance financière sera appréciée à partir de :

- ✓ l'amortissement de l'outil de production ;
- ✓ la solvabilité ;
- ✓ les capitaux propres.

II. 1.3. 1. Amortissement de l'outil de production

Le ratio de vétusté, exprimé en pourcentage mesure le niveau d'usure de l'appareil de production d'une entreprise. Il rapporte les immobilisations corporelles nettes aux immobilisations corporelles brutes (voir la situation individuelle par entreprise en annexe 5).

Tableau 33 : Évolution de la vétusté de l'outil de production des entreprises par secteur

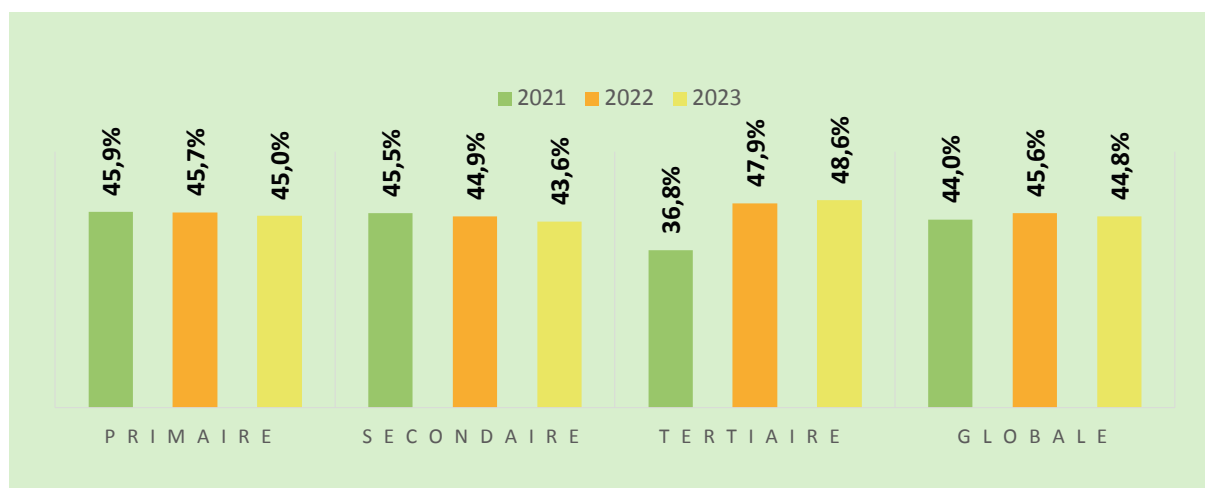
SECTEUR	2021	2022	2023
Primaire	25,8%	26,0%	27,1%
Secondaire	64,0%	65,3%	61,4%
Tertiaire	42,7%	43,0%	43,7%
Globale	50,8%	51,6%	50,2%

Source : MINFI/DGB/DPC

En 2023, le niveau de vétusté de l'outil de production est de 50,2% contre 51,3% en 2022 et 50,8% en 2021. Ce ratio a baissé entre 2022 et 2023 traduisant ainsi un manque de renouvellement des actifs.

La SODECOTON (18,0%) ; le LABOGENIE (9,0%) ; la SEMRY (17,4%) ; la SGHC (7,1%) ; le CNIC (8,8%)

disposent d'un outil de production quasiment amorti et pour lequel certaines mesures devraient être envisagées en vue de leur remise à niveau, à l'instar de la mise en œuvre d'un plan de renouvellement progressif, afin d'alléger les charges de maintenance et de booster la productivité.

Graphique 17 : Évolution la vétusté des entreprises par secteur

Source : MINFI/DGB/DPC

II. 1.3. 2. Solvabilité

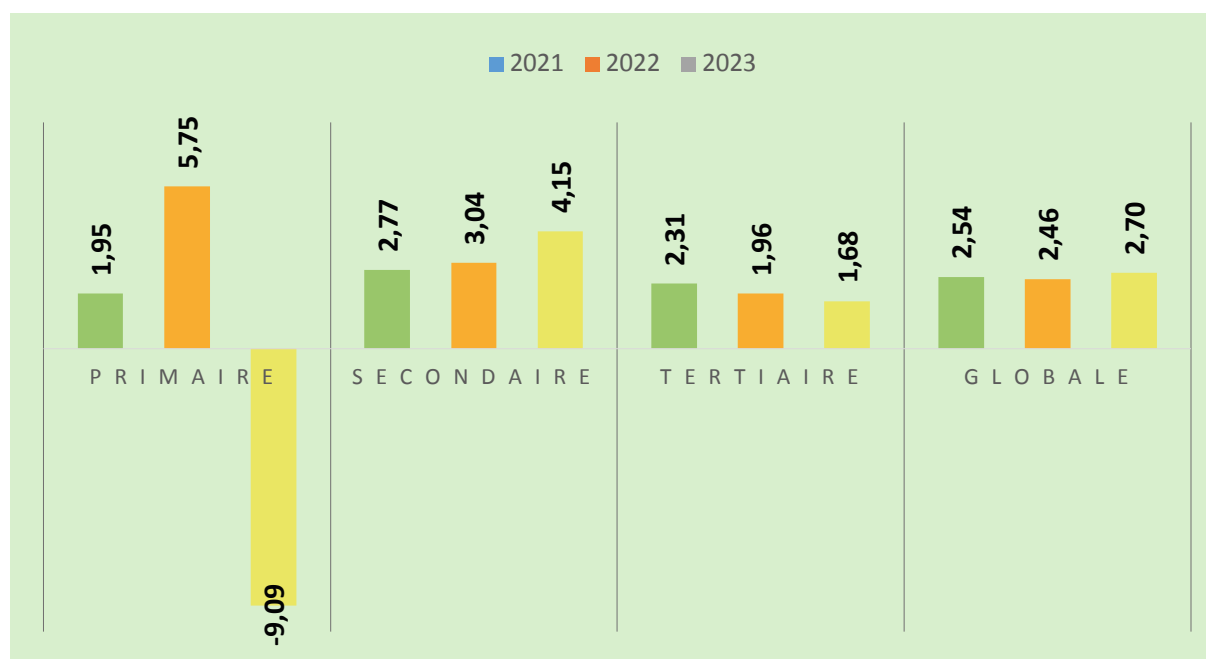
La solvabilité d'une entreprise, c'est sa capacité à payer ses dettes. Elle se mesure généralement à travers plusieurs ratios financiers qui évaluent la capacité de l'entreprise à couvrir ses échéances de court terme et de long terme. Le ratio rapporte la dette financière sur les capitaux propres. Il permet également d'apprécier

la dépendance ou l'indépendance financière d'une entité. Tout en sachant que la dépendance financière vis-à-vis des partenaires financiers n'est viable que lorsque la rentabilité économique d'une entreprise est supérieure au coût de la dette des financements mobilisés pour assurer sa croissance. (Voir la situation individuelle par entreprise en annexe 6).

Tableau 34 : Évolution du ratio d'endettement par secteur

SECTEUR	2021	2022	2023
Primaire	1,95	6,31	30,23
Secondaire	2,77	3,10	4,14
Tertiaire	2,31	2,77	1,65
Globale	2,54	2,96	2,66

Source : MINFI/DGB/DPC

Graphique 18 : Évolution du ratio d'endettement par secteur

Source : MINFI/DGB/DPC

De l'exploitation du tableau ci-dessus, il ressort que certaines entreprises enregistrent un niveau d'endettement acceptable notamment, SEMRY (0,02), ANAFOR (0,12), MIDEPECAM (0), SODEPA (24,4%), SNH (0,01), LABOGENIE (15,3%), MATGENIE (13,25%), CHC (9,0%), SOHLI (4,7%), PAK (0,1%), SCDP (16,0%), BC-PME (46,4%), SNI (0,3%) et SIC (1,4%). Ceci justifie leur capacité à lever les fonds auprès des banques commerciales et des bailleurs pour pouvoir financer leurs grands projets de développement. Néanmoins, l'impact positif de l'endettement ne

pourra se percevoir sur la rentabilité des entreprises qu'à la suite d'un effet de levier favorable.

La majorité des Entreprises Publiques ne serait pas éligible aux financements bancaires à cause de leur mauvaise performance.

II. 1.3. 3. Capitaux Propres

Il s'agit d'apprécier la valeur des actions d'une entreprise sur la période de référence.

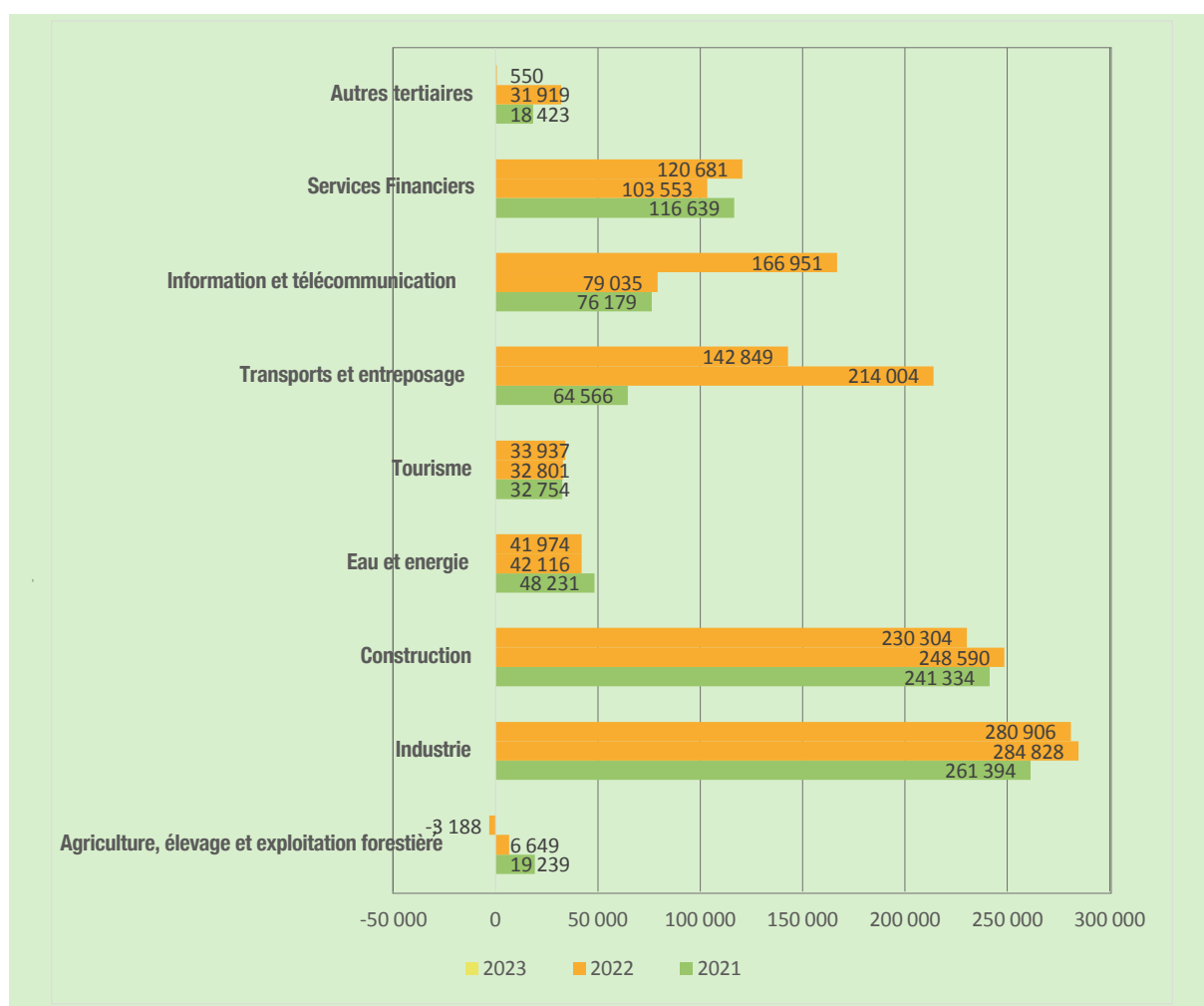
Tableau 35 : Évolution des capitaux propres par secteur

Secteur	Capitaux Propre		
	2021	2022	2023
Agriculture, élevage et exploitation forestière	19 239 315 677	6 122 416 132	1 509 412 093
primaire	19 239 315 677	6 122 416 132	1 509 412 093
Industrie	261 393 637 050	284 827 947 697	281 221 550 433
Construction	241 333 838 907	248 589 735 669	230 304 103 918
Eau et énergie	48 231 045 284	42 116 084 360	42 810 739 719
secondaire	550 958 521 241	575 533 767 726	554 336 394 070
Tourisme	32 754 280 014	32 801 245 909	33 937 260 930
Transports et entreposage	64 566 031 177	214 003 834 323	145 918 697 781
Information et télécommunication	76 179 016 367	79 034 813 794	166 012 837 368

Secteur	Capitaux Propres		
	2021	2022	2023
Services Financiers	116 639 282 580	103 553 107 247	120 680 900 350
Autres tertiaires	18 423 227 829	31 919 329 441	549 969 193
tertiaire	308 561 837 967	461 312 330 714	467 099 665 622
Total	878 759 674 885	1 042 968 514 572	1 022 945 471 785

Source : MINFI/DGB/DPC

Graphique 19 : Évolution des capitaux propres par secteur



Source : MINFI/DGB/DPC

Les capitaux propres des Entreprises Publiques ont connu une baisse de 2,7% allant de FCFA 1043 milliards en 2022 à FCFA 1015 milliards en 2023. Cette baisse des capitaux propres est la conséquence de la mauvaise performance financière des Entreprises Publiques.

À l'analyse des données présentées, il y a lieu de relever que, outre le secteur tertiaire qui connaît une augmentation de FCFA 38,1 milliards du principalement

à l'augmentation du capital social à CAMTEL, les autres secteurs enregistrent une baisse des capitaux propres en 2023 par rapport à 2022 : secteur primaire FCFA -9,5 milliards ; secteur secondaire FCFA -62,2 milliards. De manière globale, cette baisse des capitaux propres est la conséquence des résultats nets négatifs enregistrés par les Entreprises Publiques pour le compte de l'exercice 2023.

➔ Défaillance des Entreprises Publiques

Tableau 36 : Évolution du rapport capitaux propres et capital social des Entreprises Publiques

SIGLE	RATIO DES CAPITAUX PROPRES		
	2021	2022	2023
ANAFOR	30%	26%	19%
CDC	-16%	-45%	-66%
MIDEPECAM	208%	208%	208%
SEMRY	48%	50%	50%
SODECOTON	804%	980%	1118%
Primaire	22%	7%	-4%
ALUBASSA	452%	447%	427%
ALUCAM	-37%	-22%	-133%
CAMWATER	590%	601%	529%
CICAM	-1121%	-1413%	-1786%
EDC	163%	183%	154%
HYDRO MEKIN	-66%	-66%	-66%
LABOGENIE	240%	238%	245%
LANAVET	42%	44%	44%
MAETUR	138%	107%	115%
MAGZI	820%	817%	792%
MATGENIE	145%	84%	84%
PPPlc	56%	167%	129%
SONATREL	127%	130%	246%
SNH	3156%	3392%	3770%
SODEPA	1502%	1499%	1246%
SONAMINES	98%	79%	62%
SONARA	-508%	-585%	-788%
Secondaire	284%	288%	249%
ADC	6126%	5441%	7712%
AYABA HOTEL	5%	5%	5%
BC-PME	71%	0%	15%
CAMAIR-Co	-421%	-41%	-44%
CAMPOST	-6767%	-7278%	-7047%
CAMTAINER	0%	0%	0%
CAMTEL	197%	209%	195%
CBC	158%	146%	118%
CFC	129%	125%	169%
CHC	115%	121%	127%

SIGLE	RATIO DES CAPITAUX PROPRES		
	2021	2022	2023
CNIC	-59%	-72%	-72%
CPE	0%	0%	0%
PAD	277%	612%	350%
PAK	190%	224%	216%
PAL	0%	0%	174%
SCDP	222%	232%	244%
SGHC	127%	13%	13%
SHE	-54%	-54%	-65%
SHNC	0%	-3%	-3%
SIC	157%	195%	206%
SNI	220%	197%	197%
SOPECAM	386%	384%	384%
SOHLI	186%	180%	179%
tertiaire	114%	131%	122%
globale	146%	153%	135%

Source : MINFI/DGB/DPC

Certaines Entreprises Publique ont des capitaux propres entièrement absorbés du fait de leurs résultats négatifs successifs.

Les capitaux propres étant devenus négatifs ou inférieurs à la moitié du capital social, il y'a risque de dissolution de ces entreprises, ainsi qu'une incertitude significative sur la continuité d'exploitation de ces dernières par absence de recapitalisation.

L'article 664 de l'Acte Uniforme OHADA relatif aux Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique dispose que : "Si, du fait de pertes constatées dans les états financiers de synthèse, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Général, selon le cas, est tenu, dans les quatre (04) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à

l'effet de décider si la dissolution anticipée de la société a lieu".

L'article 665 de l'Acte précité prévoit que : « Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital, d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social ».

Des résultats de l'analyse contenue dans le tableau ci-dessus, les Entreprises Publiques sont catégorisées suivant leur viabilité ou leur défaillance en 2023.

Entreprises défailtantes	Entreprises viables	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ ALUCAM ✓ ANAFOR ✓ AYABA HOTEL ✓ CAMAIR-Co ✓ CAMPOST ✓ CDC ✓ CICAM ✓ CNIC ✓ LANALET ✓ MATGENIE ✓ SHE ✓ SONARA 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ ADC ✓ ALUBASSA ✓ CAMWATER ✓ CHC S.A ✓ EDC ✓ LABOGENIE ✓ PAD ✓ SGHC ✓ SNH ✓ SODECOTON ✓ SODEPA ✓ SOHLI ✓ SONATREL 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ BC-PME ✓ CAMTEL ✓ CBC ✓ CFC ✓ MAETUR ✓ MAGZI ✓ MIDEPECAM ✓ PAK ✓ PPPIc ✓ SCDP ✓ SEMRY ✓ SIC ✓ SNI ✓ SOPECAM

II. 1. 4. Performance financière des Entreprises à participation publique minoritaire

Le résultat net consolidé des entreprises à participation publique minoritaire est passé de FCFA 95,5 milliards en 2022 à FCFA 155,7 milliards en 2023 soit une hausse en valeur absolue de FCFA 60,3 milliards. Ce

résultat net en hausse est tiré par le résultat net positif de certaines entreprises, entre autres, BICEC, ENEO, SABC, CAMRAIL ; CIMENCAM.

Nous notons également certaines entreprises qui ont dégagé des résultats nets positifs. Il s'agit de SG – CAMEROUN, SCB CAMEROUN, KPDC SA, DPDC SA, SIC CACAO ET ENEO.



Tableau 37 : Agrégat des entreprises à participation publique minoritaire

SIGLES	CHIFFRE D'AFFAIRES			CAPITAUX PROPRES			VALEUR AJOUTÉE		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
HEVECAM	19 813,3	26 814,1	17 088,4	27 478,4	15 609,8	- 1 661,9	13 167,2	6 905,0	10 594,0
MAISCAM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SAFACAM	21 508,8	23 224,7	23 577,2	21 105,2	21 373,9	19 241,6	10 351,6	10 961,2	9 084,7
SOCAPALM	75 258,7	74 025,9	84 620,2	71 153,2	66 264,3	67 900,5	35 546,5	33 528,4	34 100,5
Primaire	116 580,9	124 064,7	125 285,9	119 736,9	103 248,0	85 480,1	59 065,3	51 394,6	53 779,2
SOCAVER	30 040,7	33 962,0	42 280,7	21 913,6	23 824,2	27 628,8	12 358,1	10 966,0	13 098,3
CIMENCAM	121 007,2	126 543,5	127 372,0	31 294,7	28 403,5	27 914,5	20 955,6	17 674,6	20 531,6
SABC	370 549,2	388 579,4	418 295,1	184 630,2	180 705,2	182 802,9	110 606,0	135 133,1	121 434,8
SEMC	9 907,4	10 528,2	9 789,0	1 900,3	2 405,3	3 385,3	4 071,3	3 267,7	-
SOCATRAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECAM PLACAGES SA	1 913,3	1 674,5	1 100,2	1 250,7	1 191,4	1 091,6	1 007,3	875,6	775,5
SIC CACAOS	73 527,2	84 847,7	72 894,0	2 401,8	- 169,4	3 101,2	10 458,2	9 624,2	8 604,8
DPDC SA	17 628,6	18 636,9	18 347,3	41 419,3	33 393,6	27 755,0	12 506,3	13 733,8	14 119,6
KPDC SA	58 575,2	59 609,9	59 172,1	95 493,7	74 539,9	89 746,8	25 424,1	26 313,1	31 081,7
ENE0	342 513,4	357 087,1	383 870,0	117 414,3	123 907,3	157 893,0	101 631,4	126 940,3	159 107,0
Secondaire	1 025 662,3	1 081 469,2	1 133 120,3	497 718,8	468 201,0	521 319,0	299 018,3	344 528,4	368 753,3
CAMRAIL S.A	45 564,1	44 611,1	49 159,8	17 118,2	13 212,6	10 169,1	19 104,9	18 883,6	20 880,4
CLGG SA	826,4	826,4	826,4	- 663,4	- 663,4	- 663,4	145,7	145,7	145,7
PMUC	12 112,3	12 666,7	12 290,6	201,3	110,5	190,3	4 319,7	4 190,0	4 676,8
SCB CAMEROUIN	60 400,5	71 741,4	81 953,7	59 615,2	54 640,8	62 260,4	37 845,3	54 213,6	-

SIGLES	CHIFFRE D'AFFAIRES			CAPITAUX PROPRES			VALEUR AJOUTÉE		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
ACEP S.A	6 205,9	6 884,3	7 700,1	5 530,9	5 606,4	5 611,5	4 246,6	6 149,9	5 484,7
BIOEC	58 174,9	57 934,7	63 255,4	26 293,0	29 971,9	35 702,3	33 382,7	30 558,8	42 358,0
SG - CAMEROUN	486 797,1	868 592,5	764 764,5	88 889,6	103 878,1	112 345,1	60 636,6	54 213,6	81 177,0
tertiaire	670 081,2	1 063 257,3	979 950,5	196 984,8	206 756,9	225 615,2	159 681,6	168 355,3	154 722,7
globale	1 812 324,4	2 268 791,1	2 238 356,7	814 440,4	778 205,9	832 414,4	517 765,1	564 278,2	577 255,1

Source : MINFI/DGB/DPC

SIGLE	TOTAL ACTIF IMMO BRUT			RÉSULTAT NET			DIVIDENDE		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
HEVECAM	165 432,0	169 975,0	177 000,0	- 6 885,3	- 11 868,6	- 12 778,3	-	-	-
MAISCAM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SAFACAM	47 842,5	49 006,6	51 155,9	2 478,5	2 747,7	612,5	1 001,1	- 2 479,0	-
SOCAPALM	210 718,2	215 292,8	221 000,0	13 743,6	10 671,6	11 934,5	17 502,3	15 557,7	-
Primaire	423 992,7	434 274,4	449 155,9	9 336,9	1 550,7	- 231,3	18 503,4	13 078,7	-
SOCAVER	44 794,1	47 519,2	53 341,1	3 924,4	3 003,2	4 350,9	-	1 092,7	-
CIMENCAM	163 969,5	167 075,0	169 000,0	183,0	- 2 017,6	384,6	1 200,0	-	-
SABC	506 575,8	532 078,9	590 831,4	31 444,6	26 725,9	15 864,9	18 000,7	20 650,9	-
SEMC	17 861,5	16 552,1	17 435,4	872,6	504,9	980,1	-	-	-
SOCATRAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECAM PLACAGES SA	6 767,1	6 805,4	6 816,3	- 147,4	- 59,3	- 99,9	-	-	-
SIC CACAOS	41 349,1	42 215,3	43 614,7	0,0	- 1 767,4	3 031,4	-	-	90,9

SIGLE	TOTAL ACTIF IMMO BRUT			RÉSULTAT NET			DIVIDENDE		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
DPDC SA	59 029,6	61 403,4	61 913,7	6 748,7	5 691,9	7 261,4	-	-	-
KPDC SA	182 888,6	192 000,0	197 000,0	16 501,7	11 046,2	15 206,8	-	-	-
Eneo	989 147,7	1 060 716,1	1 092 520,0	- 35 521,1	6 493,0	30 606,5	0,1	-	-
Secondaire	2 012 383,1	2 126 365,4	2 232 472,6	24 006,5	49 620,9	77 586,7	19 200,8	21 743,6	90,9
CAMRAIL S.A	205 930,4	208 948,5	214 000,0	- 2 997,8	- 3 479,7	- 2 617,5	-	-	-
CLGG SA	6 607,0	6 607,0	6 607,0	- 375,3	- 375,3	- 375,3	-	-	-
PMUC	7 706,6	7 308,3	8 467,0	- 874,8	- 90,9	42,4	-	-	-
SCB CAMEROUN	56 189,0	159 466,5	172 453,5	6 366,7	15 637,4	22 511,4	-	-	-
ACEP S.A	2 860,5	3 260,5	3 599,9	1 270,0	1 260,3	800,4	-	-	-
BICEC	83 007,5	80 421,8	80 779,2	- 2 032,0	8 218,7	16 396,4	-	-	-
SG - CAMEROUN	174 014,9	212 092,8	220 632,7	15 652,5	23 168,7	41 682,5	-	-	-
tertiaire	536 315,8	678 105,5	706 539,3	17 009,2	44 339,1	78 440,2	-	-	-
globale	2 972 691,5	3 238 745,3	3 388 167,7	50 352,5	95 510,7	155 795,6	37 704,2	34 822,2	90,9

Source : MINFI/DGB/DPC

II. 1. 5. Classification des Entreprises Publiques

Le 03 janvier 2023, le Ministre des finances a signé l'arrêté portant classification par catégorie des Entreprises Publiques qui consacre la performance réalisée par ces entités pour le compte des exercices 2019, 2020 et 2021. Cet arrêté, qui est le deuxième du genre après celui signé le 04 mai 2020 marquant le premier round des classifications, participe de l'implémentation des réformes engagées dans les secteurs des Entreprises Publiques, à travers les lois du 12 juillet 2017, complétées par leurs décrets d'application signés le 19 juin 2019. Conformément au décret n°2019/321 du 19 juin 2019 fixant les catégories d'Entreprises Publiques, la rémunération, les indemnités et les avantages de leurs dirigeants, la classification des Entreprises Publiques se fait suivant des critères définis.

II.1.5.1. Critère de classification

A la lumière de l'article 4 du décret sus-cité, les Entreprises Publiques sont classées par catégories selon le critère du chiffre d'affaires, ainsi qu'il suit :

- ✓ Sociéte de Développement du Cameroun (SODECOTON)
 - ✓ Sociéte Nationale des Hydrocarbures (SNH)
 - ✓ Sociéte Nationale de Raffinage (SONARA)
- Entreprises Publiques de deuxième catégorie :**
- ✓ Cameroon Development Corporation (CDC)
 - ✓ Compagnie Camerounaise de l'Aluminium (ALUCAM)
 - ✓ Port Autonome de Douala (PAD)
 - ✓ Sociéte Nationale de Transport d'Electricité (SONATREL)
- Entreprises Publiques de troisième catégorie :**
- ✓ Aéroports du Cameroun (ADC)
 - ✓ Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER)
 - ✓ Electricity Development Corporation (EDC)
 - ✓ Port Autonome de Kribi (PAK)
 - ✓ Sociéte Camerounaise des Dépôts pétroliers (SCDP)
- Entreprises Publiques de quatrième catégorie :**
- ✓ Cameroon Airlines Corporation (CAMAIR Co)
 - ✓ Cotonnière Industrielle du Cameroun (CICAM)
 - ✓ Crédit Foncier du Cameroun (CFC)
 - ✓ Laboratoire National du Génie Civil (LABOGENIE)
 - ✓ Sociéte de Presse et d'Édition du Cameroun (SOPECAM)
- Entreprises Publiques de cinquième catégorie:**
- ✓ Agence Nationale d'appui au Développement Forestier (ANAFOR)
 - ✓ Cameroon Postal Services (CAMPOST)
 - ✓ Chantier Naval et Industriel du Cameroun (CNIC)
 - ✓ Cameroon Public Expansion (CPE)
 - ✓ Laboratoire National Vétérinaire (LANAVET)
 - ✓ Mekin Hydroelectric Development Corporation (Hydro Mekin)
 - ✓ Mission d'Aménagement des Terrain Urbains et Ruraux (MAETUR)
 - ✓ Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielle (MAGZI)
 - ✓ Mission de Développement de la Pêche Artisanale et Maritime (MIDEPECAM)
 - ✓ Parc Nationale de Matériel de Génie Civil (MATGENIE)
 - ✓ PAMOL PLANTATON Plc (PPPLc)

Entreprises Publiques de première catégorie :

- ✓ Cameroon Telecommunications (CAMTEL)

II.1.5.2. Présentation de la classification

Sur la base de la performance réalisée par les Entreprises Publiques au titre des exercices 2019, 2020 et 2021, l'arrêté n°00000001/MINFI du 03 janvier 2023 a procédé à la classification des Entreprises Publiques au Cameroun comme suit :

- ✓ Société Aluminium de BASSA (ALUBASSA)
- ✓ Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales (SODEPA)
- ✓ Société de Recouvrement des Créances (SRC)
- ✓ Société d'Exploitation et d'Expansion du Riz de Yagoua (SEMRY)
- ✓ Société Immobilière du Cameroun (SIC)
- ✓ Société Nationale de Transport et de Transit du Cameroun (CAMTAINER)
- ✓ Société Nationale d'Investissement (SNI)
- ✓ Société Nationales des Mines (SONAMINES)

II.1.5.3. Analyse comparative

De la comparaison entre le premier arrêté portant classification des Entreprises Publiques par catégorie au Cameroun et le second, il ressort que :

- ✓ le nombre d'Entreprises Publiques de première catégorie est passé de cinq à quatre, en raison de la rétrogradation d'ALUCAM en deuxième catégorie, suite à la baisse de son chiffre d'affaires.
- ✓ le nombre d'Entreprises Publiques de deuxième catégorie est passé d'une (01) Entreprise à

quatre (04), avec l'entrée d'ALUCAM, du PAD et de la SONATREL. En l'état, le PAD et la SONATREL améliorent leurs performances passant respectivement de la troisième à la deuxième place et de la cinquième à la deuxième place.

- ✓ le nombre d'Entreprises Publiques de troisième catégorie a régressé. Il passe de huit (08) à cinq (05) du fait de la sortie de CAMAIR-CO, CICAM, CFC et du PAD, ainsi que l'accession de EDC à cette catégorie.
- ✓ le nombre d'Entreprises Publiques de quatrième catégorie à savoir cinq (05) est resté stable. Il connaît certes, l'entrée de nouvelles entreprises à l'instar de CAMAIR-CO, CFC et CICAM initialement classées en troisième catégorie. Elle enregistre la sortie de PAMOL et EDC, le maintien de LABOGENIE et SOPECAM.
- ✓ le nombre d'Entreprises Publiques de cinquième catégorie est passé de seize (16) à dix-huit (18), avec l'arrivée du LANAVET, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, transformé en Société à Capital Public, ainsi que de la SONAMINES nouvellement créée.

II. 2. PERFORMANCES BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

L'analyse de la performance budgétaire et comptable des Etablissements Publics va se faire à travers la situation :

- ✓ des recettes réalisées sur les recettes prévisionnelles ;
- ✓ des recettes réalisées par nature ;
- ✓ des recettes propres réalisées;
- ✓ des dépenses effectuées sur les recettes réalisées;
- ✓ des charges du personnel sur les recettes réalisées et sur la subvention de fonctionnement de l'Etat;
- ✓ de l'endettement.

II. 2.1. Situation des recettes réalisées sur les recettes prévisionnelles des Etablissements Publics

L'exploitation des budgets, des comptes administratifs et de gestion des Etablissements Publics adoptés par les Conseils d'Administration permet de mettre en évidence la situation des recettes réalisées par rapport aux prévisions.

Cette situation est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 38 : situation des recettes réalisées par les Etablissements Publics de 2021 à 2023.

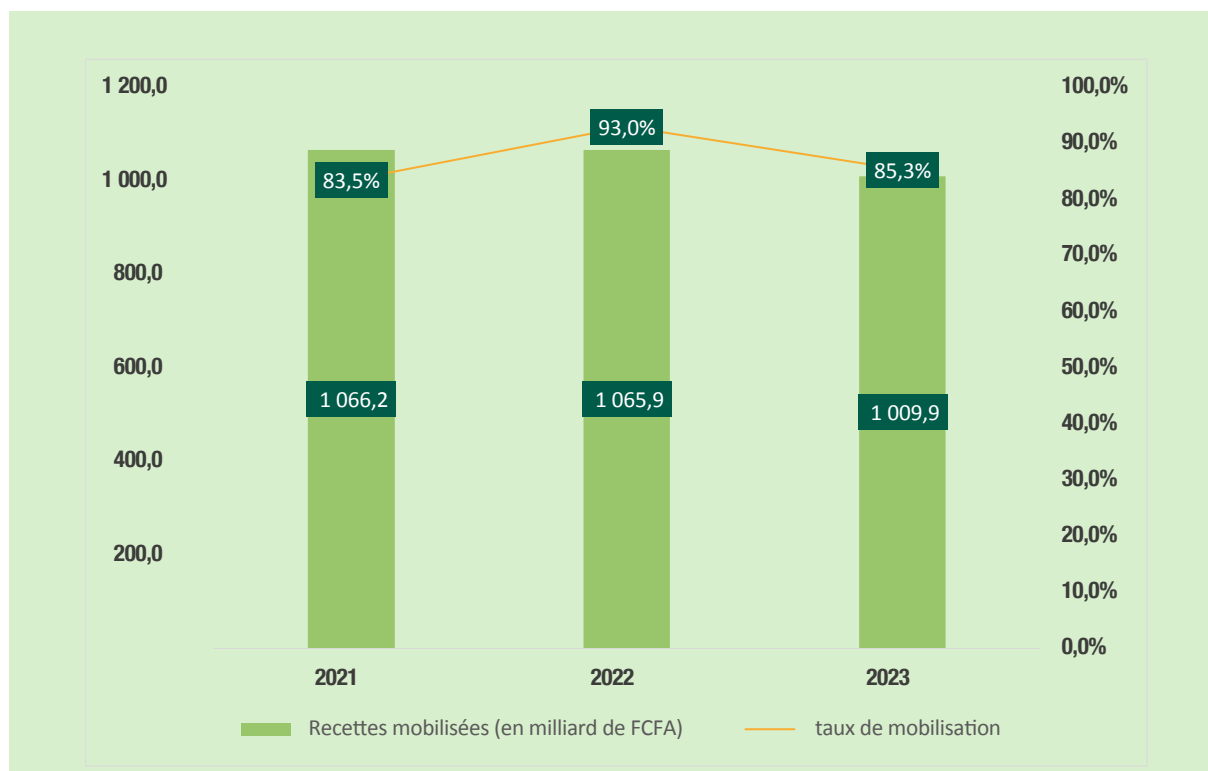
NATURE DE RECETTES / SECTEUR -DOMAINES - ÉTABLISSEMENTS	PREVISION			REALISATION			TAUX DE REALISATION		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Secteur Gouvernance	342,494	323,469	337,567	326,821	312,165	329,479	95,4%	96,5%	97,6%
Administrations générales et financières	85,396	70,690	87,591	83,916	70,514	87,662	98,3%	99,8%	100,1%
CAA	5,79	5,79	5,79	4,91	5,92	5,92	84,8%	102,3%	102,3%
ENAM	4,75	5,15	4,60	4,77	5,14	5,27	100,3%	99,7%	114,6%
FR	73,36	58,69	75,89	73,36	58,69	75,89	100,0%	100,0%	100,0%
ISMP	1,49	1,06	1,31	0,88	0,76	0,58	58,8%	72,2%	44,1%
Défense et Sécurité	5,304	4,135	3,692	4,387	3,526	3,320	82,7%	85,3%	89,9%
EIFORCES	4,97	3,80	3,35	4,05	3,20	2,98	81,6%	84,1%	88,9%
ONACAM	0,33	0,33	0,34	0,33	0,33	0,34	100,0%	98,6%	100,0%
Souveraineté et Gouvernance	251,794	248,644	246,285	238,518	238,125	238,497	94,7%	95,8%	96,8%
API	8,93	8,50	8,33	5,07	6,25	5,12	56,8%	73,5%	61,4%
ARMP	10,59	10,74	8,89	6,33	6,38	6,25	59,7%	59,4%	70,3%
BUCREP	2,11	0,77	0,76	2,09	0,77	0,75	99,0%	100,0%	98,4%
BUNEC	4,07	3,59	4,22	3,17	3,66	4,36	77,9%	102,0%	103,4%
FEICOM	208,12	208,12	208,12	209,24	209,24	209,24	100,5%	100,5%	100,5%
INS	7,78	9,40	7,39	7,22	6,66	6,72	92,7%	70,9%	91,0%
MEADEN	0,07	0,95	0,99	0,59	0,48	0,80	791,0%	50,1%	80,0%
MEAO	0,29	0,30	0,32	0,29	0,29	0,32	100,0%	95,1%	99,2%
MIDENO	1,10	1,10	1,80	0,66	0,80	0,92	60,4%	72,7%	51,1%
MIDIMA	2,20	0,65	0,68	0,46	0,50	0,61	20,9%	76,8%	88,5%
NASLA	5,95	3,92	4,10	2,95	2,69	2,88	49,7%	68,5%	70,2%
ONZFI (APZE)	0,58	0,59	0,68	0,46	0,40	0,54	78,7%	68,6%	80,3%
Secteur Production	505,533	385,984	412,669	350,370	362,815	289,004	69,3%	94,0%	70,0%
Industries et services	184,424	188,463	177,602	182,818	181,087	139,026	99,1%	96,1%	78,3%
ANOR	7,59	8,30	11,91	5,41	8,29	9,15	71,2%	99,9%	76,9%
ANRP	1,01	1,04	0,88	0,97	0,87	0,84	96,5%	83,9%	95,1%
A-PME	5,62	4,66	4,58	4,70	3,10	3,21	83,6%	66,6%	70,1%
CRTV	30,86	30,86	30,86	29,47	29,47	29,47	95,5%	95,5%	95,5%
CSPH	60,86	71,74	71,74	69,46	73,26	73,26	114,1%	102,1%	102,1%
FODECC	52,87	48,51	21,77	53,50	49,14	4,49	101,2%	101,3%	20,6%
IMPM	1,99	1,94	2,29	1,85	1,76	2,07	93,1%	90,4%	90,2%
IN	5,16	4,24	4,73	3,71	2,00	1,50	72,0%	47,2%	31,6%
INC	0,80	0,79	0,77	0,73	0,74	0,74	91,6%	93,7%	95,3%
IRAD	7,48	6,60	16,38	4,53	4,07	6,35	60,6%	61,8%	38,8%
IRGM	1,89	1,26	1,17	1,30	1,09	0,92	68,7%	86,5%	78,6%
MIPROMALO	2,02	1,85	3,60	1,12	1,14	1,53	55,5%	61,6%	42,6%
MIRAP	1,74	1,51	1,35	1,69	1,42	1,30	97,1%	94,2%	96,2%
ONCC	4,53	5,17	5,56	4,37	4,72	4,20	96,4%	91,2%	75,4%
Infrastructures	300,618	176,013	211,812	148,678	164,916	132,814	49,5%	93,7%	62,7%
AER	62,74	40,66	38,34	15,73	62,74	17,43	25,1%	154,3%	45,5%
ANTIC	11,95	10,03	7,93	10,59	9,89	9,71	88,6%	98,6%	122,5%

NATURE DE RECETTES / SECTEUR - DOMAINES - ÉTABLISSEMENTS	PREVISION			REALISATION			TAUX DE REALISATION		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
APN	4,18	3,85	5,15	3,59	3,77	4,75	85,9%	97,8%	92,1%
ARSEL	16,44	18,32	25,27	9,81	6,96	8,68	59,7%	38,0%	34,3%
ART	54,00	59,50	68,50	52,66	57,92	56,62	97,5%	97,3%	82,7%
CCAA	140,60	32,39	55,27	47,38	15,40	24,58	33,7%	47,5%	44,5%
CNCC	6,00	6,50	7,00	6,05	6,92	8,12	100,9%	106,5%	116,0%
ENSTP	3,32	3,31	2,82	1,68	0,18	1,78	50,6%	5,4%	63,2%
SUP'TIC	1,40	1,45	1,53	1,18	1,15	1,14	84,5%	79,3%	74,4%
RURAL	20,491	21,507	23,255	18,873	16,812	17,164	92,1%	78,2%	73,8%
CDEN	1,25	2,07	1,20	3,05	1,12	1,04	244,5%	54,1%	87,4%
CDENO	0,85	1,54	1,57	0,79	1,53	1,57	92,5%	98,8%	99,9%
CDPM	1,44	1,93	1,20	3,74	1,75	1,24	260,8%	90,9%	103,4%
CENEEMA	1,68	1,34	2,77	1,37	1,22	2,33	81,4%	90,8%	84,1%
FAO/PAM	0,95	0,95	0,95	0,71	0,71	0,71	74,9%	74,9%	74,9%
LINAFI	0,54	0,60	0,56	0,51	0,58	0,52	94,5%	96,1%	93,2%
OC	4,31	2,19	3,17	2,18	1,71	1,18	50,5%	77,9%	37,3%
SODECAO	6,90	8,03	7,52	4,33	5,41	4,55	62,9%	67,5%	60,5%
SOWEDA	1,06	1,49	2,46	0,81	1,44	2,27	76,1%	96,9%	92,0%
UNVDA	1,51	1,38	1,86	1,38	1,35	1,75	91,2%	98,1%	93,8%
UTAVA	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Secteur Social	428,782	436,856	433,338	389,045	390,948	391,422	90,7%	89,5%	90,3%
Culture, sports et loisirs	5,938	6,972	7,601	5,549	6,092	6,394	93,4%	87,4%	84,1%
ANAFOOT	0,92	1,35	1,33	0,81	0,88	0,89	88,5%	65,3%	66,6%
ASCNPD	2,66	2,84	3,09	2,66	2,84	3,07	100,0%	100,0%	99,3%
INJS	0,77	0,99	1,00	0,76	1,00	0,97	98,3%	101,0%	96,9%
PC	1,59	1,79	2,19	1,32	1,37	1,48	82,9%	76,6%	67,6%
Développement Social et Emploi	236,597	236,599	237,384	243,246	243,900	247,963	102,8%	103,1%	104,5%
CILSN	0,35	0,47	0,80	0,26	0,31	0,34	73,4%	66,3%	42,9%
CNPS	226,00	226,00	226,00	234,48	234,48	234,48	103,8%	103,8%	103,8%
CNRPH	2,15	1,93	1,95	1,20	1,72	1,47	55,8%	89,5%	75,7%
FNE	7,50	7,50	7,58	6,71	6,71	10,66	89,5%	89,5%	140,7%
ONACC	0,60	0,70	1,06	0,60	0,67	1,00	100,0%	95,7%	94,9%
Education	106,498	112,101	120,178	84,408	88,179	91,845	79,3%	78,7%	76,4%
GCE BOARD	7,66	7,73	7,80	6,38	6,71	6,96	83,3%	86,9%	89,2%
OBC	10,49	10,15	9,32	10,33	11,51	8,96	98,4%	113,3%	96,1%
UBA	6,63	7,41	7,41	6,57	6,91	6,91	99,0%	93,3%	93,3%
Ubertoua	-	2,94	5,23	-	2,83	3,95	#DIV/0!	96,1%	75,5%
Ubuéa	8,91	8,90	8,88	7,46	7,59	6,87	83,8%	85,3%	77,4%
Udla	20,03	19,82	19,82	14,39	14,39	14,39	71,9%	72,6%	72,6%
UDS	10,53	11,01	11,28	6,76	6,72	6,44	64,2%	61,1%	57,1%
Uebwa	-	-	5,22	-	-	4,29	#DIV/0!	#DIV/0!	82,1%
Ugroua	-	2,60	4,16	-	2,36	3,86		90,5%	92,9%
Uma	8,03	8,17	8,64	7,45	6,19	6,29	92,9%	75,8%	72,8%
Undéré	10,18	8,80	7,66	7,67	6,03	6,38	75,3%	68,5%	83,3%
UYI	13,50	13,99	14,16	11,45	11,31	10,91	84,8%	80,8%	77,0%

NATURE DE RECETTES / SECTEUR - DOMAINES - ÉTABLISSEMENTS	PREVISION			REALISATION			TAUX DE REALISATION		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
UYII	10,53	10,58	10,61	5,94	5,63	5,63	56,4%	53,2%	53,1%
Santé	79,749	81,185	68,174	55,841	52,776	45,219	70,0%	65,0%	66,3%
CENAME	15,51	14,86	9,94	5,64	2,48	4,62	36,3%	16,7%	46,4%
CHRACERH	2,98	2,84	1,25	1,04	1,02	0,82	34,9%	36,1%	65,7%
CHU	5,29	2,91	5,37	3,85	2,41	3,15	72,9%	82,7%	58,6%
CIRCB	5,54	5,64	5,97	3,13	3,00	3,12	56,6%	53,1%	52,2%
CNTS	-	4,77	5,15	-	0,70	0,73	-	14,8%	14,1%
CPC	6,55	6,93	7,29	7,13	6,79	7,65	108,9%	98,0%	104,9%
HGD	15,01	14,96	11,65	11,25	12,08	10,59	74,9%	80,7%	91,0%
HGOPD	5,26	5,27	5,86	3,10	3,04	3,25	59,0%	57,7%	55,4%
HGOPY	4,73	4,67	5,16	4,22	4,21	4,43	89,3%	90,2%	85,8%
HGY	16,59	17,23	9,04	15,87	16,43	6,32	95,7%	95,4%	69,9%
LANACOME	2,30	1,12	1,48	0,60	0,62	0,55	25,9%	55,6%	37,1%
GENERAL	1 276,81	1 146,31	1 183,57	1 066,24	1 065,93	1 009,91	83,5%	93,0%	85,3%

Source : MINFI/DGB/DPC

Graphique 20 : situation des ressources mobilisées par les Etablissements Publics entre 2021 et 2023



Source : MINFI/DGB/DPC

En 2023, les prévisions globales des recettes des 85 Etablissements Publics pour lesquels nous avons obtenu des informations sont de FCFA 1 183,6 milliards, pour des réalisations de FCFA 1 009,91 milliards, soit un taux de mobilisation de 85,3%, contre des prévisions de FCFA 1 146,31 milliards et des réalisations de FCFA 1 065,93 milliards en 2022 pour un taux de réalisation de 93,0%. La baisse de la mobilisation des ressources entre 2022 et 2023 résulte d'une hausse des prévisions couplée à une baisse des recettes. Elle est principalement imputable au secteur Production et porté essentiellement par le FODECC.

Pour l'exercice 2023, le taux de réalisation de recettes par secteurs d'activités se présente ainsi qu'il suit :

- ✓ secteur Gouvernance **97,6%** contre **96,5%** en **2022** ;
- ✓ secteur Production **70,0%** contre **94,0%** en **2022**;
- ✓ secteur Social **90,3%** contre **89,5%** en **2022**.

Ce taux de réalisations satisfaisant se justifie par la situation individuelle de certaines entités.

L'analyse de la situation individuelle de la réalisation des recettes des Etablissements Publics au titre de l'exercice 2023, présente une classification en trois (03) grands groupes :

- ✓ les Etablissements Publics dont le taux de réalisation se situe entre **0** et **50%**. Ils sont au nombre de onze (**11**) à savoir : IRAD, FODECC, IN, MIPROMALO, AER, ARSEL, CCAA, OC, CILSN, CNTS et LANACOME. A l'observation, le faible taux de réalisation pourrait s'expliquer par le non-respect des principes budgétaires (réalisme et sincérité) lors de l'élaboration de leurs budgets ou alors l'incapacité à recouvrer les recettes certaines (créances sur les clients).
- ✓ les Etablissements Publics dont le taux de réalisation varie entre **51%** et **80%** sont au nombre de vingt-huit (**28**), leur taux de réalisation est jugé mitigé.
- ✓ les Etablissements Publics dont le taux de réalisation est supérieur à **80%**. Ce taux est jugé satisfaisant. Dans cette catégorie, l'on retrouve quarante-trois (**43**) entités.

II. 2.2 Situation des recettes réalisées par nature

Les recettes totales réalisées par les Etablissements Publics en 2023 dont le montant s'élève à FCFA 1 009,91 milliards, sont réparties par nature comme repris dans le tableau ci-après :

Tableau 39 : situation des recettes réalisées par Etablissement Public et par nature en 2023

SECTEURS/DOMAINES/NATURE DE RECETTES	Recettes Propres	Subventions de fonctionnement de l'Etat	Recettes Affectées	BIP MINEPAT et Autres Administrations	Ressources de réhabilitation	Autres Recettes	RECETTES TOTALES MOBILISÉES
Secteur Gouvernance	84 320,56	15 300,69	207 203,24	492,36	650,28	21 512,07	329 479,20
Administrations générales et financières	81 199,67	4 392,24	-	-	650,28	1 420,00	87 662,19
Défense et Sécurité	7,05	2 200,00	-	109,95	-	1 002,52	3 319,52
Souveraineté et Gouvernance	3 113,83	8 708,45	207 203,24	382,41	-	19 089,54	238 497,49
Secteur Production	112 798,02	16 130,00	117 374,79	12 764,72	2 284,53	27 651,94	289 004,00
Industries et services	13 636,29	8 010,29	103 274,22	3 415,30	1 979,53	8 710,64	139 026,28
Infrastructures	97 944,35	2 889,71	7 871,74	9 129,41	-	14 978,71	132 813,92
RURAL	1 217,38	5 230,00	6 228,84	220,00	305,00	3 962,59	17 163,81
Secteur Social	72 602,22	56 649,86	234 481,78	2 108,30	1 495,19	23 990,40	391 422,24
Culture, sports et loisirs	887,36	3 490,24	-	987,41	-	1 029,43	6 394,43
Développement Social et Emploi	10 830,89	1 900,00	234 481,78	-	-	750,60	247 963,26
Education	40 217,52	38 419,61	-	503,40	-	12 704,77	91 845,30
Santé	20 666,45	12 840,00	-	617,49	1 495,19	9 505,61	45 219,24
TOTAL GENERAL	269 720,79	88 080,55	559 059,81	15 365,38	4 430,00	73 154,41	1 009 905,44

Source : MINFI/DGB/DPC

Du tableau ci-dessus, il ressort que les budgets des Etablissements Publics sont financés par les recettes propres, les recettes affectées, les subventions de fonctionnement directes et d'investissement de l'Etat, les subventions de réhabilitation et les autres recettes (les prêts bancaires, les appuis spéciaux et les autres ressources).

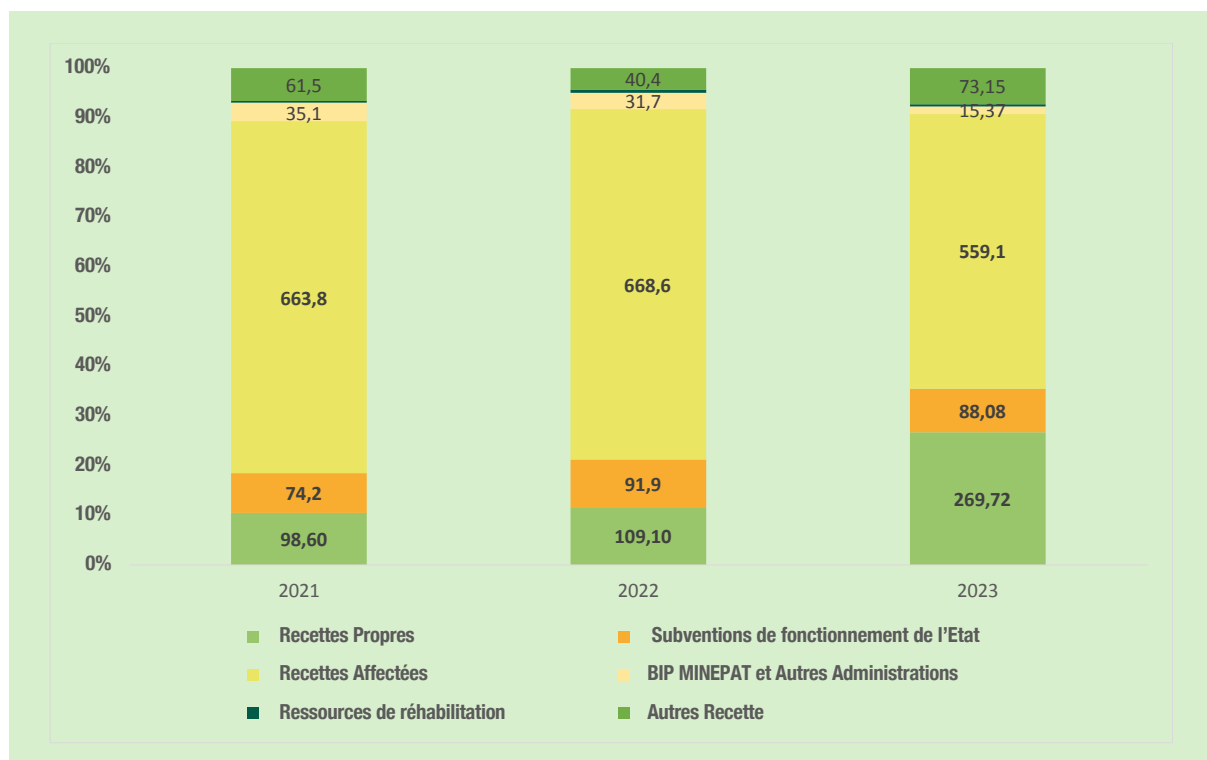
En 2023, le montant total des recettes propres est de **FCFA 269,7 milliards**, contre les subventions directes de fonctionnement de l'Etat de **FCFA 88,0 milliards**, les recettes affectées de **FCFA 559,0 milliards**, les subventions d'investissement de l'Etat de **FCFA 15,3 milliards**, les subventions de réhabilitation de **FCFA 4,4 milliards** et les autres recettes de **FCFA 73,1 milliards**. S'agissant des subventions de réhabilitation, seuls l'ENAM, APME, INC, CENEEMA, CHU, HGD et la HGOPI en ont effectivement bénéficié en 2023.

Quinze (15) Etablissements Publics affichent des subventions indirectes de l'Etat à travers la parafiscalité tandis que soixante-huit (68) bénéficient des subventions directes de fonctionnement de l'Etat inscrites dans le chapitre 60. Il convient de souligner que l'ARMP, AER, ANTIC, ARSEL, CDEN, CDENO, SODECAO, CILSN bénéficient à la fois des subventions directes et indirectes.

En 2023, le montant des ressources d'investissement mobilisées (BIP MINEPAT et Autres Administrations et Ressources de réhabilitation) mis en contribution est de **FCFA 19,8 milliards**. Ils sont réalisés essentiellement dans les secteurs production (**FCFA 15,0 milliards**) et Social (**FCFA 3,5 milliards**).

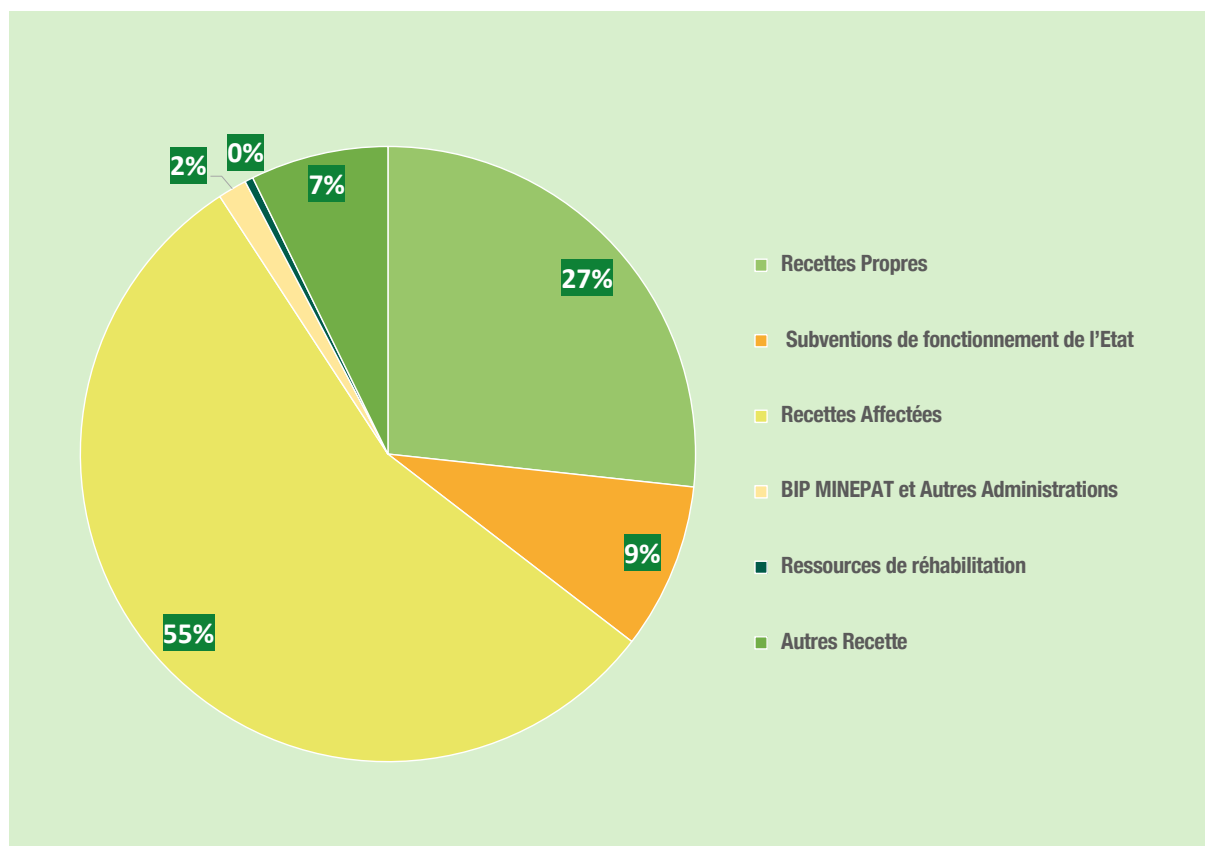
Les autres recettes dont le montant s'élève à **FCFA 73,1 milliards** sont constituées principalement des reports à nouveau en 2023.

Graphique 21 : situation des recettes mobilisées des Etablissements Publics par nature (en milliards de FCFA) de 2021 à 2023



Source : MINFI/DGB/DPC

La comparaison des ressources mobilisées par nature de recettes sur la période de référence laisse apparaître que sa structure est restée globalement similaire. Toutefois, l'on observe une augmentation des recettes propres.

Graphique 22 : Nature des ressources mobilisées des Etablissements Publics en 2023

Source : MINFI/DGB/DPC

Du graphique ci-dessus, il apparaît que les recettes affectées représentent l'essentiel des ressources mobilisées par les Etablissements Publics au titre de l'exercice 2023. Leur poids sur les recettes globales est de 55%, contre 27% de recettes propres, 7% de subventions directes de fonctionnement, 2% d'autres recettes et 2% de BIP.

II.2.1.1. Situation des recettes propres mobilisées par les Etablissements Publics

Le tableau suivant présente le volume global des recettes propres mobilisées par les Etablissements Publics sur la période de référence. Les recettes propres présentées ici sont les ressources générées par les Etablissements Publics. Elles n'intègrent pas les subventions et les ressources issues de la parafiscalité.

Tableau 40: Situation des recettes propres des Etablissements publics par secteur

	2021			2022			2023		
	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales
Secteur Gouvernance	7,840.33	80.4%	2.4%	8,716.79	91.1%	2.8%	84,320.56	97.7%	25.6%
Administrations générales et financières	5,103.90	77.8%	6.1%	5,327.56	86.6%	7.6%	81,199.67	98.7%	92.6%
Défense et Sécurité	-	-	0.0%	2.50	100.0%	0.1%	7.05	86.5%	0.2%
Souveraineté et Gouvernance	2,736.44	85.8%	1.1%	3,386.73	99.3%	1.4%	3,113.83	76.1%	1.3%
Secteur Production	96,048.44	90.5%	27.4%	105,428.72	89.7%	29.1%	112,798.02	81.8%	39.0%
Industries et services	15,490.60	74.5%	8.5%	16,880.11	82.8%	9.3%	13,636.29	57.6%	9.8%
Infrastructures	79,679.20	96.0%	53.6%	87,533.12	92.1%	53.1%	97,944.35	88.2%	73.7%
Rural	878.64	37.7%	4.7%	1,015.50	48.2%	6.0%	1,217.38	39.2%	7.1%
Secteur Social	70,194.93	69.4%	18.0%	86,504.61	80.4%	22.1%	72,602.22	75.7%	18.5%
Culture, sports et loisirs	831.81	80.4%	15.0%	871.92	59.8%	14.3%	887.36	43.3%	13.9%
Développement Social et Emploi	6,955.56	86.6%	2.9%	6,937.18	86.6%	2.8%	10,830.89	136.0%	4.4%
Education	30,389.05	72.1%	36.0%	37,171.84	75.8%	42.2%	40,217.52	75.4%	43.8%
Santé	32,018.51	64.1%	57.3%	41,523.67	84.5%	78.7%	20,666.45	63.5%	45.7%
TOTAL GENERAL	174,083.70	80.2%	16.3%	200,650.12	85.5%	18.8%	269,720.79	84.3%	26.7%

Source : MINFI/DGB/DPC

L'analyse du tableau ci-dessus laisse transparaître que le volume global des recettes propres a connu une croissance soutenue sur la période de référence, allant de FCFA 174,083.70 milliards en 2021 à FCFA 200,650.12 milliards en 2022 pour se situer à FCFA 269,720.79 milliards en 2023.

Cette évolution est également perceptible dans les secteurs gouvernance et production. Dans le secteur social, les recettes propres ont baissé de 13,902 milliards de FCFA entre 2022 et 2023.

Les recettes propres des Établissements Publics sont passées de 18.8% en 2022 à 26.7% en 2023. Toutefois, ce poids reste faible par rapport aux recettes globales mobilisées par les Établissements Publics, toute chose qui met en relief la dépendance de ces entités vis-à-vis des concours directs et indirects de l'État. Cette dépendance est plus prononcée dans les secteurs gouvernance et social. Le poids des recettes propres se présentent ainsi qu'il suit :

- ✓ secteur Gouvernance : **25.6%** ;
- ✓ secteur Production : **39.0%** ;
- ✓ secteur Social : **18.5%**

Il ressort de ce qui précède que, le secteur production est celui qui génère le plus de recettes propres.

Il convient de relever que des efforts restent à faire pour optimiser la mobilisation des recettes propres.

II. 2.3. Situation des dépenses effectuées sur les recettes réalisées

Sur la base des recettes effectivement mobilisées au titre de l'exercice 2023, les Établissements Publics ont effectué des dépenses aussi bien en fonctionnement qu'en investissement. L'évaluation de la performance de ces entités se fera à partir du ratio :

- ✓ dépenses de fonctionnement sur les dépenses globales inférieures ou égales à **60%** ;
- ✓ dépenses d'investissement sur dépenses globales supérieures ou égales à **40%** .

Le tableau ci-dessous présente la situation des dépenses effectuées par les Établissements Publics par secteur sur la période de référence.

Tableau 41 : situation des dépenses effectuées par les Etablissements Publics par secteur en 2023.

SECTEURS / DOMAINES / DÉPENSES	DÉPENSES TOTALES EFFECTUÉES			TAUX DE RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			PART DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS DÉPENSES TOTALES RÉALISÉES SUR ACTIVITÉS		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Secteur Gouvernance	267 061 857 914	251 768 898 212	196 802 551 656	77,2%	78,6%	74,8%	32,3%	35,7%	21,9%
Administrations générales et financières	84 138 223 950	69 808 663 327	13 905 741 249	94,1%	99,0%	90,7%	71,2%	85,9%	92,8%
Défense et Sécurité	4 386 674 790	3 526 191 433	3 478 114 855	82,7%	85,4%	94,4%	93,3%	96,3%	94,0%
Souveraineté et Gouvernance	178 536 959 174	178 434 043 452	179 418 695 552	71,1%	72,7%	73,5%	12,3%	14,8%	15,0%
Secteur Production	263 381 398 757	268 379 382 744	287 228 713 736	68,6%	68,5%	63,9%	69,1%	73,7%	74,8%
Industries et services	141 403 693 271	142 281 324 005	155 861 009 436	85,3%	73,4%	72,7%	78,1%	85,4%	82,0%
Infrastructures	108 945 744 780	109 152 438 232	115 983 959 174	55,1%	62,0%	54,8%	61,3%	66,6%	69,7%
Rural	13 031 960 706	16 945 620 507	15 383 745 126	63,8%	77,0%	65,6%	70,8%	60,2%	64,9%
Secteur Social	305 907 758 449	301 836 407 984	320 606 746 531	75,6%	74,4%	77,6%	87,0%	86,7%	86,0%
Culture, sports et loisirs	4 657 319 551	5 382 657 497	6 207 277 653	86,6%	86,4%	81,7%	80,2%	79,3%	72,0%
Développement Social et Emploi	163 217 158 557	164 096 752 184	164 239 906 385	80,4%	80,5%	80,4%	85,0%	85,1%	85,2%
Education	82 607 498 253	90 697 011 656	96 332 391 642	77,1%	82,8%	78,2%	88,0%	88,4%	86,6%
Santé	55 425 782 088	41 659 986 647	53 827 170 851	62,4%	48,4%	69,0%	93,7%	91,0%	89,3%
TOTAL GÉNÉRAL	836 351 015 120	821 984 688 940	804 638 011 923	73,7%	73,5%	71,5%	62,8%	65,6%	64,8%

Source : MINFI/DGB/DPC

En 2023, le volume global des dépenses réalisées par les Etablissements Publics est de FCFA 804,6 milliards, soit une baisse de FCFA 17,4 milliards par rapport à 2022 et de FCFA 31,7 milliards par rapport à l'année 2021. Au niveau sectoriel, c'est le social qui a concentré le volume le plus important de dépenses pour un montant de FCFA 320,6 milliards, soit 39,8% en valeur relative, porté par les Etablissements Publics qui exercent dans le domaine du Développement Social et Emploi pour un montant de FCFA 164,2 milliards. Il est à noter que les Etablissements Publics du domaine Souveraineté et Gouvernance, avec FCFA 179,4 milliards, du domaine Industries et services avec FCFA 155,9 milliards et du domaine des Infrastructures avec FCFA 115,9 milliards y contribuent également de façon significative.

En ce qui concerne le **taux de réalisation des dépenses**, il est de 71,5% en 2023, en légère baisse par rapport à 2022 où il est de 73,5%. Au niveau sectoriel, c'est Social qui enregistre une performance de 77,6%.

Sur les dépenses totales réalisées par les Etablissements Publics, la part du fonctionnement représente 64,8% en 2023, au-delà du seuil réglementaire qui est de 60%. Ce taux se présente par secteur ainsi qu'il suit :

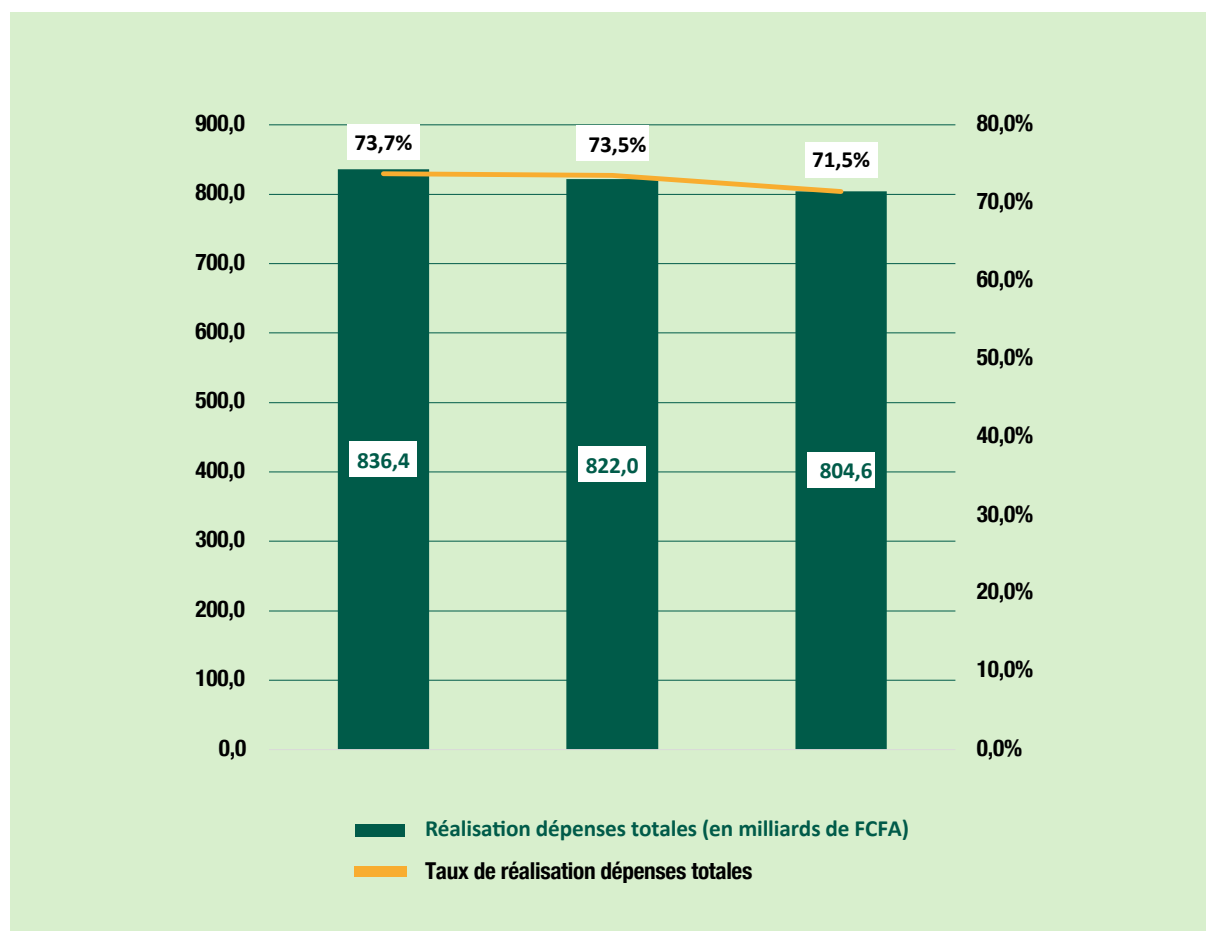
- ✓ secteur Gouvernance : **21,9%** ;
- ✓ secteur Production : **74,8%** ;
- ✓ secteur social : **86,0%**.

Sur les dépenses totales réalisées par les Etablissements Publics, la part de l'investissement représente 35,2% en 2023, en deçà du seuil réglementaire qui est de 40%. Ce taux se présente par secteur ainsi qu'il suit :

- ✓ secteur Gouvernance : **79,1%** ;
- ✓ secteur Production : **25,2%** ;
- ✓ secteur social : **14,0%**.

La situation individuelle des dépenses des Etablissements Publiques sur les recettes totales réalisées est reprise dans l'annexe7.

Graphique 23 : situation globale des dépenses réalisées par les Etablissements Publics entre **2021-2023**



Du graphique ci-dessus, il ressort qu'entre 2021 et 2023, les dépenses totales réalisées par les Etablissements Publics connaissent une tendance baissière.

De l'exploitation des comptes administratif et de gestion, il transparaît que certains Etablissements Publics notamment ceux bénéficiant de la parafiscalité reçoivent des ressources adressées dans leurs budgets, lesquelles sont transférées à d'autres entités publiques, pour financement. Il s'agit entre autres de :

FEICOM et CAA. Lesdites ressources n'ont pas été prises en compte dans l'analyse de la situation des recettes propres réalisées.

II.2.3.1. Situation du personnel des Etablissements Publics

La situation du personnel des Etablissements Publics sera abordée à travers l'analyse des effectifs et l'évaluation des charges du personnel sur les dépenses de fonctionnement.

II.2.3.1.1 Situation des effectifs employés

Tableau 42 : effectifs du personnel par Etablissement Public en 2023

Secteurs/Domaines/structures	Agents d'encadrement	Agents de maîtrise	Ouvriers	Total
	2023	2023	2023	2023
Secteur Gouvernance	959	954	801	2 794
Administration générale et financière	179	108	171	458
CAA	91	20	10	121
ENAM	51	77	141	269
Fonds Routier	13	5	7	25
ISMP	24	6	13	43
Défense et Sécurité	15	14	44	153
EIFORCES	5	8	31	124
ONACAM	10	6	13	29
Souveraineté et Gouvernance	765	832	586	2183
API	21	28	17	66
APZE (ONZFI)	2	6	3	11
ARMP	109	219	64	392
BUCREP	54	8	27	89
BUNEC	93	270	84	447
FEICOM	209	178	166	553
INS	165	46	37	248
MEADEN	10	7	36	53
MEAO	13	1	11	25
MIDENO	23	9	54	86
MIDIMA	16		9	25
NASLA	50	60	78	188
Secteur Production	2 583	3 549	3 109	9 482
Industrie et service	1 459	2 219	1 421	5 340
ANOR	25	249	67	431
ANRP	116	46	31	102
A-PME	58	25	26	124
CRTV	601	1084	438	2123
CSPH	93	88	46	227

Secteurs/Domaines/structures	Agents d'encadrement	Agents de maîtrise	Ouvriers	Total
	2023	2023	2023	2023
FODECC	16	36	12	64
IMPM	213	26	34	273
Imprimerie Nationale	10	136	129	275
INC	111	14	8	132
IRAD	178	228	453	859
IRGM	209	76	25	310
MIPROMALO	23	21	107	151
MIRAP	6	10	7	23
ONCC	7	184	55	246
Infrastructure	927	979	760	2666
AER	50	44	30	124
ANTIC	152	36	23	211
APN	82	56	34	172
ARSEL	32	56	31	119
ART	297	232	80	609
CCAA	85	454	415	954
CNCC	89	74	83	246
ENSTP	94	8	42	144
SUP'TIC	46	19	22	87
Rural	197	351	928	1476
CDEN	3	6	82	91
CDENO	5	25	21	51
CDPM	2	8	65	75
CENEEMA	45	51	54	150
FAO/PAM	6	15	44	65
LINAFI	10	4	16	30
Office Céréalière	5	12	78	95
SODECAO	91	159	456	706
SOWEDA	19	20	26	65
UNVDA	11	51	86	148
UTAVA				
Secteur Social	2 384	3 407	2 711	8 861
Culture, sport et loisir	86	91	134	311
ANAFoot	46	25	31	102
ASCNPD	33	29	23	85
INJS	1	4	23	28
Palais des Congrès	6	33	57	96
Développement Social et Emploi	822	1387	647	2856
CILSN	9	5	21	35
CNPS	546	1143	435	2124
CNRPH	43	86	62	191

Secteurs/Domaines/structures	Agents d'encadrement	Agents de maîtrise	Ouvriers	Total
	2023	2023	2023	2023
FNE	184	142	125	451
ONACC	40	11	4	55
Education	858	757	1075	2746
GCE BOARD	62	26	25	113
OBC	78	37	25	140
UBA	143	114	294	551
Université de Bertoua				
Université de Buéa				
Université de Douala				
Université de Dschang	112	171	188	471
Université d'Ebolowa				
Université de Garoua				
Université de Maroua	63	104	254	421
Université de Ngaoundéré	129	112		262
Université de Yaoundé I	117	103	200	420
Université de Yaoundé II	164	90	114	368
Santé	618	1172	855	2948
CENAME	13	57	49	119
CHRACERH	28	44	42	114
CHU	31	96	215	342
CIRCB	45	9	10	64
CNTS	44	9	0	53
CPC	64	176	32	272
HGD	153	227	184	564
HGOPD	71	251	158	480
HGOPY	107	97	278	482
HGY	60	162	184	406
LANACOME	2	47	13	52
Total général	5 926	7 910	6 621	21 137

Source : MINFI/DGB/DPC

En 2023, l'effectif global du personnel des Etablissements Publics est de 21 137 employés. Il est reparti par secteur ainsi qu'il suit :

- ✓ Gouvernance **2 794** employés, soit **2 183** dans le domaine souveraineté et gouvernance, **458** dans le domaine administration générale et financière et **153** dans le domaine défense et sécurité ;
- ✓ Production **9 482** employés répartis dans les domaines ci-après : l'industrie et les services **5 340**, infrastructures **2 666** et rural **1 476** ;
- ✓ Social **8 861** employés répartis selon les domaines d'activités suivants : santé avec **2 948** personnels, développement social et emploi **2 856** personnels

et le domaine de l'éducation **2 746** personnels enfin culture-sport et loisir **311** personnels.

De ce qui précède, le secteur Production emploie le plus grand nombre de personnels par rapport aux autres secteurs en 2023.

Au plan individuel, certains Etablissements Publics affichent des effectifs les plus importants. Il s'agit de : la CNPS (2 124), la CRTV (1685), la CCAA (954), l'IRAD (859), la SODECAO(706), l'HGD (564).

Tableau 43 : Evolution des Effectifs par Etablissement Public entre 2021 et 2023

Secteurs/Domaines/ structures	Agents d'encadrement			Agents de maîtrise			Ouvriers			Total			Taux d'évolution (2023-2022)
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	
	Secteur Gouvernance	1 017	921	959	816	980	954	802	816	801	2 635	2 717	
Administration générale et financière	161	175	179	98	109	108	203	172	171	462	456	458	0,44%
CAA	91	91	91	20	20	20	10	10	10	121	121	121	0,00%
ENAM	37	51	51	62	77	77	175	141	141	274	269	269	0,00%
Fonds Routier	13	13	13	8	5	5	4	7	7	25	25	25	0,00%
ISMP	20	20	24	8	7	6	14	14	13	42	41	43	4,88%
Défense et Sécurité	12	12	15	17	14	14	44	49	44	73	75	153	104,00%
EIFORCES	4	5	5	8	8	8	28	31	31	40	44	124	181,82%
ONACAM	8	7	10	9	6	6	16	18	13	33	31	29	-6,45%
Souveraineté et Gouvernance	844	734	765	701	857	832	555	595	586	2100	2186	2183	-0,14%
API	16	21	21	26	25	28	15	19	17	57	65	66	1,54%
APZE (ONZFI)	2	2	2	6	6	6	3	3	3	11	11	11	0,00%
ARMP	116	109	109	232	220	219	62	65	64	410	394	392	-0,51%
BUCREP	39	52	54	7	8	8	29	28	27	75	88	89	1,14%
BUNEC	244	94	93	131	270	270	83	84	84	458	448	447	-0,22%
FEICOM	209	209	209	176	178	178	166	166	166	551	553	553	0,00%
INS	143	141	165	70	64	46	42	42	37	255	247	248	0,40%
MEADEN	5	9	10	10	4	7	33	40	36	48	53	53	0,00%
MEAO	7	7	13	5	5	1	11	12	11	23	24	25	4,17%
MIDENO	23	23	23	9	9	9	54	56	54	86	88	86	-2,27%
MIDJMA	16	17	16	1	-	-	9	9	9	26	26	25	-3,85%
NASLA	24	50	50	28	68	60	48	71	78	100	189	188	-0,53%

Secteurs/Domaines/ structures	Agents d'encadrement			Agents de maîtrise			Ouvriers			Total			Taux d'évolution (2023-2022)
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	
	Secteur Production	2 322	3 205	2 583	3 549	3 473	3 549	2 883	2 646	3 109	8 886	9 323	
Industrie et service	1 360	2 180	1 459	2 239	2 204	2 219	1 264	1 359	1 421	4 995	5 742	5 340	-7,00%
ANOR	103	115	25	201	249	249	52	67	67	356	431	431	0,00%
ANRP	38	42	116	32	22	46	26	29	31	96	93	102	9,68%
A-PME	55	51	58	49	34	25	26	41	26	130	126	124	-1,59%
CRTV	601	601	601	1084	1084	1084	438	438	438	2123	2123	2123	0,00%
CSPH	93	93	93	88	88	88	46	46	46	227	227	227	0,00%
FODECC	16	16	16	36	36	36	12	12	12	64	64	64	0,00%
IMPM	30	213	213	165	26	26	51	34	34	246	273	273	0,00%
Imprimerie Nationale	9	9	10	113	113	136	56	56	129	178	178	275	54,49%
INC		111	111	14	14	14	8	8	8	132	132	132	0,00%
IRAD	179	695	178	210	247	228	387	453	453	776	1395	859	-38,42%
IRGM	211	209	209	45	76	76	20	25	25	276	310	310	0,00%
MIPROMALO	11	11	23	21	21	21	89	89	107	121	121	151	24,79%
MIRAP	7	7	6	11	10	10	6	6	7	24	23	23	0,00%
ONCC	7	7	7	184	184	184	55	55	55	246	246	246	0,00%
Infrastructure	788	848	927	987	979	979	663	311	760	2438	2138	2666	24,70%
AER	30	45	50	35	39	44	22	29	30	87	113	124	9,73%
ANTIC	160	163	152	30	34	36	22	23	23	212	220	211	-4,09%
APN	80	80	82	52	52	56	30	30	34	162	162	172	6,17%
ARSEL	32	32	32	58	57	56	30	31	31	120	120	119	-0,83%
ART	256	256	297	215	215	232	82	82	80	553	553	609	10,13%
CCAA	90	90	85	481	481	454	324		415	895	571	954	67,08%
CNCC	90	90	89	66	66	74	79	79	83	235	235	246	4,68%
ENSTP	37	40	94	15	11	8	28	21	42	80	72	144	100,00%
SUP.TIC	13	52	46	35	24	19	46	16	22	94	92	87	-5,43%

Secteurs/Domaines/ structures	Agents d'encadrement			Agents de maîtrise			Ouvriers			Total			Taux d'évolution (2023-2022)
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	
	Rural	174	177	197	323	290	351	956	976	928	1453	1443	
CDEN	8	5	3	11	8	6	87	81	82	106	94	91	-3,19%
CDENO	5	6	5	19	23	25	19	20	21	43	49	51	4,08%
CDPM	1	2	2	8	8	8	60	70	65	69	80	75	-6,25%
CENEEMA	23	24	45	34	35	51	48	48	54	105	107	150	40,19%
FAO/PAM	6	6	6	15	15	15	44	44	44	65	65	65	0,00%
LINAFI	8	8	10	7	4	4	14	16	16	29	28	30	7,14%
Office Céréaliier	4	4	5	18	6	12	60	72	78	82	82	95	15,95%
SODECAO	87	91	91	141	121	159	502	513	456	730	725	706	-2,62%
SOWEDA	21	19	19	23	20	20	28	26	26	72	65	65	0,00%
UNVDA	11	12	11	47	50	51	94	86	86	152	148	148	0,00%
UTAVA													-
Secteur Social	2 406	2 315	2 384	3 505	3 344	3 407	3 014	3 062	2 711	8 888	8 721	8 861	1,61%
Culture, sport et loisir	66	66	86	90	90	91	127	127	134	246	283	311	9,89%
ANAFoot	57	26	46	22	22	25	15	15	31	57	63	102	61,90%
ASCNPD	2	33	33	28	28	29	23	23	23	53	84	85	1,19%
INJS	1	1	1	5	5	4	24	24	23	30	30	28	-6,67%
Palais des Congrès	6	6	6	35	35	33	65	65	57	106	106	96	-9,43%
Développement Social et Emploi	767	784	822	1389	1402	1387	630	634	647	2786	2820	2856	1,28%
CILSN	8	7	9	10	10	5	16	16	21	34	33	35	6,06%
CNPS	546	546	546	1143	1143	1143	435	435	435	2124	2124	2124	0,00%
CNRPH	8	34	43	76	85	86	39	49	62	123	168	191	13,69%
FNE	176	168	184	154	158	142	134	128	125	464	454	451	-0,66%
ONACC	29	29	40	6	6	11	6	6	4	41	41	55	34,15%
Education	871	871	858	755	755	757	1122	1122	1075	2748	2748	2746	-0,07%

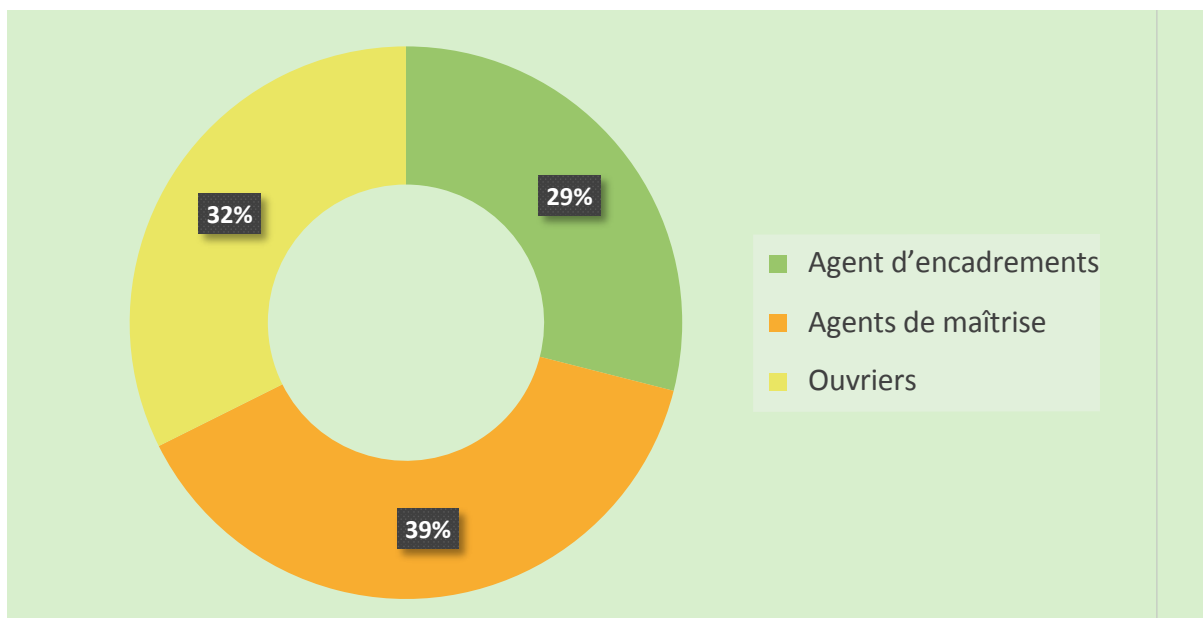
Secteurs/Domaines/ structures	Agents d'encadrement			Agents de maîtrise			Ouvriers			Total			Taux d'évolution (2023-2022)
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	
	64	64	62	26	26	26	25	25	25	115	115	113	
OBC	79	79	78	35	35	37	26	26	25	140	140	140	0,00%
Université de Bameinda	143	143	143	114	114	114	294	294	294	551	551	551	0,00%
Université de Bertoua													-
Université de Bouéa													-
Université de Douala													-
Université de Dschang	112	112	112	171	171	171	188	188	188	471	471	471	0,00%
Université d'Ebolowa													-
Université de Garoua													-
Université de Maroua	63	63	63	104	104	104	254	254	254	421	421	421	0,00%
Université de Ngaoundéré	129	129	129	112	112	112	21	21	21	262	262	262	0,00%
Université de Yaoundé I	117	117	117	103	103	103	200	200	200	420	420	420	0,00%
Université de Yaoundé II	164	164	164	90	90	90	114	114	114	368	368	368	0,00%
Santé	702	594	618	1271	1097	1172	1135	1179	855	3108	2870	2948	2,72%
CENAME	15	19	13	52	56	57	54	52	49	121	127	119	-6,30%
CHRACERH	28	28	28	44	44	44	42	42	42	114	114	114	0,00%
CHU	90	31	31	175	96	96	162	215	215	427	342	342	0,00%
CIRCB	41	44	45	8	7	9	14	10	10	63	61	64	4,92%
CNTS	44	44	44	9	9	9	4	4	0	57	57	53	-7,02%
CPC	62	57	64	150	109	176	36	59	32	248	225	272	20,89%
HGD	230	251	153	280	248	227	155	193	184	665	692	564	-18,50%
HGOPD	35	36	71	195	239	251	181	148	158	411	423	480	13,48%
HGOPY	42	44	107	140	91	97	188	247	278	370	382	482	26,18%
HGY	114	37	60	189	168	162	286	193	184	589	398	406	2,01%
LANACOME	1	3	2	29	30	47	13	16	13	43	49	52	6,12%
Total général	5 745	6 441	5 926	7 870	7 797	7 910	6 699	6 524	6 621	20 409	20 761	21 137	1,81%

Source : MINFI/DGB/DPC

Les effectifs au sein des Etablissements Publics sont de 20 409 en 2021 ; 20761 en 2022 et 21 137 en 2023. Entre 2022 et 2023, le taux d'évolution des effectifs est de 1,81%.

Les évolutions des effectifs ont été observées dans certains Etablissements Publics du fait des recrutements de nouveaux personnels il s'agit de: EIFORCES (181,82%), ENSTP (100%), ANAFOOT (61,90%), IN (54%), CENEEMA (40,19%), ONACC (34,15%) et HGOPY (26,18%).

Graphique 24 : Répartition des emplois par catégorie dans les Etablissements Publics en 2023



Source : MINFI/DGB/DPC

En 2023, les agents d'encadrement représentent 29% en valeur relative du total des effectifs employés au sein des Etablissements Publics, soit 5 926 personnels. En ce qui concerne les agents de maîtrise, ils sont au nombre de 7 910, soit 39% en valeur relative. Pour ce qui est des ouvriers, leur poids est de 32% en valeur relative et 6 621 personnels en valeur absolue.

II.2.3.1.2 Charges du personnel

En 2023, les charges du personnel supportées par les Etablissements Publics s'élèvent à FCFA **147,86 Milliards**, soit une augmentation de 15,6 milliards

par rapport à 2022. En ce qui concerne la part du personnel sur les dépenses de fonctionnement, elle est passée de 25,1% en 2022 à 28,4% en 2023.

La répartition détaillée de la part des dépenses du personnel dans les dépenses de fonctionnement et du ratio dépenses du personnel sur les subventions directes de fonctionnement des EP entre 2021 et 2023 est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau 44 : situation des charges de personnel par secteur en 2023.

SECTEURS/DOMAINES	FONCTIONNEMENT			CHARGES DU PERSONNEL			PART DES CHARGES DU PERSONNEL DANS LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
	2 021	2 022	2 023	2 021	2 022	2 023	Part 2021	Part 2022	Part 2023
Secteur Gouvernance	85,81	89,82	43,41	27,59	23,14	23,04	32,1%	25,8%	53,1%
Administrations générales et financières	59,87	59,97	12,91	4,81	5,32	4,92	8,0%	8,9%	38,1%
CAA	4,95	5,05	5,05	2,35	2,47	2,47	47,6%	48,9%	48,9%
ENAM	4,09	4,17	3,86	1,67	2,06	1,60	40,9%	49,5%	41,5%
FR	50,00	50,00	3,25	0,42	0,44	0,49	0,8%	0,9%	15,2%
ISMIP	0,83	0,75	0,75	0,36	0,35	0,35	43,6%	46,6%	46,7%
Défense et Sécurité	4,09	3,40	3,27	0,79	0,64	0,75	19,2%	18,8%	23,0%
EIFORCES	3,76	3,07	2,94	0,79	0,64	0,63	20,9%	20,9%	21,5%
ONACAM	0,33	0,33	0,33	-	-	0,12	0,0%	0,0%	36,2%
Souveraineté et Gouvernance	21,85	26,45	27,24	22,00	17,18	17,38	100,7%	64,9%	63,8%
API	0,36	4,55	3,87	5,57	0,68	0,70	1570,0%	15,0%	18,1%
ARMP	6,34	6,55	6,81	3,20	3,26	3,29	50,5%	49,7%	48,3%
BUCREP	0,60	0,59	0,64	0,43	0,44	0,51	72,3%	75,8%	79,9%
BUNEC	3,07	3,19	3,37	1,96	2,08	2,26	64,0%	65,4%	67,0%
FEICOM									
INS	3,07	3,05	3,40	2,53	2,42	2,11	82,2%	79,4%	62,1%
MEADEN	0,33	0,57	0,53	0,18	0,16	0,20	55,4%	28,0%	37,9%
MEAO	0,25	0,25	0,27	0,20	0,18	0,18	78,2%	72,9%	67,9%
MIDENO	0,55	0,56	0,56	0,24	0,31	0,32	44,2%	56,2%	56,9%
MIDIMA	0,29	0,38	0,41	0,17	0,19	0,21	59,8%	50,4%	51,9%
NASLA	1,97	1,74	2,09	0,92	0,85	0,94	46,6%	48,9%	45,1%
ONZFI (APZE)	0,24	0,23	0,48	0,16	0,17	0,21	69,8%	72,2%	44,4%
Secteur Production	172,02	194,55	208,20	50,35	53,93	58,94	29,3%	27,7%	28,3%
Industries et services	116,50	132,36	140,95	26,65	27,07	30,44	22,9%	20,5%	21,6%
ANOR	4,52	5,77	8,12	2,24	1,97	2,34	49,6%	34,2%	28,8%
ANRP	0,59	0,61	0,65	0,33	0,32	0,36	56,6%	53,0%	54,9%
A-PME	1,41	1,15	1,17	0,71	0,76	0,77	50,1%	66,0%	65,5%

SECTEURS/DOMAINES	FONCTIONNEMENT			CHARGES DU PERSONNEL			PART DES CHARGES DU PERSONNEL DANS LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
	2 021	2 022	2 023	2 021	2 022	2 023	Part 2021	Part 2022	Part 2023
	CRTV	21,59	21,59	21,59	14,56	14,56	18,09	67,4%	67,4%
CSPH	74,73	84,17	84,17	4,10	3,47	4,10	5,5%	4,1%	4,9%
FODECC	3,67	7,85	12,08	0,66	0,79	0,85	18,0%	10,1%	7,0%
IMPM	0,59	0,66	0,61	0,25	0,25	0,17	41,8%	37,8%	27,4%
IN	1,27	1,85	1,74	1,27	1,18	1,26	100,0%	63,8%	72,6%
INC	0,37	0,47	0,42	0,13	0,13	0,13	33,6%	27,0%	30,9%
IRAD	2,30	2,29	4,51	0,20	1,34	1,42	8,6%	58,2%	31,6%
IRGM	0,43	0,49	0,55	0,16	0,19	0,18	36,4%	39,5%	32,2%
MIPROMALO	0,96	1,11	1,17	0,46	0,44	0,46	48,0%	39,3%	39,2%
MIRAP	0,72	0,70	0,68	0,21	0,22	0,18	28,6%	30,8%	27,1%
ONCC	3,34	3,65	3,48	1,38	1,45	0,12	41,3%	39,7%	3,4%
Infrastructures	46,30	51,99	57,27	19,16	22,08	23,35	41,4%	42,5%	40,8%
AER	2,07	2,72	4,63	0,79	0,91	1,01	37,9%	33,5%	21,8%
ANTIC	5,65	6,74	6,17	2,47	2,67	2,64	43,7%	39,6%	42,7%
APN	2,74	3,21	4,16	1,09	1,49	1,87	39,8%	46,3%	45,1%
ARSEL	4,01	3,24	3,39	1,20	1,55	1,44	29,8%	47,7%	42,6%
ART	13,36	12,31	14,34	7,76	7,93	8,98	58,1%	64,4%	62,6%
CCAA	11,65	17,05	16,14	2,84	4,34	4,04	24,4%	25,5%	25,1%
CNCC	4,57	5,13	5,79	1,97	2,14	2,29	43,2%	41,8%	39,4%
ENSTP	1,47	0,46	1,49	0,35	0,45	0,43	23,9%	97,6%	28,7%
SUP'TIC	0,78	1,12	1,16	0,70	0,59	0,64	89,5%	52,9%	55,7%
RURAL	9,22	10,21	9,98	4,54	4,79	5,15	49,2%	46,9%	51,6%
CDEN	0,59	0,85	0,72	0,16	0,26	0,19	27,6%	30,4%	26,5%
CDENO	0,33	0,42	0,42	0,13	0,15	0,16	39,4%	35,4%	37,7%
CDPM	0,65	0,72	0,63	0,16	0,18	0,16	24,4%	24,6%	26,0%
GENEEMA	0,96	0,96	1,08	0,39	0,39	0,55	40,7%	40,4%	51,1%
FAO/PAM	0,56	0,56	0,56	0,44	0,44	0,44	78,8%	78,8%	78,8%
LINAFI	0,46	0,49	0,46	0,14	0,14	0,15	29,6%	28,9%	31,4%

SECTEURS/DOMAINES	FONCTIONNEMENT			CHARGES DU PERSONNEL			PART DES CHARGES DU PERSONNEL DANS LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
	2 021	2 022	2 023	2 021	2 022	2 023	Part 2021	Part 2022	Part 2023
	OC	0,71	0,92	1,28	0,21	0,25	0,21	29,4%	26,7%
SODECAO	3,37	3,57	2,85	2,09	2,13	2,40	62,0%	59,7%	84,4%
SOWEDA	0,81	0,96	1,11	0,30	0,31	0,31	37,1%	31,8%	27,5%
UNVDA	0,78	0,77	0,88	0,52	0,56	0,58	66,3%	72,4%	66,5%
UTAVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur Social	255,31	244,44	269,41	57,50	55,62	65,88	22,5%	22,8%	24,5%
Culture, sports et loisirs	3,73	4,27	4,47	1,49	1,51	2,35	39,9%	35,4%	52,5%
ANAF00T	0,80	0,87	0,87	0,51	0,44	0,48	63,6%	51,2%	55,2%
ASCNPD	1,10	1,10	1,15	0,47	0,47	0,50	42,9%	42,8%	43,3%
INJUS	0,74	0,98	0,96	0,51	0,60	0,69	69,0%	61,0%	71,3%
PC	1,10	1,32	1,49	-	-	0,69	0,0%	0,0%	46,0%
Développement Social et Emploi	139,52	139,69	139,85	27,13	27,45	28,04	19,4%	19,7%	20,0%
CILSN	0,21	0,20	0,26	0,12	0,13	0,13	60,1%	64,7%	50,0%
CNPS	130,85	130,85	130,85	21,45	21,45	21,45	16,4%	16,4%	16,4%
CNRPH	1,14	1,23	1,34	0,88	0,92	0,92	77,7%	74,9%	68,8%
FNE	6,57	6,64	6,57	4,67	4,73	4,85	71,1%	71,2%	73,7%
ONACC	0,76	0,76	0,83	-	0,22	0,69	0,0%	28,3%	83,0%
Education	72,72	69,05	83,42	11,30	11,32	20,02	15,5%	16,4%	24,0%
GCE BOARD	6,59	7,28	6,80	0,85	0,90	0,76	12,8%	12,4%	11,1%
OBC	9,46	11,31	8,25	0,74	0,93	1,19	7,8%	8,2%	14,4%
UBA	5,74	6,51	6,51	1,39	-	1,39	24,3%	0,0%	21,4%
Ubertyou	-	2,67	3,14	-	1,76	1,76	-	65,9%	56,2%
Ubuéa	6,08	6,57	7,06	2,36	2,39	2,50	38,9%	36,4%	35,5%
Udla	10,44	10,44	10,44	-	-	3,15	0,0%	0,0%	30,2%
UDS	6,55	6,06	6,17	1,58	1,58	1,58	24,2%	26,1%	25,7%
Uebwa	-	-	3,77	-	-	1,76	-	-	46,7%
Ugroua	-	1,03	2,81	-	-	0,24	-	0,0%	8,5%
Uma	6,10	5,39	5,46	2,73	2,73	1,73	44,8%	50,7%	31,7%

SECTEURS/DOMAINES	FONCTIONNEMENT			CHARGES DU PERSONNEL			PART DES CHARGES DU PERSONNEL DANS LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
	2 021	2 022	2 023	2 021	2 022	2 023	Part 2021	Part 2022	Part 2023
Undéré	7,33	6,18	6,17	-	-	1,23	0,0%	0,0%	19,9%
UYI	9,58	-	11,24	1,64	-	1,64	17,2%		14,6%
UYII	4,85	5,60	5,60	-	1,02	1,08	0,0%	18,2%	19,3%
Santé	39,34	31,44	41,66	17,58	15,34	15,47	44,7%	48,8%	37,1%
CENAME	2,08	1,92	2,06	0,60	0,57	0,63	28,8%	29,5%	30,5%
CHRACERH	0,96	1,00	0,70	0,48	0,37	0,35	50,1%	37,3%	50,7%
CHU	4,11	2,63	3,75	3,07	1,54	1,64	74,7%	58,4%	43,6%
CIRCB	2,17	2,58	2,20	0,61	0,87	0,65	27,8%	33,7%	29,4%
CNTS	-	0,47	2,76	-	0,16	0,27		33,6%	9,9%
CPC	4,43	4,59	6,12	1,65	1,82	1,97	37,2%	39,7%	32,2%
HGD	10,34	9,86	10,44	4,16	3,30	3,29	40,2%	33,5%	31,5%
HGOPD	3,69	3,65	3,68	2,11	2,16	2,07	57,3%	59,2%	56,2%
HGOPY	3,69	3,88	3,67	2,08	2,16	2,16	56,5%	55,6%	58,8%
HGY	7,52	0,57	5,83	2,57	2,14	2,18	34,2%	373,1%	37,3%
LANACOME	0,35	0,29	0,44	0,25	0,25	0,27	70,1%	85,8%	61,1%
TOTAL GENERAL	513,15	528,81	521,02	135,43	132,70	147,86	26,4%	25,1%	28,4%

Source : MINFI/DGB/DPC

En 2023, le volume global des dépenses de personnel des Etablissements Publics s'élève à FCFA 147,8milliards. Il représente 28,4% des charges globales de fonctionnement dont le montant est de FCFA 521,2milliards, conforme à la norme qui prescrit que ce taux soit inférieur ou égal à 35%. Ce taux est également respecté dans chaque secteur (secteur Gouvernance : 53,1%, secteur Production : 28,3%, secteur Social : 24,5%). Le poids à la hausse de 53,1 % observé dans le secteur de la gouvernance résulte de la forte baisse du budget de fonctionnement dans ce secteur. Toutefois prises individuellement, l'analyse laisse apparaître que seules 35 entités respectent cette prescription (bonne pratique). Il s'agit de : EIFORCES, API, CSPH, ANOR, FODECC, IMPM, CCAA, INC, IRAD, IRGM, MIRAP, AER, ONCC, ENSTP, CDEN, CDPM, LINAFI, OC, SOWEDA, CNPS, OBC, GCE BOARD, HGD, CENAME, UBa, FR, UD, UYII, CPC, UDla, UGROUA, UYI , CNTS, CIRCB, UNDERE

La subvention directe de fonctionnement de l'Etat allouée aux 65 Etablissements Publics est dédiée à titre principal, à la prise en charge des dépenses incompressibles.

De manière générale, la subvention de fonctionnement des Etablissements Publics est essentiellement absorbée par les charges du personnel, au détriment des autres charges incompressibles. Cette situation se justifierait par les recrutements qui ne tiennent pas compte de la soutenabilité budgétaire et de l'adéquation profil/emploi.

II. 2. 4. Situation de l'endettement des Etablissements Publics

Au 31 décembre 2023, le stock global de la dette des Etablissements Publics est estimé à 44,21 milliards de FCFA, réparti en secteurs et domaines comme suit :

Tableau 45 : situation de la dette des Etablissements Publics au 31 décembre 2023 par secteur et domaine.

Secteurs/Domaines	Dette totale en fin d'exercice 2023	Pourcentage
Secteur Gouvernance	7 489 159 205	16,94%
Administrations générales et financières	3 854 079 326	8,72%
Défense et Sécurité		0,00%
Souveraineté et Gouvernance	3 635 079 879	8,22%
Secteur Production	10 833 059 819	24,50%
Industries et services	7 964 770 098	18,02%
Infrastructures	1 974 931 600	4,47%
Rural	893 358 121	2,02%
Secteur Social	25 886 961 140	58,56%
Culture, sports et loisirs		0,00%
Développement Social et Emploi	1 411 748 438	3,19%
Education	3 537 748 000	8,00%
Santé	20 937 464 702	47,36%
Total général	44 209 180 164	100,00%

Source : MINFI/DGB/DPC

Les Etablissements publics du secteur Social sont les plus endettés. Le poids de leur dette représente 58,56% de la dette globale. Ils sont suivis par ceux du secteur Production (24,50%) et par ceux du secteur Gouvernance (16,94%).

Pour ce qui est des domaines d'activités, la dette est portée en grande partie par les Etablissements du domaine Santé (47,36 %), puis par ceux du domaine

de l'industrie et services (18,02%), et par ceux du domaine de l'Administration Générale et Financière (8,72%).

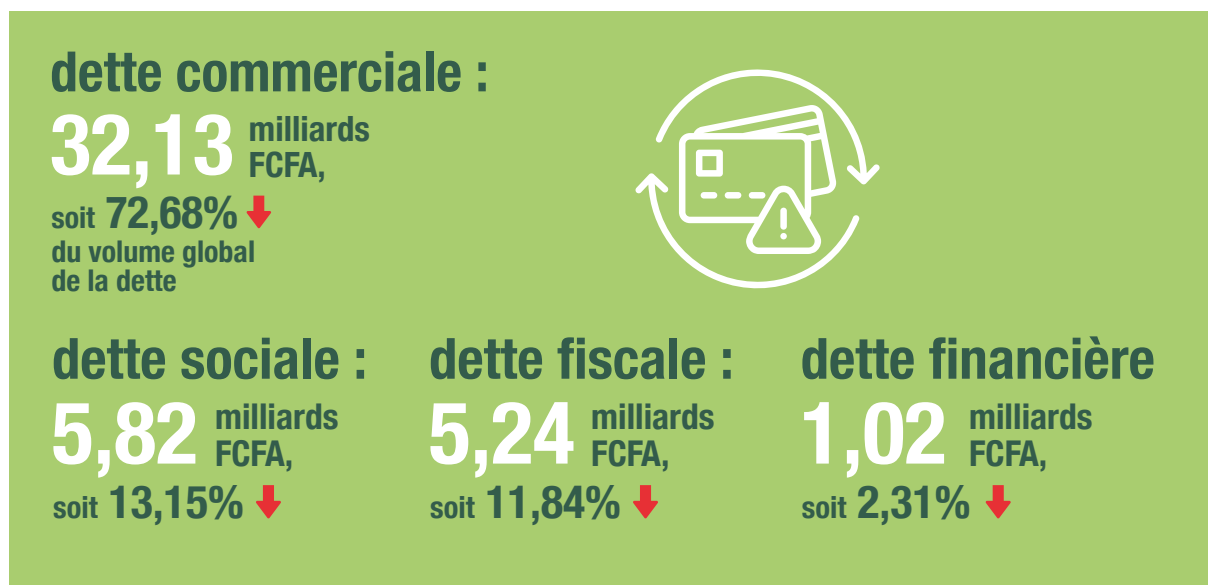
Le tableau ci-dessous présente la structure de la dette des Etablissements Publics au 31 décembre 2023 par nature suivant les domaines de l'Etat.

Tableau 46 : structure de la dette des Etablissements Publics au 31 décembre 2023 par nature suivant les domaines d'activités

Secteurs/Domaines	Stock de la dette SOCIALE en fin d'exercice 2023	Stock de la dette FISCALE en fin d'exercice 2023	Stock de la dette financière en fin d'exercice 2023	Stock de la dette COMMERCIALES en fin d'exercice 2023	Dettes en fin d'exercice 2023
Secteur Gouvernance	3 405 085 192	663 337 259	-	3 420 736 754	7 489 159 205
Administrations générales et financières	977 470 894	351 095 992	-	2 525 512 440	3 854 079 326
Défense et Sécurité					
Souveraineté et Gouvernance	2 427 614 298	312 241 267	-	895 224 314	3 635 079 879
Secteur Production	902 564 219	3 156 366 307	1 022 041 652	5 752 087 641	10 833 059 819
Industries et services	287 156 118	2 405 552 777	1 018 606 537	4 253 454 666	7 964 770 098
Infrastructures	366 010 534	523 832 053	3 435 115	1 081 653 898	1 974 931 600
Rural	249 397 567	226 981 477	-	416 979 077	893 358 121
Secteur Social	1 509 512 301	1 415 810 542	-	22 961 639 297	25 886 961 140
Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-
Développement Social et Emploi	509 924 497	176 041 554	-	725 782 387	1 411 748 438
Education	-	512 886 000	-	3 024 862 000	3 537 748 000
Santé	999 587 804	726 882 988	-	19 210 994 910	14 703 693 583
Total général	5 817 161 712	5 235 514 108	1 022 041 652	32 134 463 692	44 209 180 164

Source : MINFI/DGB/DPC

La dette des Etablissements Publics est répartie par nature suivant le détail ci-dessous :



En terme de répartition sectorielle, le secteur Social enregistre le stock le plus important de la dette commerciale soit 71,45%, tiré vers le haut par le domaine Santé avec 83,6% du poids total du secteur.

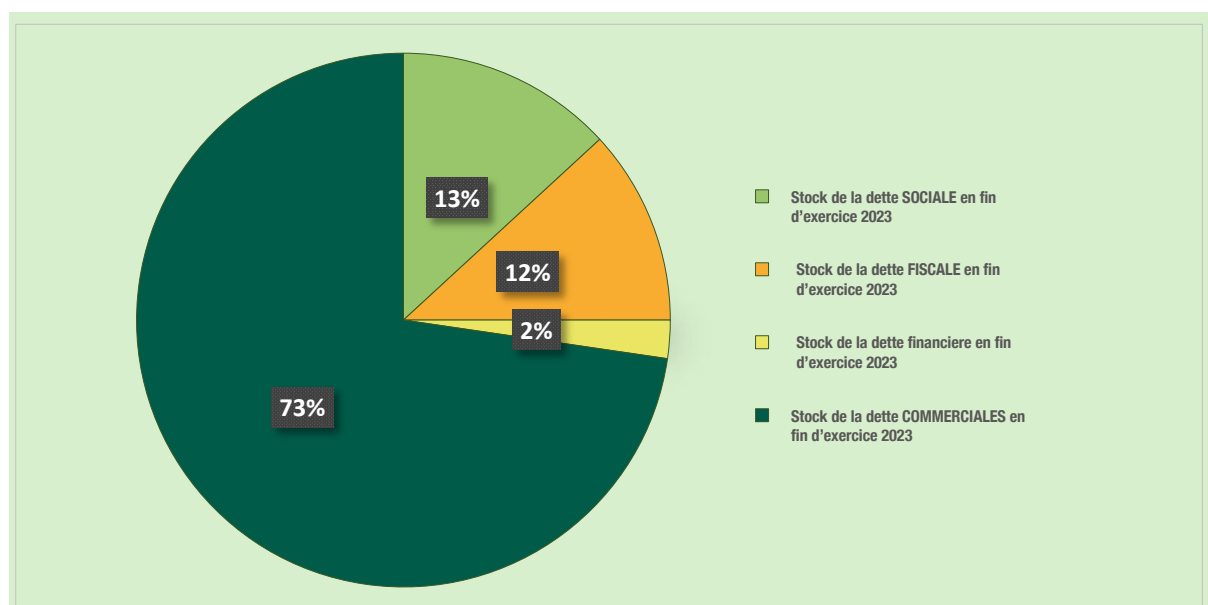
Le secteur Production traine la plus grande partie de la dette fiscale avec 60,28%. Cette dette est principalement le fait du domaine Industries et

Services qui représente 45,94% de son poids global.

Le détail de la situation individuelle est reprise dans l'annexe 8.

Le graphique ci-dessous présente la répartition globale du stock de la dette des Etablissements Publics par nature.

Graphique 25 : Répartition du stock des arriérés des Etablissements Publics au **31 décembre 2023** suivant la nature



Source : MINFI/DGB/DPC

II.3. CLASSIFICATION DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

Le 03 janvier 2023, le Ministre des finances a signé l'arrêté portant classification par catégorie des Etablissements Publics qui consacre la performance réalisée par ces entités pour le compte des exercices 2019, 2020 et 2021. Cet arrêté qui est le deuxième du genre après celui signé le 04 mai 2020 marquant le premier round des classifications, participe de l'implémentation des réformes engagées dans les secteurs des Etablissements Publics, à travers les lois du 12 juillet 2017, complétées par leurs décrets d'application signés le 19 juin 2019. Conformément au décret N°2019/322 du 19 juin 2019 fixant les catégories d'Etablissements Publics, la rémunération, les indemnités et les avantages de leurs dirigeants, leur classification se fait suivant des critères définis.

II. 3.1. Critère de classification

Au regard de l'article 4 du décret sus cité, les Etablissements publics sont classés par catégories en fonction du budget réalisé, ainsi qu'il suit :

- ✓ Etablissements publics de première catégorie (budget moyen réalisé durant les trois derniers exercices, supérieur à **100 milliards** de **FCFA**) ;
- ✓ Etablissements publics de deuxième catégorie (budget moyen réalisé durant les trois derniers exercices, inférieur à **100 milliards** de **FCFA** et supérieur ou égal à **50 milliards** de **FCFA**) ;
- ✓ Etablissements publics de troisième catégorie (budget moyen réalisé durant les trois derniers exercices, inférieur à **50 milliards** de **FCFA** et supérieur ou égal à **10 milliards** de **FCFA**) ;
- ✓ Etablissements publics de quatrième catégorie (budget moyen réalisé durant les trois derniers exercices, inférieur à **10 milliards** de **FCFA** et supérieur ou égal à **5 milliards** de **FCFA**) ;
- ✓ Etablissements publics de cinquième catégorie (budget moyen réalisé durant les trois derniers exercices, inférieur à **5 milliards** de **FCFA**).

II. 3.2. Présentation de la classification

En prenant en compte les budgets réalisés par les Etablissements Publics pour le compte des exercices 2019, 2020 et 2021, l'arrêté n°00000001/MINFI du 03 janvier 2023 portant classification des Etablissements Publics au Cameroun a été signé par le MINFI. Les Etablissements Publics ci-après sont classés ainsi qu'il suit :

a). Etablissements publics de première catégorie :

- ✓ Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)
- ✓ Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Inter Communale (FEICOM)

b). Etablissements publics de deuxième catégorie :

- ✓ Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH)
- ✓ Fonds Routier (FR)

c). Etablissements publics de troisième catégorie :

- ✓ Agence de Régulation des Télécommunication (ART)
- ✓ Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA)
- ✓ Cameroon Radio and Television (CRTV)

d). Etablissements publics de quatrième catégorie :

- ✓ Agence d'Electrification Rurale (AER)
- ✓ Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC)
- ✓ Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)
- ✓ Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL)
- ✓ Centre Pasteur du Cameroun (CPC)
- ✓ Conseil National des Chargeurs du Cameroun (CNCC)
- ✓ Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC)
- ✓ Fonds National de l'Emploi (FNE)
- ✓ General Certificate of Education Board (GCE Board)
- ✓ Hôpital Général de Douala (HGD)
- ✓ Hôpital Général de Yaoundé (HGY)
- ✓ Institut National de la Statistique (INS)
- ✓ Office du Baccalauréat du Cameroun (OBC)

e). Etablissements publics de cinquième catégorie :

- ✓ Académie Nationale de Football (ANAFOOT)
- ✓ Agence de Promotion des Investissements (API)
- ✓ Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME)
- ✓ Agence de Promotion des Zones Economiques (APZE)
- ✓ Agence de Service Civique National de Participation au Développement (ASCNDP)
- ✓ Agence des Normes et de la Qualité (ANOR)
- ✓ Agence Nationale de Radio Protection (ANRP)
- ✓ Autorité portuaire Nationale (APN)
- ✓ Bureau Central des Recensements et d'Etudes de la Population (BUCREP)
- ✓ Bureau National de l'Etat Civil (BUNEC)
- ✓ Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)
- ✓ Caisse de Développement de l'Elevage du Nord (CDEN)
- ✓ Caisse de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest (CDENO)
- ✓ Caisse de Développement de la Pêche Maritime (CDPM)
- ✓ Centre National d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels (CENAME)
- ✓ Centre Hospitalier de Recherche et d'Application en Chirurgie Endoscopique et de Reproduction Humaine (CHRACERH)
- ✓ Centre Hospitalier Universitaire (CHU)
- ✓ Centre International de Référence Chantal BIYA (CIRCB)
- ✓ Centre National d'Etude et d'Expérimentation du Machinisme Agricole (CENEEMA)
- ✓ Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Paul Emile Léger (CNRPH)
- ✓ Comité de Gestion FAO/PAM
- ✓ Comité inter-Régional de Lutte contre la Sècheresse dans la Région du Nord (CILSN)
- ✓ Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC)
- ✓ Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES)
- ✓ Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM)
- ✓ Ecole Nationale des Postes, des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication (SUP'PTIC)
- ✓ Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP)
- ✓ Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala (HGOPEd)
- ✓ Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé (HGOPY)
- ✓ Imprimerie Nationale (IN)
- ✓ Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)
- ✓ Institut de Recherche Géologique et Minière (IRGM)
- ✓ Institut de Recherche Médicale et d'Etudes des Plantes Médicinales (IMPM)
- ✓ Institut National de la Cartographie (INC)
- ✓ Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS)
- ✓ Institut Supérieur de Management Public (ISMP)
- ✓ Laboratoire National d'Analyse et de Contrôle de la Qualité des Médicaments (LANACOME)
- ✓ Laboratoire National Vétérinaire (LANAVET)
- ✓ Limbe Nautical Arts and Fisheries Institute (LINAFLI)
- ✓ Mission de Développement du Nord-Ouest (MIDENO)
- ✓ Mission de Développement des Monts Mandara (MIDIMA)
- ✓ Mission d'Etudes pour l'Aménagement du Nord (MEADEN)
- ✓ Mission d'Etudes pour l'Aménagement de l'Océan (MEAO)
- ✓ Mission de Promotion des Matériaux Locaux (MIPROMALO)
- ✓ Mission de Régulation et d'Approvisionnement des Produits de grande consommation (MIRAP)
- ✓ National School of Local Administration (NASLA)
- ✓ Observatoire National sur les Changements Climatiques (ONCC)
- ✓ Office Céréalière (OC)
- ✓ Office National des Anciens Combattants (ONAC)
- ✓ Office National du Cacao et du Café (ONCC)
- ✓ Palais des Congrès (PC)
- ✓ Société de Développement du Cacao (SODECAO)
- ✓ South West Development Authority (SOWEDA)
- ✓ Upper Noun Valley Development Authority (UNVDA)
- ✓ Unité de Traitements Agricoles par Voie Aérienne (UTAVA)

II. 3.3. Analyse comparative

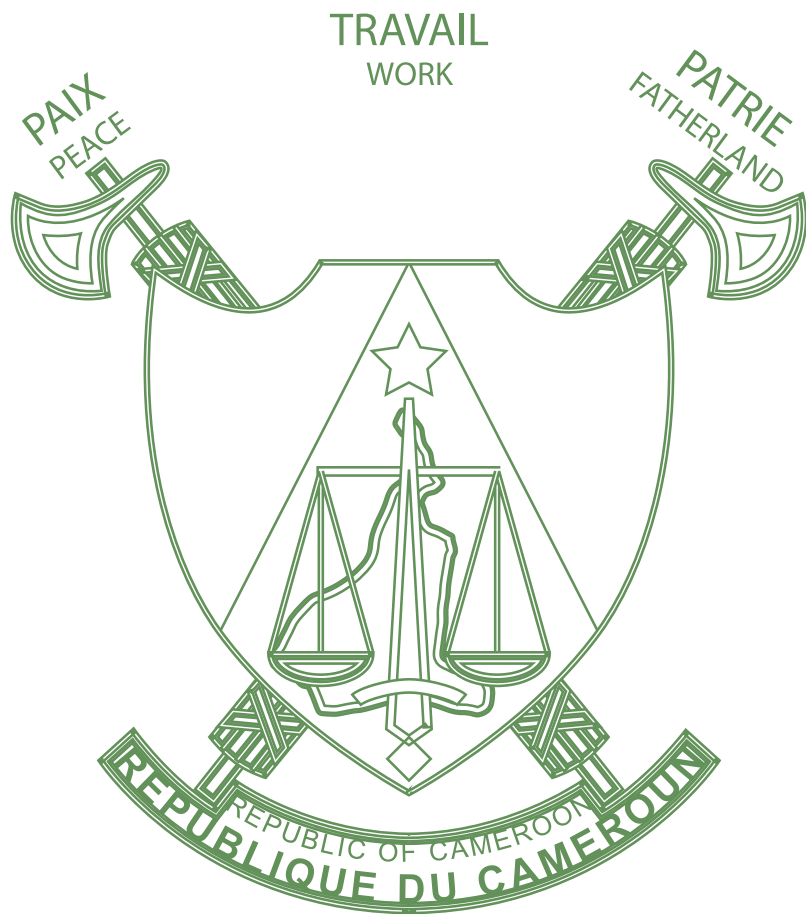
Le nombre d'Établissements Publics de première catégorie est resté stable, avec le maintien de la CNPS et du FEICOM dans ladite catégorie.

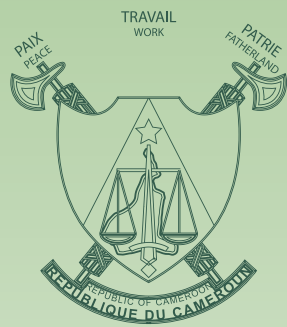
Le nombre d'Établissements Publics de deuxième catégorie est passé d'un Établissement à deux (02), avec l'entrée du Fonds Routier, qui passe de la cinquième (05) à la deuxième catégorie (02).

Le nombre d'Établissements Publics de troisième catégorie a régressé passant de six (06) à trois (03). La CENAME, le FODECC et le FNE en sortent.

Le nombre d'Établissements Publics de quatrième catégorie augmente légèrement passant de 12 à 13 avec l'entrée de AER, ARSEL, FODECC, FNE et la sortie de IRAD, CIRCB et SODECAO.

Le nombre d'Établissements Publics de cinquième catégorie reste constant à 54. Le Fonds Routier (FR), l'AER et l'ARSEL sortent alors que l'IRAD, le CIRCB et la SODECAO font leur entrée.

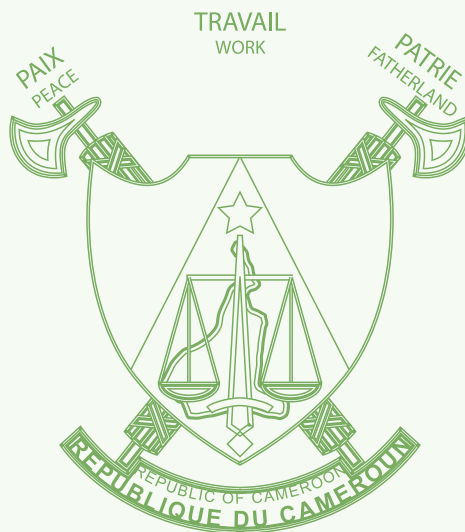




TROISIÈME PARTIE

TROISIÈME PARTIE :

RISQUES BUDGETAIRES LIÉS AUX EEP



Les EEP entretiennent avec l'Etat des relations financières et économiques susceptibles d'engendrer des risques pour le budget de l'Etat. Ces risques budgétaires s'appréhendent comme des facteurs pouvant entraîner des écarts entre les prévisions de recettes et/ou de dépenses et leurs réalisations effectives au cours d'un exercice budgétaire.

Cette partie traite précisément des risques endogènes et exogènes que font peser les entreprises et Etablissements Publics sur le budget de l'Etat. Elle s'appesantit sur les résultats issus notamment des états financiers, des comptes administratif et de gestion, des rapports des commissaires aux comptes de l'exercice 2023.

La présentation des risques que font peser les EEP sur le budget de l'Etat va se faire à travers les éléments se rapportant à la gouvernance et la performance (I), assortie des mesures de mitigation (II).

I- RISQUES BUDGETAIRES LIES A LA GOUVERNANCE ET LA PERFORMANCE DES EEP

De l'analyse de la performance des Établissements et Entreprises Publiques au Cameroun, il ressort une cartographie des risques budgétaires dont la probabilité de survenance et l'évaluation de l'impact budgétaire potentiel sont présentées dans le tableau de synthèse ci-dessous :

Tableau 47 : Synthèse des risques budgétaires des EEP

DESCRIPTION DES RISQUES	PROBABILITE DE SURVENANCE	EVALUATION DE L'IMPACT BUDGETAIRE POTENTIEL
<p>La mise en conformité des EEP appelle deux exigences à savoir: l'arrimage aux textes des statuts et des mandats des dirigeants sociaux. S'agissant de l'arrimage des statuts, les entités publiques dont les statuts ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur, sont exposées à la violation des règles en matière de gestion publique.</p> <p>Les dirigeants sociaux dont les mandats sont arrivés à échéance continuent de prendre des actes de gestion au sein des entités, susceptibles d'être frappés de nullité. Cela expose par conséquent, l'entité à des procès.</p>	Elevé	Elevé
<p>Les entités publiques ne disposant pas des dirigeants sociaux ne fonctionnent pas de façon optimale, en ce sens que les organes ne siègent pas. En effet, en l'absence du Conseil d'Administration, la politique générale n'est pas définie, orientée et la gestion n'est pas évaluée.</p>	Moyen	Elevé
<p>Conformément à la réglementation en vigueur, les entités publiques sont astreintes à la transmission de l'information financière fiable aux tutelles technique et financière. Cette information doit être transmise dans un délai fixé par la loi. La transmission tardive ou l'indisponibilité de l'information financière peut conduire à une mauvaise prévision budgétaire par l'Etat.</p>	Elevé	Elevé
<p>Dans le cadre des relations que l'Etat entretient avec les Entreprises Publiques, il bénéficie des prestations en contrepartie desquelles le paiement doit être fait. Il arrive cependant que des paiements connaissent un décalage plus ou moins long.</p>	Elevé	Elevé
<p>Les EEP sont le prolongement de l'Etat, créés pour la réalisation efficace de ses missions de service public et d'intérêt général. La viabilité et la pérennité de ces entités constituent un enjeu majeur pour l'Etat, qui peut les suppléer en cas de défaillance à répondre à leurs engagements</p>	Elevé	Elevé

Les salaires constituent dans certaines Entreprises, le principal poste de charge dans la mesure où ce poste absorbe la quasi-totalité de la richesse créée. Par conséquent, les autres charges ne sont pas couvertes et crée pour l'entreprise la dette.	Elevé	Elevé
Les Entreprises ne constituent pas des réserves aux amortissements de l'outil de production pour garantir son renouvellement. Dès lors qu'il est vétuste, il se retourne vers l'Etat en vue de l'acquisition de nouveaux équipements.	Faible	Moyen

A. RISQUES LIÉS A LA GOUVERNANCE

Les risques liés à la gouvernance des EEP peuvent être appréhendés du point de vue de la mise en conformité de ces entités à la législation et la réglementation en vigueur d'une part et sous le prisme de la disponibilité de l'information financière fiable d'autre part.

1. Risques liés à la gouvernance des Entreprises Publiques

a. Risques liés à la mise en conformité

La mise en conformité des EEP appelle deux exigences à savoir l'arrimage de leurs statuts aux textes et la

validité des mandats des dirigeants sociaux.

S'agissant de l'arrimage des statuts, les entités publiques dont les statuts ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur sont exposées à la violation des règles en matière de gestion publique.

Les statistiques à date font état de ce que, sur un effectif global de 47 Entreprises Publiques, seules 34 se sont conformées aux dispositions de l'article 124 de la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 régissant les Entreprises Publiques, soit un taux global de mise en conformité de 72,3%.

Le détail est repris dans le tableau ci-après :

N°	SIGLES	Mise en conformité
1	CAMTEL	CONFORME
2	CAMAIR-Co	CONFORME
3	SIC	CONFORME
4	CDC	NON CONFORME
5	SNI	NON CONFORME
6	PAD	CONFORME
7	CAMWATER	CONFORME
8	SEMRY	CONFORME
9	CHC	CONFORME
10	ALUCAM	CONFORME
11	CNIC	CONFORME
12	SONARA	CONFORME
13	SCDP	CONFORME
14	EDC	CONFORME
15	CBC	NON CONFORME
16	BC- PME	NON CONFORME
17	CFC	NON CONFORME
18	PAK	CONFORME
19	MATGENIE	CONFORME
20	SONATREL	CONFORME
21	PAL	CONFORME
22	SONAMINES	CONFORME
23	SNH	CONFORME

N°	SIGLES	Mise en conformité
24	HYDRO MEKIN	NON CONFORME
25	PPPIc	CONFORME
26	LANAVET	CONFORME
27	ANAFOR	CONFORME
28	AYABA HOTEL	NON CONFORME
29	LABOGENIE	CONFORME
30	SOHLI	CONFORME
31	SOPECAM	CONFORME
32	SHNC	CONFORME
33	SRC	CONFORME
34	MAETUR	CONFORME
35	SHE	CONFORME
36	CICAM	NON CONFORME
37	CAMPOST	NON CONFORME
38	SGHC	CONFORME
39	SODECOTON	CONFORME
40	SODEPA	CONFORME
41	MIDEPECAM	NON CONFORME
42	ALUBASSA	CONFORME
43	ADC	CONFORME
44	CAMTAINER	NON CONFORME
45	MAGZI	CONFORME
46	UTAVA	NON CONFORME
47	CPE	NON CONFORME

Source : MINFI/DGB/DPC

Du tableau ci-dessus, il ressort que 13 Entreprises Publiques n'ont pas leurs textes arrimés aux dispositions de l'article 124 de la Loi n°2017/011.

b. Risques liés à l'absence des organes de gestion, des dirigeants sociaux au sein de certaines Entreprises Publiques et à la validité de leurs mandats

Les entités publiques ne disposant pas des organes de gestion ne fonctionnent pas de façon optimale. En effet, en l'absence d'une Assemblée Générale, il n'est pas possible de statuer sur les états financiers de synthèse de l'exercice et de décider de l'affectation des résultats. Pour les Entreprises Publiques ne disposant pas de Conseil d'Administration, la politique générale n'est pas définie, orientée et la gestion n'est pas évaluée. Le tableau ci-dessous présente les Entreprises Publiques qui n'ont pas des organes de gestion.

N°	ENTREPRISES PUBLIQUES	SITUATION
1	SODEPA	✓ ABSENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
2	SOPECAM	✓ ABSENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
3	CAMTAINER	✓ ABSENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ✓ ABSENCE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION ✓ ABSENCE DE DIRECTION GENERALE
4	CPE	✓ ABSENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ✓ ABSENCE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION ✓ ABSENCE DE DIRECTION GENERALE

L'analyse de la situation des mandats des Entreprises Publiques révèle l'absence de dirigeants nommés à la tête des organes de gestion. Le fonctionnement desdites entreprises s'en retrouve par conséquent affecté. Ainsi, il leur est difficile d'atteindre les objectifs qui leur sont assignés. L'évaluation à ce sujet fait ressortir que 19 Entreprises Publiques sur les 47 que compte le portefeuille, n'ont pas de dirigeants sociaux. Le détail est repris dans le tableau ci-après :

ENTREPRISE PUBLIQUE	SITUATION
1. CAMAIR-Co	Poste de DGA Poste non pourvu
2. CHC.SA	Poste de DG Poste non pourvu Poste de DGA Poste non pourvu
3. CNIC	Poste de DGA Poste non pourvu
4. CPE	Poste de DGA Poste non pourvu
5. EDC	Poste de DGA Poste non pourvu
6. HYDRO MEKIN	Poste de DGA Poste non pourvu
7. CNIC	Poste de DGA Poste non pourvu
8. LANAVET	Poste de DGA Poste non pourvu
9. MAETUR	Poste de DGA Poste non pourvu
10. MIDEPECAM	Poste de DGA Poste non pourvu
11. PAL	Poste de PCA Poste non pourvu Poste de DGA Poste non pourvu Poste de DG Poste non pourvu
12. SEMRY	Poste de DGA Poste non pourvu
13. SGHC	Poste de DGA Poste non pourvu

ENTREPRISE PUBLIQUE	SITUATION
14. SHE	Poste de DGA Poste non pourvu
15. SHNC	Poste de DGA Poste non pourvu
16. SNH	Poste de DGA Poste non pourvu
17. SONARA	Poste de DGA Poste non pourvu
18. SODEPA	Poste de DGA Poste non pourvu
19. SOHLI	Poste de DGA Poste non pourvu

Source : MINFI/DGB/DPC

Il ressort de l'examen de la situation des dirigeants sociaux que 60 ont des mandats arrivés à échéance. Par conséquent, ils ne devraient plus présider aux destinées des organes à la tête desquels ils se trouvent. Cependant, ils continuent à prendre des actes de gestion, susceptibles d'être frappés de nullité, toutes choses qui exposent l'entité à des procès.

Les Entreprises Publiques dont les mandats des dirigeants sociaux sont échus, figurent dans le tableau ci-dessous :

N°	RAISON SOCIALE	PCA	DG	DGA
1	ADC	Non échu	Echu	Non Echu
2	ALUBASSA	Echu	Echu	Echu
3	ALUCAM	Poste non pourvu	Echu	Echu
4	ANAFOR	Echu	Echu	Echu
5	AYABA HOTEL	Echu	Echu	Echu
6	BC- PME	Echu	Non échu	Non échu
7	CAMAIR-Co	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
8	CAMPOST	Echu	Non échu	Echu
9	CAMTAINER	Echu	Echu	Echu
10	CAMTEL	Non échu	Non échu	Non échu
11	CAMWATER	Non échu	Non échu	Non échu
12	CBC	Non échu	Non échu	Non échu
13	CDC	Echu	Non échu	Non échu
14	CFC	Echu	Echu	Echu
15	CHC.SA	Echu	Poste non pourvu (interimaire)	Poste non pourvu
16	CICAM	Non échu	Non échu	Non échu
17	CNIC	Echu	Non échu	Poste non pourvu
18	CPE	Non échu	Echu	Poste non pourvu
19	EDC	Echu	Echu	Poste non pourvu
20	HYDRO MEKIN	Echu	Echu	Poste non pourvu
21	LABOGENIE	Echu	Non échu	Echu

N°	RAISON SOCIALE	PCA	DG	DGA
22	LANAVET	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
23	MAETUR	Non échu	Echu	Poste non pourvu
24	MAGZI	Echu	Echu	Echu
25	MATGENIE	Echu	Non échu	Non échu
26	MIDEPECAM	Echu	Echu	Poste non pourvu
27	PAD	Echu	Non échu	Non échu
28	PAK	Echu	Non échu	Non échu
29	PAL	Poste non pourvu	Poste non pourvu	Poste non pourvu
30	PPPIc	Echu	Non échu	Non échu
31	SCDP	Echu	Non échu	Non échu
32	SEMRY	Echu	Non échu	Poste non pourvu
33	SGHC	Echu	Echu	Poste non pourvu
34	SHE	Echu	Non échu	Poste non pourvu
35	SHNC	Echu	Echu	Poste non pourvu
36	SIC	Non échu	Non échu	Non échu
37	SNH	Echu	Echu	Poste non pourvu
38	SNI	Non échu	Echu	Echu
39	SODECOTON	Echu	Non échu	Non échu
40	SODEPA	Poste non pourvu	Non échu	Poste non pourvu
41	SOHLI	Echu	Echu	Poste non pourvu
42	SONAMINES	Non échu	Non échu	Non échu
43	SONARA	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
44	SONATREL	Non échu	Non échu	Non échu
45	SOPECAM	Echu	Echu	
46	SRC	Non échu	échu	échu
47	UTAVA	Poste non pourvu	échu	

Source : MINFI/DGB/DPC

Du tableau ci-dessus, il ressort que sur une population de 47 Entreprises Publiques, on dénombre 139 postes de dirigeants sociaux répartis comme suit : 47 PCA, 47 DG et 45 DGA.

La situation des mandats est reprise dans le tableau de synthèse ci-dessous :

SITUATION DES MANDATS	PCA	DG	DGA	TOTAL
ÉCHU	28	21	11	60
NON ÉCHU	15	24	16	55
Poste non pourvu	4	2	18	24
TOTAL	47	47	45	139

Source : MINFI/DGB/DPC

c. Risques liés à l'indisponibilité de l'information financière

Conformément à l'article 9(2) de la loi n°2017, les Entreprises Publiques sont astreintes à la transmission de l'information financière sincère et fiable aux tutelles technique et financière. La non transmission de l'information financière ne permet pas la transparence

dans la gestion des finances publiques et par conséquent, peut entraîner une mauvaise prévision budgétaire de l'Etat.

Au 31 décembre 2023, il ressort que sur une population de 47 Entreprises Publiques, 20 ont transmis des états financiers certifiés, 22 ont transmis des DSF et 05 sont défaillants. Le détail est repris dans le tableau suivant :

N°	RAISON SOCIALE	NATURE DE DOCUMENTS TRANSMIS
1	ADC	ETATS FINANCIERS
2	ALUBASSA	DSF
3	ALUCAM	DSF
4	ANAFOR	DSF
5	AYABA HOTEL	DSF
6	BC- PME	ETATS FINANCIERS
7	CAMAIR-Co	DSF
8	CAMPOST	DSF
9	CAMTAINER	NON DISPONIBLE
10	CAMTEL	DSF
11	CAMWATER	DSF
12	CBC	DSF
13	CDC	ETATS FINANCIERS
14	CFC	DSF
15	CHC.SA	DSF
16	CICAM	ETATS FINANCIERS
17	CNIC	DSF
18	CPE	DSF
19	EDC	DSF
20	HYDRO MEKIN	DSF
21	LABOGENIE	ETATS FINANCIERS
22	LANAVET	DSF
23	MAETUR	ETATS FINANCIERS
24	MAGZI	ETATS FINANCIERS
25	MATGENIE	NON DISPONIBLE
26	MIDEPECAM	ETATS FINANCIERS
27	PAD	ETATS FINANCIERS
28	PAK	ETATS FINANCIERS
29	PAL	NON DISPONIBLE
30	PPPIc	ETATS FINANCIERS
31	SCDP	ETATS FINANCIERS
32	SEMRY	NON DISPONIBLE
33	SGHC	DSF
34	SHE	ETATS FINANCIERS
35	SHNC	NON DISPONIBLE
36	SIC	ETATS FINANCIERS
37	SNH	DSF

N°	RAISON SOCIALE	NATURE DE DOCUMENTS TRANSMIS
38	SNI	ETATS FINANCIERS
39	SODECOTON	DSF
40	SODEPA	DSF
41	SOHLI	DSF
42	SONAMINES	ETATS FINANCIERS
43	SONARA	ETATS FINANCIERS
44	SONATREL	ETATS FINANCIERS
45	SOPECAM	DSF
46	SRC	ETATS FINANCIERS
47	UTAVA	ETATS FINANCIERS

Source : MINFI/DGB/DPC

2. Risques liés à la gouvernance des Etablissements Publics

a. Risques liés à la mise en conformité

En ce qui concerne les Etablissements Publics, sur un ensemble de 85 EP, 75 se sont déjà conformés aux dispositions de l'article 66 de la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des Etablissements Publics, tel qu'illustré dans le tableau qui suit :

Tableau 48 : Liste des Etablissements Publics non conformes en 2023

N°	STRUCTURES	SIGLE	TUTELLE TECHNIQUE	ÉTAT DE CONFORMITÉ
1.	Caisse de Développement de l'Élevage du Nord	CDEN	MINEPIA	NON CONFORME
2.	Caisse de Développement de l'Élevage du Nord-Ouest	CDENO	MINEPIA	NON CONFORME
3.	Comité de Gestion FAO/PAM/CNCCF	FAO/PAM	MINADER	NON CONFORME
4.	Cameroon Radio and Television	CRTV	MINCOM	NON CONFORME
5.	École Internationale des Forces de Sécurité	EIFORCES	PRC	NON CONFORME
6.	Fonds de Développement des Filières Cacao et Café	FODECC	MINCOMMERCE	NON CONFORME
7.	Fonds Routier	FR	MINFI	NON CONFORME
8.	Mission de Régulation des Produits de grande consommation	MIRAP	MINCOMMERCE	NON CONFORME
9.	Mission d'Études pour l'Aménagement de l'Océan	MEAO	MINEPAT	NON CONFORME
10.	South West Development Authority	SOWEDA	MINADER	NON CONFORME

b. Risques liés à l'absence des dirigeants à la tête des organes de gestion de certains Etablissements Publics et à la validité de leurs mandats

Les Etablissements Publics ne disposant pas de dirigeants à la tête de leurs organes de gestion ne permet pas leur fonctionnement optimal. En effet, l'absence du Président du Conseil d'Administration ou du Directeur Général constitue des risques de gouvernance évidents en ce sens que la politique générale de l'entité n'est pas définie et la gestion n'est pas évaluée.

Le tableau ci-dessous présente les Etablissements Publics n'ayant pas de dirigeants sociaux.

ETABLISSEMENTS PUBLICS	SITUATION
1. FAO/PAM	ABSENCE DU PCA
2. FNE	ABSENCE DU PCA ABSENCE DE DGA
3. LANACOME	ABSENCE DE PCA
4. MEADEN	ABSENCE DE PCA
5. ONACC	ABSENCE DE DGA
6. UTAVA	ABSENCE DE PCA

ETABLISSEMENTS PUBLICS	SITUATION
7. ANRP	ABSENCE DE DGA
8. CNDT	ABSENCE DE DGA
9. CSPH	ABSENCE DE DGA
10. FEICOM	ABSENCE DE DGA
11. MIDENO	ABSENCE DE DGA
12. MIDIMA	ABSENCE DE DGA
13. MIPROMALO	ABSENCE DE DGA

Source : MINFI/DGB/DPC

L'analyse de la situation des Etablissements Publics révèle l'absence de dirigeants nommés à la tête de certains organes de gestion. L'évaluation à ce sujet fait ressortir que 13 Etablissements Publics n'ont pas de dirigeants sociaux.

Sur les 232 postes de dirigeants sociaux qui existent dans les 85 Etablissements Publics, 192 sont pourvus, soit 85,75 % et 40 Poste non pourvus soit 17,24 %. Parmi les 192 dirigeants nommés, 82 ont des mandats échus, soit 42,48 % contre 110 soit 57.29 % de mandats non échus.

La situation des mandats des dirigeants sociaux est présentée dans le tableau ci-dessous :

N°	ENTITES	PCA	DG	DGA
1	AER	Echu	Echu	Echu
2	ANAFOOT	Echu	Non échu	Non échu
3	ANOR	Echu	Echu	Echu
4	ANRP	Echu	Echu	Poste non pourvu
5	ANTIC	Echu	Echu	Echu
6	API	Echu	Echu	Echu
7	APME	Echu	Non échu	NC
8	APN	Echu	Non échu	Non échu
9	ARMP	Non échu	Echu	NC
10	ARSEL	Echu	Non échu	Echu
11	ART	Non échu	Non échu	Echu
12	ASCNPD	Echu	Echu	Echu
13	BUCREP	Echu	Echu	Echu
14	BUNEC	Echu	Non échu	Non échu
15	CAA	Non échu	Non échu	Echu
16	CCAA	Echu	Non échu	Echu
17	CDEN	Poste non pourvu	Echu	NC
18	CDENO	Echu	Echu	NC
19	CDPM	Echu	Echu	NC
20	CENAME	Non échu	Non échu	NC
21	CENEEMA	Non échu	Non échu	NC
22	CHRACERH	Non échu	Echu	NC
23	CHU	Echu	Non échu	Non échu
24	CIRCB	Echu	Echu	Echu
25	CILSN	Non échu	Non échu	Non échu

N°	ENTITES	PCA	DG	DGA
26	CNCC	Echu	Echu	Echu
27	CNDT	Echu	Non échu	Poste non pourvu
28	CNPS	Non échu	Echu	Poste non pourvu
29	CNRPH	Echu	Non échu	Non échu
30	CPC	Non échu	Non échu	Non échu
31	CRTV	Non échu	Non échu	Non échu
32	CSPH	Echu	Non échu	Poste non pourvu
33	EIFORCES	Echu	Non échu	Non échu
34	ENAM	Non échu	Non échu	Non échu
35	ENSTP	Non échu	Non échu	Non échu
36	FAO/PAM	Poste non pourvu	Echu	Non échu
37	FEICOM	Non échu	Echu	Poste non pourvu
38	FNE	Poste non pourvu	Echu	Poste non pourvu
39	FODECC	Non échu	Non échu	NC
40	Fonds Routier	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
41	GCE BOARD	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
42	HGD	Non échu	Non échu	Non échu
43	HGOPED	Echu	Echu	NC
44	HGOPY	Non échu	Non échu	Echu
45	HGY	Non échu	Non échu	Non échu
46	IMPM	Poste non pourvu	Poste non pourvu	Poste non pourvu
47	Imprimerie Nationale	Echu	Non échu	Echu
48	INC	Poste non pourvu	Poste non pourvu	Poste non pourvu
49	INJS	Non échu	Non échu	Non échu
50	INS	Echu	Echu	Echu
51	IRAD	Non échu	Echu	Non échu
52	IRGM	Poste non pourvu	Echu	Poste non pourvu
53	ISMP	Echu	Echu	Non échu
54	LANACOME	Poste non pourvu	Non échu	NC
55	LINAFI	Echu	Non échu	Non échu
56	MEADEN	Poste non pourvu	Echu	NC
57	MEAO	Echu	Echu	Poste non pourvu
58	MIDENO	Echu	Non échu	Poste non pourvu
59	MIDIMA	Echu	Non échu	Poste non pourvu

N°	ENTITES	PCA	DG	DGA
60	MIPROMALO	Echu	Non échu	Poste non pourvu
61	MIRAP	Echu	Echu	Echu
62	NASLA	Non échu	Non échu	Non échu
63	OBC	Echu	Non échu	Non échu
64	Office Céréaliier	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
65	ONACAM	Echu	Echu	Echu
66	ONACC	Poste non pourvu	Poste non pourvu	Poste non pourvu
67	ONCC	Non échu	Non échu	Non échu
68	ONZFI (APZE)	Poste non pourvu	Poste non pourvu	Poste non pourvu
69	Palais des Congres	Echu	Echu	Non échu
70	SOECAO	Non échu	Non échu	Non échu
71	SOWEDA	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
72	SUP'TIC	Poste non pourvu	Poste non pourvu	Poste non pourvu
73	Université de Buéa	Echu	Non échu	NC
74	Université de Bamenda	Non échu	Non échu	NC
75	Université de Bertoua	Non échu	Non échu	NC
76	Université d'Ebolowa	Non échu	Non échu	NC
77	Université de Douala	Non échu	Non échu	NC
78	Université de Dschang	Non échu	Non échu	NC
79	Université de Garoua	Non échu	Non échu	NC
80	Université de Maroua	Non échu	Non échu	NC
81	Université de Ngaoundéré	Non échu	Non échu	NC
82	UNVDA	Non échu	Non échu	Poste non pourvu
83	UTAVA	Poste non pourvu	Poste non pourvu	Poste non pourvu
84	Université de Yaoundé I	Non échu	Non échu	NC
85	Université de Yaoundé II	Echu	Non échu	NC

Source : MINFI/DGB/DPC

La situation des mandats est reprise dans le tableau de synthèse ci-dessous :

Tableau 49 : Présentation de la situation des mandats des dirigeants sociaux des Etablissements Publics en 2023

SITUATION DES MANDATS	PCA	DG	DGA	Total
Echu	37	28	17	82
Non échu	36	51	23	110
Poste non pourvu	12	6	22	40
Total	85	85	62	232

Source : MINFI/DGB/DPC

✓ **Risques liés à l'indisponibilité de l'information financière**

Les dirigeants des Etablissements Publics sont tenus transmettre aux tutelles technique et financière l'information financière fiable au plus tard le 30 juin de l'année N s'agissant des comptes de l'exercice N-1.

Au 31 décembre 2023, sur une population de 85 Etablissements Publics, 78 ont transmis les comptes administratif et de gestion.

La liste des Etablissements Publics n'ayant pas transmis les comptes est reprise dans le tableau suivant :

N°	RAISON SOCIALE
1	CAMEROON RADIO AND TELEVISION
2	CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE
3	CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT
4	CAISSE DE STABILISATION DES PRIX DES PRIX DES HYDROCARBURES
5	COMITE DE GESTION FAO/PAM/CNCCF
6	FONDS SPECIAL D'ÉQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTER COMMUNALE
7	UNIVERSITE DE YAOUNDE II

✓ **Risques liés à la non maîtrise des prévisions des recettes propres**

Les Établissements Publics sont astreints au respect des principes budgétaires dans leur prévision de recettes. Cependant, il peut arriver que les prévisions soient effectuées au mépris du principe du réalisme budgétaire, situation qui a pour conséquence des réalisations faibles, illustrée à travers notamment : CILSN 4,6%, ANAFOOT 8,4%, ISMP 10%, MIDENO 13,9%.

✓ **RISQUES LIES A LA PERFORMANCE**

Les risques liés à la performance peuvent être inhérents aux EEP ou alors du fait de l'Etat.

1. Les risques liés aux Entreprises Publiques

a. Risques liés à la libération du capital par l'Etat actionnaire.

Le capital social permet à l'entreprise de constituer et d'exercer son activité. Sa non libération en temps opportun ou sa libération partielle crée des déficits et l'entreprise ne peut pas réaliser son objet social efficacement et partant ne peut atteindre l'objectif escompté. De ce fait, la performance financière et même opérationnelle ne peut être atteinte, les charges d'exploitation ne peuvent pas être couvertes, l'entreprise cumule des pertes et dépend des appuis financiers de l'Etat. C'est le cas de : HYDRO MEKIN, CAMPOST et CNIC.

b. Risques liés à la recapitalisation par l'Etat actionnaire

L'Entreprise Publique est une unité économique créée pour générer des profits à travers son exploitation. L'Etat libère à son profit le capital social, en vue de la réalisation des activités liées à son objet social. Cependant, il peut arriver que, pour diverses raisons, cet objectif ne soit pas atteint. Quelques fois dans son déploiement, les ressources générées ne couvrent pas l'ensemble des charges d'exploitation, cumulant ainsi des pertes successives qui absorbent les capitaux propres, devenant inférieurs à la moitié du capital social. Dans ce cas de figure, l'Acte Uniforme OHADA propose deux options à savoir : les propriétaires décident de la poursuite de l'activité ou de son arrêt. Lorsque les actionnaires décident de la poursuite des activités, la recapitalisation est nécessaire. En ce qui concerne les Entreprises Publiques, il revient à l'actionnaire Etat de mener des diligences visant la reconstitution des capitaux propres de l'Entreprise. Cette recapitalisation constitue un risque pour le budget de l'Etat.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2023, les besoins de recapitalisation se chiffrent à **FCFA 504 870 446 649**. Le détail est repris dans le tableau ci-après :

N	SIGLE	CAPITAL SOCIAL 2023	CAPITAUX PROPRES 2023	RECAPITALISATION
1	ANAFOR	4 238 873 135	824 963 915	1 294 472 653
2	CDC	53 503 180 084	- 35 336 009 865	62 087 599 907
3	SEMRY	25 386 350 210	12 683 719 422	9 455 683
4	ALUCAM	21 266 200 422	- 28 361 113 908	38 994 214 119
5	CICAM	1 158 000 000	- 20 680 475 773	21 259 475 773
6	HYDRO MEKIN	7 500 000 000	- 4 950 164 493	8 700 164 493
7	LANAVET	4 973 950 000	2 193 827 228	293 147 772
8	SONARA	19 560 062 500	- 154 221 221 594	164 001 252 844
9	AYABA HOTEL	4 034 939 404	218 116 846	1 799 352 856
10	BC- PME	20 000 000 000	3 068 528 961	6 931 471 039
11	CAMAIR-Co	109 000 000 000	- 47 936 419 871	102 436 419 871
12	CAMPOST	1 000 000 000	- 70 470 348 861	70 970 348 861
13	CNIC	18 842 700 000	- 13 473 103 006	22 894 453 006
14	SGHC	926 720 000	116 438 062	346 921 938
15	SHE	1 375 000 000	- 894 337 988	1 581 837 988
16	SHNC	2 414 445 145	- 62 635 274	1 269 857 847
TOTAL		295 180 420 900	- 357 280 236 199	504 870 446 649

Du tableau ci-dessus, il ressort que ce risque est porté par cinq (05) entreprises, qui représentent 87% en valeur relative du besoin de recapitalisation, soit **FCFA 438 489 835 602** en valeur absolue. Il s'agit de :



c. Risque lié au paiement des prestations réalisées

L'Etat entretient des relations commerciales avec certaines Entreprises Publiques. Dans ce cadre, il bénéficie des prestations en contrepartie desquelles des paiements sont requis.

Il arrive cependant que ces paiements connaissent un décalage plus ou moins long. En effet, les créances non payées au cours de l'exercice auquel elles se

Le tableau ci-dessous en est une illustration.

ENTREPRISES	PÉRIODE	DETTE DE L'ÉTAT VIS-À-VIS DE L'ENTITÉ
CAMTEL	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023	147 627 201 254
SOPECAM	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023	862 494 900
PAD	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023	57 085 563 192
TOTAL		205 575 259 346

Source : MINFI/DGB/DPC

De manière globale, l'État est redevable d'une somme de **FCFA 205 575 259 346** répartie comme suit :

- ✓ **FCFA 147 627 201 254** au profit de CAMTEL ;
- ✓ **FCFA 862 494 900** au profit de SOPECAM ;
- ✓ **FCFA 57 085 563 192** au profit de PAD.

d. Risques liés aux prix administrés et aux missions de service public réalisées par les Entreprises Publiques

L'Etat administre les prix pratiqués par certaines Entreprises Publiques sur certains biens et services, pour des raisons sociales, entre autres. Cela constitue pour lui un risque budgétaire, dans la mesure où, la non compensation des pertes consécutives à l'administration des prix peut empêcher la couverture des charges d'exploitation notamment les impôts, les salaires du personnel, avec comme corollaire l'allocation des concours financiers non budgétisés (SIC, CAMWATER, SEMRY).

Par ailleurs, dans le cadre de leur déploiement, les Entreprises Publiques réalisent en marge de leur objet

rattachent, sont structurées à travers une convention qui établit la dette de l'Etat et étale son paiement sur plusieurs exercices suivant un échéancier élaboré en fonction de la trésorerie de l'Etat.

Cette pratique est de nature à affecter l'équilibre des Entreprises Publiques concernées, surtout lorsque le poids de la créance est important à l'instar de certaines entreprises pour lesquelles la créance sur l'Etat représente 10 à 20% du chiffre d'affaires.

social des missions de service public en suppléance de l'Etat. Ces activités obèrent leur trésorerie destinée initialement au financement des charges d'exploitation et des investissements. En cas de non remboursement du coût des missions de service public, ces entités s'abstiennent très souvent de s'acquitter de leurs charges fiscales (SODECOTON, SEMRY, SOPECAM).

e. Risques liés à l'endettement

Les Entreprises Publiques sont créées par l'Etat, pour générer du profit. Elles doivent permettre à l'Etat de disposer des ressources pour financer ses activités. La viabilité et la pérennité de ces entités constituent un enjeu majeur pour l'Etat, qui peut les suppléer en cas de défaillance à répondre à leurs engagements. Ainsi, l'endettement des Entreprises Publiques exerce une pression sur la trésorerie publique et constitue par conséquent un risque budgétaire.

Le montant global de la dette des Entreprises Publiques au titre de l'exercice 2023 s'élève à **FCFA 4 771 615 775 069**, repartis par nature dans le tableau ci-après :

SIGLE.S	DETTE FINANCIERE 2023	DETTE COMMERCIALE 2023	Dettes fiscales et sociales	Autres dettes	TOTAL DETTE
ADC SA	33 208 162 293	2 850 481 103	4 629 854 833	295 259 088	40 983 757 317
ALUBASSA		487 282 153	98 700 393	153 747 985	739 730 531
ALUCAM	80 111 077 142	94 103 950 365	5 499 029 269	352 679 213	180 066 735 989
ANAFOR	99 556 481	56 041 119	63 667 190	13 041 036	232 305 826
AYABA HOTEL	-	-	-	-	-

SIGLE.S	DETTE FINANCIERE 2023	DETTE COMMERCIALE 2023	Dettes fiscales et sociales	Autres dettes	TOTAL DETTE
BC-PME S.A	517 261 890	-	1 319 834 577		1 837 096 467
CAMAIR-CO	16 992 908 136	23 431 913 266	7 508 866 892	37 650 092 537	85 583 780 831
CAMPOST	32 159 809 088	85 503 297 740	5 407 660 346	30 648 564 179	153 719 331 353
CAMTEL	483 507 000 000	157 002 455 821	108 000 000 000	4 137 944 293	752 647 400 114
CAMWATER	689 125 000 000	18 768 554 582	2 625 599 961	2 247 891 614	712 767 046 157
CBC BANK	11 853 967 985	-	26 042 545 540		37 896 513 525
CDC	25 659 633 060	19 250 882 566	82 275 637 523	11 327 567 574	138 513 720 723
CFC	264 291 884 690	-	17 893 380 481		282 185 265 171
CHC	834 364 043	2 803 855 709	2 072 633 881	683 915 087	6 394 768 719
CICAM SA	7 853 367 139	11 841 228 327	9 565 231 728	4 519 104 745	33 778 931 939
CNIC	7 040 889 116	15 187 295 980	5 175 427 803	1 483 311 725	28 886 924 624
CPE		-			-
EDC	129 000 000 000	2 279 878 521	8 250 381 242	39 775 028 677	179 305 288 440
HM	-	929 979 762	381 378 674	6 522 699 783	7 834 058 219
LABOGENIE	2 727 863 077	2 366 414 166	5 803 940 565	675 694 865	11 573 912 673
LANAVET	-	126 730 529	379 332 043	171 713 714	677 776 286
MAETUR	7 944 073 578	1 694 645 131	2 089 808 330	6 450 955 663	18 179 482 702
MAGZI	4 785 843 916	191 515 888	2 293 144 204	4 836 701 871	12 107 205 879
MATGENIE	1 110 399 736	-	-	-	1 110 399 736
MIDEPECAM		57 212 252	142 630 087	99 300 840	299 143 179
PAD	83 768 251 575	50 943 728 022		211 421 571 370	346 133 550 967
PAK	5 014 593 000	3 166 543 893	9 184 282 698	152 000 000 000	169 365 419 591
(P.A.L)	85 554 128	293 841 264	155 375 816	1 949 862 305	2 484 633 513
	2 144 402 931	220 034 067	3 707 163 953	227 155 675	6 298 756 626
SCDP	15 836 108 784	8 335 962 806	28 023 919 454	1 866 223 170	54 062 214 214
SEMRY	288 573 750	2 795 181 733	4 138 820 844	221 743 577	7 444 319 904
HOTEL MONT FEBE	693 061 391	776 841 953	2 149 718 044	992 555 442	4 612 176 830
SHE	224 918 619	29 359 906	376 235 290	752 821 577	1 383 335 392
SHNC	1 119 198 036	-	-	-	1 119 198 036
SIC	4 044 718 149	1 398 494 076	2 880 002 711	10 265 351 285	18 588 566 221
SNH	3 627 055 253	863 826 487	25 521 044 423	358 322 573	30 370 248 736
SNI	67 164 000 529	-	705 962 136		67 869 962 665
SODECOTON SA	6 835 172 446	47 742 473 007	3 936 992 049	84 796 580 057	143 311 217 559
SODEPA	5 005 495 507	381 206 650	780 895 059	548 298 889	6 715 896 105
HOTEL SAWA SA	292 431 844	587 382 285	599 801 358	7 230 207	1 486 845 694
SONAMINES	-	31 086 358	72 799 099	28 144 267	132 029 724
SONARA	471 998 941 058	105 195 366 405	285 063 415 551	4 995 876 038	867 253 599 052
SONATREL	252 000 000 000	9 346 473 372	76 382 120 962	5 331 408 357	343 060 002 691
SOPECAM	991 462 460	6 093 687 311	2 697 332 360	590 542 324	10 373 024 455
SRC		843 282 976	303 344 909		1 146 627 885
UTAVA	51 459 537	187 039 794	637 761 658	207 311 819	1 083 572 808
TOTAL	2 720 008 460 367	678 165 427 345	744 835 673 936	628 606 213 421	4 771 615 775 069

Le tableau ci-dessus laisse transparaître les observations ci-après :

Cinq (05) Entreprises Publiques sur 47 ont un endettement abyssal et représentent ainsi un risque élevé pour le budget de l'Etat, soit **FCFA 3 021 861 598 981**. Il s'agit de : SONARA, CAMTEL, CAMWATER, PAD, SONATREL.

Le montant global de la dette financière est de **FCFA 2 720 008 460 367** en valeur absolue et 57% en valeur relative de l'endettement total. Cette dette est principalement portée par : CAMWATER (**FCFA 689 125 000 000**), CAMTEL (**FCFA 483 507 000 000**), SONARA (**FCFA 471 998 941 058**), CFC (**FCFA 264 291 884 690**) et SONATREL (**FCFA 252 000 000 000**).

En ce qui concerne la dette commerciale, elle s'élève globalement à **FCFA 678 165 427 345**, répartie essentiellement entre : CAMTEL (**FCFA 157 002 455 821**), SONARA (**FCFA 105 195 366 405**), ALUCAM (**FCFA 94 103 950 365**), CAMPOST (**FCFA 85 503 297**

740) et PAD (**FCFA 50 943 728 022**).

Pour ce qui est des dettes fiscale et sociale, elles se chiffrent à **FCFA 744 835 673 936**. Ici les entreprises les plus endettées sont les suivantes : SONARA (**FCFA 285 063 415 551**), CAMTEL (**FCFA 108 000 000 000**), CDC (**FCFA 82 275 637 523**), SONATREL (**FCFA 76 382 120 962**) et SCDP (**FCFA 28 023 919 454**).

f. Risques liés au poids des charges du personnel

Les salaires constituent dans certaines Entreprises, le principal poste de charge. Ledit poste absorbe la quasi-totalité de la richesse créée. Par conséquent, les autres charges ne sont pas couvertes, toute chose qui génère la dette pour l'entreprise.

Le tableau ci-dessous nous présente la situation des Entreprises dont les charges du personnel constituent un risque pour le budget de l'Etat.

SIGLE	VALEUR AJOUTEE 2023	CHARGE DU PERSONNEL 2023	POIDS DES CHARGE DU PERSONNEL
1) MIDEPECAM	11 742 491	132 334 367	1127,00%
2) EDC	613 324 274	3 653 504 567	595,70%
3) MATGENIE	330 894 859	1 876 318 555	567,00%
4) SEMRY	226 499 517	983 063 793	434,00%
5) SONARA	2 725 980 120	9 862 420 606	361,80%
6) PPPIC	383 223 014	1 307 896 921	341,30%
7) SHNC	75 710 757	232 993 780	307,70%
8) CAMWATER	5 753 392 418	15 965 691 563	277,50%
9) SHE	27 743 170	76 683 750	276,40%
10) CNIC	1 806 922 052	4 007 903 937	221,80%
11) MAETUR	621 508 713	1 234 196 192	198,60%
12) CDC	11 736 731 243	20 546 654 965	175,10%
13) SODEPA	1 101 239 097	1 780 727 822	161,70%
14) CAMPOST	5 052 056 172	6 316 368 595	125,00%
15) LANAVET	459 802 926	556 132 433	121,00%
16) BC- PME	804 300 779	936 035 131	116,40%
17) PAK	8 625 357 713	9 123 422 957	105,80%
18) ANAFOR	521 297 760	542 679 056	104,10%
19) HYDRO MEKIN	781 105 206	781 803 013	100,10%
20) SGHC	1 011 084 237	909 689 953	90,00%
21) MAGZI	993 272 919	800 141 815	80,60%
22) AYABA HOTEL	128 054 981	95 750 914	74,80%
23) SOPECAM	3 255 047 339	2 331 081 735	71,60%
24) PAL	1 545 552 577	1 042 299 207	67,40%
25) LABOGENIE	2 083 508 837	1 374 120 132	66,00%

SIGLE	VALEUR AJOUTEE 2023	CHARGE DU PERSONNEL 2023	POIDS DES CHARGE DU PERSONNEL
26) ALUBASSA	931 229 890	604 277 640	64,90%
27) SOHLI	1 028 949 920	640 485 305	62,20%
28) SIC	3 471 835 796	2 063 110 701	59,40%

g. Risques liés à la vétusté de l'outil de production.

Les Entreprises ne constituent pas des réserves aux amortissements de l'outil de production pour garantir son renouvellement. Dès lors qu'il est vétuste, il se retourne vers l'Etat en vue de l'acquisition de nouveaux équipements. Ce renouvellement de

l'outil de production se fait à travers les conventions de financement par l'entremise desquelles l'Etat s'engage à apporter des concours financiers dédiés à l'achat des équipements.

A titre d'illustration, le tableau ci-dessous renseigne sur les entreprises dont le niveau de vétusté de l'outil de production est critique.

SIGLE	ACTIF IMMO BRUT 2023	ACTIF IMMO NET 2023	VETUSTE
1. SGHC	20 580 457 106	1 407 515 150	6,80%
2. LANAVET	19 408 332 018	1 347 076 125	6,90%
3. AYABA HOTEL	7 888 688 524	618 310 303	7,80%
4. CNIC	41 216 153 245	3 636 290 653	8,80%
5. LABOGENIE	7 271 728 424	656 158 252	9,00%
6. BC- PME	2 589 173 455	285 536 986	11,00%
7. SHE	3 487 002 903	396 672 128	11,40%
8. SEMRY	54 074 636 116	9 428 014 674	17,40%
9. CICAM	34 129 612 569	5 922 694 131	17,40%
10. ANAFOR	3 318 499 360	591 633 074	17,80%
11. SOHLI	16 888 780 897	3 011 037 296	17,80%
12. SODECOTON	163 000 000 000	29 363 342 700	18,00%
13. MAETUR	5 499 331 298	1 132 595 400	20,60%
14. SHNC	10 450 039 309	2 204 868 153	21,10%
15. ALUCAM	354 231 379 756	77 101 568 156	21,80%
16. CHC	63 967 123 293	14 146 229 103	22,10%
17. CAMAIR-Co	90 962 540 655	22 000 149 679	24,20%

2. Risques liés aux Etablissements Publics

2-1 Risques liés au poids des charges du personnel

Certains Etablissements Publics ont des charges du personnel supérieur à 35% des dépenses de fonctionnement et constituent par conséquent un risque pour le budget de l'Etat. En effet, les salaires

desdites entités absorbent la quasi-totalité des ressources de fonctionnement au détriment des autres charges incompressibles notamment les impôts et taxes.

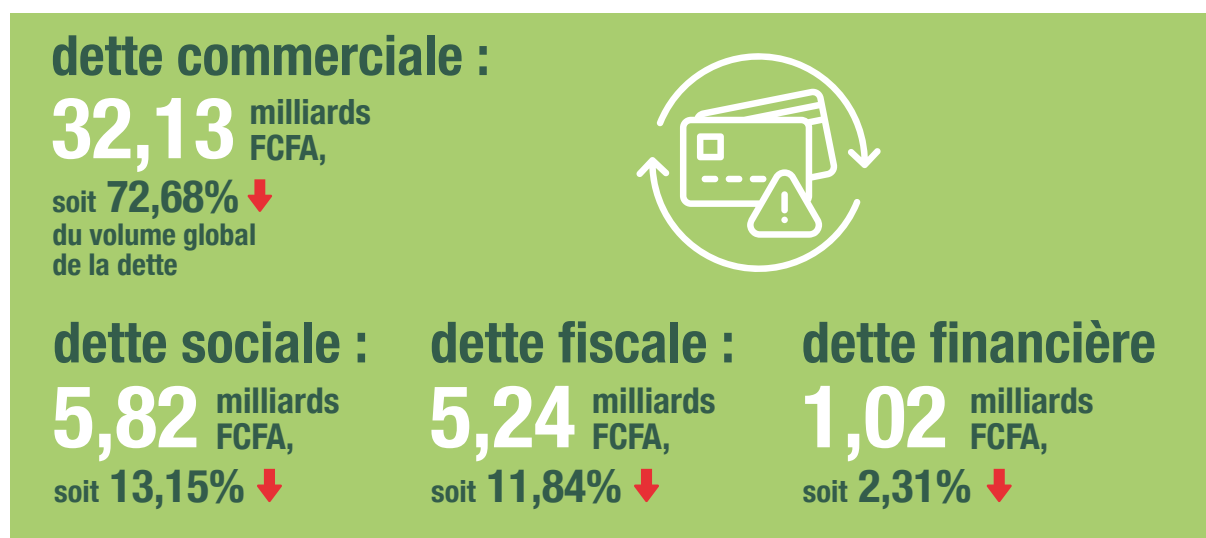
La liste desdits Etablissements Publics dont le poids des charges du personnel est hors norme, est reprise dans le tableau ci-dessous :

PART DES CHARGES DU PERSONNEL DANS LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
	Part 2021	Part 2022	Part 2023
CAA	47,60%	48,90%	48,90%
ENAM	40,90%	49,50%	41,50%
ISMP	43,60%	46,60%	46,70%
ONACAM	0,00%	0,00%	36,20%
ARMP	50,50%	49,70%	48,30%

PART DES CHARGES DU PERSONNEL DANS LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
	Part 2021	Part 2022	Part 2023
BUCREP	72,30%	75,80%	79,90%
BUNEC	64,00%	65,40%	67,00%
FEICOM	133,90%	133,90%	133,90%
INS	82,20%	79,40%	62,10%
MEADEN	55,40%	28,00%	37,90%
MEAO	78,20%	72,90%	67,90%
MIDENO	44,20%	56,20%	56,90%
MIDIMA	59,80%	50,40%	51,90%
NASLA	46,60%	48,90%	45,10%
ONZFI (APZE)	69,80%	72,20%	44,40%
ANRP	56,60%	53,00%	54,90%
A-PME	50,10%	66,00%	65,50%
CRTV	67,40%	67,40%	83,80%
IN	100,00%	63,80%	72,60%
MIPROMALO	48,00%	39,30%	39,20%
ANTIC	43,70%	39,60%	42,70%
APN	39,80%	46,30%	45,10%
ARSEL	29,80%	47,70%	42,60%
ART	58,10%	64,40%	62,60%
CNCC	43,20%	41,80%	39,40%
SUP'TIC	89,50%	52,90%	55,70%
CDENO	39,40%	35,40%	37,70%
CENEEMA	40,70%	40,40%	51,10%
FAO/PAM	78,80%	78,80%	78,80%
SODECAO	62,00%	59,70%	84,40%
UNVDA	66,30%	72,40%	66,50%
ANAFOOT	63,60%	51,20%	55,20%
ASCNPD	42,90%	42,80%	43,30%
INJS	69,00%	61,00%	71,30%
PC	0,00%	0,00%	46,00%
CILSN	60,10%	64,70%	50,00%
CNRPH	77,70%	74,90%	68,80%
FNE	71,10%	71,20%	73,70%
ONACC	0,00%	28,30%	83,00%
Ubertoua	-	65,90%	56,20%
Ubuéa	38,90%	36,40%	35,50%
Uebwa	-	-	46,70%
CHRACERH	50,10%	37,30%	50,70%
CHU	74,70%	58,40%	43,60%
HGOPD	57,30%	59,20%	56,20%
HGOPY	56,50%	55,60%	58,80%
HGY	34,20%	373,10%	37,30%
LANACOME	70,10%	85,80%	61,10%

2-2 Risques liés à l'endettement

Le montant global de la dette des Etablissements Publics au 31 décembre 2023 s'élève à **FCFA 44 209 180 164**. Cette dette est répartie par nature ainsi qu'il suit :



Ladite dette est portée principalement par 09 entités tel que repris dans le tableau ci-dessous :

Etablissements	Stock de la dette SOCIALE en fin d'exercice 2023	Stock de la dette FISCALE en fin d'exercice 2023	Stock de la dette financière en fin d'exercice 2023	Stock de la dette COMMERCIALES en fin d'exercice 2023	Stock des dettes en fin d'exercice 2023
Agence de Régulation des Marchés Publics	1 378 869 529	312 241 267	-	388 940 314	2 080 051 110
Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature	977 470 894	351 095 992	-	2 525 512 440	3 854 079 326
Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics	32 784 070	479 251 470	3 435 115	809 513 148	1 324 983 803
Imprimerie Nationale		2 364 241 721	1 018 606 537	3 866 119 788	7 248 968 046
Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels	5 059 902	38 867 359	-	9 250 858 892	9 294 786 153
Centre Hospitalier de Recherche et Application en Chirurgie Endoscopique et Reproduction Humaine	491 412 000	24 638 000		1 559 807 000	2 075 857 000
Hôpital Général de Douala	57 185 007			6 176 586 112	6 233 771 119
Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala	314 973 128	250 145 663		1 645 377 921	2 210 496 712
Office du Baccalauréat du Cameroun		512 886 000		3 024 862 000	3 537 748 000

II- Mesures de mitigation des risques budgétaires liés aux Etablissements et Entreprises Publics

A. Mesures liées à la gouvernance

1. Mesures d'atténuation relevant de l'Etat

Elles consistent en :

- ✓ la désignation des dirigeants sociaux dans les entités qui n'en disposent pas ;
- ✓ la nomination des responsables à la tête des organes de gestion qui en sont dépourvus ;
- ✓ le remplacement des dirigeants sociaux dont les mandats sont échus ;
- ✓ la mise en place des organes sociaux au sein des entreprises qui n'en ont pas ;
- ✓ la signature des textes portant et approbation des statuts des Entreprises qui ne sont pas encore arrimées aux dispositions de la loi portant Statut Général des Entreprises Publiques ;
- ✓ l'élargissement du TOFE aux Établissements Publics.

2. Mesures d'atténuation relevant des EEP

Elles visent :

- ✓ la production, la transmission et la publication systématique des informations financières fiables;
- ✓ la mise en place du contrôle interne et des organes d'audit interne dans les Entreprises Publiques qui n'en disposent pas ;
- ✓ l'élaboration des Manuels de Procédures administratives, financières, comptables et des marchés publics dans les EEP qui en sont dépourvus ;
- ✓ le respect des principes budgétaires dans les projections des recettes propres.

B. Mesures liées à la performance économique et financière

1. Diligences devant être menées par l'Etat

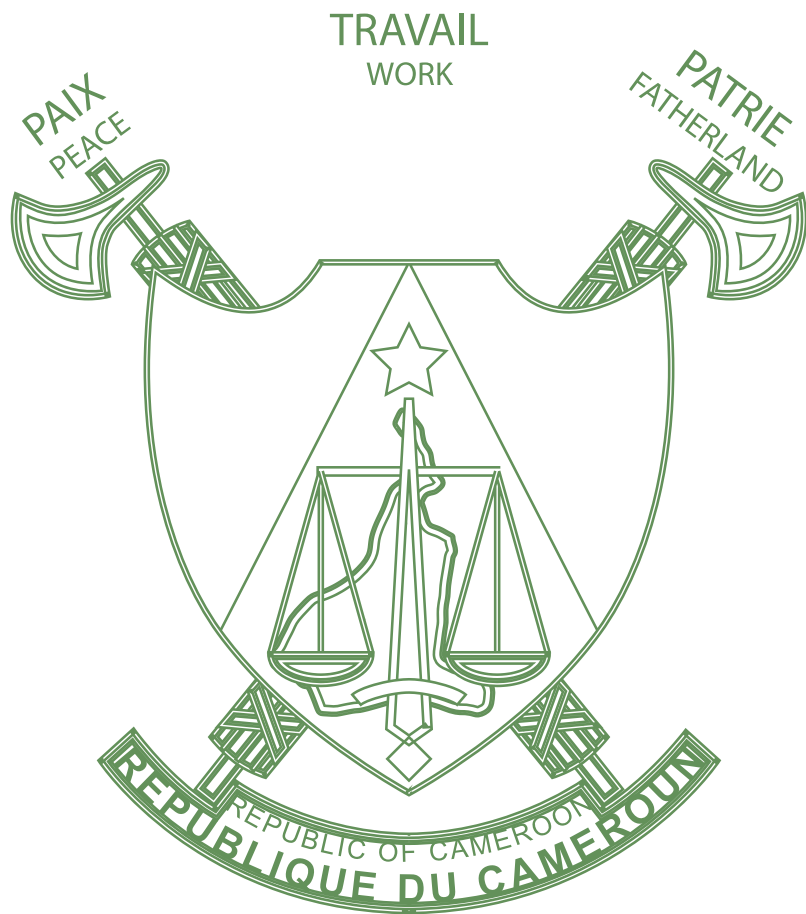
Elles renvoient à :

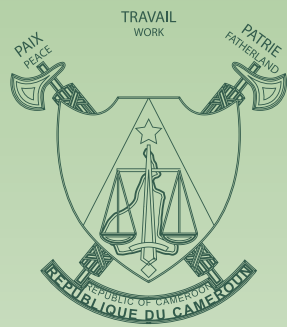
- ✓ l'inscription des provisions budgétaires reflétant le niveau de consommation réelle, afin de permettre le paiement des prestations fournies par les Entreprises Publiques à due concurrence et à bonne date ;
- ✓ l'allocation des subventions d'équilibre aux Entreprises Publiques dans le but de couvrir le manque à gagner consécutif à l'administration des prix et à la réalisation des missions de service public ;
- ✓ renforcer dans la loi de finances les provisions dédiées aux prises de participations.
- ✓ l'allocation des subventions de fonctionnement aux Etablissements Publics en tenant compte du niveau des charges incompressibles préalablement évaluées.

2. Diligences à la charge de la responsabilité des EEP

Elles appellent à :

- ✓ honorer ses obligations vis-à-vis des services d'assiette à travers le paiement à bonne date des impôts et taxes conformément à la réglementation en vigueur ;
- ✓ mettre en place la comptabilité analytique au sein des Entreprises Publiques ;
- ✓ soumettre préalablement tout dossier de prêt initié par une Entreprise Publique au Comité National de la Dette Publique pour un avis de soutenabilité ;
- ✓ effectuer des recrutements soutenables et en adéquation avec les besoins ;
- ✓ constituer des réserves pour renouveler l'outil de production ;
- ✓ la réévaluation des actifs des Entreprises Publiques dans le cadre de la recapitalisation.





ANNEXES

Annexe 1: situation de la Marge d'Exploitation des entreprises publiques de 2021-2023

SIGLE	Marge d'Exploitation		
	2021	2022	2023
ANAFOR	-91,4%	-54,4%	-33,9%
CDC	-143,0%	-52,1%	-42,3%
MIDEPECAM	-66,5%	-10,9%	-82,7%
SEMRY	-56,3%	-53,9%	-376,9%
SODECOTON	14,7%	10,9%	10,0%
Primaire	1,1%	5,3%	4,0%
ALUBASSA	23,1%	18,7%	13,2%
ALUCAM	14,4%	2,8%	-8,5%
CAMWATER	-16,8%	6,8%	-33,0%
CICAM	-50,2%	-59,1%	-45,7%
EDC	57,0%	56,0%	-98,2%
HYDRO MEKIN			
LABOGENIE	20,6%	40,3%	13,9%
LANAVET	-2,5%	-8,1%	-8,1%
MAETUR	-9,6%	23,5%	-12,2%
MAGZI	-5,4%	24,4%	7,1%
MATGENIE	-120,6%	-74,1%	-74,1%
PPPic	-25,7%	-26,3%	5,3%
SONATREL	84,3%	-71,5%	84,7%
SNH	-23,3%	61,7%	148,7%
SODEPA	-0,1%	0,1%	-33,3%
SONAMINES	-51,9%		
SONARA	27,7%	23,8%	-23,4%
Secondaire	27,4%	9,8%	9,7%
ADC	32,1%	25,9%	34,3%
AYABA HOTEL	10,5%	10,5%	10,5%
BC- PME	-222,9%	-159,0%	-8,3%
CAMAIR-Co	-39,0%	-23,0%	-39,2%
CAMPOST	-91,0%	-88,1%	-26,7%
CAMTAINER			
CAMTEL	65,5%	55,6%	47,5%
CBC	31,2%	27,0%	33,0%
CFC	57,2%	57,2%	46,1%
CHC	33,4%	29,4%	28,7%
CNIC	-43,8%	-40,6%	-58,4%
CPE			
PAD	26,0%	13,0%	25,2%
PAK	17,2%	19,2%	-2,6%
PAL			21,2%
SCDP	35,0%	32,4%	38,3%
SGHC	3,7%	3,7%	4,4%
SHE	0,0%	3,4%	-31,8%

SIGLE	Marge d'Exploitation		
	2021	2022	2023
SHNC		0,0%	-45,9%
SIC	86,1%	102,7%	43,4%
SNI	58,0%	49,7%	57,6%
SOPECAM	11,8%	10,9%	15,7%
SOHLI	21,7%	24,5%	17,2%
tertiaire	39,5%	30,8%	31,5%
globale	27,2%	16,9%	20,4%

Annexe 2 : situation du ratios de rotation de l'actif économique des entreprises publiques de 2021-2023

SIGLE	ROTATION DES ACTIFS ECONOMIQUES		
	2021	2022	2023
ANAFOR	4,4%	5,0%	1,9%
CDC	8,1%	10,1%	13,2%
MIDEPECAM	4,4%	15,4%	11,5%
SEMRY	2,9%	2,6%	3,5%
SODECOTON	95,4%	103,3%	82,7%
Primaire	44,1%	51,1%	52,0%
ALUBASSA	53,7%	52,5%	45,4%
ALUCAM	36,1%	34,1%	29,6%
CAMWATER	4,5%	5,6%	4,2%
CICAM	24,7%	19,8%	34,5%
EDC	6,4%	6,6%	2,0%
HYDRO MEKIN	0,0%	0,0%	0,0%
LABOGENIE	37,1%	24,7%	29,3%
LANAVET	3,6%	5,9%	5,9%
MAETUR	31,8%	67,1%	35,6%
MAGZI	-59,0%	7,1%	6,7%
MATGENIE	4,7%	5,3%	5,3%
PPPic	4,7%	4,2%	8,6%
SONATREL	39,0%	38,5%	23,4%
SNH	2,6%	4,7%	2,4%
SODEPA	11,9%	10,2%	9,5%
SONAMINES	4,4%		
SONARA	93,5%	55,6%	4,6%
Secondaire	31,8%	26,5%	10,1%
ADC	46,1%	83,4%	64,2%
AYABA HOTEL	4,1%	4,1%	4,1%
BC- PME	-53,2%	92,6%	-22,2%
CAMAIR-Co	-139,8%	59,3%	52,9%
CAMPOST	-21,9%	-12,9%	-20,1%

SIGLE	ROTATION DES ACTIFS ECONOMIQUES		
	2021	2022	2023
CAMTAINER			
CAMTEL	12,2%	16,4%	17,8%
CBC	-67,8%	25,0%	-40,3%
CFC	11,7%	11,7%	-7,0%
CHC	17,7%	18,3%	20,6%
CNIC	10,8%	12,0%	12,0%
CPE			
PAD	26,4%	43,6%	43,1%
PAK	128,4%	-6855,7%	-58,3%
PAL			205,2%
SCDP	22,9%	22,2%	21,8%
SGHC	11,0%	10,9%	10,9%
SHE		8,2%	6,3%
SHNC		3,7%	3,7%
SIC	1,6%	1,2%	1,2%
SNI	3,4%	4,7%	4,3%
SOPECAM	19,2%	20,2%	20,2%
SOHLI	13,3%	11,9%	12,3%
tertiaire	17,8%	21,1%	29,8%
globale	26,5%	25,9%	20,7%

Annexe 3 : situation du ratio de rentabilité économique des entreprises publiques de 2021-2023

SIGLE	Rentabilité économique		
	2021	2022	2023
ANAFOR	-4,0%	-2,7%	-0,6%
CDC	-11,5%	-5,2%	-5,6%
MIDEPECAM	-2,9%	-1,7%	-9,5%
SEMRY	-1,6%	-1,4%	-13,0%
SODECOTON	14,0%	11,3%	8,3%
Primaire	0,5%	2,7%	2,1%
ALUBASSA	12,4%	9,8%	6,0%
ALUCAM	5,2%	1,0%	-2,5%
CAMWATER	-0,7%	0,4%	-1,4%
GICAM	-12,4%	-11,7%	-15,8%
EDC	3,6%	3,7%	-2,0%
HYDRO MEKIN			
LABOGENIE	7,7%	9,9%	4,1%
LANAVET	-0,1%	-0,5%	-0,5%
MAETUR	-3,0%	15,8%	-4,4%
MAGZI	3,2%	1,7%	0,5%

SIGLE	Rentabilité économique		
	2021	2022	2023
MATGENIE	-5,6%	-4,0%	-4,0%
PPPIc	-1,2%	-1,1%	0,5%
SONATREL	32,8%	-27,5%	19,9%
SNH	-0,6%	2,9%	3,6%
SODEPA	0,0%	0,0%	-3,2%
SONAMINES	-2,3%		
SONARA	25,9%	13,2%	-1,1%
Secondaire	8,7%	2,6%	1,0%
ADC	14,8%	21,6%	22,0%
AYABA HOTEL	0,4%	0,4%	0,4%
BC- PME	118,6%	-147,3%	1,9%
CAMAIR-Co	54,5%	-13,7%	-20,7%
CAMPOST	19,9%	11,4%	5,4%
CAMTAINER			
CAMTEL	8,0%	9,1%	8,5%
CBC	-21,1%	6,8%	-13,3%
CFC	6,7%	6,7%	-3,2%
CHC	5,9%	5,4%	5,9%
CNIC	-4,7%	-4,9%	-7,0%
CPE			
PAD	6,9%	5,7%	10,9%
PAK	22,1%	-1316,5%	1,5%
PAL			43,5%
SCDP	8,0%	7,2%	8,4%
SGHC	0,4%	0,4%	0,5%
SHE		0,3%	-2,0%
SHNC		0,0%	-1,7%
SIC	1,4%	1,2%	0,5%
SNI	2,0%	2,3%	2,5%
SOPECAM	2,3%	2,2%	3,2%
SOHLI	2,9%	2,9%	2,1%
tertiaire	7,0%	6,5%	9,4%
globale	7,2%	4,4%	4,2%

Annexe 4 : situation du ratio de rentabilité financière des entreprises publiques de 2021-2023

SIGLE	Rentabilité financière		
	2021	2022	2023
ANAFOR	-22,1%	-19,5%	-31,0%
CDC	-58,3%	-64,8%	-38,7%
MIDEPECAM	-18,8%	-5,2%	-22,5%
SEMRY	-11,5%	1,1%	-2,9%
SODECOTON	69,8%	31,3%	20,0%
Primaire	8,7%	-203,2%	-1038,2%
ALUBASSA	11,1%	10,2%	0,5%
ALUCAM	-5,7%	-100,6%	-83,5%
CAMWATER	-2,4%	0,7%	-5,7%
CICAM	-37,0%	-25,0%	-19,5%
EDC	2,3%	12,7%	-18,9%
HYDRO MEKIN	0,0%	0,0%	0,0%
LABOGENIE	9,1%	2,9%	3,4%
LANAVET	-1,0%	-16,3%	-15,4%
MAETUR	5,2%	6,0%	6,7%
MAGZI	-4,4%	0,3%	-0,9%
MATGENIE	10,2%	-21,3%	-36,8%
PPPic	-23,4%	-6,2%	-9,5%
SONATREL	20,6%	22,1%	7,4%
SNH	10,8%	14,5%	18,7%
SODEPA	0,0%	-1,0%	-7,1%
SONAMINES	-2,4%	14,8%	-28,0%
SONARA	-79,4%	-2,0%	-25,9%
Secondaire	22,3%	7,3%	-7,6%
ADC	15,7%	25,3%	13,4%
AYABA HOTEL	7,8%	7,8%	7,8%
BC- PME	-28,4%	34,7%	31,5%
CAMAIR-Co	-13,5%	-14,6%	-34,8%
CAMPOST	-17,0%	-6,7%	-3,2%
CAMTAINER			
CAMTEL	5,4%	6,8%	4,9%
CBC	13,7%	18,8%	50,5%
CFC	27,4%	37,5%	10,0%
CHC	12,9%	8,5%	7,5%
CNIC	-19,9%	-41,5%	-34,4%
CPE			
PAD	7,6%	19,0%	13,5%
PAK	13,3%	19,5%	9,6%
PAL			34,7%
SCDP	6,2%	6,4%	7,8%
SGHC	-12,3%	-9,0%	-95,1%

SIGLE	Rentabilité financière		
	2021	2022	2023
SHE	0,0%	-7,7%	-11,1%
SHNC			-636,3%
SIC	0,2%	0,0%	0,1%
SNI	2,6%	1,7%	1,5%
SOPECAM	-0,8%	1,5%	1,5%
SOHLI	2,2%	-1,6%	-0,4%
tertiaire	7,3%	7,5%	5,3%
globale	15,1%	6,1%	-0,9%

Annexe 5 : situation du ratio de vétusté des entreprises publiques de 2021-2023

SIGLE	Ratio de vétusté		
	2021	2022	2023
ANAFOR	23,8%	21,2%	17,8%
CDC	31,5%	32,6%	32,3%
MIDEPECAM	23,8%	43,9%	40,9%
SEMRY	17,4%	17,4%	64,3%
SODECOTON	18,4%	18,2%	18,0%
Primaire	25,8%	26,0%	27,1%
ALUBASSA	28,9%	30,5%	26,8%
ALUCAM	20,2%	21,8%	21,8%
CAMWATER	83,0%	96,4%	84,0%
CICAM	20,1%	17,6%	17,4%
EDC	98,8%	98,7%	99,3%
HYDRO MEKIN	33,6%	33,6%	33,6%
LABOGENIE	11,0%	9,9%	9,0%
LANAVET	7,1%	6,9%	6,9%
MAETUR	26,2%	22,5%	20,6%
MAGZI	13841,1%	67,9%	67,6%
MATGENIE	29,1%	29,9%	29,9%
PPPic	42,4%	42,3%	39,4%
SONATREL	95,0%	94,8%	96,7%
SNH	52,0%	44,7%	54,4%
SODEPA	100,0%	66,9%	67,4%
SONAMINES	96,5%	86,6%	71,1%
SONARA	62,0%	60,6%	58,1%
Secondaire	64,0%	65,3%	61,4%
ADC	75,0%	84,5%	62,8%
AYABA HOTEL	7,8%	7,8%	7,8%
BC- PME			11,0%
CAMAIR-Co	25,4%	33,5%	24,2%
CAMPOST	64,8%	62,4%	60,4%

SIGLE	Ratio de vétusté		
	2021	2022	2023
CAMTAINER			
CAMTEL	39,3%	37,7%	38,8%
CBC	56,9%	58,5%	59,4%
CFC	46,1%	44,6%	44,3%
CHC	22,9%	26,9%	22,1%
CNIC	8,9%	8,8%	8,8%
CPE			
PAD	53,8%	57,0%	61,7%
PAK	88,1%	84,2%	61,4%
PAL			77,6%
SCDP	41,1%	42,7%	46,0%
SGHC	7,1%	6,8%	6,8%
SHE		12,7%	11,4%
SHNC		21,1%	21,1%
SIC	38,6%	44,2%	46,4%
SNI	58,1%	58,1%	57,4%
SOPECAM	27,1%	28,1%	28,1%
SOHLI	19,4%	18,1%	17,8%
Tertiaire	42,7%	43,0%	43,7%
Globale	50,8%	51,6%	50,2%

Annexe 6 : situation du ratio de solvabilité des entreprises publiques de 2021-2023

SIGLE	Solvabilité		
	2021	2022	2023
ANAFOR	0,00	0,00	0,12
CDC	-3,00	-1,06	-0,73
MIDEPECAM	0,00	0,00	0,00
SEMRY	0,02	0,02	0,00
SODECOTON	0,87	0,56	0,40
Primaire	1,95	6,31	30,23
ALUBASSA	0,0	0,0	0,00
ALUCAM	-1,8	-8,6	-2,82
CAMWATER	2,4	2,2	3,67
CICAM	-0,7	-0,7	-0,38
EDC	5,6	5,4	5,58
HYDRO MEKIN	0,0	0,0	0,00
LABOGENIE	0,2	0,3	0,32
LANAVET	0,0	0,0	0,00
MAETUR	1,8	2,0	1,88
MAGZI	0,2	0,2	0,22
MATGENIE	0,0	0,1	0,13
PPPIc	2,5	0,7	0,32

SIGLE	Solvabilité		
	2021	2022	2023
SONATREL	12,6	13,1	10,25
SNH	0,0	0,0	0,01
SOPEPA	0,2	0,3	0,48
SONAMINES	0,0	0,0	0,00
SONARA	-4,1	-5,3	-3,06
Secondaire	2,77	3,10	4,14
ADC	1,1	1,1	0,99
AYABA HOTEL	0,0	0,0	0,00
BC- PME	0,5	0,0	0,17
CAMAIR-Co	-0,3	-0,2	-0,35
CAMPOST	-0,5	-0,5	-0,46
CAMTAINER			
CAMTEL	3,6	3,6	2,09
CBC	0,9	8,4	0,42
CFC	21,0	20,8	15,65
CHC	0,1	0,1	0,03
CNIC	-0,5	-0,6	-0,52
CPE			
PAD	0,6	0,6	0,78
PAK	0,0	0,0	0,00
PAL			0,10
SCDP	0,2	0,4	0,38
SGHC	0,6	0,6	5,95
SHE	-0,3	-0,3	-0,25
SHNC			-17,87
SIC	0,0	0,1	0,03
SNI	0,0	0,0	1,00
SOPECAM	0,1	0,1	0,10
SOHLI	0,0	0,0	0,05
tertiaire	2,31	2,77	1,65
globale	2,54	2,96	2,66

Annexe 7 : situation des recettes propres des Etablissements public entre 2021 e 2023

SECTEUR/ ETABLISSEMENTS PUBLICS	2021			2022			2023		
	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales
Secteur Gouvernance	7,840.33	80.4%	2.4%	8,716.79	91.1%	2.8%	84,320.56	97.7%	25.6%
API	131.09	65.5%	2.6%	133.45	58.8%	2.1%	75.34	33.2%	1.5%
ARMP	1,750.44	142.3%	27.7%	2,013.28	149.1%	31.6%	2,168.51	138.6%	34.7%
BUCREP	10.21	2042.0%	0.5%	0.62	100.0%	0.1%	10.91	100.0%	1.5%
BUNEC	-	-	0.0%	-	-	0.0%	-	-	0.0%
CAA	4,009.26	82.0%	81.7%	4,522.81	92.5%	76.4%	4,522.81	92.5%	76.4%
EIFORCES	-	-	0.0%	2.40	100.0%	0.1%	7.05	86.5%	0.2%
ENAM	763.71	76.0%	16.0%	645.77	87.7%	12.6%	703.83	108.6%	13.3%
FEICOM	-	-	0.0%	-	-	0.0%	-	-	0.0%
FR	-	-	0.0%	-	-	0.0%	75,889.79	100.0%	100.0%
INS	68.60	100.0%	1.0%	270.86	100.0%	4.1%	73.00	100.0%	1.1%
ISMIP	330.93	49.6%	37.7%	158.97	30.3%	20.8%	83.24	10.4%	14.5%
MEADEN	56.14	90.4%	9.5%	77.19	90.8%	16.2%	10.18	32.7%	1.3%
MEAO	-	-	0.0%	-	-	0.0%	-	-	0.0%
MIDENO	63.73	50.1%	9.6%	50.73	33.8%	6.3%	20.81	13.9%	2.3%
MIDIMA	-	-	0.0%	-	-	0.0%	-	-	0.0%
NASLA	277.03	28.5%	9.4%	497.12	63.3%	18.5%	263.06	18.6%	9.1%
ONACAM	-	-	0.0%	0.10	100.0%	0.0%	-	-	0.0%

SECTEUR/ ETABLISSEMENTS PUBLICS	2021			2022			2023		
	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales
ONZFI (APZE)	379.20	71.5%	83.1%	343.48	63.6%	84.9%	492.02	78.7%	90.8%
Secteur Production	96,048.44	90.5%	27.4%	105,428.72	89.7%	29.1%	112,798.02	81.8%	39.0%
AER	2,863.26	139.2%	18.2%	2,138.50	50.0%	3.4%	2,053.97	58.5%	11.8%
ANOR	598.09	72.1%	11.1%	1,863.55	191.0%	22.5%	2,114.38	60.6%	23.1%
ANRP	151.18	100.8%	15.5%	119.34	44.5%	13.7%	198.76	95.5%	23.7%
ANTIC	272.44	60.1%	2.6%	257.36	41.1%	2.6%	7,353.02	113.1%	75.7%
A-PME	8.10	27.0%	0.2%	13.21	10.6%	0.4%	-	-	0.0%
APN	3,195.00	99.2%	89.1%	3,360.00	97.1%	89.2%	4,650.00	91.2%	98.0%
ARSEL	1,631.90	45.0%	16.6%	1,765.06	111.5%	25.3%	508.80	43.2%	5.9%
ART	52,663.98	97.5%	100.0%	57,919.57	97.3%	100.0%	56,620.85	82.7%	100.0%
CCAA	11,639.24	103.1%	24.6%	13,764.71	83.4%	89.4%	17,427.84	101.4%	70.9%
CDEN	10.84	97.7%	0.4%	3.39	21.1%	0.3%	28.00	43.1%	2.7%
CDENO	103.21	43.3%	13.1%	175.47	90.1%	11.5%	222.78	99.3%	14.2%
CDPM	1.46	25.3%	0.0%	2.14	78.0%	0.1%	61.83	8243.7%	5.0%
GENEEMA	128.18	51.3%	9.4%	157.70	63.1%	12.9%	76.95	22.6%	3.3%
CNCC	6,053.41	100.9%	100.0%	6,920.85	106.5%	100.0%	8,028.18	116.2%	98.8%
CRTV	-	-	0.0%	-	-	0.0%	-	-	0.0%
CSPH	-	-	0.0%	-	-	0.0%	-	-	0.0%
ENSTP	810.48	54.1%	48.3%	890.97	50.6%	501.1%	761.09	59.3%	42.7%

	2021				2022				2023			
	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales
SECTEUR/ ETABLISSEMENTS PUBLICS												
FAO/PAM	12.00	100.0%	1.7%	12.00	100.0%	1.7%	12.00	100.0%	1.7%	12.00	100.0%	1.7%
FODECC	7,101.92	109.7%	13.3%	7,101.92	109.7%	14.5%	4,488.24	77.6%	100.0%	4,488.24	77.6%	100.0%
IMPMI	10.49	11.7%	0.6%	22.67	22.4%	1.3%	23.60	78.7%	1.1%	23.60	78.7%	1.1%
IN	1,863.89	36.1%	50.2%	1,800.64	42.5%	90.0%	1,496.64	31.6%	100.0%	1,496.64	31.6%	100.0%
INC	205.59	75.0%	28.2%	109.55	81.8%	14.9%	158.77	86.8%	21.6%	158.77	86.8%	21.6%
IRAD	899.25	58.6%	19.8%	574.94	37.5%	14.1%	696.29	26.8%	11.0%	696.29	26.8%	11.0%
IRGM	510.91	48.2%	39.4%	320.07	72.7%	29.3%	193.62	50.0%	21.1%	193.62	50.0%	21.1%
LINAFI	48.25	61.9%	9.4%	48.46	67.8%	8.4%	49.95	57.6%	9.6%	49.95	57.6%	9.6%
MIPROMALO	285.44	24.3%	25.5%	360.00	34.1%	31.7%	420.77	45.2%	27.4%	420.77	45.2%	27.4%
MIRAP	-	-	0.0%	-	-	0.0%	-	-	0.0%	-	-	0.0%
OC	10.45	56.2%	0.5%	21.14	113.6%	1.2%	11.45	81.8%	1.0%	11.45	81.8%	1.0%
ONCC	3,855.74	95.9%	88.3%	4,594.21	91.1%	97.4%	3,845.21	72.0%	91.6%	3,845.21	72.0%	91.6%
SODECAO	173.67	18.4%	4.0%	101.00	11.2%	1.9%	339.43	19.2%	7.5%	339.43	19.2%	7.5%
SOWEDA	108.48	29.9%	13.4%	102.19	37.3%	7.1%	36.71	18.3%	1.6%	36.71	18.3%	1.6%
SUP'TIC	549.48	63.4%	46.4%	516.09	63.2%	44.9%	540.60	57.9%	47.4%	540.60	57.9%	47.4%
UNVDA	282.10	68.5%	20.4%	392.00	106.5%	29.0%	378.28	96.3%	21.7%	378.28	96.3%	21.7%
UTAVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur Social	70,194.93	69.4%	18.0%	86,504.61	80.4%	22.1%	72,602.22	75.7%	18.5%	72,602.22	75.7%	18.5%
ANAFOOT	12.34	15.8%	1.5%	83.21	28.6%	9.4%	41.25	8.4%	4.7%	41.25	8.4%	4.7%

SECTEUR/ ETABLISSEMENTS PUBLICS	2021			2022			2023		
	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales
ASCNPD	-	-	0.0%	-	-	0.0%	19.02	100.0%	0.6%
CENAME	5,637.03	36.3%	100.0%	2,330.36	15.8%	94.0%	3,886.47	42.4%	84.2%
CHRACERH	274.12	12.7%	26.3%	294.27	28.8%	28.8%	177.62	24.9%	21.7%
CHU	544.36	40.5%	14.1%	508.84	50.2%	21.1%	821.56	58.9%	26.1%
CILSN	6.75	33.7%	2.6%	2.52	63.9%	0.8%	1.33	4.6%	0.4%
CIRCB	114.73	76.5%	3.7%	43.38	22.2%	1.4%	200.00	100.0%	6.4%
CNPS	-	-	0.0%	-	-	0.0%	-	-	0.0%
CNRPH	262.32	51.4%	21.9%	246.56	48.3%	14.3%	250.78	57.7%	17.0%
CNTS	-	-	-	-	-	0.0%	-	-	0.0%
CPC	3,909.47	88.6%	54.8%	3,490.37	87.7%	51.4%	3,774.28	86.8%	49.3%
FNE	6,686.49	89.2%	99.7%	6,688.10	89.2%	99.6%	10,578.78	141.1%	99.2%
GCE BOARD	3,680.63	74.2%	57.7%	4,013.97	79.8%	59.8%	4,156.95	86.6%	59.8%
HGD	5,272.15	78.2%	46.9%	5,929.41	74.9%	49.1%	4,958.53	71.4%	46.8%
HGOPD	1,631.11	48.9%	52.6%	1,739.00	50.6%	57.2%	1,446.21	44.7%	44.5%
HGOPY	1,931.39	80.4%	45.8%	20,193.56	810.3%	479.8%	1,953.16	77.1%	44.1%
HGY	12,107.84	94.4%	76.3%	6,373.72	47.6%	38.8%	2,992.73	96.3%	47.4%
INJUS	33.57	72.3%	4.4%	31.05	143.8%	3.1%	49.90	61.6%	5.2%
LANACOME	596.31	55.6%	100.0%	620.75	64.9%	100.0%	455.89	51.5%	82.8%
OBC	4,361.68	88.9%	42.2%	3,999.53	75.7%	34.8%	5,113.23	96.0%	57.1%

SECTEUR/ ETABLISSEMENTS PUBLICS	2021			2022			2023		
	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales	Recettes propres mobilisées (en millions de FCFA)	Taux de mobilisation	Poids des recettes propres dans les recettes totales
ONACC	-	-	0.0%	-	-	0.0%	-	-	0.0%
PC	785.90	86.3%	59.7%	757.66	66.1%	55.2%	777.18	53.4%	52.6%
UBA	2,899.21	116.5%	44.1%	4,739.87	94.9%	68.6%	4,739.87	94.9%	68.6%
Ubertoua	-	-	-	126.70	52.8%	4.5%	434.32	47.6%	11.0%
Ubuéa	3,026.94	84.1%	40.6%	3,169.72	88.6%	41.7%	2,467.62	63.6%	35.9%
Udla	6,647.36	62.1%	46.2%	7,228.30	66.2%	50.2%	7,228.30	66.2%	50.2%
UDS	206.32	42.2%	3.1%	3,400.61	67.4%	50.6%	2,971.06	65.0%	46.1%
Uebwa	-	-	-	-	-	-	740.67	47.0%	17.3%
Ugroua	-	-	-	361.86	152.3%	15.4%	858.51	71.5%	22.2%
Uma	2,397.40	82.5%	32.2%	2,243.01	94.4%	36.2%	2,442.51	81.7%	38.8%
Undéré	-	0.0%	0.0%	1,244.24	68.6%	20.6%	2,036.80	73.1%	31.9%
UYI	4,259.23	79.8%	37.2%	3,733.73	71.8%	33.0%	4,117.40	81.6%	37.8%
UYII	2,910.28	67.1%	49.0%	2,910.28	67.1%	51.7%	2,910.28	67.1%	51.7%
TOTAL GENERAL	174,083.70	80.2%	16.3%	200,650.12	85.5%	18.8%	269,720.79	84.3%	26.7%

Annexe 8 : Répartition sectorielle des dépenses effectuées par Établissement (en milliards de FCFA)

SECTEUR / DOMAINE D'ACTIVITÉS / ÉTABLISSEMENTS - DÉPENSES	RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			TAUX DE RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			PART DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS DÉPENSES TOTALES RÉALISÉES SUR ACTIVITÉS		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Secteur Gouvernance	273 485 285 914	258 192 326 212	203 225 979 656	77,4%	78,8%	75,1%	33,9%	37,3%	24,4%
Administrations générales et financières	84 138 223 950	69 808 663 327	13 905 741 249	94,1%	99,0%	90,7%	71,2%	85,9%	92,8%
CAA	5 161 269 830	5 475 901 080	5 475 901 080	98,3%	96,9%	96,9%	95,8%	92,2%	92,2%
ENAM	4 747 175 841	4 893 638 624	4 433 612 254	49,9%	95,0%	96,3%	86,2%	85,2%	87,0%
FR	73 357 126 156	58 685 431 993	3 245 536 672	100,0%	100,0%	86,0%	68,2%	85,2%	100,0%
ISMP	872 652 123	753 691 630	750 691 243	66,8%	71,2%	57,5%	95,4%	100,0%	100,0%
Défense et Sécurité	4 386 674 790	3 526 191 433	3 478 114 855	82,7%	85,4%	94,4%	93,3%	96,3%	94,0%
EI FORCES	4 054 674 989	3 198 891 433	3 146 115 646	81,6%	84,1%	93,8%	92,8%	95,9%	93,3%
ONACAM	331 999 801	327 300 000	331 999 209	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Souveraineté et Gouvernance	184 960 387 174	184 857 471 452	185 842 123 552	71,5%	73,1%	73,9%	15,4%	17,7%	17,9%
API	1 522 401 245	5 129 174 448	5 113 210 416	17,0%	60,3%	61,4%	23,3%	88,7%	75,7%
ARMP	6 800 034 684	6 934 111 869	6 964 702 066	75,6%	75,9%	78,4%	93,2%	94,5%	97,8%
BUCREP	4 097 967 689	1 504 232 449	1 344 742 461	97,2%	97,2%	99,4%	29,9%	78,0%	92,0%
BUNEC	3 341 209 000	3 852 845 000	3 828 839 490	59,9%	99,0%	90,8%	91,9%	82,7%	88,0%
FEICOM	157 608 851 000	157 608 851 000	157 608 851 000	73,8%	73,8%	73,8%	7,1%	7,1%	7,1%
INS	6 508 942 084	5 332 141 678	5 972 705 646	83,7%	56,7%	80,9%	47,2%	57,1%	56,9%
MEADEN	609 288 026	682 933 524	619 453 903	84,5%	71,8%	62,3%	80,4%	83,3%	86,4%
MEAO	290 000 000	285 417 287	317 425 147	100,0%	95,1%	99,2%	86,2%	87,6%	85,1%
MIDENO	730 068 471	651 182 730	786 762 717	66,5%	59,0%	43,7%	76,0%	86,0%	71,2%

SECTEUR / DOMAINE D'ACTIVITÉS / ÉTABLISSEMENTS - DÉPENSES	RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			TAUX DE RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			PART DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS DÉPENSES TOTALES RÉALISÉES SUR ACTIVITÉS		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
	MIDIMA	377 864 859	442 589 106	445 048 263	17,2%	68,0%	65,0%	76,0%	86,5%
NASLA	3 073 760 116	2 433 992 361	2 840 382 443	57,9%	62,1%	69,2%	64,1%	71,5%	73,4%
Secteur Production	263 381 398 757	268 379 382 744	287 228 713 736	68,6%	68,5%	63,9%	69,1%	73,7%	74,8%
Industries et services	141 403 693 271	142 281 324 005	155 861 009 436	85,3%	73,4%	72,7%	78,1%	85,4%	82,0%
ANOR	4 949 301 174	6 560 276 525	8 804 259 721	65,2%	85,2%	73,9%	91,3%	87,9%	92,3%
ANRP	845 742 532	764 553 862	752 547 789	83,7%	73,5%	85,5%	69,6%	79,2%	86,0%
A-PME	1 987 315 087	1 568 636 650	2 549 551 000	35,3%	33,7%	55,7%	71,2%	73,5%	46,1%
CRTV	24 583 462 729	24 583 462 729	24 583 462 729	79,3%	79,3%	79,3%	87,8%	87,8%	87,8%
CSPH	86 981 943 384	85 986 519 029	85 986 519 029	99,4%	79,9%	79,9%	84,2%	82,3%	82,3%
FODECC	7 217 996 377	9 164 535 304	14 856 401 445	68,9%	42,2%	68,2%	50,9%	85,7%	81,3%
IMPM	992 839 498	894 176 843	1 308 475 185	49,9%	46,0%	57,1%	59,2%	74,3%	46,6%
IN	3 315 874 291	1 847 816 646	2 855 778 303	64,3%	43,6%	60,4%	38,2%	100,0%	61,0%
INC	470 261 847	600 133 008	630 127 430	59,0%	76,5%	81,7%	79,6%	77,6%	66,9%
IRAD	2 608 528 885	2 493 391 281	5 993 674 223	69,9%	92,3%	36,6%	88,2%	92,0%	75,3%
IRGM	1 051 670 292	933 438 208	883 876 348	55,8%	73,9%	75,8%	41,1%	52,3%	62,0%
MIPROMALO	1 115 557 275	1 340 586 022	1 256 136 436	45,8%	60,7%	34,9%	85,7%	82,6%	92,9%
MIRAP	884 917 457	909 476 720	818 177 524	57,4%	60,2%	60,6%	81,7%	77,4%	83,4%
ONCC	4 129 940 443	4 378 166 178	4 040 001 521	91,1%	84,6%	72,5%	80,8%	83,3%	86,2%
ONZFI (APZE)	268 342 000	256 155 000	542 020 753	65,3%	67,1%	80,3%	87,7%	89,9%	89,3%
Infrastructures	108 945 744 780	109 152 438 232	115 983 959 174	55,1%	62,0%	54,8%	61,3%	66,6%	69,7%
AER	14 374 829 099	14 543 977 115	14 722 175 399	22,9%	35,8%	38,4%	14,4%	18,7%	31,5%

SECTEUR / DOMAINE D'ACTIVITÉS / ÉTABLISSEMENTS - DÉPENSES	RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			TAUX DE RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			PART DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS DÉPENSES TOTALES RÉALISÉES SUR ACTIVITÉS		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
	ANTIC	6 263 739 333	8 687 514 610	6 906 938 924	52,4%	86,6%	87,1%	90,2%	77,6%
APN	3 199 965 546	3 684 519 450	4 415 983 637	76,6%	95,7%	85,7%	85,7%	87,2%	94,1%
ARSEL	12 794 851 054	6 370 905 650	7 975 006 517	77,8%	34,8%	31,6%	93,8%	97,1%	78,9%
ART	46 729 113 706	45 967 549 668	48 130 208 490	86,5%	77,3%	70,3%	61,2%	68,9%	79,8%
CCAA	16 638 410 606	20 127 346 409	23 838 182 713	44,0%	62,1%	43,1%	70,0%	84,7%	67,7%
CNCC	5 854 161 412	6 449 805 380	7 022 789 841	97,6%	99,2%	100,3%	78,0%	79,5%	82,5%
ENSTP	1 837 255 743	2 122 559 528	1 714 490 209	56,1%	64,1%	60,9%	80,2%	21,8%	87,0%
SUP'TIC	1 253 418 281	1 198 260 422	1 258 183 444	89,5%	82,6%	82,1%	62,0%	93,5%	92,0%
Rural	13 031 960 706	16 945 620 507	15 383 745 126	63,8%	77,0%	65,6%	70,8%	60,2%	64,9%
CDEN	718 972 000	2 301 646 000	1 232 733 763	57,7%	89,9%	87,9%	81,6%	36,8%	58,2%
CDENO	783 249 629	1 517 666 953	1 510 920 194	91,8%	98,2%	96,0%	41,8%	27,7%	27,8%
CDPM	1 275 802 676	1 500 377 341	1 110 496 790	89,2%	77,9%	92,3%	51,2%	47,7%	56,6%
CENEEMA	1 133 319 074	976 061 516	1 426 153 402	70,1%	72,7%	51,5%	84,3%	98,1%	75,5%
FAO/PAM	588 785 000	588 785 000	588 785 000	62,0%	62,0%	62,0%	95,2%	95,2%	95,2%
LINAFI	514 649 827	575 602 385	518 392 625	94,5%	96,1%	93,2%	90,3%	85,2%	89,2%
OC	1 823 181 054	1 905 167 036	1 545 813 280	42,3%	87,0%	48,8%	39,2%	48,2%	82,6%
SODECAO	3 945 049 933	5 071 195 238	3 905 903 224	57,2%	63,2%	52,0%	85,4%	70,3%	72,9%
SOWEDA	868 575 000	1 277 021 000	1 840 859 180	81,6%	82,5%	74,7%	93,1%	75,4%	60,4%
UNVDA	1 380 376 513	1 232 098 038	1 703 687 668	91,3%	92,7%	91,5%	56,7%	62,7%	51,6%
UTAVA	0	0	0						
Secteur Social	305 907 758 449	301 836 407 984	320 606 746 531	75,6%	74,4%	77,6%	87,0%	86,7%	86,0%

SECTEUR / DOMAINE D'ACTIVITÉS / ÉTABLISSEMENTS - DÉPENSES	RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			TAUX DE RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			PART DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS DÉPENSES TOTALES RÉALISÉES SUR ACTIVITÉS		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
	Culture, sports et loisirs	4 657 319 551	5 382 657 497	6 207 277 653	86,6%	86,4%	81,7%	80,2%	79,3%
ANAFOOT	813 512 292	865 030 000	883 641 251	88,4%	64,0%	66,4%	98,5%	100,0%	98,0%
ASCNPD	1 876 898 212	2 100 000 000	2 738 094 305	89,4%	100,0%	88,7%	58,4%	52,4%	41,8%
INJUS	741 571 906	980 691 012	962 217 266	96,4%	99,4%	96,6%	100,0%	100,0%	100,0%
PC	1 225 337 141	1 436 936 485	1 623 324 831	77,2%	80,2%	74,2%	89,4%	92,1%	92,0%
Développement Social et Emploi	163 217 158 557	164 096 752 184	164 239 906 385	80,4%	80,5%	80,4%	85,0%	85,1%	85,2%
CILSN	231 229 785	270 863 695	341 496 661	66,1%	57,3%	42,6%	89,4%	74,8%	75,5%
CNPS	154 879 875 126	154 879 875 126	154 879 875 126	80,2%	80,2%	80,2%	84,5%	84,5%	84,5%
CNRPH	1 374 203 151	1 337 516 230	1 341 595 111	64,0%	69,4%	69,0%	82,7%	92,1%	100,0%
FNE	6 652 605 212	6 790 577 083	6 848 659 905	88,7%	90,5%	90,4%	98,7%	97,8%	96,0%
ONACC	79 245 283	817 920 050	828 279 582	79,2%	78,1%	78,4%	0,0%	93,2%	100,0%
Education	82 607 498 253	90 697 011 656	96 332 391 642	77,1%	82,8%	78,2%	88,0%	88,4%	86,6%
GCE BOARD	6 589 186 963	7 282 072 675	6 802 975 431	84,7%	93,6%	87,2%	100,0%	100,0%	100,0%
OBC	9 910 404 287	11 488 534 623	8 688 482 931	94,4%	113,2%	93,2%	95,4%	98,5%	95,0%
UBA	6 098 050 931	6 913 969 770	6 913 969 770	89,6%	93,3%	93,3%	94,2%	94,2%	94,2%
Ubertoua	0	2 673 415 964	4 752 226 369		90,9%	90,9%		100,0%	66,0%
Ubuéa	6 791 657 861	7 052 379 228	7 477 188 167	76,2%	79,2%	84,2%	89,5%	93,2%	94,4%
Udla	16 300 741 063	16 300 741 063	16 300 741 063	82,2%	82,2%	82,2%	64,0%	64,0%	64,0%
UDS	6 758 461 146	6 622 239 192	6 358 652 053	64,2%	61,5%	56,4%	96,9%	91,5%	97,0%
Uebwa	0	0	4 510 201 185			86,7%			83,6%
Ugroua	0	1 829 449 308	3 576 502 328		70,3%	86,0%		56,1%	78,6%

SECTEUR / DOMAINE D'ACTIVITÉS / ÉTABLISSEMENTS - DÉPENSES	RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			TAUX DE RÉALISATION DÉPENSES TOTALES			PART DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS DÉPENSES TOTALES RÉALISÉES SUR ACTIVITÉS		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
	Uma	6 463 947 830	6 114 178 829	6 098 018 669	78,5%	75,8%	70,6%	94,4%	88,2%
Undéré	7 420 389 716	6 621 935 859	6 446 931 344	72,9%	75,3%	51,3%	98,8%	93,4%	95,8%
UYI	10 159 650 828	11 722 481 448	12 330 888 635	75,2%	86,9%	87,1%	94,3%	95,1%	91,2%
UYII	6 115 007 628	6 075 613 697	6 075 613 697	56,2%	69,1%	69,1%	79,3%	92,1%	92,1%
Santé	55 425 782 088	41 659 986 647	53 827 170 851	62,4%	48,4%	69,0%	93,7%	91,0%	89,3%
CENAME	2 317 888 321	1 930 024 405	2 230 334 934	14,9%	13,0%	22,4%	89,7%	99,6%	92,3%
CHRACERH	982 155 000	1 018 827 000	700 161 643	33,0%	35,9%	47,7%	98,2%	98,0%	100,0%
CHU	4 319 729 187	2 707 404 834	4 383 027 752	81,7%	92,9%	81,5%	95,2%	97,1%	85,6%
CIRCB	2 356 647 971	2 610 109 920	2 225 364 483	42,5%	46,3%	37,3%	92,3%	98,8%	98,9%
CNTS	0	562 943 344	4 558 001 000		72,7%	88,5%		82,8%	60,6%
CPC	5 240 149 170	5 570 780 977	7 285 482 694	80,0%	80,4%	92,4%	95,4%	91,0%	91,5%
HGD	11 273 711 252	10 926 064 906	11 133 757 050	75,1%	76,6%	95,6%	91,7%	90,2%	93,8%
HGPD	3 937 897 927	3 828 186 338	4 216 401 920	75,4%	72,2%	71,9%	93,7%	95,3%	87,3%
HGOPY	3 915 806 932	3 931 849 296	3 979 261 573	82,9%	84,2%	77,1%	94,2%	98,7%	92,3%
HGY	20 607 213 984	8 279 978 048	12 668 505 469	80,4%	30,9%	70,1%	96,6%	34,1%	95,6%
LANACOME	474 582 344	293 817 579	446 872 333	20,6%	26,3%	30,1%	74,5%	100,0%	98,9%
Total général	842 774 443 120	828 408 116 940	811 061 439 923	73,8%	73,6%	71,6%	63,1%	65,9%	65,1%

Annexe 9 : structure de la dette des Etablissements Publics au 31 décembre 2023 par nature suivant les secteurs d'activités

Etablissements	Stock de la dette SOCIALE en fin d'exercice 2023	Stock de la dette FISCALE en fin d'exercice 2023	Stock de la dette financière en fin d'exercice 2023	Stock de la dette COMMERCIALES en fin d'exercice 2023	Stock des dettes en fin d'exercice 2023
Secteur Gouvernance	3 405 085 192	663 337 259	-	3 420 736 754	7 489 159 205
Agence de Promotion des Investissements	-	-	-	318 236 000	318 236 000
Agence de Régulation des Marchés Publics	1 378 869 529	312 241 267	-	388 940 314	2 080 051 110
Bureau Central des recensements de la Population	187 249 922				187 249 922
Bureau National de l'Etat Civil				37 216 000	37 216 000
Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature	977 470 894	351 095 992	-	2 525 512 440	3 854 079 326
Mission de développement du Nord-Ouest	664 769 847	-	-	-	664 769 847
National School of Local Administration	56 908 000				56 908 000
Office Nationale des Zones Franches Industrielles (ONZFI/APZE)	139 817 000			150 832 000	290 649 000
Secteur Production	902 564 219	3 156 366 307	1 022 041 652	5 752 087 641	10 833 059 819
Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité	299 803 469	-	-	-	299 803 469
Agence Nationale de Radioprotection	143 058 000	-	-	73 755 000	216 813 000
Autorité Portuaire Nationale	33 422 995	44 580 583		272 140 750	350 144 328
Centre National d'Etude et d'Expérimentation du Machinisme Agricole				52 440 910	52 440 910
Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics	32 784 070	479 251 470	3 435 115	809 513 148	1 324 983 803
Fonds de Développement des Filières Cacao Café					
Imprimerie Nationale		2 364 241 721	1 018 606 537	3 866 119 788	7 248 968 046
Institut de Recherche Géologique et Minière	144 098 118	41 311 056		20 579 878	205 989 052

Établissements	Stock de la dette SOCIALE en fin d'exercice 2023	Stock de la dette FISCALE en fin d'exercice 2023	Stock de la dette financière en fin d'exercice 2023	Stock de la dette COMMERCIALES en fin d'exercice 2023	Stock des dettes en fin d'exercice 2023
Institut de Recherches Agricoles pour le Développement			293 000 000		293 000 000
Limbé Nautical Arts and Fisheries Institute			-	25 797 459	25 797 459
South West Development Authority	227 907 000	215 952 000		241 443 000	685 302 000
Upper Noun Valley Development Authority	21 490 567	11 029 477		97 297 708	129 817 752
Secteur Social	1 509 512 301	1 415 810 542	-	22 961 639 297	25 886 961 140
Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels	5 059 902	38 867 359	-	9 250 858 892	9 294 786 153
Centre Hospitalier de Recherche et Application en Chirurgie Endoscopique et Reproduction Humaine	491 412 000	24 638 000		1 559 807 000	2 075 857 000
Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées	498 933 645				498 933 645
Centre Pasteur du Cameroun	17 102 017	-	-	-	17 102 017
Fonds National de l'Emploi	10 990 852	176 041 554	-	725 782 387	912 814 793
GCE BOARD	-	-	-	-	-
Hôpital Général de Douala	57 185 007			6 176 586 112	6 233 771 119
Hôpital Général de Yaoundé	55 347 750	265 502 681	-	61 524 985	382 375 416
Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala	314 973 128	250 145 663		1 645 377 921	2 210 496 712
Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé	58 508 000	97 528 000		516 840 000	672 875 000
Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments et d'Expertise		50 201 285			50 201 285
Office du Baccalauréat du Cameroun		512 886 000		3 024 862 000	3 537 748 000
Total général	5 817 161 712	5 235 514 108	1 022 041 652	32 134 463 692	44 209 180 164

